



· BIBLIOTECA ·  
· LVCCHESI · PALLI ·



*Grande Sala D.S.*

*5-VII-7*

III 5 VII 7





**VIE**  
**CORRESPONDANCE ET ÉCRITS**  
**DE**  
**WASHINGTON.**

---

**IMPRIMERIE DE DUCESSEIS,**

Quai des Augustins, 55.

---

77485

VIE  
CORRESPONDANCE ET ÉCRITS  
DE WASHINGTON

PUBLIÉS D'APRÈS L'ÉDITION AMÉRICAINE

ET PRÉCÉDÉS

D'UNE INTRODUCTION

SUR L'INFLUENCE ET LE CARACTÈRE DE WASHINGTON  
DANS LA RÉVOLUTION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE;

PAR M. GUIZOT,

MEMBRE DE L'INSTITUT.

—  
Tome Troisième.



PARIS

LIBRAIRIE DE CHARLES GOSSELIN,

2, RUE SAINT-GERMAIN DES PRÉS.

—  
MDCCCXXX



LIBRARY

# CORRESPONDANCE DE WASHINGTON

---

AU GOUVERNEUR DINWIDDIE.

Au camp des Grandes-Prairies (Great-Meadows), 29 mai 1754.

Monsieur <sup>1</sup>,

En répondant à votre lettre par M. Birney, je commencerai par vous assurer que rien n'était plus éloigné de mon intention que de me retirer, quoique j'aie insisté alors, comme je le désire toujours, pour servir plutôt en qualité de volontaire qu'avec la solde actuelle. Je suis très-fâché que vous sembliez m'accuser d'ingratitude pour vos faveurs si généreuses et si peu méritées; car je vous assure, monsieur, qu'il n'y a rien de plus étranger à mon caractère, ou que mon âme abhorre plus, que ce noir et détestable péché d'ingratitude. Je conserve un juste sen-

<sup>1</sup> Voy. l'Atlas n° 7, pour un fac-simile de l'écriture de Washington à cette époque.

timent de vos bontés, et je ne demande que l'occasion de prouver mon désir de vous être agréable, en tant que ma vie ou ma fortune le permettra.

J'en ne pouvais rien objecter contre la solde avant de la connaître. Mais je vous prierai de vous rappeler que la somme accordée d'abord était de quinze shillings pour un lieutenant-colonel et de douze shillings et six pence pour un major : je m'en plaignis beaucoup, jusqu'à ce que votre Honneur m'assurât qu'il serait pourvu amplement à tous nos besoins, et que, par conséquent, nous ne devions pas nous étonner que notre solde fût inférieure à celle de l'armée anglaise. Lorsque vous voulûtes bien me choisir ensuite pour le commandement dont je suis actuellement revêtu, en me prévenant que je ne recevrais que douze shillings et six pence de solde, je crus devoir faire part au colonel Fairfax de l'intention où j'étais de donner ma démission ; ce qu'il doit bien se rappeler, puisque la chose se passa à Belhaven. Il me dissuada de mon projet, en me promettant de vous représenter la modicité de la solde, afin que vous fissiez tous vos efforts pour la faire augmenter, d'autant plus que le président lui-même la trouvait beaucoup trop faible.

Quant à ceux qui demandaient en si grand nombre des grades, et à qui nous fûmes préférés, s'ils eussent été aussi pénétrés que nous des difficultés que devait rencontrer une campagne dans un pays comme le nôtre, votre Honneur n'aurait pas été exposé à tant de sollicitations importunes. Cependant, je ne donne point ceci comme une raison pour quitter le service. Ma constitution est assez robuste pour affronter et soutenir les plus rudes fatigues ; je crois même, sans trop me flatter, que

j'ai le courage d'entreprendre tout ce qu'un homme peut oser, ainsi qu'on le verra par l'épreuve dont nous ne pouvons guère être éloignés. \*

Il est, monsieur, bien certain, je crois, que les officiers de l'expédition du Canada touchaient la solde anglaise pendant qu'ils étaient en activité de service <sup>1</sup>. Le lieutenant Waggener, le capitaine Trent, et plusieurs autres officiers avec lesquels je me suis entretenu à ce sujet, et qui faisaient partie de l'expédition, l'affirment positivement. Ainsi donc, monsieur, puisque cette solde ne peut être accordée, permettez-moi de servir en qualité de volontaire; ce sera pour moi la meilleure récompense, à défaut de la solde anglaise; car, comme mes services, autant qu'il m'est permis d'en juger, vaudront ceux du meilleur officier, je me fais un point d'honneur de ne pas les offrir pour moins, et de ne point accepter de terme moyen.

Néanmoins j'ai communiqué vos intentions aux autres officiers, et autant que mon caractère me permet de feindre, je leur ai fait valoir les avantages qui pouvaient en résulter, et les ai engagés à accepter ces conditions, attendu qu'un refus pourrait jeter du déshonneur sur leur caractère, en permettant à chacun d'attribuer à telle

\* L'expédition du Canada, dont il est question ici, fut celle que projeta le gouverneur Shirley, avec la sanction du gouvernement anglais, en 1746, pendant la guerre entre la France et l'Angleterre. La prise mémorable de Louisbourg l'année précédente, qu'on dut, en grande partie, aux troupes coloniales du Massachusetts, avait porté au plus haut point l'ardeur guerrière des citoyens, et un grand nombre de volontaires des provinces du nord et du centre s'enrôlèrent pour cette nouvelle expédition. Ils furent licenciés l'année suivante, sans que la guerre eût produit rien de décisif. On eut soin cependant de leur accorder la même solde qu'aux troupes régulières. Belknap, histoire du New-Hampshire, vol. II, p. 235.

ou telle cause leur retraite du service. Je connais très bien les fâcheuses conséquences qui résulteraient de ce parti, car ils ont acquis quelque expérience militaire et une certaine connaissance du pays; la plupart d'entre eux, ayant déjà commandé des détachements, sont maintenant accoutumés aux privations et aux fatigues de la vie que nous menons: privations et fatigues qui, si elles étaient mieux connues, mettraient votre Honneur à l'abri de beaucoup de sollicitations importunes. Ce dernier motif m'engagera à faire tout mon possible pour arranger les choses, quoique en réalité je m'attende à quelque changement. Ils m'ont promis d'y réfléchir et de vous donner une réponse. Je n'ignorais pas que le colonel Fry avait une indemnité pour sa table; mais, n'étant pas le maître chez lui, je suis privé du plaisir d'inviter un officier ou un ami, chose qui me serait plus agréable que tous les avantages que je pourrais y trouver.

Et ici, je ne puis m'empêcher de répondre à un autre point de votre lettre, dont le sens se voit plus clairement par le passage suivant d'un billet que le colonel Fairfax vient de m'adresser: « Si, dans l'armée anglaise, une solde plus considérable est accordée aux officiers, l'uniforme qu'ils sont obligés de se procurer tous les ans, leur table et autres dépenses accessoires ne leur permettent de faire que peu ou point d'économies. »

On sait bien que nous sommes sujets aux frais d'uniforme, et on n'ignore pas non plus que tous les uniformes et objets quelconques que nous avons été dans l'indispensable nécessité d'acheter pour cette expédition, nous les avons payés aussi cher en monnaie courante de Virginie, qu'ils eussent coûté en monnaie sterling aux



officiers anglais ; cependant , il aurait dû en être autrement , pour qu'il y eût , sous ce rapport , de l'égalité entre nous . Le colonel Fairfax fait observer que leur table et autres dépenses accessoires les empêchent de faire beaucoup d'épargnes . Ils jouissent de leur solde , avantage dont nous sommes tout à fait privés . Nous sommes privés également du plaisir de bien vivre ; et je ne crains pas de vous dire , monsieur , que , pour quelqu'un qui y a toujours été accoutumé , il est fort dur d'être réduit à une petite ration de viande salée , sans autre boisson que de l'eau . Nous avons à remplir des devoirs pénibles et laborieux , presque incompatibles avec ceux d'un soldat , et cependant on nous assujettit à des réductions , comme si nous avions tout en abondance . Ma solde , d'après celle de l'armée anglaise et la valeur du change , devrait être d'environ vingt shillings par jour ; au lieu de cela , la comité ( car je ne puis croire que votre Honneur y ait la moindre part ) a accordé douze shillings pour le temps du service seulement , tandis que la moitié de l'autre somme est assurée aux officiers anglais leur vie durant . Maintenant , si nous étions assez heureux pour chasser les Français aussi loin de l'Ohio que le désirerait votre Honneur , bientôt notre solde ne serait plus suffisante pour faire face à nos dépenses premières .

Je ne voudrais pas que vous pussiez vous imaginer que je me suis étendu aussi longuement sur ce sujet , dans le seul but d'obtenir une augmentation de solde : c'est pour me justifier et vous faire voir que nos plaintes ne sont pas frivoles , mais fondées sur la stricte équité . Pour ma part , il m'est presque indifférent de servir avec une solde entière , ou comme simple volontaire . Certes , si ma fortune ré-

pondait à mes inclinations, je n'hésiterais pas un seul instant à choisir ce dernier parti; car les motifs qui m'ont conduit ici, sont nobles et purs : je n'ai rien ambitionné que l'honneur de servir fidèlement mon roi et mon pays.

M'ayant recommandé M. Willis, vous pouvez compter que je ferai pour lui avec plaisir tout ce qui sera en mon pouvoir. Mais surtout, monsieur, vous pouvez être certain que j'emploierai tous les moyens pour me procurer des informations et nous mettre en garde contre les surprises. Je vous donne de plus l'assurance qu'une très-grande inégalité de forces pourra seule me contraindre à me rendre ou à battre en retraite.

Maintenant, monsieur, que j'ai répondu à votre lettre, je vous demanderai la permission de vous instruire de ce qui s'est passé depuis que je vous ai écrit par M. Gist. Je vous mandais alors que j'avais envoyé un détachement à la rencontre de cinquante Français, qui, d'après mes informations, étaient en marche sur nous. Vers neuf heures du soir, le même jour, je reçus un exprès du demi-Roi<sup>1</sup>, qui était campé avec quelques hommes de sa nation à environ six milles de là; il me mandait qu'il avait aperçu les traces de deux Français qui traversaient la route, et que le corps entier se tenait en arrière à peu de distance.

Je partis avec quarante hommes avant dix heures; mais ce ne fut que vers le lever du soleil que nous atteignîmes le camp des Indiens, car nous avions marché par d'étroits sentiers, durant une pluie battante et la nuit la plus noire

<sup>1</sup> *Half-King*, chef Indien.

dont on puisse se faire une idée. Nous tombions à chaque instant les uns sur les autres , et souvent nous nous égarions si loin de la route qu'il nous fallait quinze ou vingt minutes avant de pouvoir la retrouver.

Lorsque nous arrivâmes auprès du demi-Roi , je tins conseil avec lui , et je le déterminai à se joindre à nous pour tomber sur les Français. En conséquence, lui, Monacawacha et un petit nombre d'autres Indiens se mirent en marche. Lorsque nous fûmes arrivés à l'endroit où se trouvaient les traces du passage des Français, le demi-Roi les fit suivre par deux Indiens, afin de découvrir l'endroit où il étaient campés ; ils les trouvèrent à environ un mille de la route, dans un lieu très-sombre et entouré de rochers. Là-dessus, je fis mes dispositions, de concert avec le demi-Roi et Monacawacha, pour les attaquer de tous les côtés à la fois. Dans un engagement d'environ quinze minutes, nous en tuâmes dix, en blessâmes un, et fîmes vingt-un prisonniers. Au nombre des morts fut M. de Jumonville, le commandant. Les principaux officiers tombés entre nos mains sont M. Drouillon et M. La Force, dont votre Honneur m'a souvent entendu parler comme d'un homme habile dans ses entreprises et plein de ruse. Avec eux sont deux cadets.

Ces officiers prétendent qu'ils venaient en ambassade; mais l'absurdité de ce prétexte est trop manifeste, comme vous le verrez par les instructions et le message ci-inclus. Leurs instructions étaient de reconnaître le pays, les routes, les criques, etc., jusqu'au Potomac; ce qu'ils étaient en train de faire. Ces hommes déterminés avaient été choisis à dessein, pour prendre des informations, qu'ils devaient transmettre par des dépêches, en même

temps que l'indication du jour où ils remettraient le message ; ce qui ne pouvait être dans d'autres vues que d'attendre un renfort pour tomber sur nous à l'improviste. Ces raisons, jointes à quelques autres, ont porté nos officiers à croire qu'ils étaient envoyés comme espions plutôt que dans tout autre but. En conséquence, ils m'ont engagé à les retenir comme prisonniers, bien que ceux-ci s'attendissent, ou du moins feignissent de s'attendre à être traités comme ambassadeurs.

Lorsqu'ils ont connu le lieu de notre campement, loin de venir nous trouver ouvertement, ils ont cherché une retraite des plus cachées, et beaucoup plus convenable pour des déserteurs que pour des ambassadeurs ; ils y sont restés deux ou trois jours, envoyant, pendant ce temps-là, des espions pour reconnaître notre camp, comme on nous l'a dit, quoiqu'ils affirment le contraire. Leur corps d'armée se tenait à environ deux milles en arrière, pendant qu'ils envoyaient deux coureurs pour informer Contrecoeur de nos forces et du lieu où nous étions campés. Trente-six hommes ! il y a là de quoi composer le cortège d'un ambassadeur de prince, tandis qu'il s'agissait d'un petit gouverneur. Pourquoi, si leurs projets étaient francs, sont-ils restés si longtemps à cinq milles de nous sans s'acquitter de leur message ou sans m'en donner avis ? Ils ne pouvaient attendre ainsi que dans le seul but d'appuyer par la force leur message, aussitôt qu'il serait remis. Ils n'avaient pas besoin d'envoyer des espions, puisque le caractère d'ambassadeur est sacré chez toutes les nations ; mais c'est par les traces de ces espions qu'ils ont été découverts, et que nous avons eu connaissance de leurs projets. Ils ne se seraient point retirés à deux milles en ar-

rière, et n'auraient point cherché une cachette, qui, à vrai dire, était fort bien choisie, sans quelque motif particulier. En outre, le message est si insolent et assaisonné de tant de gasconnades, que, si deux hommes seuls étaient venus le présenter, il y aurait eu trop d'indulgence à se borner à les renvoyer simplement.

Le demi-Roi pense que leurs intentions étaient mauvaises, et regarde le langage qu'ils tiennent maintenant comme un pur prétexte. Il est si fortement convaincu de leurs intentions hostiles en venant ici, qu'il nous menace de ne nous aider jamais à reprendre d'autres Français, si nous sommes assez peu raisonnables pour permettre que ceux-ci s'en retournent. D'un autre côté, si La Force était relâché, je crois réellement qu'il nous ferait plus de mal à lui seul que cinquante autres; car son esprit actif l'entraîne dans toutes les entreprises, et lui a fait acquérir ainsi une connaissance exacte de tout le pays. Ajoutez à cela l'usage parfait de la langue des Indiens et une grande influence sur ces derniers. Il a avoué avec assez de franchise qu'en voyant la commission et les instructions, il s'attendait à quelque projet hostile<sup>1</sup>, quoiqu'il ose dire qu'il croit que le commandant n'avait aucun mauvais dessein.

Dans cet engagement, nous avons eu seulement un homme tué et deux ou trois blessés, parmi lesquels se trouve le lieutenant Waggener; mais sa blessure est lé-

<sup>1</sup> Voyez un fragment du journal de Washington, contenu dans un mémoire publié par le gouvernement français, sous le titre de « Mémoire contenant le précis des faits, avec leurs pièces justificatives, pour servir de réponse aux observations envoyées par les ministres d'Angleterre dans les cours de l'Europe. » Imprimerie royale, Paris, 1756.

gère. Ce résultat est presque miraculeux, car notre aile droite était fort exposée au feu de l'ennemi, et l'a reçu tout entier.

Le demi-Roi a reçu la lettre de votre Honneur; mais il m'a chargé de vous informer qu'il ne peut quitter, dans ce moment, ses sujets, dont la situation lui paraît dange-reuse. Il est allé au Crossing pour amener leurs familles dans notre camp; je lui ai accordé, à sa prière, un secours de trente hommes et de quelques chevaux pour leur venir en aide. Il dit que si votre Honneur a quelque chose à lui faire savoir, vous pouvez le lui communiquer par mon intermédiaire, et que, si vous avez quelque présent pour son peuple, vous pouvez le garder jusqu'à une autre occasion, pourvu que vous leur envoyiez quelques objets dont ils ont un besoin immédiat. Il a déclaré qu'il enverrait la chevelure de ces Français, avec une hache, à toutes les nations indiennes qui sont alliées de la sienne. Il a donné, aujourd'hui même, une hache et un large baudrier de wampum à un Delaware pour les porter à Shingiss<sup>1</sup>. Il m'a promis de faire venir tous les Mingoes et Shawances<sup>2</sup> à notre camp, où je l'attends demain avec trente ou quarante hommes, leurs femmes et leurs enfants, pour confirmer ses paroles. Il a envoyé à votre Honneur un cordon de wampum.

Comme ces coureurs ont été envoyés vers le fort, dimanche dernier, je m'attends à être attaqué à chaque instant, et par des forces supérieures qu'il faut attendre de

<sup>1</sup> Shingiss, nom du chef des Indiens Delaware.

<sup>2</sup> On désignait par des noms divers les confédérés des six nations indiennes : les Français les appelaient Iroquois ; les Anglais Mingoes ; les Hollandais Maquas, et les autres tribus indiennes les appelaient Mengwe.

pied ferme, quand nous ne serions qu'un contre cinq, car il y a lieu de craindre que nous ne perdions les Indiens si nous sommes forcés de battre en retraite. J'ai dépêché un messenger au colonel Fry, pour le prévenir de ce qui allait arriver, et le prier de m'envoyer des renforts avec toute la diligence possible.

Votre Honneur peut compter que je ne me laisserai point surprendre, à quelque heure qu'ils viennent: c'est là tout ce que je puis promettre. Mais mes efforts ne tendront pas moins à d'autres résultats. Si vous apprenez que nous avons été battus, vous apprendrez en même temps, j'en ai la confiance, que nous aurons fait notre devoir en combattant tant qu'il sera resté une lueur d'espérance.

J'ai envoyé le lieutenant West, accompagné de M. Spilt-dorph et d'une garde de vingt hommes, pour escorter les prisonniers; je crois que les officiers l'ont chargé de leur réponse pour vous.

M. La Force et le major Drouillon désirent vous être recommandés, et je leur ai promis qu'ils trouveraient auprès de vous, toutes les attentions dues à des prisonniers de guerre; je les ai traités de mon mieux, sans oublier de leur donner quelques vêtements dont ils avaient besoin. J'en trouve, en conséquence, mal pourvu moi-même; car, n'ayant apporté que deux ou trois chemises de Will's Creek, afin d'être moins chargé de bagage, j'étais mal en mesure pour venir à leur secours. Je suis, etc.

P. S. Je n'ai rien appris de particulier touchant les Twigtwees, depuis que je suis dans ces eaux. Nous avons déjà commencé un fort palissadé, et j'espère qu'il sera achevé demain. Je vous demande la permission de vous

informer que le capitaine Vanbraam et l'enseigne Peyrouny se sont signalés par leur belle conduite, depuis qu'ils nous ont rejoints : j'espère qu'ils obtiendront votre bienveillance.



### AU GOUVERNEUR DINWIDDIE.

Sans date.

Monsieur,

Depuis ma dernière lettre, j'ai acquis de fortes présomptions, je dirai même la certitude, que ces gens-là étaient envoyés comme espions, et avec ordre de rester dans notre voisinage jusqu'à ce qu'ils fussent bien informés de nos projets, de notre situation et de nos forces. Ils devaient tenir leur commandant en chef au courant de leurs observations, et en attendant qu'il leur arrivât des renforts, rester cachés jusqu'au moment de remettre leur message, si toutefois ils se décidaient à prendre ce parti.

Je ne doute pas qu'ils ne cherchent à vous amuser avec de belles paroles, comme ils l'ont fait avec moi ; mais ils ont été contredits sur tous les points, et des faits, trop évidents pour être niés, sont venus les rendre pour ainsi dire honteux de leurs propres assertions. Je vous engage à les traiter avec les égards dus à leur malheureuse position, mais j'espère que vous ne prêterez point l'oreille à ce qu'ils pourront vous dire pour se justifier, puisqu'il n'y aura là personne pour réfuter leurs allégations.



On m'a rapporté, depuis leur départ, qu'ils prétendaient nous avoir crié de ne point tirer; je sais que cela est faux, puisque je fus le premier qui m'approchai d'eux, et le premier qu'ils aperçurent; aussitôt ils coururent aux armes, et ouvrirent un feu vif qui dura jusqu'au moment de leur déroute.

Nous avons entendu parler d'un autre Français qui a été tué par les Indiens, après nous avoir échappé; de sorte que nous sommes certains qu'il y en a eu trente-trois de tués ou pris. J'ai pensé qu'il était convenable d'instruire votre Honneur de ce qui précède, car je m'imagine qu'ils auront l'audace de réclamer les privilèges dus aux ambassadeurs; lorsqu'en bonne justice ils devraient être pendus comme des espions de la pire espèce, attendu qu'ils exécutaient les ordres secrets de leur chef, sous le couvert d'un caractère qui devrait être sacré pour toutes les nations, et dont on ne devrait jamais se jouer ni se servir d'une manière équivoque<sup>1</sup>.

Je suis, etc.



## A MADAME MARY WASHINGTON.

Fort Cumberland, 16 juillet 1755.

Honorée Madame,

Comme je ne doute pas que vous n'ayez appris notre défaite, qui sans doute vous aura été présentée sous un

<sup>1</sup> Voy. « Mémoire contenant le précis des faits, » etc., page 104, pour les ordres donnés par M. de Contrecoeur à M. de Jumonville.

plus mauvais jour encore , s'il est possible , qu'elle ne mérite , je saisis la première occasion pour vous donner quelques détails sur l'engagement qui a eu lieu à dix mil ; les du Fort-Français , le mercredi 9 du courant.

.....  
.....  
.....  
Nous marchâmes vers cette place , sans aucune perte considérable , ayant seulement de temps à autre quelques trainards ramassés par les Français et les éclaireurs indiens. A notre arrivée , nous fûmes attaqués par un parti de Français et d'Indiens , dont le nombre , j'en suis persuadé , n'excédait pas trois cents hommes. Notre effectif était d'environ mille trois cents hommes bien armés , et composé principalement de troupes régulières , qui furent saisies d'une telle panique qu'elles montrèrent plus de lâcheté qu'on ne saurait concevoir. Les officiers se comportèrent bravement , afin d'encourager leurs soldats , ce dont ils souffrirent beaucoup , car il y en eut près de soixante de tués ; en sorte que notre état major a péri presque tout entier.

Les troupes de Virginie ont montré une grande bravoure , et ont été presque détruites ; car je crois que , sur trois compagnies , il est resté à peine trente hommes. Le capitaine Peyrouny et tous ses officiers , à l'exception d'un seul caporal , ont été tués. Le capitaine Polson a éprouvé un sort presque aussi fatal , car il n'est resté qu'un seul des siens. Bref , la lâche conduite des troupes , qu'on appelle réglées , a exposé tous ceux qui voulaient faire leur devoir à une mort presque certaine ; et à la fin , malgré tous les efforts des officiers , elles se sont enfuies comme des moutons poursuivis par des chiens , au point qu'il a été impossible de les rallier.

Le général a reçu des blessures dont il est mort trois

jours après. Sir Peter Halket a été tué sur le champ de bataille, où sont tombés aussi beaucoup d'autres braves officiers. Pour moi, j'ai échappé heureusement sans aucune blessure, quoique j'aie eu mes habits percés de quatre balles, et deux chevaux tués sous moi. Les capitaines Orme et Moris, deux des aides de camp, ont été blessés dès le commencement de l'affaire; ce qui a rendu le service plus pénible pour moi; puisque j'étais resté seul pour transmettre les ordres du général. J'étais à peine en état de le faire, n'étant pas à moitié rétabli d'une violente maladie qui m'avait retenu dans un wagon d'ambulance pendant dix jours. Je suis encore dans un tel état de faiblesse que je suis obligé de rester ici deux ou trois jours, dans l'espoir de recouvrer un peu de force pour me rendre chez moi; je crains de n'être capable d'en repartir que vers le mois de septembre, ce qui me privera du plaisir de vous voir avant cette époque, à moins que ce ne soit dans le comté de Fairfax. Veuillez faire mes amitiés à M. Lewis et à ma sœur; mes compliments à M. Jackson et à tous les autres amis qui s'informeront de moi. Je suis, honorée madame, votre dévoué fils.

---

A ROBERT JACKSON.

Mount-Vernon, 2 août 1783.

Cher Monsieur,

Je dois reconnaître que vous avez eu grande raison d'être terrifié par les premiers rapports qui ont été don-

nés sur notre malheureuse défaite<sup>1</sup> ; je dois avouer également que je n'ai pas été peu surpris de voir que c'était le gouverneur Innes qui avait alarmé le pays par un bruit aussi extraordinaire, sans avoir d'autre garantie de la vérité que le récit d'un charretier effrayé.

C'est vrai : nous avons été battus, honteusement battus par une poignée d'hommes, qui n'avaient d'autre intention que d'inquiéter et de troubler notre marche. La victoire était leur dernière attente. Voyez les desseins étonnants de la Providence, et l'incertitude des choses humaines ! Il y a peu de jours, nous nous croyions presque égaux en nombre aux forces françaises dans le Canada, et l'ennemi de son côté songeait tout au plus à nous harceler. Cependant, contre toute attente et toute probabilité humaine, et même contre le cours ordinaire des choses, nous avons été totalement défaits, avec perte de tout ce que nous avions. Cette nouvelle, comme vous le remarquez avec raison, ne peut qu'émouvoir la colonie, et autorisera sans doute les gens à censurer ceux qu'ils croient les plus coupables, ce qui, pour le dire en passant, se fait souvent avec une grande injustice.

Je suis comme vous intimement convaincu que, lorsque ce fait sera raconté dans les annales futures, on l'accueillera avec incrédulité ; car, si je n'avais pas été témoin de ce jour fatal, j'aurais peine à y ajouter foi moi-même aujourd'hui.

Quel que soit le temps où vous vous décidiez à venir dans le comté de Fairfax, j'espère que vous choisirez Mount-Vernon pour votre demeure. Je vous assure que

<sup>1</sup> Voy. l'Atlas n. 8, pour un plan du combat où Braddock fut défait.

rien ne pouvait plus ajouter à ma satisfaction d'être de retour sain et sauf, que d'apprendre les regrets pleins d'amitié exprimés sur ma mort supposée.

Je suis, etc.



## A WARNER LEWIS.

Mout-Vernon, 14 août 1755.

Cher Monsieur,

Après vous avoir adressé des remerciements sincères et pleins de reconnaissance, pour l'intérêt que vous avez bien voulu prendre à ma dernière indisposition, et pour l'opinion favorable, et (permettez-moi de le dire) exagérée que vous avez de mes talents militaires, je dois vous exprimer mon regret de ne pouvoir me rencontrer avec vous ainsi qu'avec d'autres amis qui ont témoigné le désir de me voir à Williamsburg<sup>1</sup>.

Votre lettre m'est parvenue hier soir seulement, à neuf heures. Vous me dites que l'assemblée terminera sa session à la fin de la semaine; ce qui laisse trop peu de temps pour faire un voyage de cent soixante milles, surtout à un homme dans mon état de faiblesse. Quoique heureusement rétabli de cette maladie de près de six se-

<sup>1</sup> M. Ludwell, membre de l'assemblée, que Washington comptait parmi ses amis, lui avait écrit pour l'inviter à se rendre à Williamsburg. Il avait rapporté dans sa lettre quelques expressions favorables dont le gouverneur s'était servi en parlant de Washington.

maines, qui m'a mis si bas, mes forces ne sont pas encore revenues. Si j'avais été informé à temps, j'aurais essayé de faire la route à cheval, à petites journées; le plaisir de voir mes amis, qui, d'après ce que vous me dites, veulent bien prendre part à ma bonne et à ma mauvaise fortune, m'aurait fait oublier la fatigue du voyage.

Le principal motif, outre ma maladie, qui m'a empêché de me rendre à cette assemblée, est la détermination de ne point faire l'offre de mes services pour les raisons suivantes. D'abord il me semble que je n'obtiendrais point de commandement aux conditions auxquelles seules je consentirais à l'accepter; car, je vous l'avouerai, jamais je ne me déciderai à quitter ma famille, à nuire à ma fortune, et surtout à ruiner ma santé pour courir les chances auxquelles je me suis déjà vu exposé, sans pouvoir compter sur quelque chose de certain. Ensuite, si j'acceptais le commandement, j'insisterais sur plusieurs points que l'ignorance et l'inexpérience m'avaient fait négliger précédemment; je tiendrais surtout à ce que les officiers fussent nommés d'après mon avis et avec mon concours. Il semble en effet étrange qu'un officier revêtu d'un commandement supérieur ne jouisse pas de cette faculté, lorsque l'on considère combien la conduite et le courage d'un officier influent sur les soldats, combien il est responsable des officiers subalternes, et combien le bon ou le mauvais succès, en temps de guerre, dépend de la conduite de chaque individu, surtout dans ces sortes de combats où, l'armée se trouvant dispersée, chacun a une plus grande liberté pour mal faire son devoir, que s'il marchait régulièrement et en ordre sous les yeux de son chef.

D'un autre côté, combien peu de crédit est donné aux paroles de ce chef, qui, après une défaite, dont il rapporte les causes, fait justement retomber le blâme sur un ou plusieurs individus, dont la lâche conduite aura entraîné la ruine de tous ! Loin d'entrer dans ces considérations, le monde est porté à faire tomber toute sa vindicte sur le malheureux chef, qui n'aura peut-être mérité que fort peu de blâme.

N'est-il donc pas bien évident que la nomination des officiers est une chose de la dernière importance, et qui demande la plus grande circonspection ? Doit-elle être laissée à l'aveugle hasard, ou, ce qui est pis encore, à la faveur ? Ne doit-elle pas au contraire appartenir à l'homme dont la vie, et ce qui est bien plus précieux encore, l'honneur dépendent de la manière dont tous auront accompli leur devoir ?

On manque toujours de ces officiers, pour la solde desquels on n'a point assigné de fonds. Une petite caisse militaire est si nécessaire, qu'il est impossible de s'en passer. Personne ne peut conduire une affaire de ce genre sans en être pourvu.

J'aurais à souffrir tout cela, si le commandement devait tomber sur moi.

Mais, outre toutes ces raisons, j'en ai d'autres qui m'empêchent d'offrir mes services. Je crois que nos affaires sont tombées dans une si fâcheuse situation, que personne ne peut acquérir de gloire en se chargeant maintenant du commandement de nos forces, et que par là on s'expose plutôt à perdre sa réputation. Je suis convaincu que les mouvements militaires doivent éprouver de grandes lenteurs, faute de moyens pour transporter nos бага-

ges, nos munitions et nos vivres, dans les montagnes. Cet embarras résulte en grande partie du mauvais traitement dont on a usé envers les voituriers et les marchands de chevaux, qui n'ont reçu qu'une faible indemnité pour leur travail, et rien pour la perte de leurs chevaux et de leurs wagons ; ce qui les empêchera bien certainement de nous prêter assistance, à moins qu'ils n'y soient contraints. Je suis donc entièrement convaincu que des difficultés sans nombre attendent celui qui doit se charger du commandement ; on en viendra bientôt à le regarder comme un homme paresseux et indolent, et sa conduite sera amèrement blâmée, lorsque souvent il ne sera pas plus en son pouvoir d'éviter les lenteurs que de commander, pendant la tempête, aux flots d'une mer furieuse.

Ces considérations n'ont pas eu peu d'influence sur moi, car je crains beaucoup de perdre ce qui constitue maintenant mon plus grand bonheur, c'est-à-dire l'estime et la considération dont le pays a bien voulu m'honorer.

Il est possible que vous veniez à conclure de ce que je viens de dire, que mon intention est de refuser, quoi qu'il arrive ; mais il n'en est pas ainsi. Je suis déterminé à ne point offrir mes services, parce que solliciter le commandement, tout en faisant mes conditions, serait un peu inconvenant, et aurait un air de trop grande présomption. Mais, si le commandement m'était offert, le cas serait différent ; je pourrais alors faire librement toutes les objections que la raison et ma faible expérience m'ont suggérées<sup>1</sup>.

Je suis, cher Warner, votre très-affectionné, etc.

<sup>1</sup> Au moment où Washington écrivait cette lettre, on signait sa nomination au commandement. L'assemblée accorda par le même décret trois



## AU GOUVERNEUR DINWIDDIE.

Winchester, 11 octobre 1758.

Monsieur,

Comme je pense que c'est pour moi un devoir indispensable que de vous informer d'une manière particulière de mes actes, et de vous faire de temps en temps les rapports les plus sincères et les plus authentiques sur notre situation, je dois vous apprendre qu'aussitôt après avoir donné les ordres nécessaires à Fredericksburg, et envoyé des exprès pour hâter l'arrivée des recrues d'Alexandrie, je me suis rendu ici en poste. J'ai passé par la demeure de lord Fairfax, qui s'était absenté pour venir ici, où je suis arrivé hier moi-même. J'ai trouvé les choses dans la plus grande confusion. Des cantons reculés, on se portait en foule vers la ville, que les bourgeois s'empressaient de quitter. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour empêcher ce désordre. J'avais le désir de me mettre immédiatement en marche, à la tête de quel-

cent livres sterling à George Washington, à chaque capitaine, soixante-quinze livres, aux lieutenants et au chirurgien, trente livres, et à chacun des soldats cinq livres, comme récompense de leur bravoure à la bataille de Monongahela.

Dans une lettre adressée, vers la même époque, à un membre du cabinet anglais, le gouverneur Dinwiddie parle de Washington dans les termes suivants : « J'ai donné des ordres pour qu'on enrôlât seize compagnies, en déférant le commandement de nos forces ainsi augmentées au colonel George Washington, aide de camp du général Braddock, homme, selon moi, d'un grand mérite et de beaucoup de résolution.... Si le général Braddock eût vécu, je suis persuadé qu'il aurait recommandé M. Washington à la faveur du roi. »

ques miliciens, pour arrêter les ravages de l'ennemi, que je croyais peu nombreux, lorsque j'appris par le colonel Martin, qui avait essayé de lever la milice dans le même dessein, qu'il était impossible de rassembler plus de vingt-cinq hommes; ils refusaient formellement de partir, aimant mieux, disaient-ils, mourir avec leurs femmes et leurs enfants.

Voyant ce projet avorté, je fis partir des exprès pour hâter l'arrivée des recrues de la vallée et de la milice des comtés de Fairfax et du prince Guillaume, que lord Fairfax avait convoquée. Je pris aussi quelques espions, pour les envoyer reconnaître les forces de l'ennemi, et encourager les rôdeurs qui, nous avait-on dit, étaient bloqués par les Indiens dans une petite forteresse. Si je puis dire mon opinion, je les crois plus pressés par la peur que par l'ennemi. Je me suis aussi procuré des wagons, pour envoyer chercher, à Conococheague, de la farine, des balles, et des pierres à fusil. J'attends, de la vallée, de la poudre et une très-petite quantité de papier pour les cartouches, le tout acheté à un prix exorbitant.

Six ou huit ouvriers sont maintenant à l'œuvre pour réparer les armes à feu qui se trouvent ici, les seules sur lesquelles nous puissions compter. On avait passé un marché le 24 du mois dernier avec un homme, pour faire la besogne; mais il l'a négligée, et se disposait précisément à partir pour la Pensylvanie avec des wagons; je me suis emparé de ses wagons, et je l'ai contraint de nous aider dans ce travail. Je rencontre en toutes choses la plus grande opposition.

On n'obéit à aucun ordre, à moins d'y être forcé par une escouade de soldats ou par mon sabre nu. Sans cela, il

est impossible d'avoir un cheval pour les besoins les plus urgents ; ces gens ne sont arrivés à un tel degré d'insolence que parce que jusqu'ici on leur a cédé sur tous les points. Pour moi , je n'ai cédé sur rien de contraire au service du roi, et je n'ai jamais voulu modifier mes instructions. Je ne le ferai pas non plus , à moins qu'ils n'exécutent leur menace en me brûlant la cervelle.

J'ai engagé les pauvres malheureux qui ont été chassés de leurs maisons , à mettre leurs familles dans quelque place sûre, et à se joindre à nos détachements pour battre les bois où se tient l'ennemi ; je crois que quelques-uns nous prêteront de bon cœur leur assistance. J'ai pris aussi , et je continuerai de prendre d'avance toutes les mesures, pour que les recrues se mettent en marche aussitôt après leur arrivée ici. Votre Honneur peut compter que rien de ce qui est en mon pouvoir ne sera négligé pour le bien du service. Je reviendrais encore sur la nécessité de soumettre la milice à de meilleurs réglemens, si je n'en avais déjà parlé deux fois. Mais je dois demander encore une fois la permission de vous déclarer (car ici je suis intéressé d'une manière plus directe) que, si l'assemblée n'adopte pas une mesure tendant à mettre la loi militaire en vigueur dans toutes ses parties, je me verrai forcé à regret de refuser l'honneur que l'on a si généreusement eu l'intention de me décerner. Je suis contraint de prendre ce parti par le pressentiment que j'échouerais dans toutes les démarches dont on doit justement demander la réussite à un homme investi de pleins pouvoirs pour exercer son autorité. Je vois l'insolence croissante des soldats , et l'indolence et l'inactivité des officiers, qui savent tous combien les punitions sont douces en compa-

raison de ce qu'elles devraient être. Enfin je vois que, sous le régime actuel, nous deviendrons un fléau et une charge intolérable pour le pays, sans répondre jamais à rien de ce que l'assemblée attend de nous. Et ici je dois prendre la liberté d'exprimer quelque surprise que seuls nous soyons jaloux de notre liberté au point de ne pas accorder un pouvoir que l'intérêt et la politique réclament si impérieusement, et dont il résulterait nécessairement tant d'avantages. Ne savons-nous pas que chaque nation sous le soleil y trouve son compte, et que, sans ce pouvoir, l'ordre et la discipline ne peuvent exister? Pourquoi donc espérerait-on que nous, qui sommes tout jeune et sans expérience, nous puissions exercer le commandement, et maintenir le véritable esprit de discipline, sans lois, lorsque les meilleurs et les plus expérimentés ont peine à le faire même avec leur secours? Si nous consultons notre intérêt, je suis certain qu'il les appelle hautement. Je puis affirmer avec confiance que le recrutement, l'habillement, l'armement, l'entretien, la nourriture des soldats qui ont déserté, ont coûté au pays une somme immense, laquelle aurait pu être épargnée, si nous avions été sous l'empire d'une pénalité qui eût effrayé les soldats sur les suites d'une telle conduite.

J'ai une autre recommandation à faire avant de quitter ce sujet : c'est de rendre passibles de grosses amendes ou de peines corporelles les habitants qui donnent retraite aux déserteurs, et d'accorder une récompense à ceux qui les arrêtent. Si l'on en agissait ainsi, il y aurait presque impossibilité pour un soldat de désertir, tandis que, dans l'état actuel des choses, non-seulement on les excite à s'enfuir, mais on leur en fournit encore tous les moyens.

*Dimanche à midi.* — Il est arrivé la nuit dernière un exprès épuisé de fatigue et tout effrayé, apportant la nouvelle qu'un parti d'Indiens avait été vu à environ douze milles, sur la plantation d'un certain Isaac Julien, et que les habitants s'enfuyaient de leurs demeures dans le plus grand désordre. Je fis renforcer sur-le-champ les postes de la ville; puis j'ordonnai au lieutenant de se tenir sous les armes avec sa compagnie et quelques recrues qui venaient d'arriver, il y avait seulement une demi-heure, et j'envoyai deux hommes qui connaissaient bien les chemins, avec ordre de remonter par où était venu l'exprès, et de chercher un endroit d'où ils pussent découvrir le nombre et les mouvements des Indiens, afin que nous fussions avertis à temps de leur approche. Ce matin, avant que nous eussions pu passer les hommes en revue, est arrivé un second messenger encore plus effrayé que le premier, rapportant que les Indiens s'étaient avancés jusqu'à quatre milles de la ville, qu'ils tuaient et ravageaient tout devant eux, et qu'il avait entendu lui-même le bruit non interrompu de la fusillade, et les cris des malheureux qu'on massacrait. Là-dessus, j'ai rassemblé immédiatement toutes les forces qu'il m'a été possible de réunir, lesquelles consistaient en vingt-deux hommes de recrues des rôdeurs, et dix-neuf de la milice, et je me suis mis en marche vers l'endroit où se commettaient, disait-on, ces horribles meurtres. A notre arrivée, nous vîmes que tout ce désordre était occasionné par trois soldats ivres de la cavalerie légère, caracolant, tirant leurs pistolets et poussant les plus abominables imprécations. Nous nous sommes emparés d'eux, et nous les avons amenés prisonniers à la ville, où les hommes que j'avais envoyés la nuit précé-

dente étaient de retour. Ces derniers m'ont appris que le parti d'Indiens découvert par Isaac Julien, se trouvait être un mulâtre et un nègre que l'enfant de Julien avait vu chassant du bétail : l'enfant avait alarmé le père, et le père le voisinage.

Je rapporte ces particularités seulement pour montrer combien est grande la panique qui se répand parmi le peuple, et jusqu'à quel point il s'alarme aux bruits les plus naturels. Et cependant, c'est une rude tâche que de le forcer à travailler, de quelque manière que ce soit, pour la sûreté commune. En voici un exemple : le colonel Fairfax, qui arriva dans la ville pendant que nous étions à faire une reconnaissance, donna ordre à un noble capitaine, peu éloigné de là, de se rendre sur-le-champ avec sa compagnie à Winchester. Ce magnanime capitaine répondit, avec calme, que sa femme, sa famille et ses grains étaient exposés au plus grand danger, que ses soldats se trouvaient dans le même cas que lui, et que par conséquent, il lui était impossible d'obéir. Tel est l'exemple des officiers, telle est la conduite des soldats, et c'est sur des guerriers de cette trempe que repose la sûreté de notre pays !

*Lundi matin.* — Les hommes que j'avais payés pour m'apporter des nouvelles de la Branche, sont revenus la nuit dernière avec des lettres du capitaine Ashby et des autres officiers de cet endroit. J'ai appris par ces lettres que les Indiens se sont retirés ; des éclaireurs ont parcouru ces eaux pendant plusieurs jours, sans découvrir de traces ou autres signes de la présence de l'ennemi.

Je suis aussi informé que leur nombre, à ce qu'on croit, se montait à environ cent cinquante ; que soixante-dix

de nos hommes sont tués ou manquants, et plusieurs maisons et plantations détruites; mais le mal n'est pas aussi grand qu'on l'avait dit d'abord. On m'a donné à entendre que les chasseurs et une petite compagnie de milice organisée par lord Fairfax doivent se mettre en marche lundi prochain. Ils seront immédiatement suivis par tous les habitants de ces contrées, qui se sont mis sous leur protection. J'ai envoyé des ordres contraires et péremptoires; mais comment y obéira-t-on? c'est ce que nous saurons bientôt. J'ai ordonné que les hommes recrutés pour la cavalerie rejoignent leurs compagnies respectives. Un corps de milice, commandé par le capitaine Harden, est parti aussi en même temps qu'eux. Le capitaine Waggener arrive à l'instant avec trente recrues, qu'il a amenées de Belhaven en moins de trois jours: marche très-rapide! J'attends demain le major Lewis avec ses recrues de Fredericksburg; je me rendrai, à marches forcées, au fort Cumberland pour renforcer la garnison, avec les recrues du capitaine Bell, qui sont maintenant ici. Outre celles-ci, je regarde comme absolument essentiel qu'il y ait deux ou trois compagnies composées exclusivement de rôdeurs, pour garder les eaux du Potomac, jusqu'à ce que notre régiment soit au complet. A la vérité, les compagnies de rôdeurs et de volontaires d'Augusta pourraient être convenablement disposées sur ces frontières, dans la crainte d'une attaque de ce côté. Cette mesure est soumise au jugement de votre Honneur, et j'attends vos ordres pour la mettre à exécution.

Le capitaine Waggener m'informe que c'est avec difficulté qu'il a passé le Ridge, à cause de la multitude de gens qui fuyaient, comme s'ils eussent été sous le coup

de la mort. Il s'est efforcé, mais en vain, de les retenir : ils croyaient fermement que Winchester était la proie des flammes. J'enverrai des exprès pour tâcher de ramener les habitants, que la frayeur a réellement mis hors d'eux-mêmes. J'en ai fait partir un, immédiatement après mon arrivée ici, avec une lettre pour André Montour, qui se trouvait, à ce que j'ai appris, dans un lieu appelé Long-Island, avec trois cents Indiens, afin de l'engager à se joindre à nous. J'ai aussi écrit à Gist, pour lui apprendre la faveur que vous vous proposez de lui accorder, et lui exprimer le désir qu'il revienne chez lui, pour organiser ses compagnies d'éclaireurs <sup>1</sup>.

Je différerai d'écrire au président et au comité sur d'autres sujets que ceux qui ont rapport au commissariat, espérant toujours vous voir à l'époque indiquée dans ma dernière lettre, pourvu qu'il ne survienne pas de nouveaux obstacles. Il me reste à régler plusieurs points urgents, et dont je suis inquiet. J'ai été obligé de faire des choses bien étrangères à mes fonctions ; mais je n'hésiterai jamais lorsque le bien du service l'exigera.

Dans un voyage du fort Cumberland au fort Dinwiddie, \* que j'ai entrepris pour examiner l'état de nos frontières et celui de nos compagnies de rôdeurs, ainsi que les dispositions à donner aux troupes pour la défense du

<sup>1</sup> M. Gist, qui avait été envoyé à Philadelphie pour quelque objet ayant rapport au service, écrivait au colonel Washington dans les termes suivants, en date du 15 octobre : « On parle de vous en Pensylvanie beaucoup plus souvent que de tout autre officier ; tout le monde semble disposé à se mettre sous vos ordres. MM. Franklin et Peters m'ont dit que, si vous vouliez seulement écrire à l'assemblée de Pensylvanie, qui tient actuellement ses séances, pour lui demander des secours, elle vous les accorderait plutôt qu'à tout autre en Amérique. »



pays, j'ai acheté six cent cinquante bœufs, qui doivent être livrés au fort Cumberland le 1<sup>er</sup> novembre, à raison de dix shillings les cent livres; pour un petit nombre seulement, j'ai été obligé de donner onze shillings. Par un acte signé de mon nom, je me suis obligé à remplir cet engagement. Tout cela regarde le commissaire qui, je suis fâché de le dire, non-seulement ne m'a été d'aucun secours, mais encore m'a véritablement nui en négligeant mes ordres, en laissant cette place sans farines, et Fredericksburg sans aucune espèce de provisions pour les recrues, quoiqu'il eût été averti à temps. Je dois demander que, si M. Dick ne veut pas agir, quelque autre personne soit nommée à sa place; car, si les choses restent dans cet état d'incertitude, la saison se passera sans qu'il soit fait d'approvisionnements pour la campagne d'été ou d'automne.

J'ai choisi pour aide de camp le capitaine George Mercer (son ancienneté lui donnait droit à ce titre), et pour secrétaire M. Kirkpatrick d'Alexandrie, jeune homme formé aux affaires, bien recommandé, et sur l'habileté duquel je me repose en toute confiance.

J'espère que votre Honneur aura la bonté de donner ordre au colonel Stephen de se rendre ici immédiatement. Veuillez excuser la prolixité de cette lettre; j'ai voulu vous transmettre des détails circonstanciés sur notre situation, afin que vous fussiez à même de mieux juger des ordres qui sont nécessaires.

Je suis, etc.

---

## AU COMTE DE LOUDOUN.

Fort Loudoun, février 1757.

Mylord,

La situation des affaires dans cette contrée est en vérité fort triste, et elle l'était encore bien davantage avant qu'il y eût un espoir de changement en mieux; mais la présence de votre seigneurie dans ces provinces nous porte à croire que ces nuages menaçants ne tarderont pas à se dissiper.

L'argent accordé par cette colonie pour faire la guerre s'est élevé à des sommes considérables; les résultats ne peuvent qu'attrister et étonner ceux qui ignorent la confusion qui a présidé jusqu'ici à la conduite de nos affaires, faute d'un but fixe et d'un système d'opérations bien arrêté.

Comme j'ai observé avec soin et attention la nature du service actuel, où je suis entré dès le commencement des troubles, et assez tôt pour être témoin oculaire de tous les événements, je demanderai la permission de présenter à votre seigneurie un tableau rapide et vrai de notre situation; il servira à signaler plusieurs fautes auxquelles il est urgent d'apporter remède.

On apprit trop tard que les Français étaient sur l'Ohio<sup>1</sup>; ou plutôt, ce fut trop tard que nous commençâmes à croire qu'ils étaient venus dans l'intention d'attaquer les possessions de sa Majesté. Même après la reconnaissance que je fis au mois de décembre 1753, et quand

<sup>1</sup> Voy. l'Atlas, n° 9, pour le plan des opérations en Virginie.

j'eus rapporté des preuves incontestables de leur dessein avoué, il était encore regardé, par des personnes faisant partie du gouvernement, comme une ruse et un moyen de servir les intérêts de quelque compagnie particulière. Cette fâcheuse erreur causa de grands retards pour les premières levées d'hommes et d'argent, et donna le temps à un ennemi actif de s'emparer du fort de l'Ohio (qu'ils appellent maintenant le fort Duquesne), avant que nous pussions arriver à son secours avec des forces suffisantes. Telle est la source de tous nos malheurs, car les Français, s'étant ainsi placés entre nous et les Indiens nos alliés, ont rattaché à leurs intérêts ceux qui étaient flottants, et contraint les autres à la neutralité, jusqu'à la malheureuse défaite du général Braddock.

Le retour des troupes du colonel Dunbar dans leurs quartiers au mois de juillet, l'inactivité des colonies voisines, l'incapacité de celle-ci, tout concourait à élever bien haut la confiance des Français, et à affaiblir chez les Indiens l'espoir que nous ferions avec vigueur une guerre offensive. En conséquence, nous avons dû adopter le plan de défense qui semblait nous offrir le plus de chances de sûreté. On ne saurait nier ce que j'avance ici, et il est également vrai de dire que les Indiens restèrent fidèles aux intérêts de l'Angleterre jusqu'à la bataille de Monongahela, et même trois mois plus tard, attendant les mesures qui seraient prises pour réparer nos pertes, et leur donner la protection que nous leur avions trop légèrement promise.

La Virginie, il est vrai, ne resta point inactive pendant tout ce temps. Au contraire, elle vota une somme supplémentaire assez considérable pour lever des hommes

et faire la guerre, ou, plutôt, pour pourvoir à sa propre défense, les choses étant arrivées à cette extrémité faute de secours. Mais elle n'a pas même réussi à atteindre le but modeste qu'elle s'était proposé, par les causes suivantes.

Les premières levées faites pour repousser l'ennemi se rendirent sur l'Ohio, au commencement d'avril 1754, sans tentes, sans vêtements, enfin sans aucune des choses nécessaires pour les protéger contre les intempéries du climat dans cette saison si froide et si humide, ou tout au moins pour leur rendre le service à peu près supportable. Elles restèrent cependant dans cette situation jusqu'à la bataille des Grandes-Prairies, au mois de juillet suivant, sans rien recevoir pendant tout ce temps pour leur entretien, et se trouvèrent souvent dans la plus grande détresse, à cause du manque de vivres.

Cet état de choses donna lieu à des plaintes et à un mécontentement général, et rendit le service si odieux aux hommes que, n'ayant pas été payés immédiatement après leur arrivée, ils s'imaginèrent qu'on se jouait d'eux et qu'ils n'avaient aucune récompense à attendre. Ce fut une cause de désertion, et les déserteurs, en se répandant dans le pays, racontaient leurs souffrances, que leurs hillons et leur misère attestaient d'ailleurs suffisamment, et laissaient dans l'esprit du bas peuple des impressions si horribles par le récit de leurs maux, qu'il devint impossible de détruire ces préventions et d'effectuer le recrutement.

• L'assemblée, afin de remédier à ce mal, rendit une loi pour faire la *presse* des vagabonds, ce qui ajouta encore à nos embarras; car, ces mécréants abandonnés, entrant de

force au service, saisissaient la première occasion de prendre la fuite, lâchaient la bride à leurs mauvaises passions, et inventaient les contes les plus incroyables pour justifier leur désertion et exciter la pitié. Non-seulement ils y parvenaient, mais ils obtenaient même protection. De sorte qu'il devint à peu près impossible de reprendre les déserteurs, puisque les autorités civiles prêtaient la main à leur évasion, au lieu d'aider à les arrêter.

Les affaires étaient dans cette situation lorsque, au mois de septembre 1755, nous reçûmes l'ordre de porter nos forces à douze cents hommes. Il est facile de s'imaginer pourquoi nous ne pûmes, dans de telles circonstances, exécuter cet ordre, les officiers manquant des fonds nécessaires pour cette tâche difficile. Nous continuâmes pourtant à faire tous nos efforts jusqu'au mois de mars suivant, mais sans beaucoup de succès.

L'assemblée, s'étant réunie vers ce temps-là, résolut de porter notre effectif à quinze cents hommes, par des détachements pris dans les milices qui devaient rester au service seulement jusqu'en décembre. Par suite d'une clause de l'acte qui exemptait tous ceux qui pourraient payer la somme de dix livres, notre nombre se trouva très-peu augmenté, les gens riches consentant à payer cette somme, tandis que les pauvres se cachaient. Au reste, ce n'était pas la seule clause funeste, car l'argent provenant de ces amendes était versé dans le trésor, au lieu d'être remis dans des mains convenables pour opérer le recrutement, qui importait tant au bien du service. Mais une mesure plus préjudiciable encore est celle qui a défendu aux troupes de sortir de la colonie ou de prendre l'offensive, et qui a prescrit de les employer à la

construction des forts, et d'en former la garnison, sur une frontière de plus de trois cents milles d'étendue. Je laisse à juger à qui voudra examiner les considérations suivantes, combien ces troupes, ou toute autre force, sont loin de suffire à une tâche semblable, et combien le système de la défensive est contraire aux intérêts et à la prospérité du pays.

D'abord, en élevant les forts à plus de quinze ou dix-huit milles de distance l'un de l'autre avec une garnison de moins de quatre-vingts ou cent hommes dans chaque, on n'atteindra point le but qu'on se propose; car, si ces forts sont à une plus grande distance, les soldats ne pourront parcourir l'espace intermédiaire en éclaireurs, tandis que l'ennemi aura toute facilité pour surprendre les habitants, et ravager le pays sans être découvert dans ses incursions. Et lorsque l'ennemi est découvert, le temps nécessaire pour réunir les troupes des forts plus éloignés, empêche de se mettre assez tôt à sa poursuite, et lui permet d'effectuer sa retraite sans danger, dans un pays montagneux, rempli de marais et de chemins creux. Ensuite, si les garnisons étaient de quatre-vingts ou cent hommes, les faibles détachements qu'elles pourraient fournir seraient taillés en pièces par l'ennemi, dont le nombre, dans ce pays couvert, ne peut guère être connu avant qu'on ne l'ait sur les bras. Les partis indiens sont généralement mêlés de quelques Français, et si habitués aux embuscades, que leurs espions, se tenant aux environs de ces petits forts pendant quelques jours, manquent rarement de faire des prisonniers qui les instruisent des forces de la garnison. Viennent-ils alors à voir un parti sortir pour faire une recon-

naissance, ils le taillent en pièces, puis attaquent le fort. On en a eu des exemples récemment.

Secondement, nos frontières sont d'une telle étendue, que, si l'ennemi faisait une attaque sérieuse d'un côté, il pourrait ravager le pays avant qu'on eût le temps de rassembler les troupes sur l'autre point. Il est à présumer que, s'il avait l'intention de diriger cette attaque sérieuse sur un point, il chercherait à donner le change en feignant d'en vouloir à un autre.

Troisièmement, un autre embarras, c'est la dépense occasionnée par la construction de ces forts, et le transport des vivres et des munitions qu'il serait nécessaire d'y laisser.

Quatrièmement, quand finira cette dépense? Nous pouvons être certains, si nous ne faisons pas nos efforts pour y remédier, que, dans sept ans d'ici, nous serons exposés aux incursions, tout comme à présent, et même davantage. Car, si l'on permet aux Français de posséder tranquillement ces contrées, ils auront tout pouvoir sur les Indiens, et se lieront avec eux par des alliances; tandis que nous, par notre système de défense et notre conduite pusillanime, nous épuiserons nos ressources, affaiblirons nos forces, et deviendrons un objet de mépris pour ces nations sauvages, qui s'enrichiront chaque jour de nos dépouilles.

L'ensemble de ma conduite, et surtout mes représentations réitérées, démontrent avec quelles instances j'ai sollicité le gouverneur et l'assemblée d'adopter d'autres mesures, et comment j'ai essayé de les convaincre, par toutes les raisons que je pouvais alléguer, de l'impossibilité de mettre une si grande étendue de frontières

à l'abri des incursions des Indiens, sans avoir des forces plus considérables que celles que peut entretenir la Virginie. Je me suis efforcé de démontrer qu'il faudrait moins d'hommes pour détruire la cause, qu'il n'en faut pour empêcher les effets tant que la cause existe. Tels sont, néanmoins, ainsi que je l'ai déjà remarqué, les mesures qui ont été adoptées, et le plan d'après lequel nous avons agi pendant les huit mois qui viennent de s'écouler, avec la triste conviction que nous ne rendions aucun service important au pays, et que nous n'acquérions ni honneur pour nous ni gloire pour le régiment. Cependant, malgré tous ces fâcheux obstacles, qu'il me soit permis de le dire, le régiment n'a pas été inactif; il a fait de nombreux travaux, et a déployé une grande vigilance pour la défense du peuple. C'est ce qui est prouvé par un seul fait : quoique nous soyons plus rapprochés des Français et des Indiens, leurs alliés, qu'aucune autre colonie, nous avons perdu moitié moins d'habitants que les autres; ce sont les soldats occupés à leur défense qui ont le plus souffert. Dans le cours de cette campagne (car nous n'avons fait que combattre depuis le mois de mars, où nous sommes entrés au service), nos troupes ont pris part à plus de vingt escarmouches, et nous avons eu près de cent hommes tués et blessés. Pour un petit régiment dispersé dans le pays, et se tenant sur la défensive, comme nous en avons l'ordre, ceci ne paraîtra pas, il me semble, sans importance à ceux qui connaissent tant soit peu la nature de ce service et la situation de nos affaires. Il en sera autrement, sans doute, aux yeux des politiques de coin du feu, affamés de nouvelles, et



qui s'attendent à apprendre par chaque courrier de quelle manière le fort Duquesne a été pris, et la garnison faite prisonnière par notre petit nombre, sans songer qu'il nous est défendu même de tenter cette entreprise, quelque fondé que soit notre espoir de succès.

Les autres points, sur lesquels je demande la permission de soumettre quelques observations, sont les lois et les règlements militaires.

Si je suis bien informé, les premiers hommes qu'on a levés n'étaient soumis à aucune loi ; s'il y en avait une, c'était la loi sur la milice, ce qui était à peu près la même chose que s'il n'en eût pas existé. Nous avons été régis pendant quelque temps par cette loi, et nous ne trouvions pas d'inconvénient à faire croire aux soldats, qui n'en savaient pas davantage, qu'ils étaient régis par le code militaire. Dans la campagne suivante, les troupes régulières se joignirent à nous, et nous imposèrent leur loi. Lorsqu'elles nous eurent quittés, l'assemblée ordonna, au mois de septembre suivant, une levée de douze cents hommes ; et pour améliorer, comme je le suppose, l'acte du parlement, elle prépara un nouveau code militaire tel, qu'il ne put maintenir aucune discipline tant qu'il fut en vigueur. Les remontrances les plus pressantes et les plus nombreuses ayant été adressées à l'assemblée, elle se décida à passer, au mois d'octobre suivant et pour un an seulement, un bill qui prononçait la peine de mort contre la révolte et la désertion. Mais elle ne s'occupa point d'autres crimes également punissables par acte du parlement. De sorte que l'officier ou le soldat accusé de lâcheté, d'entretenir des relations avec l'ennemi, d'avoir abandonné son poste ou

de s'y être endormi, et de beaucoup d'autres crimes d'une nature capitale ou d'une tendance pernicieuse, ne pouvaient être mis en jugement. On n'y avait rien prévu non plus pour le logement des soldats, la réquisition des voitures, et autres mesures semblables.

Mais ce qui contribua surtout à rendre cette loi dangereuse et absurde, et à démontrer en même temps que l'assemblée était déterminée à empêcher toute action de ses troupes hors de la colonie, ce fut une clause qui défendait qu'aucune cour martiale siégeât hors de ses limites; de sorte que tous les jugements rendus au fort Cumberland (dans le Maryland), étaient frappés d'illégalité; ce qui nous forçait de nous rendre en Virginie pour juger les délinquants, ou de violer la loi et de nous exposer à des poursuites<sup>1</sup>.

Comme ces circonstances concouraient à rendre la loi inefficace, il devint nécessaire de proposer qu'on y appor-

<sup>1</sup> Le 12 janvier, le colonel Washington écrivit au gouverneur touchant les poursuites qu'on avait commencées contre des sous-officiers et des soldats, pour avoir désobéi à leurs chefs : « J'ai jugé inutile de vous transmettre le procès-verbal de la cour martiale, et de vous demander des ordres pour que les condamnés fussent exécutés. Nous n'avons point de loi qui nous autorise à infliger une peine, quelque minime qu'elle soit. Je tiendrai les coupables dans les fers, et, si cela est possible, dans la persuasion qu'ils vont être mis à mort, en attendant qu'il se présente une occasion pour les rendre à la liberté. » Le gouverneur répondit que, puisque ces hommes s'étaient enrôlés au service du roi, moyennant des primes, il les croyait soumis au même code militaire que les troupes régulières. Washington ne voulut jamais adopter cette opinion. L'assemblée, à ses yeux, avait seule le droit de prescrire les règles de discipline auxquelles devait se conformer une armée levée et maintenue à ses frais. Dans toute sa carrière militaire, Washington ne cessa de montrer la plus grande déférence pour le pouvoir civil, même dans des occasions où il avait de puissants motifs d'en agir autrement.

tât des changements ; ce que je fisen appuyant la proposition de toutes mes forces ; mais jusqu'ici, on n'a fait aucune attention à mes remontrances. A quoi faut-il attribuer cette conduite ? je l'ignore, à moins que ce ne soit à la courte durée des sessions et à l'urgence des affaires. Car j'e ne puis concevoir pour quel motif l'assemblée se refuserait à créer, pour la discipline de ses forces militaires, un code dont une longue expérience, dans les armées les mieux disciplinées, a démontré la nécessité. A proprement parler, nous n'avons point de gouvernement du tout. A la vérité, il y a un amas confus de lois, qui n'ont guère d'autre but que d'entraver le commandement et de protéger les pouvoir civils, fort jaloux de leur liberté, et disposés à blâmer et à condamner tous les actes qui ne sont pas strictement conformes à la loi, sans considérer les circonstances qui ont pu les rendre nécessaires.

Une autre inconvénient qui résulte de cet acte, ce sont les formalités prescrites pour le paiement de la somme accordée à ceux qui arrêtent les déserteurs. Beaucoup de nos déserteurs sont arrêtés dans le Maryland et la Pennsylvanie, d'où on les ramène au régiment dans l'espoir de recevoir la récompense promise. Au lieu d'argent, ceux qui les arrêtent reçoivent seulement un certificat qui leur donne droit à deux cents livres de tabac. Ce certificat doit être présenté à une cour des requêtes, qui le renvoie à l'assemblée; de sorte qu'il peut y rester deux ou trois ans avant d'être acquitté. Cela cause beaucoup de mécontentement, et porte les malintentionnés à favoriser plutôt qu'à empêcher la désertion des soldats.

Il n'y a point de secours réglés pour les malades et

les blessés, ce qui est un sujet de découragement et de plaintes amères. Les soldats remarquent avec raison que le courage ne produit le plus souvent pour eux d'autres résultats qu'une jambe, ou un bras cassé, ou une blessure incurable; lorsqu'ils sont hors de service, on les renvoie, et ils se trouvent réduits à mourir de faim ou à mendier de porte en porte. Il est vrai qu'il ne s'est encore présenté aucun cas semblable; au contraire, l'assemblée a pourvu généreusement au sort des malheureux soldats qui se sont trouvés dans cette situation. Mais il n'y a rien de fixé ni d'obligatoire à cet égard, et dans l'intervalle des sessions, on peut en subir les fâcheuses conséquences.

Après ce rapport succinct, mais fidèle sur nos lois militaires, et faisant remarquer que ces lois mêmes sont maintenant abrogées, je crois qu'il n'est pas besoin de beaucoup d'arguments pour prouver la difficulté de maintenir sous la discipline des soldats qui savent qu'il n'y a point de loi pour les punir des crimes les plus atroces. Comment s'étonner, après cela, que la mutinerie et la désertion s'introduisent dans un camp ou dans une garnison, surtout si l'on considère qu'un service pénible, le manque d'habits et de presque tout ce qui constitue le confort et les aises de la vie du soldat, sont de puissants motifs de désertion? Ajoutez à cela que ces maux sont mis en entier dans leur jour par une personne dépourvue de tout sentiment d'honneur et de vertu. Cette même personne, je suis affligé de le dire, s'autorisant d'une proclamation qui engage les déserteurs du *régiment de Virginie* à s'enrôler dans le *régiment royal américain*, a usé de tous les artifices pour opposer les fatigues et les privations

qu'ont à subir nos miliciens à la facilité et à la douceur du service régulier, afin de les détourner de leur devoir.

Le manque d'habits doit être considéré comme une des privations dont nos soldats ont le plus souffert. Ils n'en ont point reçu pendant les douze premiers mois de leur service; seulement au mois de mars 1754, on leur a distribué à chacun un habillement en drap ciré, sans doublure, avec des gilets de flanelle de mauvaise qualité. Depuis cette époque, ils n'avaient pas reçu autre chose, quoiqu'une retenue de deux pence soit faite sur la solde de chaque homme, sans en excepter les recrues. Enfin mes réclamations et mes plaintes réitérées, appuyées, au mois de juin dernier, par quelques membres de l'assemblée, qui s'étaient réunis et avaient pris en considération la triste situation de nos soldats, ont déterminé le comité à faire venir des habits. Ces habits auraient dû être arrivés ici au milieu d'octobre; mais on n'en a encore aucune nouvelle; cette irrégularité autorise les troupes à supposer qu'on les trompe; c'est encore à cette dernière raison, jointe aux causes ci-dessus mentionnées, qu'il faut attribuer la récente insubordination des soldats; car, je puis le dire avec vérité et l'affirmer avec confiance, jamais hommes n'ont été plus soumis à leurs chefs qu'ils l'étaient auparavant.

Peut-être les personnes qui ne connaissent point parfaitement la nature de notre service, demanderont-elles pourquoi les officiers ne veillent pas à ce que la solde de leurs hommes reçoive un meilleur emploi. La réponse est facile : après que les soldats en ont mis une partie à acheter les choses de première nécessité, ce qui reste est à peine suffisant pour leur procurer des souliers, par suite

de la grande consommation de chaussures qu'entraîne le service et du prix exorbitant de cet article. J'ai vu un soldat partir avec une paire de souliers neufs qui lui avaient peut-être coûté de sept shillings et six pence à dix shillings, revenir les pieds nus ; tant leurs chaussures s'usent vite à traverser les criques, passer les rivières et gravir les montagnes couvertes de rochers.

Il me resterait à vous entretenir d'un mal aussi grand qu'aucun de ceux dont je viens de parler. Ce mal, c'est l'organisation actuelle de la milice ; mais des observations sur ce sujet seront plus convenables d'une autre part que de la mienne.

Pour signaler toutes les causes qui rendent notre service désagréable et difficile, il faudrait un volume entier, plus de temps que je n'en ai, et une plume plus habile que la mienne ; il est cependant quelques autres points que je dois toucher.

L'économie la plus mal entendue a lieu dans la levée des hommes. Nous ne songeons au danger que lorsqu'il fond sur nos têtes ; ou bien, par de fausses notions d'économie, nous reculons devant la dépense jusqu'à ce que le coup soit frappé, et alors nous nous jetons dans un autre extrême, en ordonnant la levée de la milice. Celle-ci, après qu'on a mis, selon l'usage, un siècle à la rassembler, fait beaucoup de bruit pendant quelque temps, opprime les habitants, puis s'en retourne, laissant les frontières sans défense, comme elles l'étaient auparavant. On suit toujours ce système, quoique l'expérience du passé démontre, quand même la raison ne l'eût pas fait, que les Français et les Indiens attendent le moment favorable pour rassembler leurs forces et nous assaillir, tandis que

nous sommes plongés dans une funeste sécurité et hors d'état de résister à une attaque. En ravageant une contrée, ils jettent l'autre dans l'épouvante, et ils se retirent quand notre milice est rassemblée ; mais ils recommencent aussitôt qu'elle est dispersée, envoyant, dans l'intervalle, des partis pour épier nos mouvements, recueillir des informations, et quelquefois faire faire diversion à nos troupes. Nous pouvons nous attendre à une invasion de ce genre au mois de mars, si l'on néglige, comme on l'a fait jusqu'ici, de prendre des mesures pour l'empêcher.

Le manque d'outils cause des difficultés insurmontables dans l'exécution de nos travaux, soit pour l'attaque, soit pour la défense. Le papier à cartouches est un objet qu'on ne peut pas trouver dans la Virginie.

Avant de terminer, je demande la permission d'ajouter que la persévérance de mes efforts est mal récompensée. Les ordres que je reçois sont pleins d'ambiguïté ; on me laisse, comme un voyageur dans le désert, marcher au hasard. Je suis responsable des conséquences, et l'on me blâme sans me laisser la faculté de me justifier. Telle est, mylord, la triste situation à laquelle je suis réduit. Il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans un état de choses semblable, je suis dégoûté d'un service qui promet si peu de ce qui fait la récompense d'un soldat. Depuis longtemps je crois à l'impossibilité de rester chargé de ce service sans compromettre mon honneur ; j'en avais l'intime conviction, il est vrai, avant d'accepter le commandement pour la seconde fois, car je voyais devant moi un avenir bien triste ; c'est le motif qui me fit repousser cette offre, jusqu'à ce que je fusse devenu presque honteux de

prolonger mes refus, ne me souciant pas de m'exposer au blâme public. Les instances du pays triomphèrent de mes objections, et me déterminèrent à accepter.

Un autre motif a contribué, en dernier lieu, à me faire rester au service : c'est la lueur d'espoir qui a brillé lorsque j'ai appris que votre seigneurie était appelée par sa Majesté au commandement important de ses armées en Amérique, et nommée au gouvernement de ses possessions de Virginie. C'est là ce qui a ranimé mon espérance, et j'ai salué en vous avec transport notre sauveur. Quoique je n'aie pas l'honneur d'être connu de votre seigneurie, votre nom cependant était bien familier à mon oreille, par suite des importants services que vous avez rendus à sa Majesté dans d'autres parties du monde.

Depuis notre défaite des Grandes-Prairies et ce qui s'est passé sous le général Braddock, nous avons été dans l'intime persuasion qu'on ne tarderait pas à suivre à notre égard une conduite toute différente. L'assemblée, il est vrai, a fait tout ce qui était en son pouvoir, en priant d'abord le lieutenant-gouverneur de s'adresser à sa Majesté, avant de faire elle-même une démarche semblable en faveur de son régiment. Pour ce qui me regarde personnellement, je n'hésite pas à dire que, si le général Braddock eût survécu à sa malheureuse défaite, j'aurais obtenu un avancement conforme à mes désirs. J'avais sa parole à cet égard, et je crois qu'il était trop sincère et trop loyal pour faire de vaines promesses, quand on ne lui demandait pas de faveur. Le général Shirley était bien disposé à mon égard, mais il est parti pour l'Angleterre.

Je ne sais, mylord, comment sera accueilli ce rapport succinct et désintéressé, mais je vous le présente



avec toute la franchise et la déférence possibles. Il ne renferme ni plaintes exagérées, ni réflexions malveillantes.

La Virginie est un pays jeune, et, jusqu'à l'époque où ces troubles ont éclaté, elle avait vécu dans la paix la plus profonde, sans songer à la guerre. On ne doit donc pas se flatter qu'elle devinera tout à coup les mesures qu'il convient d'adopter. Elle offre avec joie tout ce qu'on peut attendre d'elle, c'est-à-dire ses hommes et son argent, moyens qui n'ont besoin que de l'expérience et de l'habileté de votre seigneurie, pour être employés et dirigés d'une manière convenable.

Enfin, mylord, je ne sais comment me justifier d'avoir pris une liberté qui, jusqu'à un certain point, doit vous causer de l'embarras; à moins qu'un zèle ardent pour le service de mon pays, un attachement inaltérable à ses intérêts et à l'honneur de nos armes, ne plaident en ma faveur, en attendant que je sois assez heureux pour vous exprimer personnellement combien j'admire le caractère de votre seigneurie, et avec quel profond respect j'ai l'honneur d'être, etc.



## A FRANCIS DANDRIDGE, A LONDRES.

Mount-Vernon, 20 septembre 1765.

Monsieur,

Me permettrez-vous, après six années de silence (c'est le temps écoulé depuis que j'ai épousé votre nièce), de vous offrir mes respects par la voie épistolaire? Je m'estimerai

heureux de commencer une correspondance dont il ne peut résulter pour moi que de l'agrément.

J'aurais hésité, monsieur, à entrer en relation avec vous de cette manière, si une lettre de M. Robert Cary ne m'avait donné lieu de penser que cette démarche de ma part ne vous serait point désagréable. Si je pouvais me flatter que vous prissiez quelque intérêt aux incidents que je me trouverai à même de vous faire connaître, je m'efforcerais de réparer, à cet égard, ma négligence passée par ma ponctualité future.

Quant à présent, il ne se passe pas grand'chose ici qui puisse vous intéresser. L'acte du timbre, imposé aux colonies par le parlement de la Grande-Bretagne, alimente seul les conversations des colons qui réfléchissent, et qui regardent ce système inconstitutionnel comme une odieuse attaque contre leur liberté, et crient hautement contre cette violation. Que résultera-t-il de cette mesure et d'autres qu'il m'est permis, je crois, d'appeler imprudentes? Je n'entreprends pas de le décider; mais je ne crains pas d'affirmer que ce qui en résultera pour la mère-patrie sera loin de répondre à l'attente du ministère. Il est certain que toute notre substance s'écoule déjà dans la Grande-Bretagne; et tout ce qui tend à diminuer nos importations doit nuire à ses manufactures. Les yeux du peuple commencent à s'ouvrir chez nous: on s'aperçoit fort bien qu'on peut se dispenser d'une foule d'objets de luxe pour lesquels nous prodiguons notre substance à la Grande-Bretagne, la plupart des choses nécessaires à la vie se trouvant chez nous. Une telle conduite répandra parmi nous un esprit de sage économie, et créera nécessairement une industrie

indigène. Si donc la Grande-Bretagne charge ses manufactures de lourdes taxes, ne facilitera-t-elle pas de tels résultats? Elle ne nous forcera pas, je pense, à donner, bon gré mal gré, notre argent pour ses marchandises, et je suis certain qu'aucun fabricant ne se défera de ses produits sans avoir à en retirer quelque avantage solide. Où donc est l'utilité de ces restrictions?

Quant à l'acte du timbre considéré sous un seul point de vue, la première de ses funestes conséquences sera de fermer tous nos tribunaux; car il est impossible, ou du moins presque impossible, que, dans notre situation actuelle, l'acte du parlement reçoive son exécution, quand même nous serions disposés à nous y soumettre. Et sans dire que nous n'avons point d'argent pour payer le timbre (ce qui serait une raison suffisante), d'autres motifs s'élèvent contre l'efficacité de cet acte. Si l'on arrête parmi nous les poursuites commencées devant les cours de justice, je crois que les marchands de la Grande-Bretagne qui font le commerce avec les colonies ne seront pas les derniers à demander que l'acte soit rapporté.

Je demeure sur la rivière du Potomac, dans le comté de Fairfax, à environ dix milles au-dessus d'Alexandrie, et à plusieurs milles de distance des parents de ma femme. Nous ne les voyons guère qu'une fois dans l'année, et quelquefois encore plus rarement. Ma femme se porte bien; elle se joint à Mr. et à Miss Curtis, enfants de son premier mariage, qui vous présentent leurs devoirs et leurs respects, ainsi qu'à madame votre épouse. Je vous prie de lui faire agréer aussi mes compliments, et de me rendre la justice de croire que je

suis, cher monsieur, votre très-obéissant et très-humble serviteur. •



A GEORGE MASON <sup>1</sup>.

Mount-Vernon, 5 avril 1769.

Cher Monsieur,

Vous recevrez ci-joints une lettre et différents papiers contenant des résolutions adoptées par les négociants de Philadelphie, sur la non-importation des articles fabriqués en Angleterre. Ils m'ont été adressés, il y a deux ou trois jours, par le docteur Ross de Bladensburg. Je vous les envoie avec le plus grand plaisir, car le désir que j'ai de connaître vos sentiments sur une question de cette importance s'accorde parfaitement avec celui du docteur.

Au moment où nos seigneurs et maîtres de la Grande-Bretagne ne veulent rien moins que la destruction des franchises américaines, il semble d'une haute importance de prendre quelque mesure pour détourner le coup, et maintenir la liberté que nous avons reçue de nos ancêtres. Mais à quels moyens recourir pour atteindre ce but ? C'est là que réside la difficulté.

Selon moi, et je déclare mon avis hautement, personne ne doit hésiter un seul instant à employer les armes pour défendre des intérêts aussi précieux et aussi saints. Cepen-

<sup>1</sup> Voisin et ami de Washington, qui se distingua plus tard par la part qu'il prit à la rédaction de la première constitution de la Virginie, et par les talents qu'il déploya dans la convention, lors de la discussion de la constitution des Etats-Unis.

dant qu'il me soit permis d'ajouter que les armes doivent être la dernière ressource , le *dernier ressort* <sup>1</sup>. Nous avons déjà, dit-on, éprouvé l'inutilité des adresses à la couronne et des remontrances au parlement. Il reste donc à éprouver jusqu'à quel point leur attention pourra être éveillée ou alarmée sur nos droits et nos privilèges, quand nous affamerons leur commerce et leurs manufactures.

Les colonies du nord, à ce qu'il paraît, s'efforcent d'adopter ce plan; il est bon, à mon avis, et l'on doit en attendre des résultats satisfaisants, pourvu que l'exécution en soit générale. Jusqu'à quel point cela est-il possible? c'est ce que je ne prendrai pas sur moi de décider. On ne peut nier qu'il ne soit difficile de le mettre en pratique, dans un pays où se rencontrent tant d'intérêts opposés et tant d'hommes égoïstes et malintentionnés, attentifs à tous les événements qui peuvent servir leurs vues intéressées. A l'égard des colonies à tabac, où le commerce est si répandu et se trouve presque entièrement entre les mains de régisseurs dont les maîtres sont en Angleterre, ces difficultés seront certainement plus grandes; mais je ne crois pas qu'elles soient insurmontables, si les gentlemen des différents comtés veulent prendre la peine d'expliquer l'affaire au peuple, en l'engageant à se réunir d'un commun accord pour n'acheter dans les magasins, au bout d'un certain temps, que des articles spécifiés, sans rien importer eux-mêmes. Si cette mesure ne suspendait pas de fait les importations des régisseurs, elle les rendrait au moins extrêmement circonspects à cet égard, puisque les marchandises prohibées ne pourraient

<sup>1</sup> Ces mots sont en français dans le texte.

être vendues qu'à ceux qui ne feraient point partie de l'association, ou qui n'observeraient pas leur engagement. Dans l'un et dans l'autre cas, ils devraient être stigmatisés et rendus l'objet du blâme public.

Plus je considère un plan de cette nature, plus j'en désire ardemment le succès, parce que je crois qu'il sert les intérêts publics et même ceux des particuliers. J'ai toujours pensé qu'en vertu du même pouvoir par lequel il s'attribue le droit de taxe, le parlement peut chercher à restreindre nos manufactures, surtout celles qui sont destinées à servir aux besoins du public; l'injustice serait la même dans l'un et l'autre cas. Il n'est pas en effet plus vexatoire de m'empêcher de faire marcher ma manufacture, que de m'ordonner d'acheter des marchandises surchargées de droits, dans le but avoué d'accroître un revenu. Or, comme une pareille mesure serait un nouvel empiétement du pouvoir arbitraire, nous ne pourrions, je pense, empirer notre situation en courant cette chance.

D'un autre côté, que les colonies soient considérablement endettées envers la Grande-Bretagne, c'est une vérité universellement reconnue. Les papiers publics fournissent de tristes preuves que beaucoup de familles sont presque ou tout à fait réduites à l'indigence, et que chaque jour on vend des biens pour le paiement des dettes. Je crois fermement que le plan ci-dessus exposé contribuera plus efficacement qu'aucun autre à tirer le pays de la détresse où il se trouve maintenant, pourvu qu'il puisse être généralement adopté. Et je ne puis voir qu'une classe d'hommes, les marchands exceptés, qui ne seront point, ou du moins qui ne devront pas lui être favora-

bles ; ce sont ceux qui vivent à l'aise dans des terres exemptes de charges ; ceux-là, s'ils ne se sont pas bien pénétrés de la grandeur du but qu'on se propose et de l'intérêt de leurs concitoyens, peuvent s'effaroucher à l'idée de retrancher quelque chose à leur bien-être. Quant à l'homme pauvre, il pourrait sauver par là son argent et son crédit, ayant ainsi le meilleur prétexte pour faire une chose que peut-être il lui a fallu de grands efforts auparavant pour ne point faire. L'homme qui aime le luxe aura également une excellente occasion de modérer ses dépenses. La prudence lui avait déjà conseillé l'économie, mais sa résolution était trop faible pour la mettre en pratique : « car, disait-il, comment puis-je changer tout d'un coup de manière de vivre ? j'en rougirais, outre que ce changement ferait soupçonner ma ruine, et c'est là une opinion qu'il ne faut pas laisser se répandre dans le monde. » Il va son train jusqu'au bout ; la vente de ses biens devient alors la conséquence de sa persistance dans l'erreur. Tel est, j'en suis persuadé, le raisonnement qu'ont tenu plusieurs de ceux qui ont suivi une mauvaise voie, jusqu'à ce qu'une ruine inévitable eût apparu à leurs regards. Quant à l'indigent, sa situation reste la même : je puis ajouter qu'elle devient meilleure, puisque, comme il juge par comparaison, son sort s'améliore en proportion de ce qui le rapproche davantage de ceux qui sont au-dessus de lui.

En résumé, je pense que le plan est bon, et qu'il faut en faire l'essai ici, avec les modifications que notre situation rendra absolument nécessaires. Mais de quelle manière commencer l'œuvre ? C'est un point qui demande à être médité. Pourra-t-on tenter à propos ou avec succès

quelque chose de plus que de se communiquer réciproquement ses sentiments, avant le mois de mai, époque où la cour et l'assemblée se réuniront à Williamsburg, et où un plan uniforme pourra être concerté et envoyé dans les différents comtés, pour qu'on agisse partout à la fois et avec ensemble? J'ai quelques doutes à cet égard, et je serais bien aise de connaître votre opinion. •

Je suis, etc.

---

### A BRYAN FAIRFAX.

Mount-Vernon, 30 juillet 1774.

Cher Monsieur,

Avant l'arrivée de votre lettre, nous avons revu, modifié et amendé en comité, les résolutions qu'il avait paru bon d'adopter pour notre comté<sup>1</sup>. Nous nous étions même réunis en assemblée générale à l'hôtel de ville, et mon attention était nécessairement appelée à chaque instant sur l'affaire qui nous préoccupait tous. Je m'empressai de soumettre votre lettre, au milieu du tumulte et de l'agitation, aux magistrats qui se trouvaient là. Aucun d'eux ne parut disposé à se ranger de votre avis, les mesures proposées d'abord ayant reçu l'approbation de

<sup>1</sup> Les habitants du comté de Fairfax, conformément à une coutume qui commençait à prévaloir dans les différentes colonies, s'étaient réunis pour faire choix d'une commission qui pût exprimer leurs sentiments touchant les principales questions qui agitaient le pays. Washington fut élu président de cette commission.



tous, M. Williamson excepté. On m'engagea même à ne pas donner communication de votre lettre en public, attendu qu'elle paraissait contraire aux principes que nous défendions, et peu propre à faire des prosélytes. Je serai fâché si vous éprouvez du regret de ce que votre opinion n'a point été lue au comté tout entier, au lieu d'être communiquée aux hommes les plus notables, ainsi que j'ai cru devoir le faire.

Je n'hésite pas à reconnaître combien je suis loin de m'accorder avec vous sur les moyens d'obtenir le rappel des actes dont on se plaint avec tant de force et de justice; je conviens même que cette différence d'opinion semble provenir des différentes interprétations que nous donnons à la conduite du ministère. Comme je ne vois rien qui puisse porter à croire que le parlement saisira une occasion favorable de rapporter des actes qu'il s'empresse d'adopter pour maintenir son système tyrannique, comme d'ailleurs je remarque, ou crois remarquer, que le gouvernement, au mépris des lois et de la justice, persiste dans son plan arrêté de détruire nos droits et nos libertés constitutionnelles, comment puis-je espérer quelque chose d'une mesure qui a déjà été essayée inutilement? En somme, monsieur, que repoussons-nous? Est-ce l'imposition de trois pence par livre de thé, comme excessive? Non, c'est le droit seul que nous avons toujours contesté; et nous avons déjà fait parvenir nos réclamations à sa Majesté avec le respect et le dévouement de sujets fidèles. De plus, nous nous sommes adressés à la chambre des lords et à la chambre des communes, suivant leurs différentes attributions législatives, pour leur représenter qu'en notre qualité d'Anglais, nous ne pouvions être privés de

cette disposition essentielle et précieuse de notre constitution. Si donc, comme le fait existe réellement, c'est contre le droit de taxe que nous protestons maintenant et que nous avons constamment protesté, ainsi que je l'ai déjà dit, pourquoi supposeraient-ils que l'application de ce droit sera moins odieuse aujourd'hui que par le passé? Et quelle raison avons-nous de croire qu'ils se décideraient à faire une seconde tentative, quand les mêmes ressentiments remplissent toujours nos cœurs, s'ils n'avaient pas l'intention de la pousser jusqu'au bout, par tous les moyens qu'ils ont en leur pouvoir?

La conduite du peuple de Boston ne peut justifier la rigueur des mesures qui ont été prises à son égard, que dans le cas où il y aurait eu demande et refus de paiement; il ne fallait pas, à cause de cette conduite, priver de sa chartre le gouvernement de Massachusetts-Bay, ou empêcher que les coupables fussent jugés dans le lieu où le délit avait été commis, puisqu'il n'y a et ne peut y avoir aucun cas qui exige cette mesure. Tous ces faits ne sont-ils pas des preuves évidentes d'un plan fixe et arrêté pour nous soumettre à la taxe? Et, si nous avions besoin encore d'autres preuves, tous les débats de la chambre des communes ne nous en fourniraient-ils pas? La conduite du général Gage en supprimant l'adresse de son conseil, et publiant une proclamation plus digne d'un pacha turc que d'un général anglais, où il qualifie de trahison toute association ayant pour but d'affecter le commerce de la Grande-Bretagne; cette conduite, dis-je, n'est-elle pas un témoignage sans exemple du plus despotique système de tyrannie qui ait jamais été mis en pratique sous un gouvernement libre? En un mot, quel besoin

est-il d'autres preuves, pour nous convaincre des projets ministériels, que les actes mêmes du ministère, actes qui tendent tous au même but, c'est-à-dire, si je ne me trompe, à établir le droit de nous taxer ? Que pouvons-nous espérer de nos réclamations, lorsqu'ils nous disent que le moment est arrivé ou jamais de décider de la question ? Ferons-nous entendre nos plaintes après cela, et demanderons-nous justice lorsque nous l'avons déjà fait en vain ? Est-ce qu'à la vue d'une pareille conduite nous nous bornerons à nous lamenter, les suppliant humblement de nous accorder justice, après qu'on nous l'a déniée si souvent ? Ou bien resterons-nous les bras croisés, tandis que nos provinces sont immolées l'une après l'autre à un aveugle despotisme ?

Si je voyais seulement quelque raison en faveur du droit que s'arroge le parlement de la Grande-Bretagne de nous soumettre à la taxe sans notre consentement, je croirais très-volontiers avec vous que c'est à la voie de pétition, et à la voie de pétition seulement, qu'il conviendrait d'avoir recours pour obtenir le redressement de nos griefs ; parce qu'alors nous demanderions une faveur, au lieu de réclamer un droit, qui, dans mon opinion, nous appartient incontestablement et par la loi naturelle et par notre constitution. Ce serait même, selon moi, un crime que de faire un pas de plus si l'on avait une telle idée ; mais je ne l'ai point. Je pense que le parlement de la Grande-Bretagne n'a pas plus le droit de mettre ses mains dans ma poche, sans mon consentement, que je n'ai le droit de mettre les miennes dans la vôtre. Et, comme il a déjà repoussé les représentations respectueuses de toutes les colonies, que peut-on attendre maintenant de sa justice ?

Quant à la proposition d'une adresse à la couronne, je vous avoue, monsieur, que je pense que le mieux aurait été de ne pas s'en occuper. Je n'attends rien de cette mesure, et ma voix ne l'aurait pas sanctionnée, si elle devait retarder l'adoption du système de non-importation; car je suis convaincu, comme de ma propre existence, qu'il n'y a de salut pour nous que dans la détresse de nos adversaires; et je pense, ou du moins j'espère, qu'il est resté parmi nous assez de vertu publique pour nous refuser tout, à l'exception des choses nécessaires à la vie, afin d'arriver à ce résultat. Nous avons le droit d'agir ainsi, et il n'y a pas de pouvoir au monde qui puisse nous forcer à l'abdiquer, tant que nous n'aurons pas été réduits à l'esclavage le plus abject. L'interdit mis sur nos exportations serait sans doute un moyen plus prompt que l'autre pour atteindre notre but; mais, si nous devons de l'argent à la Grande-Bretagne, l'extrême nécessité seule peut justifier le refus de s'acquitter. Ainsi, je doute beaucoup au sujet de cette mesure, et je désire qu'on fasse d'abord l'essai de l'autre moyen, qui est légal et doit faciliter les paiements.

Je ne puis terminer, sans exprimer quelque regret de ce que je diffère tellement d'avis avec vous sur une question d'une si grande importance et d'un intérêt si général; je me défierais de mon propre jugement dans cette circonstance, si tout mon être ne reculait pas devant la pensée de me soumettre à des mesures que je crois subversives de tout ce qui doit être cher et sacré, et si je ne sentais pas en même temps que la voix du genre humain est avec moi. Je dois m'excuser de vous envoyer une ébauche peu lisible des idées que m'a suggérées votre

lettre. Mais, en voyant l'étendue de la mienne, comme je suis très-occupé dans ce moment-ci, je ne puis songer à en faire une copie plus nette.

Je suis, cher monsieur, votre très-obéissant serviteur.

---

## RÉPONSE AU CONGRÈS

AU SUJET DE SA NOMINATION AU COMMANDEMENT EN CHEF<sup>1</sup>.

En Congrès, 16 juin 1778.

Monsieur le Président,

Quelque sensible que je sois à l'insigne honneur que vient de me faire l'assemblée en m'élevant au commandement en chef, j'éprouve cependant un sentiment pénible en songeant que mon habileté et mon expérience militaire ne sont pas à la hauteur des fonctions éminentes qui me sont confiées. Toutefois, je suis prêt à céder au désir du congrès, et à faire de mon mieux pour le second et pour assurer le triomphe de notre glorieuse cause. Je le prie de vouloir bien recevoir mes plus vifs remerciements pour ce noble gage de son estime.

<sup>1</sup> Le colonel Washington fut choisi le 15 juin à l'unanimité, par le congrès continental, pour être général et commandant en chef de l'armée américaine. L'élection se fit au scrutin. Le lendemain matin, aussitôt que le congrès se fut assemblé, le président informa officiellement le colonel de sa nomination. Ce dernier, se levant alors, quitta la salle et adressa au congrès la lettre ci-dessus. Avant que le congrès procédât au ballottage pour la nomination d'un général, il avait été résolu que son traitement serait de 500 dollars par mois.

Si quelque événement malheureux venait à changer l'opinion favorable que le congrès veut bien avoir de moi, je le prie de se rappeler que, dans la séance de ce jour, en présence de tous mes collègues, j'ai déclaré, dans toute la sincérité de mon âme, que je ne me croyais pas à la hauteur des fonctions difficiles dont je suis honoré.

Quant au traitement attaché au commandement, je demande au congrès la permission de l'assurer que, comme aucune considération d'intérêt personnel ne m'aurait jamais décidé à accepter une aussi grande responsabilité au prix de mon bonheur domestique, je ne compte tirer aucun parti de ce changement de position. Je tiendrai une note exacte de mes dépenses, persuadé que le congrès voudra bien les acquitter : voilà tout ce que je désire.

---

### A MADAME MARTHE WASHINGTON<sup>1</sup>.

Philadelphie, 16 juin 1776.

Ma bien chère,

Je vous écris sur un sujet qui me remplit d'une inquiétude inexprimable, et mon agitation est encore augmentée par la certitude où je suis que vous la partagerez. Il a été décidé dans le congrès que toute l'armée levée pour la défense de la cause américaine serait

<sup>1</sup> C'est la seule lettre connue de Washington à sa femme, ce qui fait supposer que madame Washington détruisit toutes ses autres lettres peu de temps avant sa mort.

placée sous mes ordres, et que je me rendrais immédiatement à Boston pour en prendre le commandement.

Vous pouvez m'en croire, ma chère Patsy, j'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour me dérober à cette haute marque d'honneur; non-seulement parce qu'il m'en coûtait beaucoup de me séparer de vous et de ma famille, mais encore parce que je sentais que cette tâche est au-dessus de mes forces. Un mois passé près de vous, chez nous, me donnerait cent fois plus de bonheur que sept fois sept ans de commandement; mais, puisque la destinée m'entraîne, j'espère que mes efforts amèneront de bons résultats pour le pays. Mes lettres ont dû vous laisser entrevoir que je craignais de ne pouvoir me soustraire à cette nomination, car je ne vous indiquais pas l'époque de mon retour près de vous. Ma position était telle, que je ne pouvais refuser cet honneur sans me perdre de réputation; c'est un chagrin auquel vous auriez été aussi sensible que moi-même. Je me confie donc à la Providence, qui jusqu'à présent m'a protégé, et voudra bien, à la fin de ma tâche, me ramener près de vous. Je ne me plaindrai ni des fatigues ni des dangers de la campagne : mon seul chagrin sera de penser à votre isolement. Armez-vous donc de tout votre courage, et cherchez à passer le temps aussi agréablement que possible. Rien ne saurait me faire plus de plaisir que d'apprendre qu'il en est ainsi, et surtout de l'apprendre par vos lettres; je désire ardemment que vous vous formiez un plan qui vous rende la vie douce et tranquille, car, au milieu de mes inquiétudes, ce serait pour moi un surcroît de chagrin de penser que vous vous affligiez d'une détermination que je n'ai pu éviter de prendre.

Comme l'instant de la mort est incertain, et que la prudence ordonne à tout homme de mettre ordre à ses affaires temporelles lorsqu'il peut le faire avec le calme d'esprit nécessaire, j'ai chargé, depuis mon arrivée seulement, le colonel Pendleton <sup>1</sup>, de rédiger pour moi un projet de testament selon les indications que je lui ai données; je le joins à cette lettre. Les avantages que cet acte vous assure, dans le cas où je viendrais à mourir, sont, j'espère, de nature à vous satisfaire.

Quelques lettres à écrire me forcent de vous quitter; rappelez-moi, je vous prie, au souvenir de tous vos amis, et croyez bien fermement que je suis, avec les sentiments les plus sincères, ma chère Patsy, votre affectionné, etc.

---

### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Camp de Cambridge, 10 juillet 1775.

Monsieur,

Je suis arrivé ici le 3 du courant, en bonne santé, bien que fatigué de mon voyage, qui a été plus long que je ne l'aurais voulu; car je me suis vu obligé de répondre aux nombreux témoignages de politesse dont j'ai été en quelque sorte escorté.

La première chose que j'aie faite, dès mon arrivée, a été de visiter les différentes positions occupées par nos troupes, et, aussitôt que le temps l'a permis, de reconnaître

<sup>1</sup> Le colonel Edmond Pendleton, alors délégué de Virginie au congrès continental.



celles de l'ennemi. Je l'ai trouvé fortement retranché sur Bunker's-Hill, à un mille environ de Charlestown, et un demi-mille en avant du lieu de la dernière action; ses sentinelles s'étendaient à environ cent cinquante yards<sup>1</sup> sur la partie la plus étroite de l'isthme qui joint Bunker's-Hill à Charlestown. Trois batteries flottantes sont disposées sur la rivière Mystique, près de son camp; un bâtiment de guerre armé de vingt canons est mouillé au-dessus du bac entre Boston et Charlestown. L'ennemi a aussi à Cops-Hill, sur le flanc de Boston, une batterie qui a fait beaucoup de mal à nos troupes dans le dernier combat; il est également retranché et solidement fortifié à Roxbury-Neck. Ses avant-postes ont occupé, jusqu'à samedi dernier, les maisons de Brown, à environ un mille du conventicule de Roxbury et à vingt rods<sup>2</sup> de leurs lignes: un détachement parti ce jour-là du camp du général Thomas surprit le poste, le mit en fuite et brûla les maisons. Le gros de l'armée ennemie, commandé par le général Howe, est campé à Bunker's-Hill, et le reste à Roxbury-Neck, excepté la cavalerie légère et quelques hommes laissés à Boston.

De notre côté, nous avons élevé nos retranchements sur les coteaux de Winter et de Prospect, ayant l'ennemi en vue à un peu plus d'un mille. Depuis mon arrivée, j'ai eu soin de fortifier les points intermédiaires qui auraient pu permettre à l'ennemi d'opérer un débarquement, jusqu'au-dessous de la ferme de Sewall, qui est protégée par des retranchements solides. A Roxbury, le général Thomas a fait construire de bons ouvrages sur le

<sup>1</sup> Yard, trois pieds.

<sup>2</sup> Rod, seize pieds et demi.

coteau, à environ deux cents yards au delà de la maison commune; ce passage est ainsi devenu facile à garder, grâce aux aspérités du terrain et aux rochers. Les troupes levées dans le New-Hampshire occupent Winter-Hill, avec un régiment venu de Rhode-Island; une partie des hommes du Connecticut, sous les ordres du général Putnam, sont à Prospect-Hill; les troupes postées dans cette ville sont toutes tirées du Massachusetts: le reste des hommes de Rhode-Island se trouve à la ferme de Sewall; deux régiments du Connecticut et neuf de Massachusetts sont à Roxbury. Le reste de l'armée, sept cents hommes à peu près, est placé dans plusieurs petites villes le long de la côte, pour prévenir les ravages de l'ennemi.

Après tout, je crois devoir dire qu'en considérant la grande étendue de la ligne et la nature du terrain, nous sommes en sûreté, autant que nous pouvions l'être avec aussi peu de temps devant nous et une foule d'obstacles à surmonter. Ces obstacles sont le manque d'ingénieurs pour construire les ouvrages et diriger les travailleurs; le défaut d'outils et l'insuffisance des hommes nécessaires pour garnir les ouvrages, en cas d'attaque. Vous remarquerez, par les résolutions du conseil de guerre, dont j'ai l'honneur de vous envoyer ci-jointe la copie, que nous sommes unanimement d'avis de fortifier et de défendre ces ouvrages le plus longtemps possible. Le découragement s'emparerait de nos hommes, tandis que les troupes ministérielles éprouveraient un sentiment tout opposé, si nous abandonnions, en face de ces dernières, des positions qui nous ont coûté tant de peines

<sup>1</sup> Voy. l'Atlas n° 10.

et de dépenses ; joignez à cela, qu'il faudrait nous attendre à voir ruiner une grande et riche étendue de pays, et que nous ne pourrions espérer de trouver d'autres positions aussi avantageuses sous tous les rapports. Tels sont les puissants motifs qui ont dicté notre détermination. Nous reconnaissons en même temps toutes les difficultés dont se hérissent la défense de lignes aussi étendues et les dangers qui peuvent naître d'une pareille dispersion des troupes <sup>1</sup>.

Mon ardent désir de me conformer aux instructions du congrès, en faisant promptement un rapport complet sur l'état de l'armée, a mis dans l'envoi de cette lettre un retard involontaire, ce qui m'a vivement contrarié. Ayant dès mon arrivée donné des ordres à ce sujet, et ignorant alors avec quelle négligence ceux du général Ward avaient été exécutés jusqu'à présent, je dus attendre de jour en jour qu'on m'eût répondu : voilà la cause du retard du messenger. Ces renseignements ne sont pas encore aussi complets que je l'aurais désiré ; mais il faut avoir égard au peu d'expérience qu'on a ici des formes et à la latitude qu'on avait coutume de prendre en pareille occasion. Je me flatte qu'il n'en sera plus ainsi, et qu'à l'avenir vous

<sup>1</sup> Le conseil de guerre, composé des majors généraux et des brigadiers, tint sa première séance au quartier général ; les forces ennemies qui se trouvaient à Boston furent évaluées à 11,500 hommes ; on délibéra sur la question de savoir s'il fallait défendre les postes occupés par l'armée, ou se retirer plus avant dans le pays. Le premier parti fut adopté à l'unanimité ; on reconnut que 22,000 hommes au moins étaient nécessaires pour agir efficacement contre les forces qu'on supposait à l'ennemi. Il fut décidé que l'effectif de l'armée serait augmenté par des levées nouvelles, et qu'en cas de défaite, on se rallierait à Wales's-Hill, derrière les lignes de Roxbury.

trouverez en moi plus de régularité et d'exactitude. La surveillance nécessaire de nos lignes, celle des mouvements des troupes ministérielles, et la nécessité de pourvoir immédiatement à notre sûreté, voilà ce que j'ai à soumettre respectueusement au congrès pour ma défense.

Nous souffrons beaucoup du manque de tentes ; car, bien qu'on en ait fait une grande quantité avec des voiles tirées des villes maritimes, le nombre en est encore au-dessous de nos besoins. Les collèges et les maisons de cette ville sont nécessairement occupés par nos troupes ; ce qui est pour nous une raison de plus de garder notre position actuelle. Néanmoins je désirerais vivement que toute l'armée fût en état d'entrer en campagne ; il m'est démontré que sa santé et sa discipline y gagneraient, et qu'en outre, elle serait en état d'agir avec plus d'activité en cas d'alarme. Comme on ne peut pas se procurer ici de munitions, je vous prie de me permettre d'en faire venir au plus tôt de Philadelphie.

Je manquerais à la reconnaissance et à la justice, si je ne saisisais la première occasion de reconnaître la promptitude et la bienveillance avec lesquelles le congrès provincial et les divers comités se sont employés pour faire tout ce qui dépendait d'eux<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Avant que le général Washington quittât Philadelphie, il pria les délégués du Massachusetts, dans le congrès, de lui spécifier les corps et les individus auxquels il pourrait se confier dans cette colonie. Les délégués lui répondirent par lettre, et le renvoyèrent particulièrement au comité d'État de cette province, au comité de sûreté et au comité de subsides. Ils lui désignèrent en outre, comme des partisans honorables et fidèles de la cause publique, et sur le jugement et la bonne foi desquels il pourrait se reposer, Bowdoin, Sever, Dexter, Greenleaf, Pitts.

Par malheur, lorsque les affaires doivent passer par un aussi grand nombre de canaux, il en résulte un retard inévitable, et certes, bien incompatible avec les exigences du service. Je crois donc qu'il est de mon devoir de faire ressortir les inconvénients qu'entraîne nécessairement l'intervention d'un grand nombre de personnes dans le maniement des fournitures ; et je prie le congrès de vouloir bien examiner si le service public ne se ferait pas mieux par les soins d'un commissaire général nommé à cet effet. Nous avons un exemple frappant de la supériorité de ce mode dans l'établissement du Connecticut, où les troupes sont abondamment pourvues de tout ce qui leur est nécessaire, sous la direction de M. Trumbull qui a même, en maintes circonstances, fourni divers approvisionnements aux milices des autres États. Si mon opinion à cet égard avait l'honneur d'être approuvée de vos seigneuries, je vous demanderais la permission de vous recommander M. Trumbull, comme tout à fait digne de votre confiance. Dans l'empressement qu'on a dû mettre à lever des troupes, et sous l'empire de la nécessité, on a négligé de faire plusieurs nominations indispensables pour le bon ordre de l'armée. Je veux parler surtout d'un quartier-maître général, d'un commissaire des revues et d'un commissaire de l'artillerie. Je recommande tous ces points à l'attention du congrès<sup>1</sup>.

Otis, du dernier conseil ; John Winthrop ; Joseph Hawley, de Northampton ; James Warren, de Plymouth ; le colonel Palmer, de Braintree ; le colonel Orne et Elbridge Gerry, de Marblehead ; le docteur Warren ; le docteur Church, John Pitts, le docteur Chauncy, le docteur Cooper, de Boston ; le docteur Langdon, président du collège de Harvard ; et le colonel Foster, de Brookfield. — Lettre Ms. 22 juin.

<sup>1</sup> Par suite de cette observation, la nomination de ces officiers fut laissée au choix du commandant en chef.

Je me trouve déjà fort embarrassé par suite du manque d'une caisse militaire. Cet embarras ne peut que s'accroître de jour en jour ; c'est pourquoi je vous prie avec instance de m'envoyer des fonds le plus tôt possible. Si l'on n'y prend garde, le manque d'argent amènera les plus graves inconvénients. J'ai trouvé l'armée en général, et en particulier les troupes levées dans le Massachusetts, dénuées des vêtements de première nécessité. Il résulte des informations que j'ai prises à leur sujet, qu'il n'est pas probable qu'on puisse obtenir ici les objets d'équipement qui leur sont nécessaires. J'ai cherché le meilleur remède au mal, et je crois qu'un certain nombre de vestes de chasse, dix mille au moins, nous tireraient d'affaire de la manière la plus prompte et la plus économique. Un pareil expédient pourra paraître puéril ; mais, mis en pratique, il aurait un effet excellent, celui d'unir nos hommes et d'arriver à effacer ces distinctions provinciales qui entretiennent dans l'armée la jalousie et le mécontentement.

Au commencement de cette lettre, je parlais du manque d'ingénieurs. Je puis à peine vous peindre le désappointement que j'ai éprouvé à ce sujet : l'habileté de ceux que nous avons est très-médiocre et bornée au simple exercice du canon ; cependant, la guerre dans laquelle nous nous trouvons engagés demande la double science des opérations du champ de bataille et des travaux de fortification. S'il se trouve dans les colonies du sud quelques hommes capables, ce sera rendre un véritable service à la cause du pays que de les envoyer ici en toute diligence.

Quant aux munitions, je répéterai mes premières plaintes sur cet article : nous en sommes si complètement

dépourvus, que notre artillerie nous sera peu utile si nous ne recevons un renfort suffisant. Ce que nous en avons doit être réservé pour la mousqueterie et employé avec la plus grande circonspection. C'est avec regret que je me vois obligé de faire observer que la nomination des officiers généraux, dans les provinces du Massachusetts et du Connecticut, n'a pas répondu aux désirs et à l'attente de l'armée et du peuple. Le mécontentement général, le danger imminent qui menace la discipline de toute l'armée et peut la plonger dans le désordre, tout cela, joint aux représentations énergiques faites par le congrès provincial, m'a décidé à retenir les commissions jusqu'à ce que le congrès continental me fasse connaître sa volonté à cet égard. Je n'ai excepté que celle du général Putnam, qui lui avait été remise le jour de mon arrivée au camp, et avant que je fusse instruit du véritable état des choses. Dans cette circonstance, le congrès me rendra, j'espère, la justice de penser que je n'ai été animé que par mon amour pour le bien public.

Je n'ai et ne pouvais avoir de considération particulière pour personne : tous les noms portés sur la liste des promotions m'étaient étrangers, et je ne les connaissais que de réputation. Je me repose donc sur l'équité et l'indulgence du congrès pour le jugement qu'il portera sur ma conduite en cette occasion. Le général Spenceer a éprouvé une telle humeur à la nouvelle de la nomination du général Putnam, qu'il a quitté l'armée sans me rendre une seule visite ni me faire connaître ses intentions ultérieures.

Avant mon arrivée, le général Pomroy s'était aussi retiré, par suite, m'a-t-on dit, des désagréments que lui

avait fait éprouver le congrès provincial. Le général Thomas jouit de l'estime publique, et l'on désire vivement qu'il reste au service; autant que j'ai pu en juger, je dois me joindre à l'opinion publique et déclarer que je le reconnais aussi pour un bon et brave officier, et que sa démission serait une véritable perte. On ne peut espérer qu'il consente à se voir au-dessous de Pomroy et de Heath, qu'il a commandés; et probablement cette promotion produirait sur son esprit le même effet que sur celui de Spencer<sup>1</sup>.

Vous trouverez l'état de l'armée, indiqué avec assez de précision dans les rapports qui accompagnent cette lettre. En voyant le nombre des hommes si inférieur à celui qui était fixé et que j'espérais trouver, je convoquai immédiatement un conseil d'officiers généraux. J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-inclus, leur avis sur

<sup>1</sup> Huit brigadiers généraux furent choisis pour l'armée continentale, par le congrès, le 22 juin, et dans l'ordre suivant : Seth Pomroy, du Massachusetts; Richard Montgomery, du New-York; David Wooster, du Connecticut; William Heath, du Massachusetts; Joseph Spencer, du Connecticut; John Thomas, du Massachusetts; John Sullivan, du New-Hampshire; Nathanael Greene, de Rhode-Island. Les commissions destinées à ces officiers furent apportées au camp par le général Washington. Il éprouva de grandes difficultés pour classer ces nominations selon le rang respectif des officiers. Ces difficultés furent un peu applanies par le refus de service de Pomroy et le consentement de Spencer à prendre rang après Putnam. D'après cet arrangement, Thomas fut nommé premier brigadier général. — *Journal du congrès*, 19 juillet. — Pomroy se comporta avec un grand courage à la bataille de Bunker's-Hill, et quoiqu'il eût refusé de se joindre à l'armée continentale, il commanda la milice de son voisinage, qui marcha vers la rivière de L'Hudson, lorsque le New-Jersey fut envahi par l'ennemi. Il ne revint pas de cette expédition, et mourut à Peekskill, dans le comté de New-York. — *Histoire de la bataille de Bunker's-Hill*, par Swett, 2<sup>e</sup> éd. pp. 8, 53.



le moyen de compléter les régiments et de pourvoir aux exigences du moment; j'y joins les meilleures données que nous ayons pu recueillir sur l'état des troupes ministérielles. D'après le nombre de jeunes garçons, de déserteurs et de nègres qui ont été portés sur les rôles des troupes de cette province, je doute que le chiffre demandé puisse être obtenu ici. Tous les officiers généraux s'accordent à penser qu'il ne faut guère compter sur la milice, ni attendre d'elle qu'elle reste dans le camp, ou qu'elle s'astreigne, pendant la courte durée de son service, aux règles de la discipline. Cette province, malheureuse et dévouée, a été si longtemps en proie à l'anarchie, et le joug ministériel a pesé si lourdement sur elle, qu'il faut avoir une grande indulgence pour les troupes levées dans de pareilles circonstances. L'infériorité du nombre, l'absence de discipline, le défaut de munitions, doivent même faire penser que leur courage a surpassé leurs forces. Mais en même temps je soumettrai humblement à l'attention du congrès la nécessité de faire quelques levées d'hommes dans les autres colonies. Quand même les régiments seraient complets à leur formation, le renvoi des hommes que leur âge et leur tempérament rendent impropres au service, occasionnerait un vide considérable; et, d'un autre côté, nos hommes ont été enrôlés sous des conditions telles, qu'ils peuvent se débander lorsque d'autres troupes arrivent. Si mes craintes se réalisaient, et que les régiments ne pussent être complétés dans cette province, la cause publique, étroitement liée à cette chance, ne manquerait pas d'en souffrir, si tant est que l'on ne puisse prendre quelques précautions contre cette fâcheuse éventualité.

Il ne faut pas de grandes connaissances militaires pour juger quelle difficulté il y aura à introduire dans l'armée une exacte discipline, pendant que l'ennemi est en vue, et que nous nous attendons de jour en jour à une attaque ; mais il est de la plus haute importance de faire à cet égard autant d'efforts que le temps et les circonstances le permettront. J'éprouve aussi un véritable plaisir à faire remarquer que nous avons les éléments d'une bonne armée ; et que nous comptons dans nos rangs une foule d'hommes de cœur, actifs, zélés pour la cause commune, et d'un courage à toute épreuve.

Je dois maintenant, monsieur, vous accuser réception de la lettre dont vous m'avez honoré le 28 juin, et qui contient les décisions prises le 27 par le congrès, ainsi qu'une copie de la lettre du comité d'Albany. Je m'occuperai de ces pièces avec toute l'attention qu'elles méritent.

Les généraux Gates et Sullivan sont arrivés tous deux en bonne santé.

Mes faibles talents sont voués constamment au service de mon pays ; mais je trouve mes devoirs actuels trop lourds, trop importants, trop nombreux, pour ne pas désirer d'être en relation directe et suivie avec le congrès. Je crains que, dans le cours des opérations de la guerre actuelle, il n'arrive souvent que le temps et la distance m'empêchent de recevoir les conseils, l'appui, la direction dont j'aurais tant besoin.

Depuis que j'ai écrit ce qui précède, j'ai également à vous remercier de votre lettre du 4 courant, que j'ai eu l'honneur de recevoir de vous par Fessenden, et à vous accuser réception des commissions et articles de guerre.

Entre autres rapports, je vous ai adressé celui de nos hommes tués, blessés et manquants dans la dernière action <sup>1</sup>; mais je n'ai pu me procurer de renseignements certains sur la perte des troupes ministérielles. Les meilleurs rapports la fixent à environ cinq cents hommes tués, et à six ou sept cents blessés; mais ce ne sont là que des conjectures, car l'ennemi prend toutes les précautions possibles pour cacher ses pertes.

J'avais ordonné à l'officier commandant de me tenir au courant de tous les mouvements de l'ennemi, soit par terre, soit par eau, qu'on pourrait reconnaître des hauteurs de son camp. Au moment où je fermais ma lettre, j'en ai reçu une du major de brigade, que je joins à la mienne. J'ignore le but de ces manœuvres; peut-être s'agit-il de faire une descente quelque part le long de la côte; peut-être l'ennemi veut-il attaquer New-York, ou bien ne cherche-t-il qu'à nous tromper. Quoi qu'il en soit, j'ai pensé que cette nouvelle méritait de vous être communiquée. J'en ai fait autant à l'égard de l'officier commandant à New-York. J'en instruirai également le comité de sûreté d'ici, afin qu'il en informe, s'il le juge à propos, les habitants des côtes de ce gouvernement.

J'ai l'honneur d'être, etc.

<sup>1</sup> A Bunker's-Hill, le 17 juin. Selon un rapport publié par le congrès provincial du Massachusetts, la perte fut évaluée à 145 hommes tués et manquants, et à 304 blessés. Trente environ furent faits prisonniers. D'après le rapport officiel du général Gage, les Anglais eurent 226 hommes tués ou manquants, et 828 blessés, en tout 1054. — *Mémorial d'Almon*, vol. 1, pp. 99, 179.

## AU LIEUTENANT GÉNÉRAL GAGE.

Quartier général, Cambridge, 20 août 1775.

Monsieur,

Je vous ai écrit, le 11 du courant, de manière à vous fournir la plus belle occasion de montrer cette humanité et cette politesse qui passaient pour être les traits distinctifs de votre caractère. Je vous dépeignais les mauvais traitements exercés contre les officiers et les citoyens d'Amérique, que le sort de la guerre, le hasard, ou une confiance trompée ont jetés entre vos mains. Il n'était nullement question de savoir qui, des Anglais ou des Américains, se distinguent le plus par leur humanité, leur courage et leur résignation; ni si nos généreux concitoyens, que la tyrannie a forcés de courir aux armes pour défendre leurs femmes, leurs enfants et leurs biens, méritent plus le nom de rebelles et le châtiment de la corde, dont votre clémence affectée a paru leur faire grâce, que les instruments mercenaires d'une domination sans frein, de l'avarice et de la vengeance; ni, enfin, si l'autorité au nom de laquelle j'agis est usurpée ou fondée sur les vrais principes de la liberté. Ce sont là des points entièrement étrangers au sujet de ma lettre. J'avais évité à dessein toute discussion politique. Je ne profiterai pas maintenant des avantages que me donne sur vous la cause sacrée de mon pays, de la liberté et de l'humanité. Encore moins m'abaisserai-je aux récriminations et aux injures; mais je dois vous répondre au sujet des rapports que vous dites avoir sur notre armée. J'ai pris le temps nécessaire, monsieur, pour

faire une enquête sévère, et je me suis convaincu que vos assertions n'avaient pas le moindre fondement. Non-seulement vos officiers et soldats ont été traités avec les égards dus à des concitoyens et à des frères ; mais encore ces infâmes parricides, dont les conseils et le concours ont inondé leur pays d'un déluge de sang, ces misérables ont été protégés contre la juste vengeance du peuple irrité. Loin de réclamer ou d'accepter le secours de ces gens-là, je me trouve embarrassé du nombre toujours croissant de volontaires qui arrivent en foule dans mon camp, animés des principes les plus purs de vertu et de patriotisme.

Vous me conseillez de donner un libre cours à la vérité et de punir le mensonge et la fausseté. Si l'expérience donne de la valeur à un conseil, le vôtre doit avoir un poids incomparable. Mieux que personne vous pouvez dire si on doit attribuer à ces causes funestes la collision qui a été pour les deux pays la source de tant de malheurs, et qui a ébranlé dans ses fondements le grand empire britannique.

Vous affectez, monsieur, de mépriser tout pouvoir qui n'émane pas de la même origine que le vôtre. Je n'en connais pas de plus honorable que celui qui est dû au choix incorruptible d'un peuple brave et libre ; là est la source la plus pure et la plus naturelle de toute autorité. Loin de considérer ce principe comme un prétexte à la cruauté, un esprit vraiment magnanime et doué d'idées généreuses saurait le comprendre et le respecter.

Lexington, Concord et Charlestown peuvent dire quelles ont été les intentions des ministres qui nous ont précipités dans la guerre actuelle. Que Dieu, à qui vous en appelez, juge entre l'Amérique et vous. Sous la protection

de sa providence, ceux qui dirigent les conseils de l'Amérique et tous les autres habitants des Colonies-Unies sont déterminés à transmettre, au péril de leur vie, à leur postérité, tous les justes et inestimables privilèges qu'ils ont reçus de leurs ancêtres.

Ici, monsieur, je termine pour toujours, peut-être, ma correspondance avec vous. Si vos officiers tombés entre nos mains éprouvent un traitement différent de celui que j'eusse désiré leur voir subir, vous vous rappellerez à quelle occasion ces rigueurs auront été exercées.

Je suis, monsieur, votre très-humble serviteur<sup>1</sup>.



#### AU BRIGADIER GÉNÉRAL JOSEPH SPENCER.

Quartier général, 26 septembre 1775.

Monsieur,

J'ai lu et examiné une pétition, ou plutôt une remontrance envoyée à votre adresse, et signée de plusieurs capitaines et sous-officiers, sur la nomination de M. Huntington à la lieutenance de la compagnie du capitaine Chester.

J'enconragerai toujours et prendrai en recommandation les représentations des officiers ou même des simples soldats, par la voie de leur colonel ou des autres officiers

<sup>1</sup> Une première lettre du général Washington au général Gage, et la réponse de ce général, furent publiées par le gouvernement anglais dans la *Gazette de Londres*, six semaines environ après qu'elles eurent été écrites; mais la lettre ci-dessus fut omise. — *Mémorial*, etc., vol. I, p. 179; II, 60. — Les trois lettres furent publiées ensemble en octobre, par l'ordre du congrès.

supérieurs, pourvu qu'elles soient faites d'une manière convenable : mais je déclare subversive de toute subordination, de la discipline et du bon ordre, cette nouvelle espèce d'association et de concert.

Si les officiers qui les commandent refusaient ou négligeaient d'entendre les plaignants, ceux-ci devraient aussitôt s'adresser à l'officier général. Je blâme le mode d'opposition auquel on a eu recours contre ce gentilhomme, et surtout l'esprit qui l'a dictée. Laisser passer de pareils actes sans répression, ce serait livrer le commandement de l'armée aux mains de ceux qui doivent obéir et s'honorer d'obéir. Les commissions devraient toujours être données au mérite et non à l'âge : c'est un principe dont je ne me départirai jamais, lorsqu'il s'agira de récompenser un officier brave et actif, quels que soient son rang dans l'armée, ou les prétentions de ceux dont le seul titre à cet avancement est d'être nés ou d'avoir été enrôlés avant lui.

Dans une armée aussi jeune que la nôtre, les réclamations fondées sur des services réels sont en fort petit nombre, et la circonstance toute fortuite d'une commission obtenue un mois ou deux plus tôt ne mérite pas de fixer l'attention d'une personne raisonnable, ni d'être sérieusement examinée. Cette armée est entretenue par le continent tout entier ; la formation en est toute récente. Aussi faut-il écarter de la question toutes les coutumes provinciales, si différentes dans les divers États. Le pouvoir qui a établi et qui paie cette armée a seul le droit de juger qui la commandera, depuis le général jusqu'à l'enseigne. Mettre cette autorité en d'autres mains, ce serait faire une large brèche à la confiance qui m'est due, et en-

gendrer des factions et des cabales qui auraient bientôt causé la dissolution de l'armée et la ruine de notre patrie.

Comme on ne fait pas d'objection sérieuse contre le caractère de M. Huntington, et qu'on n'assigne d'autres raisons contre lui que son avancement hors de tour, je ne changerai rien à sa nomination. En même temps, je déclare qu'en toute occasion j'aurai égard à l'ancienneté du service, et que je lui accorderai, autant qu'il sera en mon pouvoir, la préférence qui s'accordera avec l'intérêt de l'armée et les devoirs de mon état. C'est pourquoi je suis persuadé que si ces officiers et tous les autres qui, en pareille circonstance, sont à la fois juges et parties, se dépouillent de tout préjugé, de toute partialité, ils accueilleront volontiers les nominations qui ont été faites, et manifesteront leur attachement sincère à leur pays et à la grande cause dans laquelle nous sommes engagés, par une prompte et sincère obéissance aux ordres et aux règles que réclame l'intérêt général.

Je suis, monsieur, etc.

---

### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Camp de Cambridge, 14 novembre 1775.

Monsieur,

Je vous envoie ci-incluse la copie d'un acte adopté dans cette session, par l'honorable conseil de la chambre des représentants de cette province<sup>1</sup>. Il est relatif aux prises

<sup>1</sup> Cet acte est remarquable, parce qu'il est le premier qui ait été adopté par quelques-unes des colonies, dans le dessein de donner aux vaisseaux des lettres de marque, et d'établir une cour pour juger et condamner



que peuvent faire des vaisseaux équipés par la province ou par de simples particuliers. Comme les vaisseaux armés et équipés aux frais de l'Union ne sont pas régis par cette loi, il serait à désirer que le congrès adoptât quelque voie plus simple et plus courte pour régler les conditions de propriété et le mode de confiscation des prises qui ont été faites ou peuvent l'être à l'avenir.

Le congrès ne pourrait-il pas établir, en vertu de son autorité, une cour qui eût pour attribution spéciale de connaître des prises faites par les vaisseaux de l'Union? A quelque mesure que l'on s'arrête, il faut absolument prendre au plus tôt un parti, car je ne puis détourner mon attention des affaires militaires, pour la porter sur celles-ci, comme cela serait nécessaire.

les vaisseaux pris à l'ennemi. Voir l'acte et quelques remarques intéressantes sur ce sujet, dans la *Vie de Gerry*, par Austin, vol. I, pages 92 et 505.

L'extrait suivant des registres fait connaître l'esprit qui présidait à l'enrôlement de la nouvelle armée :

« 12 novembre. Pour prévenir les contestations qui se sont élevées à l'occasion de l'engagement d'une même personne par différents officiers et pour différents régiments, il est défendu expressément, et sous peine de destitution, à tout officier, d'engager en connaissance de cause un soldat enrôlé préalablement par un autre officier. Lorsqu'un pareil enrôlement s'effectuera de bonne foi, le premier engagement sera le seul valable. Les officiers doivent prendre garde d'enrôler toute personne supposée ennemie des droits de l'Amérique, ou les vagabonds, à qui toutes les causes et tous les pays sont également indifférents. Les droits de l'humanité et de la liberté américaine trouveront assez de défenseurs, sans qu'on invoque un aussi misérable appui. Laissons ceux qui veulent enchaîner les hommes libres, remplir les vides de leurs rangs avec de pareils mercenaires, et placer en eux leur confiance. Ni les nègres, ni les enfants inhabiles à porter les armes, ni les vieillards hors d'état d'endurer les fatigues de la campagne, ne doivent être enrôlés. »

Les habitants de Plymouth ont pris un sloop chargé de vivres, venant de Halifax, en destination pour Boston ; et les habitants de Beverly ont capturé, au moyen d'un des schooners armés en guerre, un vaisseau venant d'Irlande, chargé de bœuf, de porc, de beurre, etc., et ayant la même destination. Ce dernier portait des papiers et des lettres d'une nature fort intéressante : l'honorable conseil les a en ce moment entre les mains, et il m'a informé qu'il vous les ferait passer avec la présente. Je vous prierai, ainsi que l'honorable congrès, de vous en référer au contenu de ces papiers et de ces lettres ; leur lecture vous démontrera la nécessité d'employer tous vos soins pour arrêter les efforts puissants de nos ennemis.

Les difficultés que je rencontre dans la formation de l'armée passent réellement toute croyance. Quelques-uns des officiers se sont simplement fait inscrire en attendant leur promotion ; d'autres se sont mis à l'écart pour voir quels avantages ils pourraient tirer de cette espèce de neutralité ; pendant que nombre d'autres, qui avaient d'abord refusé, se sont rétractés et se sont fait inscrire de nouveau. Telle est la confusion née de ces circonstances, et de plusieurs autres aussi embarrassantes, qu'il m'a été absolument impossible de me conformer, sur ce point important, au plan convenu dans la conférence, quoique j'aie cherché à en suivre l'esprit, autant que le permettaient les nécessités du moment. Les difficultés que j'éprouve à l'égard des soldats sont aussi grandes, pour ne pas dire plus, que celles dont les officiers sont cause. Ils ne veulent pas s'enrôler avant de connaître les noms de leurs colonels, lieutenants-colonels, majors et capitaines, en sorte qu'il a fallu d'abord s'occuper de faire

le choix des officiers. Ce travail étant achevé, j'ai pu donner des ordres pour les enrôlements.

Vous pouvez juger, monsieur, mieux encore que je ne saurais vous l'exprimer, de toute l'anxiété qui m'accable au milieu de semblables circonstances, maintenant surtout que l'ennemi paraît devoir prendre l'offensive à l'arrivée de ses renforts, qu'il a reçus en partie et dont le reste est en marche.

J'ai d'autres sujets d'inquiétude non moins graves. Les armes de nos troupes sont tellement mauvaises, que je ne puis m'y fier le moins du monde ; notre poudre s'épuise, malgré le soin qu'on emploie pour la conserver et l'économie qui préside aux distributions. La continuité des temps humides a rendu impropre au service toute la poudre remise à nos hommes. J'en ai eu hier une preuve : un parti ennemi, d'environ quatre ou cinq cents hommes, profitant d'une haute marée, a débarqué à Lechmere's-Point. Nous primes l'alarme, et ordonnâmes à chacun des nôtres d'examiner sa giberne ; la triste vérité nous apparut alors, et nous fûmes obligés de renouveler les munitions de presque tous les hommes.

La seule perte faite à la Pointe fut celle d'un homme qui fut pris gardant des chevaux et des vaches. Dix têtes de bétail furent emmenées. Le colonel Thompson marcha sur les pillards avec son régiment de tirailleurs, et fut rejoint par le colonel Woodbrige, conduisant une partie de son régiment et de celui de Patterson, qui passèrent l'eau avec résolution et forcèrent bientôt l'ennemi à s'embarquer, sous la protection d'un vaisseau de guerre, d'une batterie flottante et d'une batterie établie sur Charlestown-Neck. Deux des nôtres ont été dangereusement blessés par une

volée de mitraille. Un parlementaire, dépêché vers nous aujourd'hui, nous a appris que l'ennemi avait perdu deux hommes<sup>1</sup>.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

A. WILLIAM PALFREY,

A PORTSMOUTH.

Cambridge, 13 novembre 1775.

Monsieur,

Au moment où plusieurs de nos villes maritimes sont misérablement réduites en cendres, et lorsque les autres sont menacées de ruine et de dévastation; lorsque l'on désarme les habitants et qu'on exige d'eux des otages afin d'enchaîner leur liberté; lorsque le général Howe a, dans une proclamation, défendu, sous peine d'exécution militaire, aux citoyens de Boston, de quitter la ville sans en avoir obtenu de lui la permission écrite;

<sup>1</sup> En écrivant quelques jours après au colonel Reed, Washington parlait de cette affaire dans les termes suivants: « L'activité des tirailleurs et de leurs officiers en cette circonstance leur a fait honneur; le régiment du colonel Patterson et quelques autres ont mérité également des éloges, à peu d'exceptions près; mais la marée était en ce moment tellement haute, que nos hommes furent obligés de faire un long détour avant d'arriver à la chaussée par laquelle l'ennemi trouva le moyen de faire sa retraite, laissant un espace couvert d'eau entre nous et le rivage, à près de 400 yards de distance. Nos décharges portaient fort loin: cependant nos hommes s'élancèrent avec ardeur et arrivèrent à la chaussée.

» Cette petite tentative de l'ennemi n'est qu'un prélude. Nous avons

lorsque, par une autre proclamation, ce général défend expressément à qui que ce soit d'emporter hors de cette place plus de cinq livres sterling en espèces, parce que l'armée ministérielle qu'il commande en souffrirait certainement ; et lorsque, par une troisième proclamation, qui ne laisse pas d'alternative aux habitants, il les appelle aux armes sous des officiers qu'il leur désigne : il est évident que le système le plus oppressif, le plus cruel qui ait jamais déshonoré un ministère despotique, est mis en œuvre pour détruire les droits et les libertés de ce continent, et que, nous devons employer pour résister, tous les moyens qui sont en notre pouvoir. En conséquence, je désire que vous ne perdiez pas de temps pour vous assurer de la personne de tout officier du gouvernement de Portsmouth qui aura donné des preuves de ses dispositions hostiles pour la cause dans laquelle nous sommes engagés ; et, quand vous aurez fait ces arrestations, vous prendrez l'avis du congrès provincial ou du comité de sûreté pour savoir de quelle manière vous devez disposer de vos prisonniers dans ce gouvernement.

appris qu'un misérable, venu de Marblehead, a porté au général Howe des détails exacts sur l'esprit et les dispositions des troupes de la nouvelle levée, et qu'il lui a parlé de la possibilité de se rendre promptement maître de nos lignes, vu la répugnance des soldats pour le service. J'essaierai de le faire mentir ; mais comment y parviendrai-je ? c'est ce que le temps seul pourra décider. J'ai commencé à établir nos batteries de bombes à Lechmere's-Point, la nuit dernière. Les travaux ont été achevés le matin sans qu'il y eût eu d'interruption. Le temps nous a favorisés, car nous n'avons pas eu à combattre la gelée. Il n'y a pas dans l'armée un officier qui ne s'attende à une attaque ; cette prévision ne produit aucun effet sur les régiments du Connecticut, car ils sont déterminés à partir. »

Je ne crois pas qu'il soit facile de les renfermer dans une prison. Si l'un ou l'autre de ces deux corps juge à propos de les envoyer dans quelque ville de l'intérieur, sur leur parole de ne pas chercher à en sortir jusqu'à leur mise en liberté, cela s'accordera avec mes désirs. Pour le moment, j'éviterai de vous donner le même ordre pour ce qui concerne les tories de Portsmouth; mais le jour n'est pas loin où ils éprouveront un sort pire encore, s'ils ne changent pas tout à fait de conduite.

C'est ce que peut leur promettre, monsieur, votre très-humble serviteur<sup>1</sup>.

### A LUND WASHINGTON<sup>2</sup>,

A MOUNT-VERNON.

Cambridge, 26 novembre 1775.

Ce qui suit est extrait d'une lettre écrite à M. Lund Washington, le 26 novembre 1775. J'en ai pris copie pour me rappeler mes engagements et en avoir l'état exact.

« Je sais bien où réside la difficulté d'accomplir tout cela. Des surveillants ont déjà mission, moyennant un

<sup>1</sup> Washington écrivait à cette époque au gouverneur Trumbull: — « Comme il est maintenant évident que nous ne pouvons compter dans la lutte présente que sur notre propre force, notre activité, notre fermeté et notre union, les mêmes mesures ne devraient-elles pas être prises dans votre gouvernement et dans tous ceux du continent? Ne serait-il pas prudent de s'emparer de tous les tories qui ont agi, agissent, et qui, nous le savons, agiront contre nous? Devrait-on souffrir que des personnes qui conspirent contre l'existence de leur pays restent en liberté, tandis que nous savons qu'elles nous préparent tout le mal possible? Ce sont là, monsieur, des questions que je sou mets à votre sérieuse attention. »

<sup>2</sup> M. Lund Washington fut chargé, pendant la révolution, de surveil-

intérêt, de diriger mes affaires. Des bénéfices éloignés pour moi, quelque certains, quelque avantageux qu'ils puissent être, ne sont rien pour eux. C'est également risquer beaucoup que de les engager par un salaire régulier, quand j'ignore quel est ou sera le produit de ce que je possède; c'est pourquoi je sais à peine si je dois faire autre chose que de vous dire ce que je souhaite. Pour ce qui vous regarde, cette raison n'est plus la même dans son application; je veux que l'année prochaine et la suivante, si les troubles et mon absence continuent, vos appointements soient réguliers, certains et fixés d'a-

ler les plantations et de gérer les affaires du général Washington. On ignore quel degré de parenté les unissait, quoiqu'on ait supposé qu'ils avaient la même origine. Leurs ancêtres vinrent en Amérique à des époques différentes, et émigrèrent sans nul doute de divers points de l'Angleterre. Le nom attesterait seul quelque degré de parenté entre ces deux branches de la même famille.

Depuis le commencement jusqu'à la fin de la guerre, Lund Washington écrivit au général au moins deux ou trois fois par mois, et ordinairement toutes les semaines. Il racontait minutieusement ce qui avait rapport aux plantations, aux achats, aux ventes et aux paiements; aux espèces et à la quantité des produits, aux occupations des laboureurs; et entretenait enfin le général de tout ce qui pouvait expliquer clairement la situation et les progrès des affaires dont on l'avait chargé. Le général répondait régulièrement aux lettres de M. Lund Washington, même lorsque le fardeau et l'embarras des devoirs publics l'accablaient le plus; il donnait à son intendant des instructions complètes pour régler ses plans et diriger sa conduite. A peine quelques copies de la collection des lettres du général ont-elles été conservées, et quant aux originaux, ils ont tous été perdus ou détruits. On a conservé des lettres de Lund Washington; elles prouvent l'attention extraordinaire que le commandant en chef donnait à ses affaires domestiques, bien qu'il se trouvât à plusieurs centaines de milles de sa maison, et que la multiplicité de ses occupations publiques suffit pour fatiguer son esprit et le détourner de tout autre soin.

près le chiffre le plus élevé qu'ait atteint jusqu'à présent, par vos soins, la récolte d'une année. Je ne vous fais pas cette offre pour vous tenter, et afin que vous apportiez plus de zèle à surveiller mes intérêts. Je serais injuste à votre égard, si je ne reconnaissais pas que votre conduite m'a toujours paru étrangère à tout sentiment de cupidité ; mais je vous offre ces avançages comme dédommagement du fardeau qui pèse sur vous, et pour vous prouver mon entière confiance en votre fidélité et en votre travail.

» C'est une grande consolation, et presque la seule que j'aie en cette occasion, de penser que mes affaires sont entre les mains d'une personne dont l'intégrité ne m'est nullement suspecte, et sur les soins de qui je puis me reposer. S'il n'en était ainsi, je serais inquiet de la situation de mes affaires ; mais j'ai l'assurance que vous ne ferez pas moins pour moi que vous ne feriez pour vous, et que vous dépasserez même les vœux que je pourrais former.

» Que l'hospitalité de ma maison envers les pauvres continue. Que personne n'en sorte à jeûn. Si quelques-uns de ces malheureux manquaient de blé, veillez à leurs besoins, pourvu que cela ne les encourage pas à la paresse ; je ne m'oppose pas à ce que vous distribuiez de l'argent en charités, jusqu'à concurrence de quarante ou cinquante livres par an, lorsque vous penserez que ces aumônes seront bien placées. En disant, « Je ne m'oppose pas, » je veux dire que je souhaite qu'il en soit ainsi. Songez que ni ma femme ni moi ne sommes à même, en ce moment, de remplir ces devoirs. Sous tous les autres rapports, je vous recommande la plus grande économie et une con-



stante frugalité, et je ne doute pas que vous n'en observiez toujours les règles : car vous savez, je le suppose, que je ne gagne pas ici, pour mes services, un farthing de plus que ce qu'il me faut pour subvenir à mes dépenses; il devient donc nécessaire que j'économise chez moi.»

J'ai copié ce qui précède, non-seulement pour me rappeler, à moi-même, mes promesses et mes recommandations, mais encore pour que les autres s'en souviennent, s'il m'arrivait quelque malheur.

---

### AU MAJOR GÉNÉRAL SCHUYLER.

Cambridge, 5 decembre 1775.

Cher Monsieur,

J'ai reçu hier matin la lettre dont vous m'avez honoré le 22 du mois dernier, ainsi que la copie d'une lettre de vous au général Montgomery, la réponse du général, et enfin une autre lettre du colonel Arnold que j'ai trouvée dans la vôtre. L'arrivée de ce dernier à Point-Levi, avec des hommes bien disposés, malgré une marche longue et fatigante, hérissée de nombreuses difficultés, et après la fâcheuse circonstance de la désertion d'environ un tiers des troupes qui formaient l'expédition, m'a causé la plus vive satisfaction. Le mérite de ce gentilhomme est certainement très-grand, et je souhaite ardemment que la fortune le favorise. Je suis convaincu qu'il fera tout ce que la valeur et la prudence lui commanderont pour ajouter au succès de nos armes, et mettre Québec en notre pouvoir. S'il

ne peut accomplir une œuvre aussi désirable, à l'aide des forces qu'il possède, je me flatte qu'il y parviendra lorsque le général Montgomery l'aura rejoint, et j'espère que la conquête du Canada sera alors complète.

Je prends une part bien sincère aux chagrins et aux embarras que vous éprouvez par suite du manque de discipline, de la confusion et du peu d'ordre qui règnent parmi les troupes, puisque cette contrariété vous pousse à annoncer au congrès que vous désirez vous retirer. Je sais que vos plaintes ne sont que trop bien fondées; cependant j'espère que rien ne vous déterminera à quitter le service, et qu'avec le temps, l'ordre et la subordination remplaceront la confusion; ce qui vous rendra le commandement plus agréable. J'ai rencontré, comme vous, bien des difficultés, et telles que je ne m'y serais jamais attendu; mais il faut savoir les supporter. La cause dans laquelle nous sommes engagés est si juste et si légitime, que nous devons nous efforcer de surmonter tous les obstacles pour la soutenir. Je vous demande donc de ne pas songer à quitter le service, à moins que vous n'ayez insisté auprès du congrès de manière à ce qu'il soit trop tard pour reculer.

Je suis, cher monsieur, avec grande estime et considération, votre, etc.<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Le général Schuyler disait dans la lettre à laquelle celle-ci répond : — « Rien ne peut surpasser l'impatience que les troupes de la Nouvelle-Angleterre ont de retourner dans leurs foyers. Environ trois cents de ces hommes arrivèrent, il y a quelques jours, dans un état qui les rendait incapables de remplir leurs devoirs; mais aussitôt que je leur eus administré ce grand spécifique, qu'on nomme *licenciement*, ils recouvrèrent subitement la santé, et plutôt que de consentir à attendre

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Cambridge, 11 décembre 1775.

Monsieur,

Le capitaine Manly, qui commande le schooner le Lee, a fait deux prises et les a envoyées à Beverly, depuis que je vous ai écrit ma dernière lettre à la date du 7 du courant. L'une de ces captures est le vaisseau la *Jenny*, commandé par le capitaine Forster, qui est parti de Londres en octobre dernier. Par malheur, ce capitaine avait jeté tous ses papiers à la mer; il n'est pas encore arrivé au camp. Son vaisseau est chargé de charbon et d'environ cent barils de porter. L'autre bâtiment est une brigantine venue d'Antigue, appelée la *Petite Anna*, et ayant pour patron Robert Adams. Sa charge consiste en cent trente-neuf muids de rhum, cent cantines de genièvre, et d'autres articles de peu d'importance. Ces deux cargaisons étaient destinées à l'armée et à la marine de Boston. Je me fais un plaisir de vous féliciter de cette prise.

Les hommes enrôlés pendant la dernière semaine, sont au nombre de. . . . Si le chiffre ne s'accroît pas plus vite, il se passera long temps avant que l'armée soit au complet. J'ai écrit à ce sujet aux gouverneurs du Con-

quelques jours pour passer le lac George, ils entreprirent avec ardeur une marche de deux cents milles.

» Il faut à notre armée une autre organisation. Habitué à l'ordre, je ne puis voir, sans en ressentir beaucoup de chagrin, ce mépris de la discipline, cette confusion, cette inexactitude qui règnent généralement ici; aussi suis-je déterminé à me retirer. J'ai donné avis au congrès de cette résolution. »

necticut et de Rhode-Island, ainsi qu'à la convention du New-Hampshire. J'ai l'honneur de vous envoyer ci-inclus copie de la lettre que je leur ai adressée. J'ai également écrit, dans le même but, à la législature de cette province.

La milice augmente rapidement. Je suis enchanté de l'ardeur qu'ont montrée, en cette occasion, les bons habitants de cette province, ainsi que ceux du New-Hampshire. J'espère que la totalité sera réunie ici aujourd'hui et demain; le reste des hommes du Connecticut, qui ne se sont pas enrôlés, auront la liberté de retourner dans leurs foyers. Je ne croyais pas que l'ennemi fût capable de répandre la petite vérole parmi nous, ainsi qu'on me l'avait dit; mais je dois maintenant ajouter foi à ce bruit, car des symptômes ont paru chez plusieurs personnes récemment arrivées de Boston. On a pris toutes les précautions possibles pour empêcher que la contagion ne se communique à l'armée; et la cour générale usera des mêmes précautions à l'égard du pays.

Je n'ai pas entendu dire que des renforts de troupes soient arrivés à Boston; ceci est fort heureux, car les troupes du Connecticut sont parties pour la plupart. Le nombre des maisons de Boston diminue de jour en jour; on les abat, soit pour faire du bois de chauffage, soit pour empêcher les progrès de l'incendie, si nous essayions de bombarder ou d'attaquer la ville. Nous fortifions Cobble-Hill, sans avoir à souffrir d'interruption de la part de l'ennemi.

Le colonel Enos a été jugé et acquitté. La procédure de son jugement, que je vous envoie, vous instruira du motif qui a décidé l'acquittement. Comme le terme de

l'engagement du colonel Énos était sur le point d'expirer, on doutait qu'il pût être jugé par une cour martiale. On a dû dépêcher l'affaire en conséquence, sans attendre que le colonel Arnold pût donner son témoignage.

Je suis, etc. <sup>1</sup>

---

### A JOSEPH REED.

Cambridge, 15 décembre 1775

Cher Monsieur,

Depuis la dernière lettre que je vous ai écrite, j'ai eu le plaisir de recevoir les vôtres du 28 dernier et du 2 courant. Je dois exprimer de nouveau ma reconnaissance pour les égards que l'on a témoignés, à Philadelphie, à madame Washington. Ils ne peuvent que lui être fort agréables, bien qu'ils aient dû retarder un peu son voyage.

Je vous suis infiniment obligé des renseignements que vous me donnez au sujet des rivalités qui, dites-vous,

<sup>1</sup> Madame Washington arriva au camp le 11 décembre, venant de la Virginie et accompagnée de son fils, M. Custis, et de la femme de ce dernier. Comme le général ne pouvait quitter l'armée, il avait prié madame Washington de passer l'hiver avec lui à Cambridge. Il paraît que plusieurs personnes crurent qu'elle courrait des dangers à Mount-Vernon, qui est sur le bord du Potomac, et où peuvent arriver les vaisseaux de la plus grande dimension. Lund Washington avait écrit au général dans les termes suivants : — « On s'est beaucoup inquiété du séjour prolongé de madame Washington à Mount-Vernon ; mais je ne pense pas qu'il y ait du danger pour elle. Je crois que cette idée est née à Alexandrie ; de là elle s'est répandue à Loudoun, dont les habitants ont, dit-on, parlé d'envoyer une garde pour conduire madame Washington à

ont éclaté contre moi. J'ai toujours soigneusement évité de mettre dans les lettres qui doivent avoir de la publicité, c'est-à-dire être soumises au congrès, aucune expression qui pût causer du chagrin à qui que ce fût. J'observerai toujours la même règle pour les lettres particulières, autant que je pourrai le faire sans nuire à la clarté des faits. Je ne veux point me rendre coupable d'impolitesse, ou ce qui, à mon avis, est équivalent, faire trop de cérémonies avec les messieurs (*gentlemen*) de cette colonie. Cependant, si l'on m'en fait le reproche, j'essaierai de me réformer; car je puis vous assurer, mon cher Reed, que je désire me tenir dans une ligne qui satisfasse tout le monde. Vous savez que j'aime, par-dessus tout, à inviter chaque jour à dîner un certain nombre de personnes<sup>1</sup>; quelques-unes ont été oubliées sans intention. Si cette omission a fait naître des jalousies, je ne puis dire qu'une chose, c'est que j'en suis fâché; j'ajouterai en même temps que l'attention que je dois prêter, et que je prête à d'autres sujets, m'a fait seule négliger ce soin. Les extraits de lettres datées de ce camp

Berkeley, ainsi que plusieurs de leurs principaux concitoyens, pour l'engager à quitter ce lieu et à accepter leurs offres. M. John-Augustin Washington lui a écrit également, pour la presser d'abandonner Mount-Vernon. Elle ne se croit pas en danger. Lord Dunmore n'osera s'aventurer sur la rivière; je ne présume pas qu'il donne des ordres en ce sens. D'ailleurs, la vieille connaissance de madame Washington, l'avocat qui est avec sa famille à bord du vaisseau, empêcherait le commandant de se livrer à aucun acte de cette nature. Soyez sûr que je veillerai assidûment, et qu'à la moindre alarme, j'engagerai madame Washington à quitter le lieu de sa demeure. »

<sup>1</sup> Le quartier général de Washington n'était qu'à deux milles de Waretown; où était assemblée la cour générale du Massachusetts.

qui paraissent si souvent dans les journaux de Pensylvanie, sont écrits sans ma connaissance, et sans mon approbation ; car j'ai toujours pensé que l'effet en était nuisible à notre cause. Il n'y a pas moyen d'empêcher les hommes de parler ni d'écrire, lorsque l'amour-propre les pousse ; or, nos tirailleurs ne se font pas faute de pompeux récits sur eux-mêmes, ou plutôt par eux-mêmes.

Quant à ce que vous me dites sur vous-même et sur votre propre situation, voici ce que j'ajouterai à mes précédentes paroles : c'est que tant que vous me laisserez espérer votre retour, je ne songerai pas à vous remplacer. Si vous vous déterminez enfin à ne pas revenir, je serai bien aise de l'apprendre aussitôt. Le congrès a pris une résolution définitive au sujet de la solde de nos hommes ; mais, s'il ne peut gagner le prompt concours des distributeurs d'argent, ce qu'il a fait restera sans résultats, car nous n'avons pas en ce moment assez de ressources dans le camp pour régler les comptes du commissaire et du quartier-maître, encore moins pour payer les troupes.

Les détails que vous m'avez donnés sur les sentiments du peuple à mon égard me touchent extrêmement. Je prie Dieu de pouvoir continuer à mériter cette estime au milieu des embarras de ma situation.

Notre enrôlement marche avec lenteur. D'après les rapports de lundi dernier, il ne s'est engagé, pour la campagne prochaine, que cinq mille neuf cent dix-sept hommes ; et cependant, on dit que nous obtiendrons le nombre désiré, parce que les volontaires attendent pour voir quels avantages on leur fera, et s'ils pourront tirer une prime, soit du public, soit des particuliers, en cas de levée. Le temps nous apprendra seul ce que tout cela

deviendra. Je doute très-fort que la mesure réussisse. L'heureuse capture du vaisseau-magasin nous a approvisionnés de pierres à feu et de quelques autres articles dont nous avons besoin ; mais nous manquons encore de bien des choses.

Je suis, etc.

---

A JOSEPH REED.

Cambridge, 4 janvier 1776.

Cher Monsieur,

Nous avons eu enfin l'avantage de lire une allocution fort gracieuse de Sa Majesté, qui exprime tous ses sentiments de tendresse et de compassion pour ses sujets américains, nonobstant leurs égarements. L'adresse du parlement ne nous est pas encore parvenue, mais nous savons ce qu'elle doit être, et comme a dit lord North, nous connaissons maintenant l'ultimatum de la justice britannique ; aussi devons-nous penser et agir en conséquence. Je vous adresse le discours. Une grande quantité de ces pièces nous a été envoyée par ces messieurs de Boston, à qui, par une singularité assez plaisante, nous avons fait un grand plaisir sans le savoir et sans le vouloir ; car le même jour où la nouvelle armée fut organisée, avant que la proclamation nous arrivât, nous avions arboré le pavillon d'union en l'honneur des Colonies Unies. Mais voici que cette démonstration fut reçue à Boston comme une marque de l'impression profonde que les paroles royales avaient produite sur nous et comme



un signal de soumission. C'est ce que nous a appris une personne venue de Boston la nuit dernière. Je présume que les habitants commencent à trouver étrange que nous n'ayons pas encore rendu à l'ennemi toutes nos lignes.

L'amiral Shuldham est arrivé à Boston. Le 55<sup>e</sup> régiment et la plus grande partie, sinon la totalité, du 17<sup>e</sup>, sont aussi arrivés. Le reste des cinq régiments d'Irlande était destiné pour Halifax et Québec.

Il est plus aisé de concevoir que de dépeindre ma situation d'esprit depuis quelque temps et les sensations que j'éprouve. Parcourez les annales de l'histoire : je doute fort que vous y trouviez une position semblable à la nôtre : résister depuis six mois aux meilleures troupes de la Grande-Bretagne, sans poudre, et lorsque notre armée est désorganisée et que nous avons à en lever une autre en face d'un ennemi qui a reçu des renforts ! C'est vraiment une entreprise trop hardie. Le temps seul peut nous apprendre quelle sera l'issue des derniers mouvements. Je voudrais que ce mois-ci fût bien loin derrière nous. Le désir de retourner dans leurs foyers, dès que le temps de leur engagement est expiré, désir qui s'était déjà emparé des troupes du Connecticut, saisit maintenant celles du New-Hampshire, de Rhode-Island et du Massachusetts ; néanmoins plusieurs ont offert de rester au service jusqu'à ce que les lignes fussent suffisamment fortifiées. Nous nous trouvons à présent avec moins de la moitié des régiments levés et environ cinq mille miliciens, qui ne doivent rester que jusqu'au milieu du mois, époque à laquelle, selon l'usage, ils s'en iront, quand bien même leur présence serait de toute nécessité. Voici donc plus de deux mois qu'à peine sorti d'une difficulté je suis re-

jeté dans une autre. Comment tout cela finira-t-il, c'est ce que Dieu décidera dans son infinie bonté. Je lui suis reconnaissant de la protection qu'il nous a accordée jusqu'à présent. On nous dit que bientôt l'armée sera complète; mais on nous a annoncé ainsi tant de choses, sans qu'elles se soient jamais réalisées, que maintenant je me sens fort incrédule.

Votre flotte a demandé de si longs apprêts, et l'on connaît si bien le lieu de sa destination, que je crains de voir manquer le résultat qu'on en attend, lors même que les vaisseaux échapperaient<sup>1</sup>. Comment l'arrivée de troupes françaises dans les Indes occidentales et les apparences de guerre que l'on peut y voir, se concilient-elles avec la partie du discours royal au parlement, dans laquelle il est dit : « Les assurances que j'ai reçues, ainsi que l'apparence générale des affaires en Europe, ne me permettent pas de penser que les mesures que nous pourrions adopter rencontrassent des obstacles dans une mésintelligence avec quelque puissance étrangère ? »

J'espère que le congrès ne songera pas à ajourner ses

<sup>1</sup> A cette époque, le gouverneur Tryon, qui était à bord d'un vaisseau dans le port de New-York, avait à Philadelphie des espions qui l'informaient de toutes les nouvelles. Ces gens se procuraient des extraits du journal du congrès; ils transmettaient les décisions, les actes, la nomination des comités; ils communiquaient l'opinion de la plupart des députés, leurs conversations, leurs projets. Ces rapports étaient adressés, par le gouverneur Tryon et le général Howe, au ministère britannique. De cette manière, le général Howe se trouva à même de connaître les détails de l'équipement de la flotte qu'on préparait à Philadelphie, pour faire voile sous les ordres du commodore Hopkins. Chaque vaisseau était minutieusement décrit avec le nombre de ses canons, son poids de calibre, le nombre des hommes de l'équipage, les noms des officiers et autres détails.

préparatifs dans un moment aussi important, aussi critique. Je souhaite également qu'il porte un œil vigilant sur New-Yorck; d'après le rapport du capitaine Sears, actuellement en cette ville, nous avons de ce côté beaucoup à appréhender.

Je suis, etc.

---

### A JOSEPH REED.

Cambridge, 14 janvier 1775.

Cher Monsieur,

Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour vous accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'écrire à la date du 30 dernier : elle ne m'est parvenue qu'hier au soir. Je vous annonce en même temps que j'ai reçu votre précédente du 23, si toutefois je ne vous en ai déjà prévenu.

Les renseignements que vous m'avez communiqués de temps en temps méritent de vifs remerciements de ma part : je me hâte de vous les adresser du fond de mon cœur. Vous ne pouvez me rendre un plus agréable service, ni me donner une plus forte preuve de votre amitié, qu'en me rendant un compte fidèle, sincère, sans arrière-pensée, de tout ce qui peut se rapporter à moi-même ou à ma conduite. Je puis fort bien m'entendre accuser à raison ou à tort. C'est ainsi que doit faire l'homme qui tient à se conserver pur dans l'opinion publique; car, de cette manière, il est en mesure de réparer ses fautes et de dissiper les préjugés nourris contre lui. Je vous serai donc toujours reconnaissant de m'éclairer sur l'opinion publi-

que relativement aux sujets que vous savez m'intéresser ; car n'ayant qu'un seul objet en vue, objet capital, je voudrais que ma conduite répondît aux vœux de tout le monde ; j'entends, sans me départir de cette grande ligne du devoir qui veut que, si l'on est forcé par les circonstances de se couvrir quelque temps de mystère, on puisse néanmoins supporter toujours l'examen.

L'attention continuelle que réclament de moi les grands sujets qui ne cessent de s'offrir à mes regards, me détourne de toute considération secondaire, et me permet à peine, en vérité, de songer qu'il existe un corps tel que la cour générale de cette colonie, sinon lorsqu'un comité vient me le rappeler. Bien plus, en recueillant mes souvenirs, je ne puis découvrir dans quelle occasion j'ai pu manquer d'égards pour les membres de ce corps, ou les traiter légèrement. Je voudrais qu'ils fussent plus explicites dans leurs plaintes. Ils ne peuvent assurément pas s'imaginer qu'il eût été convenable de leur confier les secrets d'une armée, ou nécessaire de leur demander leur opinion sur un retranchement à élever, sur un bataillon à former. Il en doit donc être comme je viens de vous le dire, et je ne sais comment il sera possible de remédier à cet état de choses, car je connais peu les membres de la cour générale ; je ne sors jamais de mes lignes, et n'y vois aucun d'entre eux.

J'apprends avec infiniment d'affliction que votre petite flotte a été emprisonnée par la gelée. Je voudrais qu'elle eût pu mettre à la voile avant cette époque, et que vous eussiez pu en prouver l'utilité, pour décider le congrès à accorder un peu plus d'attention aux affaires de cette armée, qui souffre beaucoup du fardeau excessif qui pèse

sur elle, et du peu de soin qu'on prend d'elle. Nous n'avons maintenant ni fonds dans notre trésor, ni poudre dans nos magasins, ni armes dans nos arsenaux ; nous n'avons pas un seul brigadier, et vingt fois le besoin s'en est fait sentir ; nous manquons d'officiers du génie, d'estafettes, bien qu'un comité ait été formé depuis deux mois pour en établir. Si cet état de choses continue, quand nous serons appelés à entrer en campagne, nous n'aurons pas même une tente pour y coucher. A propos, qu'est devenue la mienne ?

Ce sont là de bien petits maux en comparaison de ceux qui troublent ma pensée. Nos enrôlements sont arrêtés : mes craintes à cet égard se sont réalisées, c'est-à-dire que les officiers *mécontents* (car je ne saurais l'expliquer autrement) ont jeté tant de difficultés et d'obstacles dans les opérations du recrutement, que je ne puis nourrir plus longtemps l'espérance de compléter l'armée par des enrôlements volontaires ; et je ne vois aucun moyen, aucune apparence d'y parvenir d'une autre manière. Dans l'espace des deux dernières semaines, nous n'avons pas enrôlé plus de mille hommes, tandis que ce même laps de temps eût suffi pour que tous les régiments fussent complets, ou à peu près : c'est ce dont je suis demeuré intimement convaincu après avoir causé avec plusieurs officiers à ce sujet. Le nombre total de nos hommes monte, sur le papier, à environ 10,500 ; mais, comme une grande partie d'entre eux sont portés sur les rôles, quoiqu'ils n'aient pas rejoint, et qu'un ordre a été inutilement expédié pour les appeler, je ne compte nullement sur leur arrivée. Un autre ordre a depuis été lancé pour enjoindre péremptoirement à tous les officiers,

sous peine d'être cassés, et aux recrues, sous peine d'être traités comme déserteurs, d'avoir à se rendre à leurs régiments respectifs, pour le premier de ce mois, afin que je puisse connaître mes forces réelles. Si mes craintes ne sont pas imaginaires, j'aurai un terrible compte à rendre de la paye de ce mois donnée d'avance. D'après les assurances que j'avais reçues, et mon espoir de réunir au moins assez d'hommes enrôlés pour défendre nos lignes, ajoutez à cela ma crainte de charger la cause d'une dépense inutile, je n'avais pas commandé de renforts de milice pour remplacer les hommes dont les engagements expireront demain, et qu'on ne peut s'attendre à voir rester sous les drapeaux, bien qu'ils aient promis de servir jusqu'à la fin du mois.

Telle est ma position quant aux hommes. Les armes me manquent encore plus ; avant la dissolution de l'ancienne armée, je donnai l'ordre que, dans chaque brigade, trois personnes prissent soin de réunir, d'examiner et d'apprécier les bonnes armes de chaque régiment ; rencontrant chez nos hommes une mauvaise volonté marquée pour déposer leurs armes, et en même temps, n'ayant pas les moyens de leur payer l'arriéré des mois de novembre et décembre, je menaçai sévèrement tout soldat qui emporterait son fusil sans permission, de le priver de la solde de ces deux mois. Malgré cela, on en a tant emporté, soit à la dérobée, soit en les faisant passer pour des armes de rebut, que, de tous les fusils que nous avons pris sur le vaisseau et sur les soldats, il nous en reste à peine en ce moment une centaine dans nos magasins. Si du moins nos régiments étaient au complet ! mais il s'en faut de beaucoup : on m'assure, et je suis

assez porté à le croire, que, si l'on se bornait à enrôler des hommes pourvus d'armes, on n'obtiendrait que de bien pauvres résultats.

Comment me tirer de cet embarras? C'est ce que j'ignore. Je me suis adressé à toutes les colonies voisines; le temps seul pourra m'apprendre si ces démarches seront couronnées de succès. Lorsque le camp est plongé dans le sommeil, je passe de bien tristes moments à réfléchir sur notre fâcheuse situation; peu de gens savent tout ce que nous avons enduré, et s'il nous arrive quelque malheur, on n'en voudra pas reconnaître la cause. Bien des fois je me suis figuré que j'aurais été infiniment plus heureux si, prenant mon fusil sur l'épaule, je m'étais enrôlé dans les rangs, au lieu d'accepter le commandement dans de semblables circonstances; ou bien si j'avais pu me retirer au fond du pays, et vivre dans un wigwam, sans craindre que la postérité et ma propre conscience me reprochassent cette conduite. Si jamais je parviens à sortir de ces embarras, et de beaucoup d'autres que je pourrais énumérer, j'aurai l'intime conviction que le doigt de la Providence est venu aveugler nos ennemis; car assurément, si nous réussissons à passer le mois, c'est qu'ils n'auront pas eu connaissance des difficultés contre lesquelles nous luttons.

Si j'avais prévu les obstacles qui hérissent notre marche, si j'avais connu l'éloignement des vieux soldats pour rentrer au service<sup>1</sup>, tous les généraux du monde ne m'auraient pas convaincu qu'il fallût remettre jusqu'à

<sup>1</sup> Il s'agit des troupes qui étaient assemblées à Cambridge quand le général Washington prit le commandement en chef.

ce jour une attaque sur Boston. Cette attaque , quand pourra-t-on l'entreprendre ? c'est ce que je n'essaierai pas de dire : mais je réponds que l'occasion favorable ne viendra jamais aussi vite que je le désire.

Comme cette lettre renferme quelques vérités importantes , je ne serai content qu'en apprenant qu'elle vous est parvenue heureusement, quoique l'occasion me semble sûre.

Il y a quelques jours, nous avons fait une attaque couronnée de succès sur les maisons voisines de Bunker's-Hill. Un détachement, aux ordres du major Knowlton, traversa l'eau au-dessus de l'écluse du moulin, par une nuit sombre, et mit le feu à huit de ces maisons sur quatorze; l'ennemi les abattait pour en faire du bois de chauffage. Cinq soldats et la femme de l'un d'eux, habitant une de ces maisons, furent faits prisonniers; un autre soldat fut tué : nous n'eûmes pas un seul homme blessé.

Ayant appris d'une manière certaine que l'ennemi avait embarqué à Boston de trois à cinq cents hommes, et convaincu que ces troupes étaient destinées, soit pour le gouvernement de New-York, où, dit-on, les torys menacent sourdement notre cause, soit pour la Virginie, j'ai envoyé, il y a quelques jours, le général Lee avec mission d'empêcher New-York de tomber entre les mains de l'ennemi; car les conséquences d'un pareil événement seraient fatales à nos intérêts. Il a reçu aussi des instructions pour examiner la conduite des habitants de Long-Island, et de tous ceux qui, par leurs actions et leurs paroles, se sont montrés ennemis de la cause commune.



Pour exécuter ces projets , il doit lever des volontaires dans le Connecticut , et appeler les troupes de New-Jersey, si le congrès n'a pas donné d'ordre contraire.

Nous avons reçu par un vaisseau , récemment arrivé à Portsmouth, New-Hampshire, les papiers de Londres jusqu'au 2 novembre, contenant les adresses du parlement : ce sont, à peu près, autant de répétitions du discours royal avec l'assurance que Sa Majesté nous conservera nos vies et nos fortunes. Les capitaines (et en effet il y en avait comme passagers trois ou quatre sur ce navire) disent que nous devons nous attendre aux efforts les plus vigoureux de la part d'un ministère qui a, sur toutes les questions, l'appui d'une majorité fixe, bien que le duc de Grafton, le général Conway et l'évêque de Peterborough se soient réunis à la minorité. Ces capitaines affirment confidentiellement que, sur les cinq régiments partis d'Irlande, pas un ne peut être arrivé à Halifax, vu que, dans un violent orage qui a éclaté le 19, les bâtiments de transport ont été jetés, après avoir beaucoup souffert, dans Milford-Haven, et qu'ils n'étaient pas en état de supporter la mer quand ils ont quitté Londres; depuis, le temps a été assez mauvais pour ne pas permettre à des vaisseaux pesamment chargés de faire la traversée. Un ou deux transports, ajoutent-ils, devaient s'être perdus; mais ils sont arrivés depuis longtemps à Boston avec trois compagnies du 17<sup>e</sup> régiment.

M. Sayre a été envoyé à la Tour, comme accusé de haute trahison, d'après la dénonciation d'un certain lieutenant ou adjudant nommé Richardson. Il est dit, dans la *Crise*, qu'il avait l'intention de s'emparer de la per-

sonne du roi et des portes de la Tour. Il a été mis en liberté après avoir fourni une caution de 500 livres, et présenté deux répondants, chacun pour 250 livres <sup>1</sup>.

Quelles conjectures formez-vous, avec les personnes les plus éclairées qui vous entourent, quant à l'armement des Français dans les Indes occidentales? Mais, avant tout, est-on bien certain que cet armement se fasse? Les capitaines dont je vous ai parlé, et qui sont des hommes de sens, n'en ont eu aucune nouvelle avant leur départ d'Angleterre : les mesures et les discours du ministère ne laissent voir non plus aucune crainte à ce sujet. Je pense que le congrès ne veut ni ne doit s'ajourner pendant cette crise importante. Il est absolument nécessaire, puisque je me trouve à la fin de ma seconde feuille de papier, que j'ajourne à une autre lettre le reste de mes nouvelles. Je vous remercie au nom de madame Washington des vœux que vous formez pour elle. Je termine en vous priant de faire agréer ses compliments et les miens à madame Reed.

Je suis, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Cambridge, 9 février 1776.

Monsieur,

Cette lettre n'a qu'un seul but. Je vous prie de la communiquer au congrès, dont j'appelle à ce sujet l'at-

<sup>1</sup> M. Sayre fut ensuite élargi, parce que les charges élevées contre lui furent trouvées mal fondées.

tention sérieuse, en même temps que je lui demande pardon d'émettre une opinion qu'il n'attendait point de moi, et qui se trouve en contradiction avec ses résolutions.

Les inconvénients de l'enrôlement à court terme des troupes sont trop évidents pour les personnes qui ont vu les faits par leurs propres yeux, pour qu'il soit nécessaire d'ajouter aucune remarque à cet égard : mais des hommes placés à une distance éloignée et dont l'attention doit s'étendre à une foule de questions diverses et importantes, peuvent juger les choses sous un autre point de vue. Je ne doute pas le moins du monde que cette cause n'ait précipité la mort du brave général Montgomery, que nous regrettons tant, et amené la défaite qui en a été la suite. S'il n'avait pas craint de se voir abandonné par ses troupes dans un moment aussi décisif, et qu'il eût pu continuer à bloquer Québec, une capitulation n'eût pas manqué de couronner ses efforts : c'est ce dont je me suis convaincu en comparant les meilleurs rapports. J'ai peine à m'expliquer qu'on ne soit pas venu forcer nos lignes au milieu de circonstances aussi désavantageuses ; car la même cause, c'est-à-dire les troupes se débandant d'elles-mêmes avant que la milice fût arrivée pour les remplacer, cette cause, dis-je, nous exposait à un égal danger. Cela prouve que le général Howe ignorait complètement notre position, ou bien que ses instructions lui défendaient de rien livrer au hasard, avant d'avoir reçu ses renforts.

L'exemple du général Montgomery (je le signale plus particulièrement, parce qu'il est frappant, car j'en aurais bien d'autres à citer), me porte à croire qu'au lieu d'avoir des hommes pour profiter des circonstances, vous

êtes en quelque sorte amenés, de gré ou de force, à faire passer, avant ce grand but, des considérations secondaires. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre, je me suis occupé d'assurer nos campements; et, bien que, depuis lors, nous n'ayons pas été en état de prendre l'offensive, et souvent même de nous défendre, cependant les frais de retour pour une partie de nos hommes, d'arrivée pour les autres, les pertes causées par les premiers, les dépenses du voyage des derniers, en outre mille charges imprévues qui nous sont survenues et que je ne pourrais énumérer, tout cela nous a coûté presque autant que l'eût fait l'entretien d'un corps de troupes considérable, pendant le même espace de temps. Ajoutez encore que vous ne pourrez jamais avoir une armée bien disciplinée.

Il faut du temps pour graver les devoirs militaires dans l'esprit du soldat. Le temps même ne suffit pas pour lui apprendre la discipline et la subordination. C'est une œuvre très-difficile, et dans cette armée où il existe si peu de distance entre les officiers et les soldats, cette œuvre réclame une extrême attention. Exiger donc que des recrues ignorantes et indisciplinées servent aussi bien que de vieux soldats, c'est vouloir ce qui n'est jamais arrivé et n'arrivera peut-être jamais. Les hommes familiarisés avec le danger l'affrontent sans crainte; tandis que des troupes inaccoutumées au service redoutent souvent le péril là où il n'existe pas. Trois choses poussent les hommes à faire leur devoir au moment de l'action : la bravoure naturelle, l'espoir de la récompense et la crainte du châtimement. Les deux premiers mobiles s'appliquent également aux soldats novices, et aux soldats exercés. Mais il en est tout autrement du dernier. Un là-

che à qui l'on apprend que, s'il rompt les rangs et abandonne son drapeau, il sera puni de mort par les siens, tiendra contre l'ennemi ; mais l'homme qui craint peu le châtiment et beaucoup le danger, agira d'après l'impulsion du moment, sans se mettre en peine des conséquences.

Des hommes engagés pour peu de temps ne songent pas à l'avenir : l'expérience nous apprend que, lorsque arrive le moment où ils doivent être libérés du service, ils cessent d'avoir soin de leurs armes, des munitions et des outils de campement. Ainsi, les casernes même ont souffert de la part des hommes, au moment de leur licenciement, des dégâts incroyables. Nous avons été obligés à un supplément de dépenses pour préparer de nouveaux logements, lorsque nous avions à peine de quoi suffire aux premières nécessités. Joignez à cela le temps qu'il faut aux dernières recrues pour se faire à la vie du camp, et la perte qui en est la conséquence. Ce n'est pas tout. Les hommes engagés pour un temps très limité, sont trop maîtres de leurs officiers, car ceux-ci leur permettent une sorte de familiarité, afin de devenir populaires auprès d'eux et de préparer les voies au rengagement. Or, cette familiarité engendre le relâchement de la discipline, amène des demandes nombreuses de congé, et d'autres licences incompatibles avec l'ordre et une bonne administration. Il en résulte que les soldats passent les derniers jours de leur service à ne pas faire ce que vous avez cherché à leur inculquer pendant les premiers.

Si je voulais énumérer tous les maux que nous avons soufferts par le dernier renouvellement général de l'armée, et les dépenses entraînées par ce changement, sans

compter les hasards que nous avons courus et que nous devons courir entre le licenciement d'une armée et l'enrôlement d'une autre, à moins que l'on ne fasse des frais énormes pour appeler la milice, ces détails excéderaient les bornes d'une lettre. Ce que j'ai déjà pris la liberté de dire servira à donner une idée générale du sujet. C'est pour cela que je me permettrai d'exposer au congrès, avec tout le respect que je lui dois, que, s'il a quelque raison de croire qu'il aura encore besoin de troupes l'année prochaine, et par conséquent d'un autre enrôlement, il aurait une force bien plus efficace, et à moins de frais, en engageant pour toute la guerre, les hommes déjà enrôlés jusqu'en janvier prochain, et en ajoutant à ce nombre ceux qu'il faudrait pour remplir les cadres, quand bien même il serait obligé de leur donner une prime de vingt, trente dollars et davantage. Je ne sais si les hommes souscriront à ces conditions, mais je sais qu'il ne faut pas laisser aller les choses, comme on l'a fait l'année dernière, jusqu'au moment où le terme du service doit expirer. D'abord, le hasard que l'on court est trop grand; ensuite l'embarras, l'inquiétude que donne le licenciement d'une armée, tandis qu'on en lève une autre dans le même temps, sont à peine croyables, et décourageraient tout homme qui aurait passé une fois par cette difficulté.

Si le congrès ne partage pas mon opinion à ce sujet, je le prie seulement de me rendre la justice de croire que je n'ai rien plus à cœur que de contribuer à ce que je juge nécessaire au bien public. Pour réussir, on doit se résigner à de fortes dépenses en commençant.

J'ai l'honneur d'être, etc.

## A JOSEPH REED.

Cambridge, 40 février 1776.

Cher Monsieur,

Vous vous trompez étrangement, si vous croyez que j'ai été blessé de quelques passages de vos premières lettres. Mon intention était seulement de vous convaincre que rien ne peut me donner une satisfaction plus réelle, que de connaître les sentiments du public à mon égard, qu'ils me soient favorables ou non. L'homme qui veut se garantir des écueils et des rochers doit savoir où ils se trouvent. Je connais l'intégrité de mon propre cœur ; mais en parler, à moins que ce ne soit à un ami, pourrait être considéré comme une preuve de vanité. Je ne me dissimule pas le malheur de ma position ; je sais que l'on attend beaucoup de moi ; mais je n'ignore pas non plus que l'on ne peut pas faire grand'chose sans hommes, sans armes, sans munitions, sans rien de ce qu'il faut à un soldat. Il est bien mortifiant de penser que je ne puis me justifier qu'en révélant au monde notre faiblesse, et que je porterais préjudice à la cause, si je déclarais publiquement mon peu de ressources. Je suis donc déterminé à en garder le secret, jusqu'à ce que l'impérieuse nécessité vienne le divulguer.

Si, malgré ces embarras, je puis conserver l'estime publique, je me jugerai heureux ; mais, si les hommes, mal informés, concevaient une mauvaise opinion de moi, je ne vous considérerais pas comme un ami, si vous me cachiez les réflexions que ma conduite peut inspirer. Ma situation m'est quelquefois tellement insupportable, que, si je ne consultais le bien du pays plutôt que ma propre

tranquillité, j'aurais depuis longtemps tout risqué sur un coup de dé. Loin de me trouver à la tête de vingt mille hommes bien armés, je ne possède pas même la moitié de ce nombre, y compris ceux qui sont malades, en congé et en expédition, et ceux qui ne sont ni armés ni habillés, comme ils devraient l'être. Enfin, le mal est tel, que je me vois obligé de me servir d'artifice pour le cacher à mes propres officiers.

Le détachement de troupes envoyé à Bunker's-Hill, était composé de bons et de mauvais soldats. On a tenu un ou deux conseils pour juger la conduite d'une partie d'entre eux. A parler franchement, on ne doit pas se fier à ces gens-là, en cas de véritable danger ; pour ce qui est des autres cas, on sait que nul n'hésite à combattre avec courage, s'il ne se croit point exposé ; ceci est vrai, non-seulement pour nos hommes, mais pour toutes les troupes ignorantes et indisciplinées.

Vous pouvez être sûr que des vaisseaux de transport ont quitté Boston avec des troupes, il y a six semaines ; où sont-ils allés ? c'est ce que j'ignore ; peut-être ont-ils été poussés vers les Indes occidentales. Vous pouvez être sûr aussi que le général Clinton a fait voile de Boston, il y a trois semaines, avec quatre ou cinq cents hommes. Je ne sais pas non plus quel est le lieu de sa destination. Je suis fâché d'apprendre qu'il ne faut pas compter sur les secours attendus de France. Pourquoi le congrès ne veut-il pas s'arranger de la poudre que l'on fait dans votre province ? Il semble considérer cette saison comme la meilleure pour agir, et refuse de nous en procurer les moyens. Je ne veux pas le blâmer ; je sais que les demandes qui lui sont faites sont au-dessus de ses moyens. La cause



sera chancelante jusqu'à ce que nos ressources soient plus grandes et plus indépendantes d'autrui.

Pour ce qui est de mes sentiments particuliers, je n'ai jamais entretenu la pensée d'un accommodement, depuis que j'ai entendu parler des mesures adoptées à la suite du combat de Bunker's-Hill. Le discours du roi a confirmé l'opinion que j'avais sur cette affaire, et, si tout le monde partageait mes sentiments, les ministres de la Grande-Bretagne apprendraient, en peu de mots, quel espèce de dénouement nous cherchons. Je ne voudrais pas me laisser abuser par des proclamations artificieuses, des prétextes spécieux et des propositions insignifiantes ; je proclamerais ouvertement, sans déguisement et avec un mâle accent, les injustices qui nous ont été faites, et la résolution que nous avons prise de reconquérir nos droits. Je dirais que nous avons beaucoup souffert, et longtemps désiré avec ardeur une réconciliation honorable ; que cette réconciliation nous a été refusée ; que tous nos efforts pour obtenir la paix ont échoué, tandis que nous nous étions conduits comme les meilleurs des sujets. L'amour de la liberté, ajouterais-je, parle trop haut dans nos cœurs, pour que nous nous soumettions jamais à l'esclavage ; et, comme rien ne peut satisfaire le tyran et son ministère diabolique, nous avons formé la résolution de rompre tout lien avec ce gouvernement injuste et dénaturé. Je leur parlerais ainsi, non pas vaguement, mais en me servant d'expressions aussi claires que la lumière du soleil en plein midi.

J'ai réfléchi sur ce que vous me dites relativement à l'ardeur de nos héros du coin du feu. Je suis enchanté de savoir que leur fougue s'atténue un peu, car, si les

événements ne nous permettent pas de faire une attaque sur Boston, ou si nous l'entreprenons, et qu'elle ne réussisse pas, nous paraîtrons moins coupables à leurs yeux. Je pense toujours de même par rapport à cette attaque. Je crois qu'un assaut serait suivi de pertes considérables, mais qu'il aurait cependant d'heureux résultats, si les hommes se comportaient bien. Quant à une attaque sur Bunker's-Hill, à moins qu'on n'agisse par surprise, je crois que la perte serait en proportion plus grande que contre Boston. Si une défaite survenait, le découragement s'emparerait des hommes ; si le succès couronnait, au contraire, leurs efforts, leur ardeur deviendrait plus vive. De grands avantages ou de grands inconvénients résulteraient donc de cette entreprise.

Le congrès avait donné l'ordre que toutes les prises fussent jugées dans les cours de l'amirauté des divers gouvernements où elles seraient envoyées. Je ne sais si c'est par suite d'une différence radicale entre le texte des décisions du congrès et la loi de cette colonie-ci à l'égard des mesures à prendre, ou bien à cause d'un je ne sais quoi qui arrête constamment ici le cours des affaires, toujours est-il qu'on a mis empêchement à ce que ces procédures fussent suivies ; or, les intérêts du public ne souffrent pas moins d'une telle décision que ceux des particuliers. Toutes les fois qu'une condamnation aura lieu, je me souviendrai de votre recommandation relativement aux carènes. Puisse le ciel favoriser le plan dont vous parlez pour obtenir des armes ! L'acquisition en serait fort importante, et elle donnerait à nos opérations une nouvelle vigueur. La confiance chez nous est grande, et si nous pouvons nous maintenir ainsi jusqu'à l'été pro-

chain, je ne crains pas que nous manquions ensuite du nécessaire.

A Lechmere's-Point, la gelée nous a obligés à de bien pénibles travaux. Nous espérons que cette tâche sera terminée dimanche. De là nous sommes aussi bien placés pour dominer Boston, que si nous étions sur Dorchester-Hill, du côté opposé. Nos vaisseaux font de temps à autre quelques prises. Notre commodore Manly s'est vu bien près d'être capturé, il y a environ huit jours ; mais il a heureusement échappé avec son vaisseau et son équipage, en gagnant précipitamment la côte.

Je ne me rappelle plus rien qui soit digne de votre attention, à moins que vous ne trouviez quelque intérêt à lire une lettre et un poème que miss Phillis Wheatley m'a adressés. Ces jours derniers, en examinant un paquet de papiers pour détruire ceux qui m'étaient inutiles, j'ai retrouvé cet ouvrage. Afin de rendre justice au génie poétique de cette dame, j'avais eu le désir de publier son poème, lorsqu'elle me fit l'honneur de me l'adresser d'abord ; mais, pensant qu'on pourrait voir dans cette action une marque de vanité personnelle, plutôt qu'un hommage rendu à l'auteur, je laissai ces vers de côté, et je viens seulement de les retrouver. Je vous fais mes compliments sur votre élection, quoique je la considère comme le *coup de grâce* donné à mon espérance de vous voir auprès de moi pendant cette campagne. S'il en est ainsi, j'aurai à regretter votre absence, et je le sentirai d'autant plus vivement, que j'ai éprouvé les bons effets de votre concours. Veuillez présenter à madame Reed les compliments de madame Washington, et me croire, cher monsieur, votre très-humble et très-affectionné serviteur.

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Cambridge, 18 février 1776.

Monsieur,

La dernière gelée ayant formé une étendue de glace assez épaisse de Dorchester-Point à Boston-Neck et de Roxbury jusqu'au Common, l'approche de la ville est devenue possible sur un plus grand nombre de points et bien moins dangereuse. Quoique la milice ne fût pas entièrement arrivée, et que nous n'eussions que peu ou point de poudre pour commencer nos opérations par une canonade régulière ou un bombardement, je ne pouvais m'empêcher de penser qu'un assaut donné avec vigueur aux troupes retranchées dans Boston, même avec le peu d'hommes que nous avons, pourrait être couronné de succès : car il nous faudrait peu de monde pour veiller à la garde de nos lignes, pendant que l'ennemi serait attaqué sur toutes ses positions. C'est pourquoi, ne voyant aucune perspective d'un renfort de poudre, et, d'une autre part, craignant le dégel, j'ai convoqué les officiers généraux pour avoir leur opinion, conformément à la décision du congrès, à la date du 22 décembre<sup>1</sup>. Le résultat de ce conseil de guerre se trouve dans le procès-verbal ci-inclus. Comme le jugement de l'assemblée a été unanime contre mon projet, je dois supposer que j'avais tort. Cependant, profondément convaincu de la nécessité de

<sup>1</sup> Le congrès avait décidé que, si le général Washington et son conseil étaient d'avis qu'il fût avantageux d'attaquer Boston, ce projet devait être mis à exécution, quand même la ville et les propriétés auraient à en souffrir.

tenter quelque entreprise contre les troupes ministérielles avant qu'elles eussent reçu un renfort et pendant que la gelée nous favorisait, j'étais non-seulement prêt à donner un assaut, mais encore je l'appelais de tous mes vœux ; car j'espérais un plein succès si mes hommes m'avaient secondé, quelque avantage que l'ennemi eût trouvé dans sa position et son artillerie. Peut-être l'embarras de ma situation m'avait-il inspiré des idées différentes de celles qui ont agi sur les officiers que j'ai consultés ; peut-être aurais-je donné au hasard plus que ne le voulait la prudence. J'ignore s'il en était ainsi, car j'ai essayé d'examiner cette question avec tout le soin qu'un semblable sujet méritait. Il est vrai, je ne puis m'empêcher d'en convenir, que ma situation m'accable d'inquiétudes. C'est une rude tâche que d'attirer, de fixer les regards de tout le continent, qui est dans l'attente continuelle de quelque grand événement, et de se voir arrêté, faute de moyens, dans toutes ses opérations ; d'autant que ces moyens employés pour cacher ma faiblesse à l'ennemi, doivent la dérober en même temps à nos amis, et ajouter à leur surprise.

Je ne dis pas cela pour me plaindre. Je sais que le congrès a fait tout ce qu'il pouvait faire, et ce serait une grande ingratitude à moi que de ne pas le reconnaître. Mais, comme on parle d'un convoi de poudre qu'amène le capitaine Mason, je désirerais que ce renfort me fût adressé le plus tôt possible ; autrement, nous perdrons non-seulement toutes les chances que nous offre la saison, mais encore les frais énormes que nous a coûtés la milice. Nous pensions, lorsque nous fîmes venir celle-ci, que nous serions amplement munis de poudre, d'après les engage-

ments pris, il y a longtemps, à ce sujet par le comité du congrès<sup>1</sup>.

J'ai l'honneur d'être, etc.



### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Cambridge, 7 mars 1776.

Monsieur,

Le 26 du mois dernier, j'ai eu l'honneur de vous écrire et de vous avertir que nous faisons nos préparatifs pour prendre possession des hauteurs de Dorchester. Permettez-moi de vous instruire qu'un conseil d'officiers généraux ayant décidé qu'un bombardement et une canonnade devaient d'abord avoir lieu, pour fatiguer l'ennemi et détourner son attention de ce côté, pendant les nuits de samedi, dimanche et lundi derniers, nous avons tiré de nos positions de Cobble-Hill, Lechmere's-Point et Lamb's-Dam. J'ignore si nous avons fait beaucoup de mal à l'ennemi, et de quelle nature ont pu être ses pertes;

<sup>1</sup> On tint le 16 février un conseil dans lequel le commandant en chef déclara qu'il lui semblait très-opportun de donner immédiatement l'assaut à la ville de Boston, en partant de Cambridge et de Roxbury, sur la glace qui était alors suffisamment épaisse. Cet avis fut repoussé par le conseil, sous le prétexte que l'on n'avait pas assez de forces pour une pareille entreprise, que l'armée manquait d'armes et de poudre, et que l'opinion des officiers de l'état major était en général contraire à cette mesure. Il fut cependant décidé qu'on pourrait tenter une canonnade et un bombardement, aussitôt que l'on serait pourvu d'une quantité suffisante de poudre, et qu'en même temps il faudrait faire des préparatifs pour s'emparer des hauteurs de Dorchester, ainsi que de l'île de Noddle, si l'on pouvait y parvenir.

mais je suis heureux de pouvoir vous dire que ces mesures ont grandement avancé l'exécution de nos plans, et qu'elles auraient été aussi pleinement couronnées de succès que nous pouvions le désirer, si deux mortiers de treize pouces et trois autres de dix n'avaient malheureusement crevé ; parmi ces mortiers, il y en avait un d'airain, pris sur un brick. Je ne sais à quelle cause attribuer ce désastre : faut-il croire que ces pièces avaient quelque défaut, ou accuser nos bombardiers de maladresse ?

Mais, pour en revenir à mon sujet, lundi soir, dès que nous eûmes ouvert notre feu, un détachement considérable de nos hommes, sous le commandement du brigadier général Thomas, traversa l'isthme et s'empara des deux collines, sans que l'ennemi fit la moindre tentative pour les inquiéter ; et ils travaillèrent avec tant de zèle et d'activité, que leurs ouvrages furent assez avancés, au point du jour, pour les mettre à l'abri de la mousqueterie. Ces travaux marchent si rapidement, qu'ils ne tarderont pas à être achevés ; de sorte que les troupes que nous y avons placées pourront s'y défendre vigoureusement. Pendant toute la canonnade, qui dura deux nuits entières, nous fûmes assez heureux pour ne perdre que deux hommes ; l'un, un lieutenant, fut frappé d'un boulet à la cuisse ; l'autre, simple soldat, fut atteint d'un éclat de bombe, qui blessa aussi légèrement cinq ou six personnes.

En prenant possession des hauteurs de Dorchester, nous n'avons voulu que nous préparer à prendre position à Nook's-Hill, et sur les points opposés à la partie sud de Boston. Il fallait absolument les fortifier, afin de pouvoir les couvrir d'hommes et s'y maintenir. Dès que les ou-

vrages seront terminés d'un côté, on s'occupera immédiatement de l'autre, et l'on tâchera de rendre ces positions aussi fortes que possible. Leur proximité de l'ennemi leur donne beaucoup d'importance, et fait qu'elles nous seront très-utiles. Comme nous ne pouvons nous passer de mortiers pour accomplir nos projets, j'ai demandé à deux fonderies de m'en fournir promptement quelques-uns de treize pouces : d'après les rapports qu'on m'a faits à ce sujet, j'espère que mes ordres pourront être aisément exécutés. Lorsque j'aurai ces mortiers en ma possession, et qu'en outre j'aurai obtenu les munitions de poudre dont j'ai besoin, j'espère pouvoir, grâce aux positions que nous venons de prendre et à celles que nous prendrons encore, forcer les troupes ministérielles à en venir aux mains, ou du moins leur causer quelque embarras. Du haut de nos positions, nous finirons par les fatiguer tellement, qu'elles se décideront à nous livrer bataille ou à nous abandonner leurs retranchements. Je ne négligerai rien pour amener l'un ou l'autre de ces résultats.

Comme tout le monde pense que l'ennemi essaiera de nous déloger des hauteurs, et de forcer les ouvrages dès qu'ils seront découverts, ce qui probablement amènerait un engagement général, on a jugé à propos que l'honorable conseil<sup>1</sup> donnât des ordres pour faire venir la milice du voisinage et des villes environnantes. Je lui ai écrit à ce sujet, et il s'y conformera bientôt, je l'espère. Quant à la milice, je dois vous dire qu'elle s'est hâtée de venir dans nos rangs, et qu'elle montre le courage et la résolution d'hommes engagés dans la sainte cause de la liberté.

<sup>1</sup> Le conseil de la législature du Massachusetts.



Le matin, lorsque l'ennemi aperçut nos travaux, il nous parut dans une grande confusion, et l'on put juger, d'après ses mouvements, qu'il projetait une attaque. Il eût été à souhaiter que cette attaque eût lieu. Le résultat eût été, je le crois, heureux pour nous, et la victoire se fût rangée de notre côté; car nos officiers et nos soldats paraissaient impatients de courir à l'appel, et semblaient animés des meilleurs sentiments et de la résolution la plus ferme. Mardi soir, beaucoup de troupes ennemies s'embarquèrent sur les vaisseaux de transport, et arrivèrent au pied du château, où une partie d'entre elles débarqua avant la nuit. Un ou deux des vaisseaux s'approchèrent du rivage, et furent canonnés par nos gens avec une pièce de campagne, mais ils n'en reçurent aucun dommage. Quel était le but de cette expédition? C'est ce qu'il m'a été impossible d'apprendre. Il semble que l'ennemi songe à faire une attaque; car il est probable que, s'il entreprenait quelque chose contre nos travaux à Dorchester, il irait d'abord au château, et viendrait de là tomber sur nous. Si tel était son projet, le violent orage qui a éclaté cette nuit, et a duré jusqu'à huit heures du matin, en rendrait l'exécution impraticable. Cet orage a fait échouer un ou deux des vaisseaux de l'ennemi, qui, depuis, a trouvé moyen de les remettre à flot.

Si les troupes ministérielles avaient essayé de déloger les nôtres des hauteurs de Dorchester, elles n'auraient pu le faire sans détacher un nombre d'hommes fort considérable, ce qui nous assurait les chances d'une heureuse attaque sur Boston. A un signal donné de Roxbury, conformément au plan adopté à ce sujet, quatre mille hommes d'élite, qui se tenaient tout prêts, auraient

été embarqués à l'embouchure de la rivière de Cambridge, et partagés en deux divisions, la première sous les ordres du brigadier général Sullivan, la seconde sous ceux du brigadier général Greene; le tout commandé par le major général Putnam. La première division devait s'embarquer à la poudrière et prendre possession de Beacon-Hill et de Mount-Horam; la seconde devait partir de Barton's-Point ou d'un point un peu plus au sud, et, après s'être emparée de ce poste, rejoindre l'autre division et forcer les barrières et les travaux dont l'ennemi a hérissé l'isthme, pour y introduire les troupes de Roxbury. Trois batteries flottantes devaient précéder et marcher en front des autres bateaux pour entretenir un feu vif contre la partie de la ville où nos hommes devaient débarquer. Il m'est impossible de dire jusqu'à quel point nos projets eussent réussi si nous avions eu le moyen d'en tenter l'exécution; l'expérience pourrait seule éclairer cette question. Le plan semblait bien conçu; et, autant que j'avais été à même de juger de la bonne volonté et du zèle des officiers et des hommes engagés dans l'entreprise, j'avais tout lieu d'espérer un résultat favorable<sup>1</sup>.

La milice qui avait reçu l'ordre de venir des villes environnantes a apporté des provisions pour trois jours.

<sup>1</sup> Il écrivait au colonel Reed, relativement à cette affaire : — « Je ne veux ni m'attrister ni murmurer contre aucun acte de la Providence, parce que je suis tout à fait de l'opinion de M. Pope lorsqu'il dit : « Tout ce qui est est bien. » Je crois que tout promettait un heureux résultat, si nous en fussions venus ce jour là à un engagement. J'avertis l'armée que le 5 mars ne devrait jamais sortir de sa mémoire. Tout le monde s'attendait à une affaire, et les esprits paraissaient disposés parfaitement; l'ardeur de nos hommes était incomparable. »

On ne l'appelait que pour agir dans le cas où l'attaque serait aussitôt entreprise, et on la renvoie cette après-midi. Je demande au congrès la permission de lui rappeler que l'on a absolument besoin de trois majors généraux dans cette armée, et que le général Lee étant appelé au commandement du Canada, sa division se trouve sans chef. J'espère que le congrès remplira ce vide en nommant une autre personne. Le général Thomas est le premier brigadier, il a une réputation excellente, et est considéré comme un brave et bon officier. S'il est promu à ce grade, il y aura alors un vide parmi les brigadiers généraux, et il sera nécessaire de le combler en nommant quelque autre personne au choix du congrès; la justice me force de rappeler que William Thompson, du régiment des tirailleurs, est le premier colonel de cette arme, et un bon et courageux officier, autant que je puis en juger. Je pense qu'il est de mon devoir de parler ainsi de ces deux officiers, tout en déclarant que les promotions, quelles qu'elles soient, me conviendront.

9 mars. — Le rapport donné par le capitaine Irvine sur l'embarquement de l'ennemi, et son projet de quitter bientôt la ville, est, je le crois, véridique <sup>1</sup>. Il y a d'autres circonstances à l'appui de ces déclarations : elles semblent pleinement confirmées par un écrit signé de quatre des principaux citoyens de la ville, et dont j'ai l'honneur de vous envoyer la copie. Cet écrit a été apporté hier au soir par un parlementaire, et remis au colonel Learned par le major Bassett, du 10<sup>e</sup> régiment, qui a té-

<sup>1</sup> Le capitaine Irvine s'était échappé, la nuit précédente, de Boston avec six personnes, et s'était rendu au quartier général.

moigné le désir qu'on me le communiquât le plus tôt possible. Je tins conseil à ce sujet avec les officiers généraux dès que je pus les assembler. Comme cette lettre n'était adressée ni à moi, ni à aucune autre personne en particulier, ni revêtue de la signature authentique du général Howe, et qu'elle ne portait aucun signe indiquant que ce général accomplirait les promesses faites en son nom, il fut convenu que je n'y répondrais pas, et qu'une lettre paraissant venir du colonel Learned serait envoyée aux habitants de la ville pour leur apprendre qu'il m'avait communiqué leur missive; cette lettre devait énoncer les raisons qui m'avaient empêché de répondre. Vous en trouverez ci-joint la copie.

Cette nuit j'aurai une batterie sur Nook's-Hill, près de Dorchester-Point; j'agirai selon les circonstances. On a jugé sage de poursuivre les plans de fortifications avec autant d'ardeur qu'avant l'arrivée de la lettre des notables. Tout le monde étant d'accord qu'il ne serait pas possible d'arrêter l'ennemi dans le cas où il se déterminerait à évacuer la ville, je donnerai des ordres pour que des sentinelles soient placées sur tous les caps pour épier ses mouvements et sa direction; en outre, j'ordonnerai au commodore Manly, et à sa petite escadre, de suivre les traces de l'ennemi, tant pour accomplir les dispositions prescrites, que pour s'emparer de ceux de leurs vaisseaux qui viendraient à s'écarter du convoi: car, dans la précipitation que l'ennemi mettra à s'éloigner, il est présumable qu'il ne pourra pas choisir le temps le plus favorable.

Si les troupes ministérielles évacuent la ville, et la laissent en bon état, je crois qu'il sera convenable de

prendre des mesures pour fortifier l'entrée du port, dans le cas où l'on jugerait devoir exécuter ces travaux, et où la situation des affaires le permettrait. Malgré le rapport venu de Boston, qui indique Halifax comme le lieu de la destination de l'ennemi, je ne doute pas qu'il ne se dirige vers le sud; je crains même qu'il ne se porte sur New-York. Bien des indices me suggèrent cette opinion. Par exemple, l'ennemi a envoyé de ce côté un vaisseau, qui vendredi dernier a été jeté à la côte, et s'est brisé au cap Cod. Les dépêches, s'il y en avait d'écrites, avaient été détruites, quand le bâtiment a été abordé. Il portait une certaine quantité de charbon, et environ quatre mille boulets de canon, six affûts, un pierrier ou deux, et trois barils de poudre. Je tiendrai les tirailleurs et quelques autres détachements de nos troupes prêts à marcher au premier appel, et je réglerai mes mouvements sur les circonstances et les ordres que je recevrai du congrès; je désire qu'ils soient très-détaillés, et qu'ils me parviennent le plus tôt possible.

J'ai l'honneur d'être, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Cambridge, 13 mars 1776.

Monsieur,

Dans la lettre des 7 et 8 courant que j'ai eu l'honneur de vous adresser, je vous parlais de la nouvelle que j'ai reçue relativement à l'embarquement des troupes à

Boston : nous pensions alors que la ville ne tarderait pas à être entièrement évacuée par l'ennemi. Bien que j'aie été déçu dans mon espérance, et que mon opinion à cet égard ait été prématurée, je ne doute pas que cet événement n'arrive d'ici à peu de temps ; car d'autres rapports, qui me sont parvenus depuis, m'annoncent qu'un grand nombre de bâtiments de transport ont passé du port à la rade de Nantasket, et plusieurs circonstances corrélatives semblent confirmer ces rapports et interdire l'ombre même d'un doute. Il serait très-difficile de décider si la ville sera rasée ou non ; mais, à en juger par la destruction que l'ennemi fait de ses diverses munitions, de plusieurs de ses wagons et de ses chariots, qu'il n'em-mènera pas, comme on le disait, il est probable que la ville restera debout ; car, si l'ennemi eût eu l'intention d'agir autrement, il eût tout enveloppé dans une ruine générale.

Persuadé qu'il est de la dernière importance, dans la guerre actuelle, de mettre en sûreté New-York, et d'empêcher l'ennemi de s'en emparer ; soupçonnant d'ailleurs qu'il portera ses vues de ce côté, et qu'il opérera son embarquement dans ce but, j'ai jugé indispensable, d'après la situation des choses ici, de convoquer un conseil d'officiers généraux, pour délibérer sur les mesures à prendre dans une conjoncture aussi délicate. J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la copie des résolutions. Conformément à l'opinion du conseil, j'enverrai demain le régiment des tirailleurs, sous le commandement du brigadier général Sullivan, avec ordre de se rendre en toute hâte à New-York. Ce régiment sera suivi, le jour d'après, par les cinq autres réunis en une brigade : ce sont là les

seules troupes qu'on ait jugé convenable de faire partir, jusqu'à ce que l'ennemi ait quitté la ville. Dès qu'elles se seront éloignées, j'enverrai en avant le major général Putnam, et je le suivrai moi-même avec le reste de l'armée aussitôt qu'il sera en mon pouvoir de le faire, tout en laissant ici un nombre d'hommes proportionné à l'exigence des événements.

Comme le mauvais état des routes en cette saison retardera beaucoup la marche de nos hommes, j'ai, d'après l'avis des officiers généraux, écrit au gouverneur Trumbull, et saisi, pour lui faire parvenir ma lettre, l'occasion que m'offre cet exprès. Je lui demande d'employer tous les efforts possibles pour envoyer à New-York un renfort de deux mille hommes tirés de la partie ouest du Connecticut; et je prie aussi l'officier commandant de cette colonie de s'adresser au congrès provincial, ou au comité de sûreté du New-Jersey, pour obtenir un secours de mille hommes, dans le même but, c'est-à-dire afin de s'opposer aux projets de l'ennemi et de l'empêcher de prendre possession de New-York, dans le cas où il arriverait avant que les troupes parties d'ici eussent atteint la ville. Cette crainte pourrait se réaliser, à moins que l'ennemi ne soit arrêté dans sa marche par les vents contraires. Bien que la mesure que j'ai prise entraîne de grandes dépenses, je me flatte qu'elle obtiendra l'approbation du congrès. L'expérience du passé et les lignes de Boston et de Boston-Neck prouvent la convenance, et attestent la nécessité d'empêcher l'ennemi de s'emparer de la ville et de s'y loger. S'il pense à se diriger vers le sud, ou sur Halifax, comme on le dit à Boston, dans le dessein de gagner le Canada, la marche de nos troupes

sur New-York les rapprochera du théâtre de la guerre, et leur permettra de se porter plus rapidement sur les points menacés. Nous nous sommes abstenus de prendre position sur Nook's-Hill, et de le fortifier, comme je voulais le faire, au moment où j'écrivis ma dernière lettre. Ayant entendu dire que l'ennemi était sur le point d'opérer sa retraite et de quitter la ville, il nous a semblé imprudent et hors de propos de l'attaquer avec trop de précipitation : j'ai préféré attendre encore quelque temps et faire des préparatifs pour un mouvement. Demain soir, nous prendrons possession de ce point, à moins que l'ennemi ne soit parti. Comme New-York est une ville d'une grande importance, la prudence et la politique exigent que toutes les précautions possibles soient adoptées pour faire échouer le projet que l'ennemi peut avoir formé de s'en emparer. J'ai ordonné, dans cette intention, que l'on équipât des vaisseaux, et qu'on les tint prêts, à Norwich, pour l'embarquement et le transport de nos hommes. J'ai pris cette mesure, non-seulement afin de hâter l'arrivée des troupes, en leur épargnant plusieurs jours de marche, mais aussi parce qu'elles n'éprouveront aucune fatigue, et seront à même de s'occuper d'élever des retranchements et des ouvrages de défense aussitôt après leur arrivée, si toutefois l'ennemi n'y vient pas mettre obstacle; car les troupes ne sauraient être en état de travailler, si elles avaient fait une marche longue et fatigante par de mauvais chemins. Si Wallace était instruit de la mesure, et qu'il essayât, avec ses vaisseaux, de fermer le port de New-London, nos hommes poursuivraient leur marche par la voie de terre.

Nos officiers généraux pensent que, dans le cas où l'en-



nemi abandonnerait la ville, il sera inutile d'employer ou de garder une partie de l'armée pour sa défense; si l'événement arrivait, je me rendrais immédiatement à New-York avec le reste des troupes qui ne sont pas encore parties pour cette ville, laissant seulement ici les forces nécessaires pour parer aux événements. Le congrès pourrait donner des ordres à ce sujet, et décider quel est le nombre d'hommes qu'il conviendra d'envoyer à New-York, ou de garder ici : car il faudra beaucoup de temps pour faire partir une si grande quantité de troupes; les divisions devront se précéder les unes les autres, à une distance assez éloignée pour qu'on puisse leur assurer toutes les munitions nécessaires, et préparer la subsistance du reste de l'armée lorsqu'elle se mettra en marche; toutes choses qu'on n'obtient pas tout de suite. Je désirerais beaucoup recevoir à ce sujet les ordres du congrès, tout en prévoyant que je serai peut-être embarrassé pour les exécuter.

Le congrès ayant bien voulu nommer le colonel Thompson au grade de brigadier général, il y aura un vide dans le régiment que cet officier commandait. Je recommanderai, pour le remplir, le lieutenant-colonel Hand. Je prendrai aussi la liberté de recommander le capitaine Hugh Stephenson, des tirailleurs de la Virginie, pour succéder au colonel Hand, comme lieutenant-colonel, car il n'y a point de major dans ce régiment, depuis la promotion du major Magaw au grade de lieutenant-colonel d'un des bataillons de la Pensylvanie, qui nous a quittés. Cet officier est, selon mon opinion, l'homme de cette armée le plus capable d'occuper ce

poste, et c'est d'ailleurs le plus ancien capitaine au service. Il s'est fait remarquer à la tête d'une compagnie de tirailleurs, durant toute la dernière campagne, et a mérité la haute approbation de ses chefs.

Je suis, etc.

---

### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier-général, Cambridge, 19 mars 1776.

Monsieur,

J'éprouve le plus grand plaisir à vous annoncer que dimanche dernier, 17 du courant, vers neuf heures du matin, l'armée ministérielle a évacué la ville de Boston, qu'occupent maintenant les forces des Colonies-Unies. Permettez-moi, monsieur, de vous adresser, ainsi qu'au congrès, mes félicitations sur cet heureux événement, surtout parce qu'il est arrivé sans que la vie ni les biens des malheureux habitants restés dans la ville aient souffert.

J'ai tout lieu de croire que la fuite de l'ennemi a été hâtée par la vue d'un ouvrage que j'avais ordonné d'élever, samedi dernier, pendant la nuit, sur une éminence voisine de Dorchester et nommée Nook's-Hill, qui touche à Boston-Neck. Bien que la ville ait beaucoup souffert, je ne l'ai pas trouvée en aussi mauvais état que je m'y attendais. Je ressens un plaisir tout particulier, monsieur, à vous informer que votre maison a été, jusqu'à un certain point, respectée. Vos meubles sont en bon état, et les portraits de famille n'ont reçu aucune atteinte. Le capitaine Caz-

neau prendra soin de tous ces objets en attendant vos ordres.

Lorsque les troupes ministérielles eurent quitté la ville, je commandai à un millier d'hommes (qui avaient eu la petite vérole) de s'en aller, sous les ordres du général Putnam, prendre possession des hauteurs, que je chercherai à fortifier de manière à empêcher le retour des ennemis, si toutefois ils songeaient à revenir. Mais, comme ils étaient encore dans le port, je ne jugeai pas prudent de quitter la ville avec le gros de l'armée, jusqu'à ce que je fusse bien certain que nos adversaires avaient décidément abandonné la côte. Je n'ai donc envoyé que cinq régiments à New-York, outre le bataillon des tirailleurs; et je garderai ici le reste des troupes jusqu'à ce que l'on ne puisse plus craindre le retour de l'ennemi.

L'état dans lequel j'ai trouvé les ouvrages prouve clairement que la retraite des troupes ministérielles s'est opérée avec la plus grande précipitation. Elles ont abandonné, à Bunker's-Hill, leurs casernes et les autres travaux en bois, et n'ont détruit qu'une petite partie de leurs lignes. Elles ont aussi laissé un certain nombre de bonnes pièces de canon, qu'elles avaient d'abord enclouées, ainsi qu'un très-fort mortier de fer. J'ai appris qu'on en avait lancé une autre par-dessus la jetée.

J'ai chargé des personnes exercées de percer les canons, et je ne doute pas que nous ne puissions en sauver la plupart. Je n'ai pas encore été à même de me procurer la liste exacte des munitions laissées dans la ville. Dès qu'elle m'aura été communiquée, j'aurai le soin de vous l'envoyer. D'après le calcul de ce que le quartier-maître a

déjà découvert, on peut estimer ce que nous avons en notre possession à 25 ou 30,000 livres. Une partie de la poudre que vous m'annoncez dans votre lettre du 6 du courant est arrivée. J'ai ordonné que le reste du convoi s'arrêtât en route, parce que nous n'en avons pas besoin ici. Je viens d'envoyer au général Thomas la lettre qui lui est destinée. Il a demandé un congé de trois ou quatre jours pour aller régler quelques affaires particulières; ensuite il ira occuper son commandement du Canada<sup>1</sup>. Je suis heureux que le congrès ait approuvé le parti que j'ai pris d'intercepter la lettre de lord Drummond.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

## RÉPONSE

À UNE ADRESSE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU MASSACHUSETTS.

Messieurs,

Je vous remercie de cœur de votre bienveillante adresse. Je me sens obligé à toute sorte de reconnaissance par l'honneur que me fait l'approbation que vous voulez bien accorder à ma nomination au poste si important que je remplis aujourd'hui. J'éprouve un plaisir encore plus vif à voir que la manière dont j'accomplis mes devoirs obtient votre assentiment.

<sup>1</sup> Le congrès éleva, le 6 mars, le général Thomas du rang de brigadier à celui de major général, et le mit à la tête de l'armée du Canada, écartant ainsi le général Wooster, qui était chargé de ce commandement depuis la mort de Montgomery.

Lorsque les conseillers de la nation britannique eurent formé un plan pour enchaîner l'Amérique, et dépouiller ses fils de leurs privilèges les plus beaux et les plus sacrés, contre toutes les règles de la constitution, de la justice, de la loyauté; lorsque ces hommes en eurent appelé à la force pour exécuter leurs projets, je crus qu'il me convenait de prendre part à la lutte, d'autant plus que je m'y étais vu appelé par les suffrages volontaires des représentants d'un peuple libre; je ne désirais pas d'autre récompense que la conscience d'avoir fait mon devoir, et l'espoir que mes services pourraient contribuer à l'établissement de la liberté, au retour d'une paix fondée sur des bases durables, et me conquérir l'estime de mes concitoyens et de tous les hommes vertueux.

Permettez-moi de vous remercier aussi d'avoir bien voulu remarquer le respect que j'ai eu pour la constitution civile de cette colonie, en agissant dans les limites de mes attributions. Je considère comme un principe de devoir et de politique de respecter les institutions provinciales, tant qu'elles s'accordent avec l'intérêt général: cette règle servira toujours de base à ma conduite. Quand même je n'eusse pas déjà été pénétré de ces idées, j'en aurais reçu les meilleures leçons de votre honorable corps, grâce aux relations amicales que j'ai entretenues avec vous, et à la bonne volonté et l'empressement que vous avez mis à m'aider et à me conseiller toutes les fois que je vous l'ai demandé dans des circonstances difficiles et inopinées.

Tout cœur vertueux et sympathique se réjouira de voir la métropole de votre colonie délivrée maintenant de la cruelle occupation des hommes envoyés pour relever l'é-

tendard d'une domination sans frein, et pour fouler aux pieds les droits de l'humanité; elle est libre de nouveau et rendue à ses possesseurs naturels. Cette conquête n'a pas coûté une goutte de sang à nos soldats ni à nos concitoyens : grâces en soient rendues à la protection de cette Providence qui a manifestement combattu pour nous depuis le commencement de cette grande lutte, et à qui nous devons nos succès non moins qu'à nos propres efforts! Puisse l'Être tout-puissant, qui tient entre ses mains le sort des nations, laisser tomber un regard de compassion sur toutes les Colonies-Unies! puisse-t-il continuer de sourire à nos desseins et à nos armes, et couronner de succès la cause de la vertu et de l'humanité! Puisse cette malheureuse colonie, et sa capitale, toutes les parties de cet immense continent aujourd'hui désolé, revenir, par sa divine protection, à leur première splendeur, et trouver la paix, la liberté, la sécurité sur des bases solides et durables!

—\*—\*—\*—

#### A JEAN-AUGUSTIN WASHINGTON.

Cambridge, 31 mars 1776.

Cher frère,

Votre lettre du 24 du mois dernier m'a été envoyée au camp par le colonel Lee; elle m'a procuré la satisfaction d'apprendre que vous, ma sœur, et toute la famille, vous portez bien. Lorsque vous vous serez établi à Frédéricksbourg, notre correspondance deviendra régulière et sûre; et je serai heureux de vous écrire toutes

les fois que mes occupations me le permettront. Je ne puis me rappeler la date de la dernière lettre que je vous ai adressée : mais ce dont je me souviens, c'est que je vous ai écrit plus de lettres que je n'en ai reçu de vous.

Le manque d'armes et de poudre n'est pas particulier à la seule Virginie <sup>1</sup> ; ce pays-ci, dont vous avez sans doute entendu parler magnifiquement, en est plus dépourvu que vous ne pouvez le concevoir. J'y ai passé plusieurs mois de suite sans avoir ( chose qui vous pa-

<sup>1</sup> Les habitants de la baie de la Chesapeake et du bord des rivières qui s'y jettent avaient été alarmés, durant l'hiver, par la nouvelle que l'ennemi était sur le point de les remonter avec ses vaisseaux et ses radeaux, et de ravager le pays entier. Afin d'échapper aux dangers qui les menaçaient, beaucoup d'entre eux se retirèrent dans l'intérieur, emportant ce qu'ils pouvaient. La résidence du général Washington était sur les bords du Potomac, et accessible aux plus grands vaisseaux. Le bruit courut que l'ennemi avait l'intention d'y faire une visite. M. Lund Washington écrivait de Mount-Vernon au général : — « L'alarme est répandue dans Alexandrie et dans tout le voisinage ; les femmes et les enfants abandonnent la ville, et se réfugient dans les cabanes qu'ils croient hors de la portée du canon de l'ennemi. Tous les wagons, chariots et chevaux de bât qu'on peut se procurer, sont mis en réquisition. La milice est sur pied ; mais elle ne possède aucune arme, ou du moins n'en a qu'une très-petite quantité. Je souhaiterais, si notre voisinage doit être envahi par l'ennemi, qu'on envoyât un ou deux détachements parmi nous, afin que nous soyons à même de voir ce que le peuple fera en cette occasion : il dit qu'il est prêt à combattre. Je vais emballer votre porcelaine et vos cristaux dans des caisses, et d'autres objets dans des coffres, des malles, et en paquets ; je me tiendrai prêt à la première alarme, afin de mettre ces effets hors de l'atteinte de l'ennemi. Je crains que le dommage ne soit grand, malgré les précautions qu'on a prises. Tous ceux que je vois me disent que, si la population était avertie, elle accourrait aussitôt de Loudoun, de Prince-William, de Fauquier, et de toutes les parties de ce comté, pour défendre vos biens, jusqu'à la dernière goutte de son sang. »

raîtra surprenante), plus de trente cartouches pour chaque homme; faute de poudre, j'ai dû subir les insultes du canon de l'ennemi, gardant le peu que nous en avions pour tirer à une portée de pistolet. Il y a une autre circonstance, qui, jointe à celle que je viens de rapporter, autorise cette armée à revendiquer un honneur que nulle autre peut-être ne pourrait prétendre. Nous avons maintenu notre terrain contre l'ennemi, tout en manquant de poudre. Nous avons licencié une armée, et en avons recruté une autre, sous le feu de vingt-deux régiments, la fleur de l'armée britannique, à qui notre force numérique était à peine supérieure; enfin nous les avons contraints à fuir honteusement et avec précipitation d'une place que la nature elle-même avait fortifiée, et que l'art avait rendue presque imprenable, au prix d'énormes dépenses.

Comme vous prendrez quelque intérêt à lire les détails des mouvements des deux armées, dans ces derniers temps, je vais, tout pressé que je suis par mes occupations, vous en donner un récit succinct. Ayant reçu un renfort de poudre, bien éloigné cependant de suffire à nos besoins, je résolu de m'emparer de Dorchester-Point, à l'est de Boston, qui est en face de la ville, et commande les lignes ennemies sur Boston-Neck. Pour arriver à ce résultat qui devait forcer l'ennemi à un engagement, ou l'exposer à être pris en flanc par notre canon, il fallait d'abord être maître de deux hauteurs qui dominaient entièrement ce point : ce sont celles dont le général Burgoyne parle dans sa lettre à lord Stanley, en lui racontant la bataille de Bunker's-Hill. A cette époque le terrain étant gelé à environ deux pieds de profondeur, il



était impossible de creuser la terre. En conséquence nous fûmes obligés de nous munir d'une quantité incroyable de torches et de fascines ; et la nuit du 4, après une vigoureuse canonnade, et un bombardement soutenu pendant trois nuits de suite pour détourner l'attention de l'ennemi, et lui donner le change sur nos véritables desseins, nous amenâmes tout notre matériel sur le terrain, et prîmes possession de ces hauteurs, sans avoir perdu un seul homme.

Le lendemain matin, lorsque l'ennemi aperçut nos ouvrages, il fit de grands préparatifs pour les attaquer ; mais, comme il ne fut prêt que sur l'après-midi, et que le temps devint très-mauvais, le combat n'eut pas lieu, et par là beaucoup de sang se trouva épargné. Je ne doute pas que la Providence ne soit intervenue ici dans quelque sage dessein. Mais, comme mon plan principal consistait à amener l'ennemi à un engagement qui ne pouvait que lui être désavantageux, comme j'avais tout préparé pour cela, et que l'occasion paraissait servir mes projets les plus chers, comme nos hommes enfin paraissaient dans les meilleures dispositions, je puis à peine m'empêcher de regretter la perte d'une pareille occasion ; à moins que ce ne soit la volonté de la Providence qu'il y ait un accommodement, et que l'épée rentre dans le fourreau. Pour en revenir à mon sujet, l'ennemi, pensant, comme nous l'avons appris depuis, que nous nous étions fortifiés avec trop d'avantage, dès le second jour, pour pouvoir être délogés de nos positions, et craignant en outre que nos ouvrages ne lui fissent beaucoup de mal, résolut d'opérer sa retraite. Il s'embarqua donc le 17, en toute hâte, dans la plus grande confusion, sans prendre

le temps de disposer ses transports, et en laissant dans Boston des provisions et des munitions, pour trente à quarante mille livres. Il a abandonné également plusieurs pièces de canon, quelques mortiers et nombre de boulets et de bombes ; des wagons pour les bagages, des chariots d'artillerie qu'il avait préparés pendant dix-huit mois pour entrer en campagne, ont été trouvés mis en pièces, ou dans des chantiers, ou éparpillés sur le rivage ; en un mot la destruction de toutes les munitions après la défaite que le général Braddock essuya à Dunbar, et qui fit tant de bruit, peut à peine donner l'idée d'une pareille confusion.

L'ennemi est resté, du 17 au 27, dans la rade de Nantasket et dans King's-Road, à environ neuf milles de Boston, pour prendre de l'eau dans les îles voisines et se préparer à la mer ; j'ignore vers quel lieu il se dirige, et où il assemble ses tentes. Mais, comme New-York et la rivière d'Hudson sont les points les plus importants qu'il puisse avoir en vue, comme la rivière assure nos communications avec le Canada, en même temps qu'elle sépare les colonies du nord et du sud, et comme la ville passe pour renfermer une foule de personnes malintentionnées, qui n'attendent qu'une occasion favorable et un appui pour se déclarer ouvertement, il était très-important pour nous d'empêcher l'ennemi de profiter de ces avantages ; c'est pourquoi, dès qu'il se fut embarqué, je détachai, pour le gouvernement de New-York, une brigade de six régiments ; et, quand celle-ci fut partie, je la fis suivre d'une autre, composée du même nombre d'hommes ; demain une nouvelle brigade de cinq régiments se mettra en marche. Dans un jour ou deux, moi-même je suivrai cette expé-

dition, et je serai à New-York pour recevoir toutes les brigades, excepté la première.

L'ennemi a laissé debout tous ses ouvrages à Boston et à Bunker's-Hill ; ils sont vraiment formidables. La ville a éprouvé un plus heureux sort qu'on n'aurait pu s'y attendre : ses maisons n'ont souffert qu'un dommage insignifiant ; mais les habitants ont fait de grandes pertes, car ils se sont vus pillés par les soldats à leur départ. Tous ceux qui ont pris le ton et le titre de parti du gouvernement à Boston, tous ceux qui ont agi, dans cette importante occasion, d'une manière hostile à nos intérêts, se sont embarqués aussi précipitamment, mais avec plus de désavantage que les troupes royales, étant obligés de manœuvrer eux-mêmes leurs vaisseaux, tous les matelots ayant été retenus pour la flotte du roi, et ils se sont trouvés en proie à des souffrances qu'on ne saurait peindre. Un ou deux d'entre eux ont pris un parti désespéré, auquel bien d'autres auraient peut-être dû recourir depuis longtemps : ils se sont suicidés. Tous les rapports nous représentent le sort de ces gens-là, comme le plus déplorable qu'on puisse voir. Persuadés que le pouvoir de la Grande-Bretagne était au-dessus de toute opposition, ou bien qu'ils trouveraient assistance dans la protection d'une puissance étrangère, ils mettaient plus d'insolence et de hauteur dans leur conduite que les troupes régulières elles-mêmes. Aussi, quand l'ordre d'embarquer eut été donné aux troupes à Boston, la consternation de ces hommes fut telle, que jamais commotion électrique, explosion soudaine du tonnerre n'en causa une semblable : la trompette du jugement dernier elle-même n'eût pas produit plus d'effet. Ils avaient comme perdu

le sens, et, dans la conscience de leur noire ingratitude, ils ont mieux aimé, comme je viens de le dire, s'abandonner à la merci des flots orageux, pendant cette mauvaise saison, que de rester au milieu de leurs concitoyens outragés.

Je puis assurer, je crois, que personne n'a jamais commandé une armée au milieu de difficultés telles que celles qu'il m'a fallu vaincre; il faudrait un volume pour les énumérer. Quelques-unes étaient d'une nature si particulière, que, pour les dissimuler à mes ennemis, j'ai dû les cacher à mes amis eux-mêmes ainsi qu'à mon armée, m'exposant par là à laisser porter sur ma conduite des jugements défavorables, surtout par ceux qui, étant éloignés de moi, ne pouvaient se douter des motifs qui me faisaient agir. Je suis heureux, cependant, d'apprendre par différentes voies que ma réputation s'est maintenue, et que ma conduite a mérité jusqu'ici la satisfaction universelle. Les adresses que j'ai reçues, et qui, je le suppose, seront publiées, contiennent l'expression des sentiments de la cour générale de cette colonie et des notables de Boston, tant sur l'évacuation de la ville que sur mon prochain départ; ces adresses, dis-je, me donnent une douce preuve de l'estime accordée à ma conduite, estime dont j'ai reçu déjà de nombreux témoignages, et qui, dans la retraite, sera pour moi une source de doux souvenirs.

La part que vous avez prise aux discussions publiques est honorable et digne d'éloge. Le devoir nous ordonne de nous consacrer ainsi à notre pays; la postérité n'attend pas moins de nous. Il ne suffit pas d'aimer passivement notre cause et de former des vœux en sa faveur : un dévouement de cette espèce ne servirait qu'à laisser

périr cette cause sacrée, et toute autre de même nature. Tout le monde devrait s'employer activement, de manière ou d'autre, sans tenir grand compte des intérêts particuliers. Nous jouons une grosse partie, et nous sommes sûrs de la gagner si nous savons bien conduire nos cartes; mais la mollesse des uns, la malveillance des autres et la timidité de la masse pourraient compromettre la cause qui n'a que cela à craindre. L'unanimité d'efforts nous fera triompher de toutes les attaques de la Grande-Bretagne, si nous sommes unis par un lien indissoluble. C'est ce que savent bien nos ennemis; aussi emploient-ils tous les moyens pour nous diviser et resserrer les nœuds de leur propre parti. C'est d'après ce principe que le bill de restriction a été adopté, et que des commissaires sont en route pour venir traiter avec nous. La ruse est certainement misérable et peu profonde; mais les ministres anglais montreront par là à leurs concitoyens que les actes dont on s'est plaint sont rapportés, que des commissaires sont envoyés dans chaque colonie pour traiter, et que nous repoussons ces moyens de conciliation. Cette conduite produira son effet sur les esprits faibles qui se trouvent parmi nous: ils souhaitent une réconciliation, ou, en d'autres termes, ils soupirent après la paix, sans s'inquiéter seulement de ses conditions.

Je suppose que le général Lee sera arrivé chez vous avant cette lettre: c'est, pour le savoir et l'expérience, le meilleur officier que nous possédions dans toute l'armée; il porte à la cause du pays un sincère attachement; ses intentions sont pures et droites, mais je crains qu'il ne soit léger et violent de caractère. Cependant, comme je le sais doué de jugement et d'énergie, je félicite mes con-

citoyens de l'avoir nommé à ce poste<sup>1</sup>. Me voici arrivé à la fin de ma huitième page ; il est temps que je termine ma lettre, d'autant plus que je vous disais en commençant que j'avais peu d'instant à donner aux lettres particulières. J'ajouterai seulement des compliments af-

<sup>1</sup> Avant la révolution, et à l'époque dont il est question, il était commun d'entendre des personnes parler de leur colonie natale comme de leur *patrie*, et des habitants de cette colonie comme de leurs *compatriotes*. C'est dans ce sens que l'on s'est servi de cette expression relativement aux Virginiens. La même manière d'appliquer ce mot se présente souvent dans les lettres que Washington a écrites avant et pendant la révolution, et dans les autres pièces de cette époque.

Le général Lee, qui était alors à Williamsbourg, adressait à Washington une lettre à la date du 5 avril, et le complimentait sur l'évacuation de Boston dans les termes suivants :

« Je vous félicite sincèrement, vous et le public, de l'événement glorieux qui vient d'arriver, c'est-à-dire de la prise de Boston. Il remplira une des plus belles pages des annales de l'Amérique, et fera tache dans l'histoire de cette vieille insensée d'Angleterre. Continuez, mon cher général, couronnez-vous de gloire, et établissez les droits et l'éclat de votre patrie sur une base plus durable que le roc du Capitole. Ma position est telle que je m'y attendais. Je craignais de faire une triste figure, sans qu'il y ait aucunement de ma faute. Je ressemble à un chien dans une école de danse : je ne sais de quel côté me tourner, ni où m'arrêter. La position du pays, qui est coupé de rivières navigables, l'incertitude dans laquelle je suis sur les desseins et les mouvements de l'ennemi, qui peut se porter en un instant avec ses voiles là où il lui plaît, tout me jette dans un embarras inextricable, dont Jules César lui-même n'aurait pu se tirer. Il est possible que je sois au nord tandis que je devrais servir mon souverain à l'ouest, comme dit Richard ; je ne puis agir que sur des présomptions, et je cours risque de me tromper. Je suis fâché de vous ennuyer de toutes ces tristes réalités, mais je puis vous assurer, en tous cas, que le congrès provincial de New-York est admirable de résolution, quand on le compare à vos concitoyens, aux membres du comité de sûreté assemblés à Williamsbourg ; Page, Lee, Mercer et Payne, sont autant d'exceptions ; quant à Pendleton, Bland, le trésorier et compagnie, *libera nos, Domine*. »

fectionnés pour ma sœur et ses enfants, et pour nos amis. Je suis, avec les sentiments de la plus sincère affection, votre frère et votre ami très-dévoué.



### A JOSEPH REED.

Cambridge, 1<sup>er</sup> avril 1776.

Cher Monsieur,

Votre lettre du 15 du mois dernier contenait un rapport assez triste sur l'état des deux Carolines; je me réjouis de voir, par la lettre suivante, que l'avenir se dessine sous de plus brillantes couleurs, et que les premiers efforts de M. Martin ont été couronnés d'un succès mérité. Le vieux proverbe qui dit : « La moitié du gain de la bataille dépend du premier coup, » n'a jamais pu être mieux appliqué qu'aux circonstances présentes; les esprits des vaincus étant d'autant plus découragés que ceux des vainqueurs sont plus exaltés par leurs succès. Je suis bien aise de voir que mes équipages de camp marchent avec autant de rapidité; j'espère les trouver, ainsi que vous, à New-York, où je compte me rendre bientôt, en partant jeudi ou vendredi prochain.

Les nouvelles apportées par M. Temple, au sujet des dispositions favorables que montre le ministère britannique pour une transaction, ne s'accordent guère avec les discours qu'il fait entendre journellement dans le parlement. Comment expliquer cette incohérence? Si les commissaires ne viennent pas ici munis de pleins pouvoirs pour traiter avec le congrès, j'aimerais autant qu'il ne missent jamais le pied sur le sol américain; car il est évi-

dent qu'ils ne viendront qu'avec des intentions perfides, pour détourner notre attention, nous diviser et susciter parmi nous autant d'éléments de désordre qu'il leur sera possible. Quel homme, eût-il le plus vif désir de voir la paix se rétablir, serait assez aveugle, assez fasciné, pour courir au-devant d'une mesure qui pourrait causer sa propre perte? Il n'y a personne qui désire plus ardemment que moi le retour de la paix; mais j'espère que, si elle est signée, ce sera dans de tels termes, que les conseils de l'Amérique et la sagesse du pays en recevront un éternel honneur. Je crois, comme vous, qu'il faut des changements dans la représentation nationale. De fréquents appels au peuple n'entraîneraient pas d'inconvénients, et peuvent avoir les effets les plus salutaires. Je sais que mes concitoyens attachés à leur forme de gouvernement et à la royauté, reculeront devant toute idée d'indépendance; mais le temps et la persécution opèrent des miracles; ainsi, j'apprends par des lettres particulières, récemment arrivées de la Virginie, que le « *Sens Commun* » est en train d'amener un changement considérable dans l'esprit de beaucoup de gens<sup>1</sup>.

Les quatre mille hommes destinés pour Boston, le 5

<sup>1</sup> Le colonel Reed écrivait le 3 mars : — « Malgré l'acte du parlement qui ordonne la saisie de nos biens, et mille autres preuves d'une politique dure et ennemie de toute conciliation, bien des habitants éprouvent une répugnance étrange à briser le lien qui nous unit à la Grande-Bretagne. Ces sentiments éclatent surtout dans cette colonie et au sud. Avant de se déclarer, ils veulent attendre que les commissaires aient apporté les propositions d'accommodement : et cependant pas un homme de sens n'en espère de bons résultats. Toutefois, j'ai appris hier qu'on avait écrit en France, pour savoir quel appui l'on trouverait de ce côté. Nos côtes sont libres de la présence de l'ennemi : c'est une excel-



du courant, si les ministériels avaient attaqué nos ouvrages sur les hauteurs de Dorchester, ou les lignes de Roxbury, devaient être conduits par le général Putnam. Mais sa tâche n'aurait pas été difficile, car il devait régler ses mouvements sur des signaux qui auraient dépendu des événements. Il n'aurait rien tenté, à moins que la ville n'eût été évacuée, ou que les troupes qui la gardaient ne fussent extrêmement affaiblies.

Je suis, etc.

lente occasion pour nous procurer des munitions de guerre, et j'espère qu'elle ne sera pas perdue. »

— Nouvelle lettre à la date du 15 mars : « Il paraît que les Virginiens sont si alarmés de l'idée de déclarer l'indépendance, qu'ils ont envoyé M. Braxton pour changer le vote de cette colonie, si quelque question relative à ce sujet venait à être portée devant le congrès. A vous parler franchement, mon cher monsieur, je redoute beaucoup plus l'arrivée de ces commissaires que la présence des généraux ennemis et de leurs armées. Si leurs propositions sont plausibles et leur conduite adroite, je crains qu'ils ne parviennent à nous diviser. Il y a dans le congrès tant de méfiance, et tant de partis déjà soulevés à ce sujet, qu'il ne faudra qu'une étincelle pour allumer l'incendie. Il est bien temps que les colonies commencent à changer de députés. Les rancunes particulières, les préjugés, les soupçons, ne manquent pas d'aller leur train, et de dominer l'esprit des hommes même les plus éclairés, qui siègent longtemps dans une assemblée telle que les nôtres. Partout où ces circonstances se produisent, les délibérations sont troublées et les intérêts publics en souffrent nécessairement. »

---

## AU COMITÉ DE SURETÉ DE NEW-YORK.

Quartier général, 47 avril 1776.

Messieurs ,

Rien ne peut me rendre plus heureux que de marcher dans une étroite union avec l'autorité civile de ce gouvernement, ou de tout autre, où je puis être envoyé. Si, dans l'exécution des mesures qui me semblent importer au bien de la grande cause américaine, je rencontre les intérêts locaux de quelques individus, ou même ceux de toute une colonie, je vous prie de croire qu'il me sera pénible de les blesser ; mais, dans l'état des choses, le moindre des deux maux doit être préféré. Il n'est certes pas difficile de prouver que la correspondance qui n'a cessé d'avoir lieu entre les habitants de cette colonie et l'ennemi à bord de ses vaisseaux, ne saurait subsister plus longtemps, sans nuire à la cause commune. Il suffit d'un moment de réflexion, non-seulement pour démontrer cette vérité, mais pour faire éclater l'absurdité d'une pareille conduite. Nous devons nous regarder comme en état de paix ou d'hostilité avec la Grande-Bretagne. Si nous sommes en paix avec elle, pourquoi nos ports sont-ils fermés, notre commerce détruit, nos propriétés confisquées, nos villes brûlées ? pourquoi nos meilleurs, nos plus dignes concitoyens sont-ils trainés en captivité et exposés aux plus cruels traitements ? Si, au contraire, nous sommes en guerre avec elle, je ne puis concevoir aucune raison pour justifier ces relations.

Dans l'état de faiblesse où se trouvait dernièrement cette ville, privée qu'elle était de tout secours, la pru-

dence aurait pu expliquer cette correspondance entre le pays et les vaisseaux de guerre ennemis ; mais aujourd'hui que la meilleure partie des troupes du continent se trouve ici , aujourd'hui que plusieurs ouvrages solides ont été élevés et construits pour la défense de la ville et du port , ces motifs n'existent plus , ou doivent disparaître devant d'autres raisons plus importantes. Ajouter que tous les avantages d'une pareille correspondance sont entièrement du côté de l'ennemi , et non du nôtre , ce serait dire une chose qui est à la connaissance de tout le monde. Que dis-je ? l'abus est si flagrant , que l'ennemi lui-même nous mépriserait , s'il nous voyait le supporter plus longtemps ; car , outre les facilités qu'il y trouve pour obtenir des munitions de tous genres , grâce auxquelles il est en état de rester dans nos ports , il a ouvert par là avec ses partisans un canal régulier de communication ; il peut , de temps en temps , connaître le nombre et l'étendue de nos ouvrages , notre force et tous nos mouvements , et , d'après cela , régler ses propres plans à notre grand désavantage. Je pourrais citer plus d'un exemple à l'appui de mes paroles ; mais , comme ceci doit être un jour un sujet de discussion , je me bornerai à ce que j'en ai dit.

Ce serait , Messieurs , vouloir abuser de votre temps , que d'ajouter des arguments nouveaux pour prouver la nécessité de mettre dès à présent un terme à toute correspondance ultérieure avec l'ennemi. Il est de mon devoir de vous en signaler les dangers , convaincu que je suis de leur étendue. Ainsi , il ne pourra pas paraître étrange que , sous l'empire de pareils sentiments , je fasse les plus grands efforts pour mettre fin à un mal capable

de contribuer à la ruine de la grande cause que nous défendons et de porter un préjudice réel à cette colonie en particulier.

En exécutant les mesures salutaires dont je viens de vous parler, j'ose compter sur l'appui et le concours de votre honorable corps ; c'est toujours à l'avantage des résolutions adoptées, que l'autorité civile s'unit à l'autorité militaire. La coopération que je vous demande serait tout entière à la gloire du gouvernement et de votre comité en particulier : en effet, le monde juge d'ordinaire sur les apparences ; or, si une pareille correspondance continuait à subsister, la réputation de toute la colonie ne manquerait pas d'en souffrir aux yeux de vos frères d'Amérique. Voilà pourquoi, Messieurs, j'ai pris la liberté de vous communiquer mes idées sur cet important sujet ; me fiant à votre zèle et à votre attachement à la cause nationale pour penser que vous emploierez tous vos soins à mettre un terme à ce mal, et que vous m'assisterez dans toutes les mesures qu'il faudra prendre, soit pour empêcher à l'avenir aucune relation avec l'ennemi, soit pour infliger un juste châtiment à toutes les personnes qui auront eu la hardiesse de continuer à échanger des lettres autrement que par la voie prescrite<sup>1</sup>.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs, avec le plus profond respect, etc.

<sup>1</sup> Le comité accéda pleinement à cette demande, et adopta, le jour suivant, une résolution défendant à qui que ce fût d'entretenir aucune correspondance avec les vaisseaux du roi, mouillés dans le port, sous peine d'être traité comme ennemi des droits et des libertés des Colonies-Unies. Le comité de sûreté de New-York commença à prendre un caractère plus ferme et plus décidé que n'en avait montré jusqu'alors au-

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

New-York, 20 juin 1776.

Monsieur,

Je dois vous accuser réception des lettres dont vous m'avez favorisé à la date du 14 et du 18 courant, et des décisions intéressantes qu'elles renfermaient. Je prêterai une attention particulière aux divers objets que vous me recommandez, et, autant qu'il me sera possible, je me conformerai en toute circonstance aux désirs et aux instructions du congrès.

L'établissement d'un département de la guerre est un acte d'une haute importance, et probablement il sera enregistré comme tel dans l'histoire. Les avantages qui en résulteront devront être considérables, bien que le premier plan n'en soit pas parfait. Comme tous les grands ouvrages, celui-ci, à sa première édition, ne peut être entièrement exempt d'erreurs; le temps nous fera découvrir ses défauts, et l'expérience nous enseignera les remèdes et les perfectionnements qu'il faudra tenter; mais il était nécessaire de commencer<sup>1</sup>.

cun comité ou congrès provincial. En écrivant à Washington, le 25 avril, ce comité s'exprime ainsi: « Les remerciements empressés que vous nous avez faits, pour l'attention que nous avons prêtée à votre demande du 17 courant, nous ont causé le plus vif plaisir. Convaincus comme vous, que les choses ne peuvent bien marcher sans l'accord parfait des autorités civiles et militaires, permettez-nous, monsieur, de vous assurer encore une fois que nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour seconder vos efforts dans l'intérêt de la cause commune. »

<sup>1</sup> Jusqu'alors les intérêts de l'armée n'avaient pas été confiés à des personnes nommées spécialement pour y veiller. Les affaires de ce genre

J'espère que la recommandation de la convention de New-York, pour réprimer et punir les personnes malintentionnées, produira de bons effets. La défense qui frappe l'exportation des vivres me paraît une mesure de bonne politique, car nous pouvons craindre de manquer d'approvisionnements pour les besoins de notre armée. J'ai transmis au général Schuyler les décisions relatives aux Indiens et aux autres populations avec lesquelles il doit entrer en relation, le priant de les faire exécuter le plus tôt possible.

J'ai communiqué au major général Gates la décision du congrès, qui lui ordonne de se rendre au Canada, et je lui ai prescrit de faire une reconnaissance au Point-au-Fer, pour juger par lui-même s'il ne sera pas néces-

étaient renvoyées à des comités choisis pour les besoins du moment, et le congrès agissait d'après leurs rapports. Ce mode ayant été jugé long, inefficace et sans utilité réelle, un bureau permanent fut enfin institué sous le titre de *Bureau de la guerre et de l'artillerie*. On lui confia des devoirs et des pouvoirs spéciaux.

Ce bureau fut composé de cinq membres, d'un secrétaire et de quelques commis. Il eut pour mission d'établir et de garder un registre alphabétique des noms de tous les officiers de l'armée de l'Union ainsi que de marquer leur rang et les dates de leurs commissions; de tenir un état exact de l'artillerie, des armes, des munitions et des provisions de guerre; d'avoir sous sa responsabilité personnelle tous ces objets; de surveiller le transport de toutes les dépêches et des hommes envoyés par le congrès pour le service public, comme aussi la levée, l'équipement et le départ des forces de terre, commandées pour servir les Colonies-Unies; puis d'avoir le soin et la direction de tous les prisonniers de guerre, selon les ordres et les règlements du congrès; enfin d'enregistrer exactement ses lettres et ses actes.

Les personnes choisies pour composer le bureau de la guerre furent John Adams, Sherman, Harrison, Wilson et Edward Rutledge. Le secrétaire était Richard Peters. — *Journaux du Congrès*, 12 et 13 juin.

saire d'y élever une forteresse<sup>1</sup>. Il fait ses préparatifs pour prendre possession de son commandement, et sous peu de jours il partira. J'espère que son arrivée en ces lieux donnera aux affaires une tournure différente de celle qu'elles ont eue depuis longtemps, et qu'il en résultera des avantages essentiels. Je dois reconnaître hautement le soin particulier que le congrès a mis à prêter assistance au commandant en chef, en décidant que des lettres pressantes seraient écrites aux conventions du New-Jersey et du New-York, et à l'assemblée du Connecticut, pour qu'il fût autorisé à appeler la milice si les besoins du service l'exigeaient. Cette mesure serait utile dans le cas où il faudrait obtenir de prompts renforts ; car les délais inséparables de la méthode ordinaire rendent souvent trop tardifs les secours des miliciens, et font le plus grand tort à nos armes.

Le général Wooster ayant exprimé le désir de se rendre au congrès, je lui en ai donné la permission, n'ayant pas d'occasion de l'employer ici. Il est parti ce matin. Je suis allé visiter les terrains aux environs de Kingsbridge, pour examiner les diverses positions propres à la défense. Jugeant ce lieu d'une extrême importance, j'ai ordonné qu'on y élevât des ouvrages ; j'enverrai une partie des deux bataillons de Pensylvanie, pour s'occuper immédiatement de ce soin ; j'y joindrai des détachements de la milice, dès qu'elle sera arrivée, afin que ces travaux marchent avec le plus de rapidité possible<sup>2</sup>.

Je suis, etc.

<sup>1</sup> Pointe de terre sur le rivage occidental du lac Champlain, entre l'île aux Noix et l'île la Motte.

<sup>2</sup> Ces travaux étaient d'une grande importance, parce qu'ils ouvraient

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

New-York, 40 juillet 1776.

Monsieur,

Je vous accuse réception des deux lettres dont vous avez bien voulu m'honorer, le 4 et le 6 courant. Elles me sont parvenues exactement, ainsi que les pièces importantes qu'elles contenaient.

Je vois que le congrès s'est occupé de délibérer sur des mesures de la plus haute gravité. Il ne nous est pas donné, en certaines occasions, de déterminer quelles seront les conséquences de nos résolutions ; mais il dépend de nous d'adopter les mesures qui, sous la protection toute-puissante de la Providence, semblent devoir contribuer à notre bonheur. Je crois que les dernières dispositions prises par le congrès sont de nature à nous assurer la possession de cette liberté et de ces privilèges qui nous ont été et nous sont encore refusés, malgré le cri de la nature et l'esprit de la constitution britannique. Conformément à la demande du congrès, j'ai eu soin de faire proclamer la *déclaration*<sup>1</sup> en présence de toute l'armée sous mes ordres immédiats ; elle a produit sur les

une communication avec la campagne. Ils embrassaient le fort Washington, situé sur une éminence près de la rivière, les redoutes de Jeffrey's-Point, celles qui s'élevaient sur les collines nord et est du fort Washington, les fortifications de Kingsbridge et le fort l'Indépendance, au nord de la baie de Haerlem près des bouches de l'Hudson.

Voy. à la fin de l'Atlas, le *fac-simile* de la déclaration d'indépendance.



troupes le meilleur effet : officiers et soldats y ont applaudi chaleureusement. J'en ai envoyé une copie au général Ward à Boston, en l'invitant à la communiquer aux troupes continentales dans cette colonie<sup>1</sup>.

J'ai appris avec plaisir que la milice du Maryland, du Delaware et de la Pensylvanie, va se mettre en mouve-

<sup>1</sup> En communiquant au général Washington la déclaration d'indépendance, le président du congrès lui écrivit ce qui suit :

« Le congrès s'est occupé, depuis quelque temps, d'une des questions les plus importantes, les plus intéressantes, qui puissent mériter l'attention de cette assemblée ou de toute autre. Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir les conséquences des actions humaines, il n'en est pas moins certain que nous nous devons à nous-mêmes et à la postérité de prendre les résolutions les plus conformes à l'intérêt général, et d'abandonner le résultat à l'Être souverain qui dirige toutes choses. Pénétré de ce sentiment et en même temps pleinement convaincu que le cours de nos affaires pourra devenir plus favorable, le congrès a jugé nécessaire de briser les liens qui existaient entre l'Angleterre et les colonies américaines, et de proclamer celles-ci États libres et indépendants. Vous en jugerez vous-même en lisant la déclaration ci-incluse, que l'on m'a chargé de vous transmettre. Je vous prie de la faire lire à vos troupes de la manière qui vous semblera le plus convenable. »

A la réception de cette lettre, l'ordre du jour suivant fut communiqué à l'armée :

« Le congrès continental, obéissant au cri du devoir, aux règles de la politique, aux lois de la nécessité, a jugé à propos de rompre les liens qui existaient entre ce pays et la Grande-Bretagne, et de déclarer *États libres et indépendants* les Colonies-Unies de l'Amérique du Nord. Les diverses brigades devront se rendre ce soir, à six heures, à la parade, pour y entendre lire à haute voix la déclaration du congrès qui contient l'exposé des motifs de cette grande mesure. Le général espère que cet important événement sera un nouvel aiguillon pour exciter les officiers et les soldats à se comporter avec fidélité et courage. Ils doivent savoir que maintenant la paix et le salut du pays dépendent uniquement, avec l'aide de Dieu, du succès de nos armes; et qu'ils servent un État qui peut récompenser leur mérite et les faire participer aux honneurs d'une patrie libre et heureuse. » (Ordre du jour du 9 juillet.)

ment pour former le camp-volant. C'est une mesure de la plus haute importance et qu'il faudrait accomplir avec toute la diligence possible. L'activité dont le comité de sûreté de Pensylvanie et les autres assemblées ont fait preuve, pour envoyer la milice de cet État dans le Jersey, en attendant que les hommes qui doivent composer le camp-volant fussent arrivés, cette activité, dis-je, prouve évidemment leur amour pour la cause commune, et nous démontre bien qu'aucun effort ne leur coûtera pour en assurer le triomphe. J'espère, je suis même certain que les milices confédérées, comprenant bien la nécessité de la mesure, s'empresseront de la mettre à exécution, et donneront ainsi une nouvelle preuve de ce zèle qui a déjà brillé dans leur conduite. J'ai chargé le commissaire de faire les dispositions nécessaires pour la réception des miliciens; il aura soin de préparer les rations qu'il faudra pour le camp-volant. Un officier sera nommé exprès pour en avoir le commandement. Conformément aux pouvoirs que m'a donnés le congrès, et d'après l'avis de nos officiers généraux, j'ai écrit au général Ward pour le prier de détacher, sans retard, trois des régiments les plus complets du Massachusetts, afin de les réunir à l'armée du Nord; j'ai pensé qu'il était de la plus haute importance d'avoir là des forces suffisantes pour empêcher l'ennemi de traverser le lac, et de faire sentir notre présence de ce côté. La milice du Connecticut commence à arriver, mais les bataillons sont, dit-on, fort incomplets, à cause des nombreux travaux de la saison. Ce gouvernement, craignant que sa milice ne fût pas prête à temps, a mis à ma disposition trois de ses régiments de cavalerie légère; déjà une partie d'entre eux est arrivée,

mais n'ayant pas le moyen de les entretenir, et ne me souciant pas de faire cette énorme dépense, quand même je le pourrais, j'ai remercié ces messieurs de leur zèle, et les ai avertis que je ne pouvais leur permettre de garder leurs chevaux, que cependant je souhaitais qu'ils vou-  
lussent bien rester avec moi. On m'a appris qu'une partie d'entre eux consentait à se conformer à mes désirs.

J'ai l'honneur d'être, etc.



## A LA COUR GÉNÉRALE DU MASSACHUSETTS.

Quartier général, New-York, 11 juillet 1776.

Messieurs,

Dans un temps de crise comme celui-ci, lorsque l'ennemi continue la guerre avec un acharnement sans exemple, invoque l'aide de mercenaires étrangers, et excite les esclaves et les sauvages à s'armer contre nous ; l'intérêt de notre sécurité nous oblige de prendre tous les moyens possibles pour détourner le coup et prévenir la ruine qu'on nous prépare. Le congrès, pénétré de ce sentiment et forcé d'ailleurs par la nécessité, a bien voulu m'autoriser, comme vous le verrez par la copie ci-incluse de sa résolution, à appeler à notre aide autant d'Indiens du Saint-John, de la Nouvelle-Écosse et de Penobscot, que je le jugerai convenable. Il a aussi exprimé le désir que je réclamasse l'assistance de votre honorable corps pour m'aider à mettre ces plans à exécution, en vous garantissant le remboursement de toutes les dépen-

ses que vous croirez devoir faire, quelque considérables qu'elles soient. Jugeant ce service comme d'une haute importance, surtout si l'ennemi tentait une incursion dans l'intérieur, je vous prierai d'employer vos bons offices et vos efforts bienveillants pour enrôler tout de suite, aux conditions les plus favorables que vous le pourrez, cinq ou six cents hommes de ces tribus, et les envoyer vers nous le plus promptement possible.

Comme les Indiens ont montré un vif désir de se joindre à nous dans la guerre actuelle, il est probable qu'ils s'engageront pour une solde moindre et sous de meilleures conditions que les troupes de l'Union; mais, s'ils n'y consentent pas, il faudra les mettre sur le même pied que ces dernières. Le terme de leur engagement doit être de deux à trois ans, s'ils veulent s'engager pour un temps aussi long, en nous réservant toutefois la faculté de les renvoyer plus tôt, si cela nous convient. On pourra même les prendre pour le temps qu'ils voudront, pourvu qu'il ne soit pas trop court. On aura soin de spécifier dans le traité que chacun d'eux doit apporter son fusil, si cela est possible. Comme les services que les Indiens seront à même de rendre dépendront probablement de leur prompt arrivée, il est inutile de vous recommander la plus grande diligence. Je sens que cette affaire entraînera pour vous bien des fatigues et des ennuis; mais les heureuses conséquences qui résulteront de l'emploi des Indiens, et votre zèle pour la chose publique, vous donneront la force nécessaire pour surmonter tous les obstacles. S'il en fallait davantage pour justifier ma demande, je dirais qu'elle a pour elle l'autorité du congrès.

J'ai l'honneur d'être, etc.

## AU COMITÉ SECRET DE LA CONVENTION

DE L'ÉTAT DE NEW-YORK <sup>1</sup>.

Quartier général, 15 juillet 1776

La multiplicité de nos engagements, et une foule d'autres affaires, nous ont empêchés jusqu'ici de nous occuper des soldats arrêtés pour crime de sédition et de trahison ; mais, dès que le temps nous le permettra, nous accorderons à ce sujet toute l'attention qu'il mérite. En attendant, je désire vous faire sentir combien il importe que les autorités de cette province prennent quelques mesures à l'égard des personnes qu'elles ont fait renfermer pour les mêmes crimes. Celles-ci doivent certainement être considérées comme les plus coupables ; en jugeant avec sévérité les agents subalternes d'une conspiration, sans s'occuper des chefs, on ne fait qu'exciter, en faveur des premiers, de la compassion, et s'exposer soi-même au blâme public. Je reconnais que c'est là une question fort embarrassante, fort délicate, et qui mérite votre attention au plus haut degré. Mais je ne doute pas que vos résolutions ne tournent au bien public. Il y a quelque temps, j'ai signalé au corps dont vous faites partie la nécessité de trouver quelque moyen d'éloigner de cette ville et de ses environs, les personnes connues pour la

<sup>1</sup> Ce comité avait été nommé expressément pour surveiller les tories et les personnes suspectes. Il siégeait alors dans la ville de New-York, bien que la convention fût à White-Plains. Le titre de *congrès provincial* fut changé, le 9 juillet, en celui de *convention des représentants de l'état de New-York*, aussitôt après que la déclaration d'indépendance eut été acceptée par ce corps. — *Journal mss.*, 9 juillet.

malveillance qu'elles portent à la cause de l'Amérique. Je ne crains pas de vous répéter mes paroles, tant j'ai la conviction que la sûreté de l'armée, le succès de nos entreprises et la sécurité générale dépendent de l'adoption de mesures promptes et efficaces à ce sujet. Je vous prie donc de prendre sans retard les résolutions convenables pour faire cesser le mal, ou de m'aider à le combattre, afin que nous puissions dissiper les craintes qui, à cet égard, se sont emparées de l'armée, et finiraient par la démoraliser. Des soldats plus expérimentés et mieux disciplinés que les nôtres s'effraieraient justement à l'idée qu'ils comptent dans leurs rangs des agents de l'ennemi. Aussi avons-nous à craindre des conséquences très-dangereuses si nous n'appliquons un remède prompt et décisif au mal que je viens de signaler.

L'éloignement des prisonniers tories, aujourd'hui renfermés dans les prisons de cette ville, est un point sur lequel j'appellerai votre attention. Il y a là quelque chose de périlleux et de grave. En cas d'attaque, ou simplement d'alarme, nous savons très-bien quel parti prendraient ces hommes-là ; et nous ignorons jusqu'où s'étendrait leur influence. Rendez-moi, messieurs, la justice de croire que l'importance et l'urgence de cette affaire, dans laquelle vous avez tous un même intérêt, m'ont seules porté à vous presser de la sorte <sup>1</sup>. Les personnes

<sup>1</sup> Cette représentation eut son effet. Treize prisonniers tories, y compris les personnes les plus mal notées pour leurs principes et leur conduite, furent aussitôt transportés par ordre de la convention dans la prison de Litchfield, dans le Connecticut. Les crimes dont on les accusait étaient de s'être mis en malveillance ouverte contre les droits et la liberté des États américains, d'avoir contrefait le papier-monnaie, entretenu

chargées de délivrer des passeports à ceux qui veulent quitter la ville, refusent, dit-on, de le faire. Ce serait pour les habitants une source de désagréments, si ce soin était confié aux officiers de l'armée qui, étrangers au pays, sont, pour cette raison et pour plusieurs autres encore, tout à fait impropres à ce service. Je désirerais aussi que votre comité prit ce sujet en considération.

Je suis, messieurs, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

New-York, 14 juillet 1776.

Monsieur,

Le général Sullivan m'informe, dans sa lettre du 2 courant, de son arrivée et de celle de son armée à Crown-Point, où il s'occupe de faire élever des fortifications. Il ajoute qu'il a mis en sûreté tout le matériel, excepté trois canons laissés à Chamblce, que l'on a même trouvé moyen de remplacer en partie en faisant venir une bonne pièce de douze, d'au delà du lac. Les troupes sont dans un mauvais état de santé ; beaucoup d'hommes sont atteints de la petite vérole ; le général craint que la milice, à

des correspondances avec l'ennemi et ourdi des conspirations. Le maire de la ville de New-York se trouva au nombre des coupables ; mais le président de la convention écrivit au comité de Litchfield que, bien que l'évidence fût contre lui de manière à rendre son emprisonnement nécessaire jusqu'au moment où il serait jugé, ses torts n'étaient pas cependant d'une nature aussi condamnable que ceux des autres conspirateurs, et qu'il serait à propos d'user de quelque indulgence à son égard, en le gardant soigneusement. — *Journal ms. de la convention de New-York.*

laquelle on a donné l'ordre d'aller le rejoindre, n'échappe pas à la contagion. Un officier envoyé à la découverte, a rapporté qu'il avait vu à Saint-John environ cent cinquante tentes, vingt à Saint-Roy et quinze à Chamblee, et que les travaux étaient poussés avec ardeur dans la première de ces villes.

J'ai appris, vers trois heures de cette après-midi, qu'un parlementaire venait de la part de lord Howe, et attendait, auprès de deux de nos baleiniers, qu'on eût donné des ordres. Je rassemblai aussitôt ceux de nos officiers généraux qui n'étaient pas de service, pour les consulter à ce sujet; ils furent tous d'avis que je ne devais recevoir aucune lettre qui me serait adressée comme à un simple particulier. Mais, s'il en était autrement, et que l'officier en question désirât me remettre lui-même cette lettre; on pouvait, me dirent-ils, lui délivrer un sauf-conduit. D'après cette délibération, j'engageai le colonel Reed à se rendre en personne sur les lieux, et à diriger l'affaire dans le sens indiqué par le conseil.

A son retour, il m'informa qu'après les civilités ordinaires, l'officier lui avait montré une lettre qu'il apportait, de la part de lord Howe, à M. Washington, et dont l'adresse était ainsi conçue : « *A George Washington, écuyer.* » Le colonel Reed dit que cette personne n'existait pas dans l'armée, et qu'une lettre écrite au général, avec une pareille adresse, ne serait pas reçue. L'officier parut très-désappointé, et répondit que le message avait un but civil plutôt que militaire; que lord Howe regrettait de n'être pas arrivé plus tôt, étant revêtu de grands pouvoirs. Il n'était pas difficile de comprendre toute l'importance que cet officier mettait à faire recevoir



la lettre, bien qu'il prétendit n'en pas connaître le contenu. Cependant, comme les instructions du colonel Reed étaient positives, on se sépara. A peine avait-on fait, de part et d'autre, quelques pas, que le parlementaire revint vers le colonel et lui demanda de quelle manière M. Washington voulait qu'on lui écrivît ; le colonel répondit que l'on savait bien où le général se trouvait, et que certainement on ne pouvait être embarrassé pour lui faire parvenir des lettres. L'officier dit qu'en effet on le savait trop bien, et il renouvela ses instances pour que son message fût reçu. Le colonel Reed lui répéta qu'une adresse mise convenablement lèverait toutes les difficultés ; que d'ailleurs ce n'était pas là un cas nouveau ; qu'on avait eu l'occasion de discuter amplement le même point l'année dernière, et que lord Howe ne pouvait l'ignorer : ensuite on se sépara.

Je ne voudrais jamais sacrifier une chose essentielle à un motif frivole ; mais, comme en cette occasion l'opinion générale s'accordait avec la mienne, j'ai cru devoir, pour mon pays et ma position, insister sur une marque de considération à laquelle je ne tiendrais pas si l'honneur du pays n'y était intéressé. Je ne doute pas, d'après la nature supposée du message et l'anxiété que l'ennemi a témoignée, qu'il ne nous renvoie le parlementaire, ou ne trouve quelque autre moyen de nous faire connaître le contenu et le but de la lettre<sup>1</sup>.

Le passage des vaisseaux de guerre et des chaloupes en

<sup>1</sup> Après avoir examiné ce sujet, le congrès vota la résolution suivante :

— « Le général Washington, a agi avec une dignité convenable à sa position, en refusant de recevoir une lettre envoyée, disait-on, par lord Howe, et adressée à « *George Washington, écuyer.* » Le congrès ap-

remontant la rivière est un sujet d'une haute importance, et qui a donné lieu à une foule de conjectures et d'idées. L'ennemi m'a paru avoir un double motif pour se diriger de ce côté ; le premier, de s'emparer des étroits passages qui existent sur les deux rives de ce fleuve, seul moyen de communication avec Albany, et par conséquent avec notre armée du nord ; l'ennemi pourrait cachier, à bord de ces vaisseaux, quelques troupes qui seraient suffisantes, vu le peu de largeur des défilés, et qui pourraient être rejointes par une grande quantité de personnes mal-intentionnées que recèle cette province. On dit encore, avec assez de vraisemblance, que ces vaisseaux pourraient apporter en secret des armes, qui seraient mises entre les mains des Tories, à l'arrivée de la flotte, ou plutôt au moment où l'ennemi ferait son attaque. Le second motif de nos adversaires, c'est de couper toute communication par eau entre cette place, Albany et la province supérieure, et d'empêcher ainsi le passage des munitions de toute sorte.

Ces prévisions sont vraiment alarmantes ; elles me semblent d'une telle importance, que j'ai écrit au congrès provincial de New-York, pour lui recommander instamment l'adoption de tous les moyens possibles de nous mettre en garde contre les embûches de l'ennemi. J'ai fait sentir la convenance d'employer la milice, ou du moins une partie de cette force, dans les comtés où se trouvent

prouve donc cette conduite, et ordonne que nulle lettre ni message ne soient acceptés de l'ennemi, par le commandant en chef ou les autres commandants de l'armée américaine, à moins qu'on ne leur écrive avec les titres des grades qu'ils occupent. — *Journaux du congrès*, 17 juillet.

les défilés, pour empêcher l'ennemi de s'en emparer, en attendant qu'on ait avisé à de nouvelles mesures ; j'ai recommandé, en outre, d'écrire aux personnes les plus considérables de ce département, pour les exhorter à observer attentivement les mouvements des vaisseaux, et à surveiller les actions des mécontents, afin de découvrir leurs machinations et d'en empêcher l'effet <sup>1</sup>.

Quant à la seconde conjecture que j'ai formée, et sur laquelle presque toutes les opinions sont d'accord avec la mienne, j'ai le plaisir d'instruire le congrès que, si le dessein de l'ennemi est d'empêcher nos armées de s'approvisionner, on peut être sans inquiétude à ce sujet, car le commissaire m'a dit, après avoir fait des recherches, qu'il avait en magasin, à Albany, des munitions pour dix mille hommes et quatre mois ; il en a ici pour vingt mille hommes pendant trois mois ; de plus, une grande quantité de vivres est en sûreté dans différentes parties du Jersey, pour la subsistance du camp-volant ; enfin, il y a environ quatre mille barriques de farine dans les districts voisins du Connecticut. Ainsi, sous ce rapport, il n'y a rien à craindre, <sup>2</sup> au moins pour longtemps.

J'ai l'honneur d'être, etc.

<sup>1</sup> Les vaisseaux dépassèrent les batteries sans recevoir aucun dommage apparent. Les ponts étaient garnis de remparts de sacs de sable, qui mettaient les hommes à l'abri de la mousqueterie ; et le mouvement des vaisseaux fut si rapide qu'ils ne restèrent que peu de temps sous le feu des plus fortes pièces : ils montèrent au large de la rivière jusqu'à la baie de Haverstraw, et jetèrent l'ancre de l'autre côté, si loin du rivage qu'ils se trouvèrent à l'abri du danger. Leurs bateaux étaient envoyés journellement pour sonder le rivage. Chaque fois qu'ils essayèrent d'opérer un débarquement, ils furent repoussés par la milice, qui les guettait de près de chaque côté de la rivière.

## AU COMITÉ DE LA VILLE DE NEW-YORK.

Quartier général, New-York, 49 juillet 1776.

Messieurs,

Je vous envoie copie d'une décision prise par la convention de l'État de New-York, à la date du 16 courant, par laquelle il est enjoint aux commissaires et sous-commissaires de faire arrêter et conduire en lieu sûr tous ceux dont les menées, en ce temps de crise, pourraient compromettre le salut de l'État. Comme votre ville est menacée d'être incessamment attaquée par des forces ennemies considérables, et qu'elle contient bon nombre de gens suspects dont les intelligences avec l'ennemi, maintenant si près de nous, paralyseraient peut-être toutes mes mesures pour la défense de la place, je vous recommande avec instance d'éloigner momentanément les suspects et les malintentionnés. Tel est, ce me semble, le véritable sens de la résolution prise par la convention de cette province. Sa justice est prouvée, d'ailleurs, par le droit qu'on a de veiller à sa propre conservation, et par les usages de la guerre chez toutes les nations.

Je crois de mon devoir de joindre ma recommandation à celle de la convention, afin qu'on ne s'en prenne pas à un manque de vigilance de ma part, si, par une douceur inconsiderée, mes efforts pour sauver cette province deviennent impuissants. Je joins ici une liste des personnes notées comme dangereuses : ne pouvant parler que d'après des rapports, je me repose sur vous du soin de prendre des mesures convenables vis-à-vis d'elles ; à moins que vos propres renseignements, plus véridiques

que les miens, ne vous les représentent comme innocentes des torts qu'on leur impute.

Je suis, Messieurs, etc.

---

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

New-York, 22 juillet 1776.

Monsieur,

Au moment où la lettre et le manifeste de Lord Howe à M. Franklin et aux autres gouverneurs, viennent d'être publiés, je dois supposer que les plus ardents défenseurs de la cause britannique sont réduits au silence, et fermement convaincus que tout ce qui a été dit au sujet des commissaires est faux et inventé à plaisir pour tromper et plonger dans une sécurité dangereuse, non-seulement toutes les bonnes gens ici, mais aussi ceux des Anglais qui blâment les mesures prises par le roi et son ministère. Par là nous devinons pourquoi notification de leurs pouvoirs n'a pas été donnée au lord-maire et à la cité de Londres, malgré leurs réclamations à ce sujet. Cela ne pouvait se faire sans danger, attendu qu'il serait devenu manifeste que la ligne de conduite prescrite aux commissaires n'était nullement conforme à celle qu'on leur avait prêtée à l'avance, en abusant de la bonne foi du public. L'union des pouvoirs civils et militaires dans les mains des commissaires doit également prouver, à toute personne qui réfléchit, que la négociation dont il s'agit n'aura guère de caractère pacifique.

Je vous envoie, pour l'édification du congrès, le ré-

ait de ce qui s'est passé entre moi et le lieutenant-colonel Paterson, adjudant général, dans une entrevue qui a eu lieu hier à propos d'une demande faite la veille par le général Howe ; récit auquel je prends la liberté de renvoyer le congrès pour les détails.

Le colonel Knox m'avait souvent entretenu de la nécessité d'augmenter le corps d'artillerie, au cas où la lutte se prolongerait. Instruit du petit nombre de ses soldats, et connaissant leur extrême utilité, j'engageai le colonel à rédiger ses idées sur ce sujet, pour les soumettre moi-même à l'examen du congrès. Suivant mes conseils, il a fait ce travail, et son plan est aujourd'hui sous les yeux de l'assemblée. Il est certain que l'artillerie suffirait à peine à garder nos lignes si étendues, y joignit-on les renforts qu'il demande. Or, ces renforts ne sauraient rendre d'aussi bons services que s'ils étaient régulièrement levés et réunis en un corps pour cette destination particulière.

Je demande la permission de rappeler au congrès qu'il y a peu de temps je lui ai communiqué les offres de quelques personnes de cette ville tendant à former une compagnie de cavalerie légère ; la réponse presque immédiate du Président semblait annoncer que ce plan serait approuvé. Comme les citoyens, qui ont fait cette proposition patriotique, me pressent pour obtenir en leur faveur une réponse définitive, je désirerais être instruit de la décision du congrès à cet égard.

Une lettre du général Schuyler, du 14 courant, datée d'Albany, m'informe que, la veille, un complot de tories avait été découvert en ce lieu ; il ne pouvait divulguer les particularités de cette affaire, ayant juré de garder le se-

cret. Cependant il m'annonce que des mesures ont été prises pour prévenir tout malheur, et que quatre des conspirateurs, au nombre desquels se trouve un chef, ont été arrêtés vers une heure du matin, non loin de la ville. Ce que pouvait être ce complot, je l'ignore.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*P. S.* — Le congrès voudra bien s'occuper de la proposition relative à l'échange de M. Lovell, et m'instruire, dans sa prochaine missive, de sa détermination à cet égard.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

New-York, 25 juillet 1776.

Monsieur,

Quelque désagréable que puisse être, au congrès et à moi-même, la nécessité d'augmenter le nombre des officiers, je me trouve dans l'inévitable obligation de demander des aides de camp de plus. L'étendue nouvelle de mon commandement, l'accroissement de ma correspondance, les ordres et instructions à donner, tout cela m'impose beaucoup plus de travail que je ne saurais en faire. Les affaires d'une foule de départements divers retombent sur moi; je dois tout communiquer au congrès pour qu'il n'ignore rien. Joignez à cela les rapports que je suis obligé d'entretenir avec les Etats, les événements inattendus qu'il serait dangereux de confier à d'autres qu'à des personnes sûres; toutes ces causes réunies m'empêchent de remplir mes devoirs avec autant de précision

et de promptitude que je le voudrais. Que sera-ce donc quand nous nous trouverons sur une scène plus active, où je serai accablé d'affaires qui m'arriveront à la fois de vingt endroits différents ?

Le congrès me rendra, j'espère, la justice de croire que mon désir n'est pas de l'induire en de folles dépenses, et ceux qui me connaissent mieux ne soupçonneront pas que je veuille, en cette circonstance, rien donner à un vain amour de la parade. La conviction que je ne puis autrement m'acquitter des fonctions qu'on m'a confiées, est le seul motif qui me porte à faire cette demande<sup>1</sup>.

27 juillet. — Sur ma demande, le gouverneur Trumbull m'a envoyé deux galères, et il m'en fait espérer encore une autre. Celles du gouverneur Cooke ne sont pas arrivées; je n'ai même reçu aucune nouvelle de lui à ce sujet. Un seul bâtiment ici est en bon état. Les brûlots avancent, sous la direction de M. Anderson, mais avec prudence : je m'occupe de faire barrer le canal à l'extrémité de l'île et en face des ouvrages de défense. Quand tout sera prêt, j'ai l'intention d'essayer, si cela paraît praticable, de détruire les vaisseaux et les chaloupes des Anglais en rade au delà; j'emploierai, s'il y a lieu, les galères. La milice destinée au camp-volant n'arrive qu'avec lenteur. D'après une dépêche, reçue hier, du général Mercer, ce corps n'est composé que de trois mille hommes : s'il était dans la ville, ou non loin de ses murs, et si la position de l'ennemi ne changeait pas, j'entreprendrais une sortie; mais j'aurais soin de laisser les postes bien gardés, et n'accorderais rien au hasard.

<sup>1</sup> Lorsque le congrès reçut cette lettre, il autorisa le commandant en chef à prendre un aide de camp de plus.



29 juillet. — Dans ma lettre du 27, j'ai informé le congrès de mes vues et du désir que j'avais d'entreprendre quelque chose contre les troupes qui sont dans Staten-Island. Mais, d'après l'avis du général Mercer et des autres officiers d'Amboy, toute tentative serait infructueuse sur une large échelle, les embarcations nous manquant, et l'ennemi commandant d'ailleurs la position de l'île. J'ai ordonné que le général Mercer prit le commandement de neuf à dix bateaux plats, construits à Newark-Bay et à Elizabethtown, pour maintenir le passage entre les rivières d'Hackinsac et de Passaic : mesure que je crois d'une grande importance.

Je suis, etc.



## AU BUREAU DE LA GUERRE.

New-York, 29 juillet 1776.

Messieurs,

J'ai pu enfin accomplir la première partie d'une détermination du congrès relative à un rapport sur le nombre d'hommes manquant dans les divers régiments qui composent le corps d'armée sous mes ordres. J'espérais que ce rapport se ferait plus tôt : mais l'éparpillement de nos troupes, les devoirs nombreux qu'elles ont à remplir, la difficulté de revenir au temps marqué, surtout lorsque bien des obstacles s'y opposent, enfin les derniers événements survenus, tout cela a détourné notre attention de cette affaire. L'excuse sera, j'espère, admise comme valable, et l'on ne me taxera point de négligence à remplir cet ordre. Tant que j'aurai l'honneur de rester

au service des États-Unis, j'obéirai aux décisions du congrès avec une scrupuleuse exactitude. Je suis fâché d'abuser de vos instants pour de pareils objets : mais il est nécessaire que vous preniez connaissance de ces détails, à moins que vous ne vouliez choisir une ou plusieurs personnes honorées de votre confiance pour inspecter cette partie de l'armée, une fois par mois, et remplir les vides comme elles le jugeront convenable sur le lieu. Ceci ne saurait entraîner, du reste, beaucoup de peine ni de dépenses, car c'est seulement pour l'armée qui se trouve sous mon commandement immédiat que ces mesures seront nécessaires, les officiers qui sont à la tête des autres corps ayant déjà reçu des pouvoirs pareils.

J'ai l'honneur de vous envoyer une liste des officiers des régiments cantonnés dans cette ville. Il y a quelque temps, j'ai fait dresser l'état des troupes du nord et de l'est, lequel a dû vous satisfaire. Je vous envoie aussi des renseignements sur l'artillerie d'après le rapport du colonel Knox, et d'autres sur la distribution des vivres selon les dires du commissaire. A l'égard du régiment des artilleurs, je n'ai qu'une chose à vous faire observer : c'est que leur formation en un seul corps, au moment où l'on s'attendait à une affaire, n'a été regardée que comme un moyen temporaire imaginé pour retenir sous les armes, et sous un seul chef, sans confusion, ce corps utile composé de près de six cents hommes. La nomination des officiers en cet instant n'était que fictive et n'entraînait aucune dépense de plus.

Le mode de promotion, dans l'armée continentale, dans chaque corps colonial ou par régiment, étant un point important et délicat, j'ai cru nécessaire de connaître les

opinions des officiers généraux sur les conséquences de chaque système, avant de soumettre la mienne au conseil. J'ai donc l'honneur de vous informer que nous avons été unanimes pour déclarer que la promotion régimentale était préférable à toute autre, car elle convient à l'esprit de corps et à l'attachement des officiers pour leurs camarades. Mais il nous a paru plus convenable de garder le silence sur ce point, jusqu'à ce qu'il soit mis en pratique, car il doit y avoir des exceptions en cas de mérite extraordinaire d'un côté et de démerite de l'autre. Au premier, on peut accorder des récompenses hors du mode ordinaire de promotion, tandis que le second peut y rester soumis, sans qu'il en résulte aucun inconvénient.

Maintenant, il serait très-difficile de sortir de l'avancement par régiment, sans jeter le trouble dans le corps où cela arriverait. Si le congrès venait à déclarer, sans quelques conditions très-fortes et très-claires, que toutes les promotions se feraient ainsi, il serait presque impossible d'exécuter la mesure sans qu'il en résultât une sédition. Tel est le sentiment de mes officiers; ils pensent également que les militaires non commissionnés n'ont pas droit au bénéfice des promotions par rang d'ancienneté, à moins qu'ils ne le doivent à leur bonne conduite.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

## AUX OFFICIERS ET SOLDATS

DE L'ASSOCIATION DE PENNSYLVANIE.

Quartier général, New-York, 8 août 1776.

Messieurs,

J'avais résolu de vous faire une visite dans le New-Jersey : mais les mouvements de l'ennemi, et l'avis que j'ai d'une attaque prochaine, m'obligent à la retarder. Permettez-moi donc de m'adresser à vous, en cette circonstance, comme à des concitoyens, à de braves compagnons d'armes engagés dans une cause glorieuse, et de vous rappeler que le salut de la patrie dépend, selon toute probabilité, de l'effort de quelques semaines. Il est de la plus haute importance aujourd'hui de nous maintenir sur un pied respectable : sans nul doute, le succès couronnera nos efforts, si nous sommes résolus de vaincre ou de mourir. J'ai une confiance si étendue dans le zèle des troupes associées de Pensylvanie, que je ne saurais croire que le désir de rentrer dans leurs foyers, ou tout autre motif moins honorable, les détourne de soutenir la cause nationale en ce moment critique, lorsque le despotisme réunit ses forces, et s'apprête à frapper contre nous un coup décisif.

Si je pouvais douter un instant de votre bonne volonté et de votre persévérance, je m'efforcerais de vous représenter les déplorables conséquences qu'entraînerait votre désertion, le découragement que votre exemple imprimerait à l'armée, la confusion et la honte de nos amis, le triomphe plus humiliant encore de nos adversaires. Mais,

comme je n'ai point de tels doutes, mon intention est seulement de vous remercier du courage et de l'ardeur dont vous avez fait preuve en marchant à la rencontre de l'ennemi. J'ai la certitude que vous persévérerez : l'honneur et le salut de notre malheureux pays, et tout ce qui peut animer le brave patriote, nous somment d'agir avec fermeté. En un mot, nous avons à choisir entre l'esclavage ou la liberté. Si la liberté nous est chère, sachons la conquérir avec l'aide de Dieu et en unissant nos efforts.

Je vous salue, Messieurs, avec affection, et je vous demande la permission de vous rappeler que la liberté, l'honneur, le salut général sont en cause. J'espère que la Providence daignera sourire à nos travaux, et nous rendre encore une fois possesseurs d'une patrie libre et heureuse.

Je suis, Messieurs, votre très-humble serviteur.



## AU GOUVERNEUR TRUMBULL.

New-York, 11 août 1776.

Monsieur,

La nécessité m'oblige de tourmenter votre honneur en lui signalant quelques personnes suspectes, dont la réputation est telle qu'il est pour elles-mêmes très-dangereux de continuer à habiter dans Long-Island; il n'y a pas d'endroit, en cette province, où elles ne puissent faire du mal et ne soient moins surveillées que ne l'exige notre sûreté. Comme les craintes qu'elles inspirent, ne sont fon-

dées que sur des soupçons nés à la vue de leur conduite hostile à la cause américaine, je leur ai donné l'espoir qu'elles obtiendraient de vous autant d'indulgence que votre raison vous permettra de leur en accorder sans danger pour la sûreté publique. La plupart sont en état de subvenir à leurs dépenses : quant aux nécessiteux, leurs amis se chargeront de les défrayer, s'il convient de les réunir dans le même lieu, ce qui serait une mesure prudente. Pour ceux qui se trouveraient dans un dénûment absolu, je pense qu'ils devraient être traités de même que les autres prisonniers dans une semblable position. Ils montrent tous un grand désir d'être libres de choisir le lieu de leur résidence : ce à quoi je ne vois aucun inconvénient. Mais, comme j'ai remis leur sort entre vos mains, je n'ai voulu prendre envers eux aucun engagement; je souhaite seulement qu'ils jouissent de tous les égards dus à leur naissance et à leur éducation, si cela peut s'accorder avec les intérêts de notre cause. On leur a fait entendre que votre humanité et votre politesse les mettraient à l'abri de toute souffrance inutile.

Je suis, etc.



### A LA CONVENTION DE NEW-YORK.

Quartier général, New-York, 12 août 1776.

Messieurs,

Comme le moment n'est pas loin où le sort de cette ville sera décidé, et la campagne terminée, je pense qu'il

ne convient pas de laisser des personnes suspectes là où elles sont bien plus en état de nuire que si elles étaient dans le camp ennemi. C'est pourquoi j'ai donné l'ordre de les transporter à une certaine distance : elles y resteront jusqu'à ce que cette crise soit passée. Ayant déjà entretenu votre honorable corps de ce sujet, j'ai craint de le fatiguer d'une affaire que d'anciennes liaisons, des obligations et des intérêts rendent fort désagréable, et qui aurait pu échouer, si elle n'eût été exécutée avec mystère et promptitude. J'avais d'abord remis au dernier moment ce pénible devoir : mais les droits que l'armée a sur moi, et l'intérêt de tant de personnes bien intentionnées qui partagent notre opinion, m'ont obligé à m'occuper de ce soin tandis que le temps et les circonstances le permettaient encore. J'ai donné l'ordre qu'on ne laissât manquer de rien les personnes arrêtées, soit ici, soit au lieu de leur destination. J'ai également écrit au comité du comté de la Reine pour l'avertir que cette mesure n'atteindra en aucune façon leurs biens, à moins que votre respectable corps, auquel je me réfère en toute circonstance, ne lui communique ses volontés à cet égard. Mon intention formelle, sauf une absolue nécessité, est de me maintenir dans une ligne telle qu'on ne puisse jamais me soupçonner de vouloir usurper l'autorité de l'État.

Quelques-uns de ces gentilshommes ont exprimé des doutes et élevé des difficultés à raison d'engagements qu'ils ont contractés envers votre honorable corps ou quelque comité. Mais cela ne me semble pas mériter la moindre attention ; car, dans la position où ils se trouvent, ils ne sauraient être taxés d'un manque de

parole. Je laisse à votre prudence le soin de lever ce prétexte.

Je suis , messieurs , avec le plus grand respect , etc. <sup>1</sup>.



## A LA CONVENTION DE NEW-YORK.

Quartier général, New-York, 17 août 1775.

Messieurs ,

Lorsque je considère que la ville de New-York deviendra bientôt, selon toute probabilité, le théâtre d'une lutte sanglante , je ne puis songer sans tristesse au grand nombre de femmes , d'enfants et de personnes faibles qui l'habitent. Au moment où les soldats traversaient la ri-

<sup>1</sup> Dans ses instructions au comité du comté de la Reine, il dit : « Les exigences publiques me forçant de faire arrêter un certain nombre de personnes suspectes de votre comté, et de les envoyer pour quelque temps dans une autre colonie, elles ont manifesté la crainte que, dans leur absence, leurs propriétés ne fussent compromises, et que leur famille ne se trouvât privée du secours qu'elle en tire. Pour cette raison, je crois devoir vous informer qu'une détention provisoire est la seule mesure rigoureuse dont je veuille user à leur égard, et qu'il me serait très-pénible que l'on en profitât pour attenter à leurs biens, la juridiction de l'autorité civile de la province ayant seule le droit d'agir contre eux. »

Il avertit en même temps la convention du New-Jersey, que plusieurs personnes suspectes des différentes parties de cette province devaient abandonner les environs de Monmouth, dans l'intention, sans doute, de se rapprocher de l'ennemi pour mieux le servir. Il engageait la convention à prendre immédiatement des mesures pour s'assurer de ces personnes malveillantes, et les empêcher d'effectuer leurs projets.

Le président de la convention de New-York répondit à la lettre précédente : — « Je suis chargé par la convention de remercier votre Excel-



vière, les gémissements et les cris de ces pauvres créatures courant de toutes parts avec leurs enfants étaient vraiment déchirants : je craignais même que cette vue ne produisît un dangereux effet sur l'esprit de nos soldats jeunes et sans expérience. N'y aurait-il pas quelque moyen à prendre pour éloigner ces malheureux ? Un grand nombre d'entre eux ont les moyens de quitter la ville ; mais beaucoup d'autres ne le peuvent pas : il faudrait donc les aider, leur fournir des secours. Votre honorable corps me tirerait d'un extrême embarras s'il voulait bien délibérer promptement sur ce sujet. Je l'y aiderai de tout mon pouvoir. Je pense qu'en attendant il serait nécessaire d'inviter les personnes dont je viens de parler,

lence du soin qu'elle a apporté à éloigner les personnes malintentionnées de la ville de New-York. Etant, ainsi que vous, fermement convaincue de la nécessité de cette mesure, la convention s'en était déjà occupée, avant même l'arrivée de ces personnes dans cette ville ; mais la difficulté de faire des listes avec discernement et justice, le danger d'alarmer les habitants, et enfin la lenteur inséparable des travaux d'une nombreuse assemblée, tout cela, réuni à l'urgence des autres soins publics, a retardé la conclusion de ce travail, jusqu'au moment où votre Excellence s'en est spécialement chargée. La position délicate dans laquelle nous nous trouvons, vous a, dans l'opinion de la convention, pleinement investi du pouvoir civil nécessaire à la sûreté de l'armée que vous commandez et à la cause américaine. Considérant les graves dissensions qui se sont élevées entre les habitants de New-York, nous vous avons d'immenses obligations, car vous nous avez épargné une tâche bien pénible. La convention, monsieur, a peine à comprendre sur quel fondement ces gentilshommes, qui ont engagé leur parole à un comité de cette chambre, pourraient appuyer l'opinion que leur arrestation amènerait pour eux des dangers, puisque leur serment est, par ce seul fait entièrement annulé. Mais, comme quelques doutes pourraient rester dans leurs esprits, nous vous envoyons une décision pour que vous la mettiez sous leurs yeux, et qui lèvera tous leurs scrupules.

à se mettre promptement avec leurs effets les plus précieux en lieu de sûreté <sup>1</sup>.

J'ai l'honneur d'être, etc.



## AU MAJOR GÉNÉRAL PUTNAM <sup>1</sup>.

Quartier général, 25 août 1776.

Monsieur,

Ce n'est pas sans un vif chagrin que j'ai vu hier nos soldats engager sans but, contre l'ennemi, une fusillade éparpillée qui ne pouvait que nous faire perdre beaucoup de poudre. Bien loin de produire aucun bon résultat, un semblable relâchement de discipline ne doit entraîner que des malheurs. N'était cette habitude désordonnée et peu militaire, nous avons toutes les raisons possibles de penser que beaucoup de déserteurs auraient, l'année dernière, quitté les rangs ennemis pour passer dans les nôtres; mais la crainte les tenait éloignés de nos lignes, et il en sera toujours de même tant que chacun de nos

<sup>1</sup> Conformément à cette demande, une commission fut nommée par la convention, et autorisée à éloigner telles personnes que l'on voudrait, et à fournir tous les secours possibles aux nécessiteux. Le général en chef publia une proclamation dans laquelle il engageait les habitants à cette émigration, et commandait aux officiers et soldats de l'armée de leur prêter assistance. La convention engagea également le comité général de New-York, à prendre toutes les mesures, pour que ce départ s'effectuât de la manière la plus commode et la plus prompte.

<sup>2</sup> Putnam avait précisément été envoyé pour prendre le commandement général de Long-Island. Sullivan avait le commandement immédiat de toutes les troupes qui n'étaient pas dans les lignes de Brooklyn.

soldats se croira libre de tirer quand et où il lui plaît. Ce n'est pas là le seul ni le plus grand inconvénient qui résulte de cette fâcheuse habitude ; mais, comme nous ignorons le moment où l'ennemi marchera sur nos positions, et que nous avons tout lieu de craindre de sa part une attaque soudaine et impétueuse, il peut se trouver que nos hommes soient ainsi dispersés et probablement sans munitions. Vous concevez combien les conséquences de cette surprise nous seraient fatales, d'autant plus qu'il serait impossible de distinguer une attaque réelle d'une fausse alerte.

C'est pourquoi, monsieur, je vous recommande instamment de mander, sans perdre de temps, les colonels et officiers de votre corps. Ceux-ci devront en faire autant à l'égard des officiers inférieurs, et les charger expressément d'arrêter le cours de ces désordres, s'ils sont soucieux de l'intérêt du service, de leur propre honneur et du salut de nos armes : car, après la volonté de Dieu, la victoire dépend surtout du bon ordre et de l'observation de la discipline. Je désirerais aussi que vous fissiez tracer des lignes de défense convenables autour de votre camp, et élever des ouvrages sur les positions les plus avantageuses. Vos postes avancés doivent être bien instruits des devoirs de leur service, et un brigadier de service doit rester constamment sur les lignes, afin d'être toujours à même de commander et de veiller à ce que les ordres soient bien exécutés. Des officiers d'état-major devront être aussi chargés de faire des rondes, et de rendre compte de la situation des postes avancés ; enfin personne ne pourra franchir les lignes sans un laissez-passer écrit et spécial.

En réprimant ce tiraillement épars, désordonné et peu militaire, je n'entends pas décourager les partisans et les éclaireurs : au contraire, je souhaite de voir leur ardeur se soutenir; mais je la veux tempérée par les lois de la discipline; je désire que les officiers, avec ou sans brevet, selon le cas, soient choisis par vous, ou autorisés par le brigadier de garde, pour faire ce genre de service. Des escarmouches entreprises de cette manière seront tout à fait dans l'ordre; les résultats en seront excellents, car elles auront pour effet d'endurcir les troupes à la fatigue et aux dangers, de harceler l'ennemi, de faire des prisonniers, et d'empêcher les partis anglais de s'emparer des chevaux et du bétail dans l'intérieur des terres : points qui sont d'une grande importance pour nous, surtout les deux derniers. Les hommes qui ne sont pas de service devront se tenir prêts dans leurs camps ou quartiers, afin de pouvoir courir aux armes au premier appel; car il n'est que trop probable que l'ennemi leur laissera bien peu de temps pour se préparer à l'attaque. Les officiers devront aussi employer leur autorité pour empêcher toute atteinte aux propriétés particulières, et appliquer aux coupables le châtiment mérité. N'est-il pas honteux de voir que des hommes venus pour défendre les droits de l'humanité, en deviennent eux-mêmes les oppresseurs et détruisent le bien de leurs amis? L'incendie, le pillage des maisons, lorsque la nécessité du service n'en est pas l'excuse, méritent, en toute occasion, un blâme et une peine sévère. Pour me résumer, on doit espérer que tout homme qui possède du bien, et respecte celui d'autrui, reculera devant la seule pensée de rendre la position de ceux qu'il est venu

secourir plus fâcheuse que ne l'eût fait un ennemi avoué ; tandis que le devoir et les droits de l'humanité lui commandent de protéger et non d'opprimer les malheureux isolés et sans appui. La différence qui existe entre une armée régulière et une soldatesque effrénée est d'un côté le bon ordre et la discipline, de l'autre, la licence et l'insubordination. Voilà pourquoi des hommes qui ne sont pas soldés comme de simples mercenaires, et qui se sont armés pour défendre non-seulement les intérêts présents, mais encore la cause de l'avenir, doivent s'appliquer surtout à maintenir le bon ordre, et à assurer la conservation des propriétés. C'est ce que leur prescrivent impérieusement leur honneur et le soin de leur réputation.

Il serait important d'occuper le bois qui avoisine Red Hook : placez-y les tirailleurs les moins disciplinés. Les miliciens sont les soldats les plus médiocres ; je parle de ceux qui ont le moins d'expérience, réservez-les pour les travaux intérieurs ; pour ce qui est de vos bonnes troupes, employez-les, à tout risque, à empêcher l'ennemi de traverser le bois et d'approcher de vos fortifications. Il serait ensuite nécessaire d'obstruer les avenues des bois, par des abattis, afin d'opposer à la marche de l'ennemi tous les obstacles possibles. Si vous croyez que des maraudeurs soient envoyés à la recherche de votre bétail, placez, où besoin sera, des embuscades et des trappes.

Je suis, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

New-York, 31 août 1776.

Monsieur,

La déférence aussi bien que le devoir me commandaient d'apprendre le plus tôt possible au congrès que j'ai quitté, l'avant-dernière nuit, avec mes troupes, Long-Island et ses environs pour nous rendre dans cette ville. Mais l'extrême fatigue que nous avons éprouvée, mon état-major et moi, par suite du mauvais temps et du combat du 27 de ce mois, nous a rendus incapables de prendre la plume. Aucun de nous n'a quitté les lignes depuis lundi jusqu'à hier matin, que le passage de la rivière de l'Est n'ait été effectué; et comme je n'étais pas descendu de cheval depuis quarante-huit heures, et que je n'avais pas fermé un instant les yeux, j'ai été jusqu'à ce matin dans l'impossibilité d'écrire ou de dicter.

Notre retraite s'est faite sans perte d'hommes ni de munitions, et en meilleur ordre que je ne l'espérais avec des troupes dans une situation telle que la nôtre. Nous avons sauvé tous nos canons et nos bagages, à l'exception de quelques pièces de gros calibre qu'il n'a pas été possible, après une tentative infructueuse, de faire traîner sur un terrain détrempé par des pluies continuelles. Les roues des chariots s'enfonçaient jusqu'aux essieux, et tous nos efforts pour les dégager étaient inutiles. Nous n'avons laissé que peu de provisions dans l'île; si ce n'est quelque bétail que nous avons amené dans nos lignes, et auquel nous n'avons pu faire passer l'eau, embarrassés comme nous l'étions.

Je joins ici copie de l'ordre du jour du conseil de guerre avant la retraite. Je prie le congrès de s'y référer pour bien apprécier les raisons qui nous ont déterminés à adopter cette mesure <sup>1</sup>. Hier au soir et la nuit dernière, un détachement de nos troupes a été employé à amener de Governor's-Island les canons, les munitions et les tentes : tâche presque accomplie ; quelques-unes des grosses pièces y sont restées, mais je compte sur leur arrivée pour aujourd'hui.

Dans l'engagement du 27, les généraux Sullivan et Stirling sont tombés au pouvoir de l'ennemi ; on a accordé au premier liberté provisoire sur sa parole : quant à lord Stirling, une lettre du général Sullivan, dont j'ai l'honneur de vous envoyer la copie, me fournit les détails du combat qu'il a soutenu avec sa brigade. Par malheur, ce récit n'est pas aussi circonstancié ni aussi authentique que je le désirerais. Ce général était, sans doute, pressé ; car sa lettre est incomplète. Il ne m'a donc pas été possible d'obtenir un compte exact de nos pertes : on peut les évaluer de sept cents à mille hommes, tant tués que prisonniers <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Voici les raisons assignées dans le conseil de guerre pour l'évacuation de Long-Island : — Les pertes considérables éprouvées dans le dernier combat par la mort et la prise d'un grand nombre de soldats ; les dommages causés aux armées et aux munitions par les fortes pluies ; la presque certitude que l'ennemi réussirait à faire passer à ses vaisseaux la rivière de l'Est, et à couper ainsi toute communication entre Long-Island et New York ; la faiblesse des lignes pour résister à d'aussi grandes forces ; l'éparpillement des troupes chargées de défendre tant de points divers ; et la certitude que les vaisseaux ennemis alors dans Flushing-Bay, débarqueraient de l'autre côté du détroit une partie de l'armée anglaise qui viendrait camper au delà de Kingsbridge. Les officiers du conseil adoptèrent à l'unanimité le projet de retraite. Voy. l'Atlas n° 11.

<sup>2</sup> Selon le rapport du général Howe, le nombre des Américains pris

Le général Sullivan dit que lord Howe a un extrême désir de voir quelques-uns des membres du congrès, et que c'est à cet effet qu'il a obtenu sa liberté provisoire, car il doit vous communiquer ce qui s'est passé entre lui et sa seigneurie. J'ai consenti à ce qu'il se rendit à Philadelphie, ne croyant ni juste ni convenable de l'empêcher de donner les détails qu'il possède sur tous ces faits. Je m'occupe sans relâche des dispositions à prendre pour la nouvelle distribution de nos forces. Les mouvements de l'ennemi me commandent cette activité. Aussi n'ai-je que le temps d'ajouter que je suis, avec le plus profond respect, votre très-obéissant serviteur.

---

### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

New-York, 2 septembre 1776.

Monsieur,

Les nouvelles que je vous ai transmises depuis peu étaient de nature à vous alarmer; je m'estimerais heureux s'il m'était permis aujourd'hui de vous en envoyer qui fussent conformes à vos désirs. Mais, malheureusement pour vous et pour moi, il n'en est rien. Notre situation est vraiment déplorable; l'échec que notre division a

à Long-Island se montait à mille soixante-seize. Dans ce chiffre se trouvent compris le général Woodhull et environ deux cents miliciens servant sous ses ordres, qui n'étaient pas présents à l'action, mais furent pris ensuite à Jamaica. La perte des Anglais, établie par le général Howe lui-même, fut de quatre-vingt-quatorze hommes, tant tués que manquants, et de deux cent quatre-vingt-trois blessés.



éprouvé, le 27 dernier, a démoralisé une partie de nos troupes et jeté la terreur et le désespoir parmi elles. La milice, au lieu de faire tous ses efforts et de montrer un mâle courage pour nous aider à réparer nos pertes, est effrayée, ne veut plus rien entendre, et ne demande qu'à retourner dans ses foyers. Le plus grand nombre s'est déjà dispersé; nous avons vu des compagnies, des demi-régiments et même des régiments entiers nous abandonner à la fois. Cette circonstance en elle-même, indépendamment des autres, en face d'un ennemi supérieur en forces et en discipline à toutes nos troupes réunies, est déjà bien assez fâcheuse. Mais, lorsque l'exemple des fuyards a gagné une autre portion des troupes, quand leur insubordination est devenue contagieuse pour leurs camarades, et a produit un mépris complet de l'ordre et de l'obéissance, si nécessaires sous les armes, et tant recommandés naguère, autant du moins que le permettait la nature de notre armée, la situation devient de plus en plus alarmante. C'est donc avec le plus profond chagrin que je me vois obligé de vous avouer le peu de confiance que j'ai dans la presque totalité de mes troupes.

Toutes ces circonstances se réunissent pour confirmer l'opinion que j'ai toujours eue, et dont plusieurs fois j'ai pris la liberté d'entretenir le congrès : à savoir que l'on ne peut raisonnablement compter sur la milice, ni sur d'autres troupes que celles qui seraient formées et retenues au service pour un plus long espace de temps que les règlements ne l'ont prescrit jusqu'à présent. J'ai la certitude, comme d'un fait déjà accompli, que nos libertés seront grandement compromises, et peut-être

entièrement perdues, si leur défense n'est pas confiée uniquement à une armée permanente ; je veux dire permanente durant cette guerre. La dépense nécessaire pour entretenir cette armée, fût-elle portée au plus haut chiffre, serait loin d'excéder celle qu'entraînent journellement les secours et enrôlements nouveaux qui ne produisent point de bons résultats. Car des hommes qui ont toujours vécu libres et exempts de tout contrôle, ne sauraient être disciplinés en un instant ; les privilèges qu'ils s'arrogent, les exemptions qu'ils obtiennent, exercent une fâcheuse influence sur la conduite des autres ; et l'appui qu'ils prêtent dans le combat est presque balancé par le désordre, l'irrégularité et la confusion dont ils sont la cause.

Je ne puis croire que la gratification de dix dollards soit propre à produire l'effet désiré. Comment pourrait-on s'y attendre lorsqu'un homme gagne le double de cette somme en s'engageant pour un mois ou deux dans la milice, et que la milice est si fréquemment appelée aux armes ? Un don de terres aurait une grande influence pour un enrôlement permanent. Le nombre de nos hommes, actuellement disponibles, est au-dessous de vingt mille : tel en était du moins le chiffre dans les derniers appels et dans les meilleurs rapports que j'ai réunis après l'affaire de Long-Island ; mais depuis, quantité de soldats ont déserté. J'ai ordonné au général Mercer d'envoyer ici les hommes destinés au camp-volant : ils sont à peu près mille. Il doit essayer, s'il y a lieu, de faire une diversion, conjointement avec la milice, sur Staten-Island. Jusqu'ici je n'avais pas conçu de doutes sur la possibilité de défendre cette position. Je n'en douterais pas encore, si nos hommes voulaient

faire leur devoir ; mais c'est là une chose dont je désespère. Il est triste pour moi de donner d'aussi mauvaises nouvelles ; cependant, ce serait un crime de cacher la vérité en ce moment critique. Tout ce que je possède de facultés sera employé dans l'intérêt de la cause nationale ; quelque chose qui arrive, puisse le congrès me rendre la justice de croire à mon zèle ! c'est mon plus ardent désir.

Si nous étions forcés d'abandonner la ville, faudrait-il la laisser pour quartiers d'hiver à l'ennemi ? D'une part, il aurait là de grands avantages ; de l'autre, une foule de propriétés seraient détruites. Cette question me semble fort importante, mais elle ne souffre pas qu'on tarde à la résoudre. Dès à présent, j'ose dire que l'ennemi cherchera tous les moyens possibles pour conserver la ville. Si le congrès prenait le parti de la détruire, il faudrait que la résolution fût tenue dans le plus profond secret ; car il suffirait que l'ennemi en eût l'éveil pour qu'il changeât toutes ses dispositions.

4 septembre. — Nos affaires ne prennent pas une tournure plus favorable. La milice, sous différents prétextes, diminue de jour en jour, et je suis persuadé qu'avant peu de temps le nombre en sera très-borné. Dans la nuit de dimanche, un vaisseau de quarante canons passa le détroit, entre Governor's-Island et Long-Island, et jeta l'ancre dans Turtle-Bay ; il reçut, à son passage, une décharge de nos batteries, mais sans en éprouver aucun dommage. Poussé par un vent et une marée favorable, il ne tarda pas à être hors de toute atteinte.

J'ai dépêché, hier matin, le major d'artillerie Crane avec deux pièces de douze et un obusier pour attaquer

le vaisseau ennemi ; il le canonna à plusieurs reprises , le força de changer de place et de se réfugier derrière une île où il est encore. Il y a plusieurs autres vaisseaux de guerre dans le détroit , ainsi que des bâtiments de transport qui entourent tellement Long-Island, que toute communication est entièrement interceptée. L'amiral est enfermée dans Governor's-Island avec la principale partie de la flotte. Jugeant convenable de nous mettre en garde contre les chances de la guerre , autant que cela est possible dans notre situation , et que nos ressources nous le permettraient si nous étions obligés d'abandonner cette position , je suis occupé à faire transporter au delà de Kingsbridge toutes les munitions qui ne nous sont plus absolument nécessaires.

J'ai l'honneur d'être , etc.

---

### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, New-York, 8 septembre 1776.

Monsieur,

Depuis que j'ai eu l'honneur de vous écrire , j'ai convoqué un conseil d'officiers généraux , afin de délibérer avec eux sur notre situation , et de former un plan de défense que nous puissions suivre immédiatement , sans qu'il soit sujet à d'autres changements qu'à ceux qu'exigeraient les opérations de l'ennemi. Avant que ce dernier fût descendu à Long-Island, son projet d'attaque ne pouvait être connu , et l'on eût été fort embarrassé de préjuger s'il se porterait sur Long-Island, sur Bergen ou sur

la ville en ligne directe. Cette ignorance nous a obligés de préparer la défense sur chacun de ces points : de là des frais de travaux qui maintenant semblent inutiles aux yeux de ceux qui jugent après coup. Mais je suis certain que les gens sensés penseront différemment ; ils verront que nos travaux et nos préparatifs ont non-seulement retardé les opérations de la campagne, au point que l'ennemi ne peut plus faire de dangereuse incursion dans le pays, mais qu'ils l'ont obligé à concentrer ses forces sur un seul point, et à abandonner ses projets en nous mettant à même de nous défendre avec quelques chances de succès.

Il est facile de voir, d'après les rapports divers, les mouvements de l'ennemi, et différentes circonstances, qu'ayant débarqué toute son armée à Long-Island, à l'exception de quatre mille hommes campés à Staten-Island, son intention est de nous enfermer dans l'île de New-York, en s'établissant sur nos derrières tandis que sa flotte protégera son front. Ainsi, en coupant nos communications avec la terre ferme, il nous forcera de le combattre sur son propre terrain, ou de nous rendre à discrétion ; à moins que, par un effort désespéré, nous n'essayions de tailler son armée en pièces, ou de sauver les magasins d'armes et de munitions que nous serions dans l'impuissance de remplacer de sitôt. Son plan nous étant connu, il ne s'agit plus que de trouver le moyen de le combattre avec le plus de succès possible. De tous côtés des difficultés se présentent ; toute mesure de notre part doit être prise avec quelque crainte que nos troupes ne fassent pas toutes bien leur devoir : cette idée est pénible, mais vraie. En délibérant sur ce point im-

portant, il était impossible d'oublier que l'histoire, notre propre expérience, l'avis de nos meilleurs amis d'Europe, les craintes de l'ennemi, et même les déclarations du congrès, démontrent que cette guerre doit être défensive, (on l'a surnommée une guerre de postes), et que nous devons toujours éviter une action générale, soigneux de ne rien risquer, à moins qu'une nécessité absolue ne nous y force.

Les arguments sur lesquels repose ce système étaient incontestables : ils ont reçu la sanction de l'expérience. Pleinement convaincu, d'après ces principes, qu'il serait présomptueux de faire avancer en rase campagne nos jeunes troupes contre une armée supérieure en nombre et en discipline, je n'ai jamais négligé d'assurer mes positions par de bons retranchements. J'avoue que je ne me suis pas toujours trouvé en mesure de défendre à tout risque les postes fortifiés, ce qui serait le moyen d'en tirer un bon parti. L'honneur de faire une courageuse défense ne me semble pas un motif suffisant, lorsque le succès est très-incertain, et la défaite probable ; mais je ne doute pas que nous n'arrivions graduellement à ce but.

Nous sommes maintenant dans une position forte, mais non imprenable ; bien plus, les hommes de sens ne la trouvent pas tenable, à moins que l'ennemi n'attaque le premier nos lignes, ce qu'il peut et semble vouloir éviter, à en juger par ses mouvements.

Pour rassembler toute l'armée, afin de combiner un plan de défense en rapport avec l'étendue des lignes et des ouvrages, il faudrait abandonner la campagne aux incursions de l'ennemi, et livrer le sort de nos troupes et de nos munitions, soit au hasard d'une heureuse dé-

fense de la ville, soit à l'issue d'un engagement hors de ses murs. D'un autre côté, abandonner une ville que l'on a jugée capable de défense, et dont les fortifications ont coûté tant de travail, ce serait là une détermination faite pour décourager nos troupes et affaiblir notre cause. New-York est regardée comme la clef du Nord. Je suis donc tout à fait d'avis qu'en établissant des postes fortifiés à Mount-Washington, sur la partie supérieure de l'île et du côté du Jersey, et en employant, comme précédemment, le moyen des barrages, nous rendrions la navigation moins dangereuse sur la rivière de l'Hudson. Par là, une plus libre communication s'ouvrirait entre les États du nord et ceux du sud<sup>1</sup>. Cette idée aura l'assentiment de quiconque est familier avec les localités, et surtout de ceux qui auront de bonnes cartes sous les yeux. Ces plans et les conséquences qui naîtront nécessairement de notre prochaine détermination, nous ont fortement préoccupés, et chacun de nous les envisage à son point de vue.

Le poste de Kingsbridge a été doublement fortifié par la nature et l'art. Les hauteurs qui l'environnent commandent le pays, et pourraient le faire encore mieux. Ce sont là d'importants objets, j'y ai songé sérieusement. J'ai aussi fait transporter hors de la ville toutes les provisions et les munitions, à l'exception de ce qui était d'absolue nécessité. J'ai fait les autres dispositions en

<sup>1</sup> Il est assez étonnant que cette opinion fût avancée avec tant d'assurance, après le succès remporté à la fois par les flottes britanniques sur les rivières du Nord et de l'Est, sans avoir presque éprouvé de perte sous le feu des batteries du rivage. La suite des événements prouva que, ni chevaux de frise dans l'eau, ni fortifications sur la côte n'étaient capables d'arrêter des vaisseaux de guerre remontant la rivière.

rapport avec celles-ci, ne négligeant rien jusqu'à ce qu'en ait décidé, après mûr examen, à quel point la ville doit être défendue. Au moment de résoudre des points si graves, plusieurs questions relatives à l'armée ont aussi sollicité notre attention. Nos troupes n'étant pourvues que pour une campagne d'été, leurs habits, chaussures et couvertures ne se trouveront pas en rapport avec le prochain changement de saison. Nous n'avons que les deux tiers des tentes nécessaires; encore la plupart sont-elles vieilles et hors de service; mais, quand nous en aurions en abondance, la saison ne nous permettrait pas de nous en servir longtemps. L'état de nos malades mérite aussi la plus grande attention: leur nombre, d'après les rapports, s'élève pour le moins au quart de notre armée. La politique et l'humanité nous commandent de leur donner tous les soins possibles.

Dans ces circonstances, que plusieurs autres aussi graves ont précédées, le conseil tout entier des officiers généraux s'est assemblé hier, pour adopter un plan de conduite à suivre dans cette crise décisive. Je voulais sur chaque point provoquer les opinions individuelles; mais le temps me manqua. Aussi fus-je obligé de recueillir les avis d'une manière générale. Tous furent unanimes pour déclarer que la ville ne tiendrait pas, si l'ennemi prenait la résolution de la bombarder et de la battre en brèche. Mais les difficultés d'une retraite apparurent avec tant d'évidence, qu'on se détermina à prendre un parti moyen entre le projet de l'abandon total de la ville, et celui de concentrer toutes nos forces pour sa défense. Quelques-uns se laissèrent un peu influencer par les répugnances du congrès, au sujet de l'évacuation complète; car on



attribuait au congrès le projet de défendre la place à tout risque. On convint de diviser l'armée en trois corps, de laisser cinq mille hommes pour la défense de la ville, d'en envoyer neuf mille à Kingsbridge et dans les environs, autant pour conserver ces positions que pour être prêt à attaquer l'ennemi, qui se porte vers l'est de Long-Island, s'il voulait aborder de ce côté. Le troisième corps occupera l'espace intermédiaire et appuiera les deux autres. Il fut convenu en outre que les malades seraient immédiatement transportés à Orange-Town, et que des casernes seraient promptement élevées à Kingsbridge pour abriter les troupes.

Quelques officiers généraux, dont l'opinion mérite toute créance, se déclarèrent pour une prompte et totale évacuation de la ville, alléguant le grand danger que courrait une partie de l'armée d'être taillée en pièces avant que l'autre partie pût la secourir, la distance qui les sépare étant d'au moins seize milles. Notre armée, disaient-ils, fût-elle complètement réunie, resterait au-dessous de celle de l'ennemi; car celui-ci peut se porter avec toutes ses forces sur un seul point d'attaque, et par conséquent écraser, par la supériorité des masses, la division qu'on réussirait à lui opposer. En quittant la ville, nous enlèverions à l'ennemi l'avantage qu'il tirera de ses vaisseaux, qui composent au moins la moitié de ses forces contre New-York. Nous pourrions le tenir en respect dans la baie, ne rien livrer au hasard, et nous réserver à tout événement de réunir plus tard les corps qui seraient recrutés l'année prochaine. Ils ajoutaient que les munitions non employées seraient ainsi sauvées, et que la grosse artillerie pourrait être mise en lieu de sûreté. Mais

leurs voix furent couvertes par celles de la majorité, qui demanda avec instance qu'une partie de nos troupes restât dans la ville afin de la défendre un peu plus longtemps.

Je ne me dissimule pas qu'une retraite est entourée de bien des difficultés, qu'un général, en évitant un engagement, s'expose à bien des reproches; je sais que la cause commune se ressentirait du découragement jeté dans les esprits. Je comprends aussi les immenses avantages qu'entraînerait une brillante affaire, surtout après notre défaite de Long-Island. Mais, quand le sort de l'Amérique en serait l'enjeu, quand, sur l'avis des hommes expérimentés, et en envisageant les choses avec plus de sang-froid, on a reconnu que nous devions prolonger la guerre le plus possible, je ne pense pas qu'il fût sage de prendre un parti différent. La saison, d'ailleurs, touche à son terme. On ne saurait douter que l'ennemi n'ait l'intention d'hiverner à New-York. Il est probable aussi qu'il est à même de nous chasser, vu l'immense supériorité de ses forces. Comme le congrès a résolu que la ville ne serait pas détruite, il ne reste plus qu'à fixer le temps de sa prise de possession par l'ennemi. Notre intérêt et nos désirs nous commandent de retarder cette époque autant que possible, pourvu que nos mesures ultérieures n'en souffrent pas.

La milice du Connecticut est tombée, de six mille hommes qui la composaient, à moins de deux mille. Dans quelques jours elle n'existera plus que de nom. L'arrivée de quelques troupes du Maryland, tirées du camp-volant, a largement compensé la perte des hommes, mais celle des munitions que les premiers ont emportées nous cause un grave préjudice. Tel était leur empressement de

regagner leurs foyers, qu'il n'y avait aucun moyen de s'y opposer. Quoique je ne voulusse pas les congédier, j'ai dû consentir à leur départ. C'est une triste preuve de plus du peu de fonds qu'on peut faire sur de pareils auxiliaires.

11 septembre. — Je ne saurais approuver le mode de négociation adopté avec lord Howe : mais, comme le général Sullivan a été chargé de cette affaire, et envoyé avec un message pour le congrès, je ne crois pas avoir le droit de m'en mêler ; d'autant plus que le général doit être considéré comme prisonnier, soumis aux ordres de l'ennemi<sup>1</sup>. Vous avez vu dans ma lettre du 8 courant,

<sup>1</sup> Lorsque le général Sullivan arriva à Philadelphie, il eut ordre du congrès de présenter le message de lord Howe. Il s'acquitta de ce soin. Après de longs débats sur ce sujet, l'assemblée décida que ce général informerait lord Howe, « que le congrès, représentant les États libres et indépendants d'Amérique, ne pouvait envoyer à sa seigneurie quelques-uns de ses membres sans caractère officiel ; mais que, toujours désireux de rétablir la paix sur des bases convenables, il nommerait dans son sein un comité chargé de connaître si sa seigneurie avait des pouvoirs nécessaires pour traiter avec les défenseurs des intérêts de l'Amérique, et de quelle nature étaient ses pouvoirs, et enfin d'écouter les propositions à ce sujet. » *Journaux du Congrès*, 5 septembre.

Le président du congrès fut aussi chargé d'écrire au général Washington, pour l'informer qu'on ne devait songer à aucunes propositions de paix, à moins qu'elles ne fussent écrites et adressées aux représentants des États en congrès. Le général Sullivan reçut l'ordre de retourner auprès de lord Howe avec une copie de la dernière résolution. Le docteur Franklin, John Adams, et Edouard Rutledge furent nommés commissaires pour mettre à exécution la dernière partie de cette décision. Ils eurent une entrevue avec lord Howe à Staten-Island, le 11 septembre, et il est probable que les préparatifs de ce général pour attaquer la ville furent retardés pendant quelque temps, jusqu'à ce que le résultat de la négociation pût être connu. (Voir le rapport du comité dans les *Journaux du Congrès*, 17 septembre.) Dans une lettre adressée à lord George Ger-

que plusieurs membres du conseil étaient d'avis de défendre la ville, s'il était possible, pendant quelque temps. Mais aujourd'hui la plupart d'entre eux, à la vue de nos divisions, ont changé d'opinion, et reconnaissent la nécessité de concentrer toutes nos forces, et de les resserrer étroitement. Convaincu de l'opportunité de cette mesure, j'ai donné l'ordre d'enlever nos munitions, à l'exception de celles qu'il faut absolument garder pour l'usage de nos troupes, afin d'être moins embarrassés par les bagages dans l'éventualité très-probable d'une évacuation.

Je suis, etc.

### — — — — —

#### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, maison du colonel Morris,  
16 septembre 1776.

Monsieur,

Samedi, vers le coucher du soleil, six nouveaux vaisseaux ennemis, dont un ou deux de guerre, passèrent entre Governor's-Island et Red-Hook, et allèrent rejoindre,

main, à la date du 20 septembre, et qui contient un récit de cette entrevue, lord Howe s'exprime ainsi : « Les trois négociateurs furent très-explicites dans leurs déclarations, disant que les colonies coalisées n'accéderaient à aucune condition de paix et d'alliance, à moins qu'on ne les reconnût comme États libres et indépendants. Ils essayèrent de démontrer que la Grande-Bretagne tirerait plus d'avantages d'une semblable alliance que de la réunion qui était l'objet de mes soins. » — *Registre parlementaire d'Almon*, vol. VIII, page 250.

<sup>1</sup> La maison du colonel Morris, où Washington avait établi son quartier général, et où il resta jusqu'à ce qu'on eût évacué l'île de New-York, était sur les hauteurs de Haerlem, point fort élevé, à environ trois milles au nord du village de ce nom, et à un mille et demi au midi du

sur la rivière de l'Est, les bâtiments en station dont je vous ai déjà parlé dans ma précédente lettre. Dans l'espace d'une demi-heure, je reçus deux dépêches, une du colonel Sargent, à Horen's-Hook, annonçant que l'ennemi, au nombre de trois ou quatre mille hommes, s'était porté vers la rivière, où il s'embarquait pour Barn ou l'île de Montrésor, déjà occupée par des détachements considérables. L'autre rapport, du général Mifflin, annonçait qu'on voyait, dans les lignes de l'ennemi, un mouvement extraordinaire, précurseur de quelque grand événement. Ces nouvelles ayant été confirmées par les éclaireurs que j'avais envoyés en avant, je portai des troupes sur Haerlem et Morrisiana, 'qui est vis-à-vis : c'est là qu'on supposait que l'ennemi tenterait de débarquer. La nuit se passa cependant sans rien de remarquable; mais les opérations de l'ennemi commencèrent le lendemain matin. Trois vaisseaux de guerre remontèrent la rivière du Nord, à la hauteur de Bloomingdale, ce qui met tout à fait obstacle au transport, par eau, du reste de nos approvisionnements. Vers onze heures, les bâtiments mouillés dans la rivière de l'Est ouvrirent un feu vif et soutenu, pour nettoyer le rivage, et débarquèrent leurs troupes entre Turtle-Bay et la ville, là où des redoutes avaient été élevées pour leur fermer le passage.

Au premier bruit de la canonnade, je me portai en

fort Washington \*. En ce lieu, l'île forme un espace d'un peu plus d'un mille entre la rivière d'Hudson à l'ouest, et la rivière de Haerlem à l'est. Les lignes de l'armée s'étendaient sur un double rang, d'une rivière à l'autre, dans un terrain rocailleux et inégal, et elles étaient fortifiées avec des parapets, des retranchements et des abattis.

\* Voyez l'Atlas, n° 9.

toute hâte vers le lieu du débarquement ; à mon profond saisissement, je vis les troupes que nous avions chargées de défendre les lignes fuir dans le plus grand désordre ; les brigades (de Parsons et de Fellows) qui devaient les appuyer se sauvaient dans toutes les directions, malgré les efforts de leurs généraux pour les ranger en ordre de bataille. Je fis tout ce que je pus pour les rallier et les ramener au feu ; mais ce fut en vain : à l'approche d'un petit parti ennemi, composé de soixante ou soixante-dix hommes, le désordre s'accrut, et nos hommes disparurent dans la plus grande confusion, sans tirer un seul coup de fusil<sup>1</sup>.

Voyant qu'il n'y avait pas moyen de se fier à ces briga

<sup>1</sup> On dit que la conduite du général Washington, en cette circonstance, démentit son sang-froid accoutumé. Dans une lettre adressée, des hauteurs de Haerlem, à un ami, le général Greene s'exprime ainsi : « Nous avons fait notre retraite dans le plus grand désordre, par suite de la conduite honteuse de la milice, qui a lâché pied à la vue des premiers détachements de l'ennemi. Les brigades de Fellows et de Parsons s'enfuirent devant cinquante hommes environ, et laissèrent son Excellence sur le champ de bataille, à quatre-vingts verges à peine de l'ennemi, et si indignée de l'infâme conduite de ses troupes, qu'elle ne songeait plus qu'à mourir. *Lettre manuscrite, 17 septembre.* — Le docteur Gordon rapporte cet incident d'une manière presque semblable, mais avec quelques détails de plus ; comme il se trouvait peu de temps après au camp, il a probablement puisé ses renseignements à une meilleure source : « Les efforts du général, dit-il, pour arrêter ses troupes, ont été inutiles, bien qu'il ait tiré son épée et menacé les fuyards de la leur passer au travers du corps, et qu'il ait saisi ses pistolets et fait feu sur eux. A la simple approche d'un petit parti ennemi, au nombre de soixante à soixante-dix hommes, le désordre s'accrut ; ils s'enfuirent sans songer à tirer un seul coup de fusil, et laissèrent le général dans une position périlleuse, au point que ses aides de camp furent obligés, pour l'entraîner, de saisir la bride de son cheval et de le lancer dans une direction opposée. » *Histoire de Gordon, vol. II, p. 327.*

des, craignant d'ailleurs qu'un autre détachement ennemi ne passât par les plaines d'Haerlem et ne nous coupât la retraite, je donnai des ordres pour qu'on couronnât les hauteurs avec les troupes qui en étaient le plus rapprochées. Par ce moyen, la retraite s'opéra avec peu ou point de pertes d'hommes ; mais la lâche conduite de nos troupes nous fit abandonner une grande quantité de bagages. La plupart de nos grosses pièces, et une partie de nos munitions et de nos approvisionnements, que nous étions sur le point d'emporter, sont restés forcément dans la ville, bien que toutes les mesures eussent été prises pour prévenir ce malheur, lorsque le conseil eut décidé qu'il fallait abandonner ce poste. Nous sommes maintenant campés, avec la meilleure portion de nos troupes, sur les hauteurs de Haerlem <sup>1</sup>, où l'ennemi, j'espère, ne trouvera qu'une défaite, en cas d'attaque, si toutefois nos soldats veulent bien montrer tant soit peu de bravoure. Mais l'expérience m'a convaincu, à mon grand regret, qu'il faut plutôt souhaiter ce résultat que l'attendre. Quoi qu'il en soit, j'espère qu'il se trouvera des gens, dans leurs rangs, qui combattront comme des hommes, et prouveront qu'ils sont dignes des bienfaits de la liberté. J'ai envoyé des éclaireurs pour prendre connaissance, s'il est possible, des dispositions de l'ennemi ; à la première occasion, j'informerai le congrès de tout événement important.

J'ai l'honneur d'être, etc.

<sup>1</sup> Voy. l'Atlas, n° 12.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Hauteurs de Haarlem, 24 septembre 1776.

Monsieur,

Je dérobe quelques instants aux heures destinées au sommeil, pour exprimer au congrès mes pensées sur divers sujets importants. Je les lui présenterai avec la sincérité qui doit caractériser un homme de bonne foi, et avec la franchise dont on doit user lorsqu'on donne un avis utile, sans crainte d'être taxé de présomption.

Nous sommes maintenant, pour ainsi dire, à la veille d'une nouvelle dissolution de l'armée<sup>1</sup>. Le souvenir des difficultés amenées par le même événement l'année dernière, les conséquences qu'il pouvait entraîner si l'ennemi eût su en profiter, la connaissance de l'esprit et de la situation des troupes, tout cela nous offre une triste perspective et la presque certitude que notre cause est perdue si le congrès ne se hâte d'adopter des mesures promptes et efficaces. Il n'y a pas lieu d'espérer qu'une partie, même très-minime, de notre armée se rengage par suite des encouragements offerts au nom du congrès. Des hommes qui voient leurs camarades recevoir vingt, trente dollars et même davantage, pour un service de quelques mois, comme cela arrive effectivement, ne consentiront certainement pas à s'enrôler si on ne les y contraint; or, la violence servirait mal nos projets. Dans le premier moment d'irritation, et lorsque

<sup>1</sup> Le terme du service, pour presque toute l'armée, devait expirer à la fin de l'année, ou même auparavant.



les passions sont excitées, le peuple court aux armes avec transport : mais, quand ce premier enthousiasme a commencé à se calmer, croire que tant d'hommes dont se compose la masse d'une armée écouteront un autre cri que celui de leur intérêt, c'est s'attendre à ce qui ne s'est jamais vu, à ce qui, je le crains bien, n'arrivera jamais. Le congrès s'abuse, s'il y compte. Un soldat avec qui vous raisonnez sur la bonté de la cause dans laquelle il se trouve engagé et sur l'équité des droits qu'il soutient, vous écoutera avec patience et reconnaîtra la justesse de vos observations ; mais il ne manquera pas de dire que cela n'est pas plus important pour lui que pour les autres. L'officier fait la même réponse, en ajoutant que sa solde ne saurait lui suffire, et qu'il ne peut se ruiner, lui et sa famille, pour servir l'État, quand les autres membres de la communauté, dont les intérêts sont les mêmes que les siens, profitent de ses fatigues. Le nombre de ceux qui agissent avec désintéressement est si petit qu'on pourrait le comparer à une goutte d'eau dans l'Océan.

Il est évident pour moi que cette guerre ne sera pas l'affaire d'un jour, et qu'elle doit être poussée avec méthode et tactique. Pour atteindre ce but, il faut de bons officiers, et on ne saurait en obtenir qu'en créant une armée permanente, et en leur assurant une bonne solde. Cela déciderait les gens distingués par leur position et leur caractère à prendre du service : tant que la masse des officiers ne se composera pas d'hommes mus par des principes d'honneur, et animés d'un esprit entreprenant, vous aurez peu à espérer d'eux. Offrez-leur des avantages qui les mettent en état de soutenir leur

rang, et ils cesseront d'avoir recours à ces manœuvres déshonorantes auxquelles un grand nombre d'entre eux se livrent pour extorquer au public des sommes beaucoup plus fortes que leur solde légitime. D'ailleurs, ne doit-on pas quelque chose à l'homme qui vous offre le sacrifice de sa vie, risque sa santé, et abandonne les douceurs de la famille? Pourquoi un capitaine au service de l'Union ne recevrait-il pas plus de cinq shellings par jour, tandis qu'un officier du même grade dans l'armée britannique en reçoit dix; surtout lorsque ce dernier est pourvu de tout ce dont il a besoin, aux conditions les plus raisonnables, et que l'autre ne peut se le procurer à aucun prix? Rien ne donne à un homme plus de dignité, et ne le rend plus propre au commandement que la certitude d'être indépendant de tous, excepté de l'État qu'il sert.

Quant aux soldats, il n'y a qu'une bonne paye qui puisse les décider à rester sous les drapeaux. On ne devrait pas les engager pour un temps moindre que la durée de la guerre; les faits démontrent d'une manière incontestable la difficulté et les frais toujours croissants des enrôlements. Lorsque l'armée se forma pour la première fois à Cambridge, nos hommes seraient alors, j'en suis sûr, partis sans solde. Ils commencèrent bientôt à s'apercevoir que la guerre n'était pas aussi près de sa fin qu'on l'avait cru d'abord, et à faire valoir leur importance en disant que, l'année précédente, plusieurs villes leur avaient offert une rétribution pour les engager à entrer dans leur milice. Prévoyant le mal qui résulterait de cet état de choses, et les conséquences désastreuses qu'entraîneraient inévitablement des engagements de peu de durée, je pris

sur moi de recommander au congrès, dans une longue lettre, les enrôlements pour toute la durée de la guerre, faisant valoir des raisons dont l'expérience m'a, depuis, prouvé la justesse. Alors vingt dollars auraient suffi, j'en suis convaincu, pour amener les hommes à s'engager pour ce laps de temps. Mais il n'est pas nécessaire de reporter nos regards vers le passé : si on laisse échapper l'occasion présente, je suis persuadé que douze mois de plus quadrupleront nos embarras. Je prends donc la liberté de dire qu'une forte prime devrait être offerte dès à présent à chaque officier et soldat non commissionné ; on pourrait même y ajouter l'offre de cent ou cent cinquante acres de terres, avec un habillement complet et une couverture. Quelque élevée que puisse paraître la paye des soldats, j'ai la certitude qu'elle leur suffit à peine, en ce temps de disette et de cherté, pour se procurer des vêtements, et à plus forte raison pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Si cet encouragement leur est accordé, et que les appointements alloués aux officiers soient assez forts pour engager des hommes de cœur et de sentiments libéraux à prendre du service, si l'on use de précautions suffisantes dans l'enrôlement, en ayant moins égard au nombre qu'à la bonne réputation de ceux qui se présentent, nous aurons bientôt une armée en état de lutter contre tout ce que pourra nous opposer l'ennemi ; car les éléments ne nous manquent pas pour en former une. Mais, tant que le seul mérite d'un officier consistera dans son habileté à enrôler des hommes, tant que ceux-ci le considéreront comme leur égal, et, confondus avec lui, n'auront pas le moindre respect pour son grade, il n'y aura ni ordre ni dis-

cipline, et il ne pourra obtenir les égards indispensables au maintien de la subordination.

Compter sur la milice, c'est s'appuyer sur un bâton rompu. Des hommes tout récemment arrachés aux douceurs de la vie domestique, étrangers au bruit des armes et ne possédant encore aucune expérience militaire, sont timides et toujours prêts à fuir devant leur ombre; ils manquent de confiance en eux-mêmes, lorsqu'ils se trouvent en présence de troupes régulières, disciplinées, supérieures par leur connaissance de la tactique. En outre, changer brusquement de manière de vivre, et surtout manquer d'un bon gîte, c'est pour un grand nombre une cause de maladies, pour tous un sujet d'impatience, et fait naître chez eux un désir si immodéré de retourner dans leurs foyers, qu'il en résulte de lâches et honteuses désertions, dont l'exemple se propage partout. D'ailleurs, des hommes accoutumés à une liberté sans contrainte ne sauraient se façonner à l'obéissance, condition nécessaire pour le commandement et la bonne tenue d'une armée, et sans laquelle il n'y a que licence et désordres. La subordination n'est ni l'affaire d'un jour, ni celle d'un mois, ni celle d'une année; malheureusement pour nous et pour la cause dans laquelle nous sommes engagés, le peu de discipline que je suis parvenu à établir dans les troupes que je commande est en quelque sorte perdu, par suite du mélange des recrues qui ont été levées depuis quelques mois.

Nos règlements militaires sont tellement relâchés, et ils conviennent si peu pour conduire une armée, que la milice (je parle de la milice proprement dite, car nous en avons de deux sortes, les hommes engagés pour six mois,

et les auxiliaires temporaires) ne se croit pas obligée de se conformer à la discipline, et se permet des infractions punissables chez le simple soldat. De là des jalousies, des mécontentements, qui dégénèrent, par degrés, en mutinerie, jettent la confusion dans l'armée, et finissent par désespérer ceux qui désirent voir régner le bon ordre; situation plus pénible pour eux qu'on ne peut se l'imaginer. Outre cela, il y a tant de changements dans notre personnel, que toute organisation durable est impossible; l'instabilité des événements vient détruire un plan dès qu'il a été adopté.

Le congrès peut être assuré, monsieur, que ce n'est là qu'une faible partie des inconvénients qui résultent de l'organisation de la milice. Mais il est une chose qui mérite une attention toute particulière : ce sont les frais qu'elle entraîne. Je suis certain qu'il serait moins dispendieux de conserver et de payer régulièrement cinquante à cent mille hommes, que de garder la moitié de ce nombre, et de remplacer pour quelque temps l'autre moitié par les milices. La paye qu'on leur alloue avant et après leur arrivée au camp, pendant qu'on les rassemble et qu'elles sont en marche; le gaspillage des munitions; les approvisionnements dont, en dépit de toutes les résolutions du congrès, elles doivent être pourvues si l'on ne veut pas les renvoyer dans leurs foyers; ajoutez à cela les autres dépenses imprévues dans le trajet et à leur arrivée au camp, toutes ces causes dont on se ferait difficilement une idée, détruisent la régularité et l'économie que vous pourriez introduire parmi des troupes permanentes et disciplinées, et, si l'on n'y prend garde, amèneront notre ruine.

La méfiance qu'inspirerait une armée régulière et les maux qu'on en pourrait craindre, ne doivent pas, selon moi, nous effrayer dans la position où nous sommes. Si j'en juge d'après l'état présent des choses, nous priver d'une telle armée aura pour conséquence une ruine inévitable. En effet, si j'étais appelé à répondre sous la foi du serment à cette question : la milice nous a-t-elle été utile ou nuisible ? je n'hésiterais pas à me prononcer pour cette dernière opinion. Je ne prétends pas cependant condamner ici la conduite du congrès ; car ce serait condamner aussi mes propres mesures, sinon mon jugement : mais l'expérience, qui est le meilleur criterium à suivre, reprouve d'une manière si claire et si absolue l'idée de se fier à la milice, qu'aucun de ceux qui aiment l'ordre, la discipline et l'économie, ou qui attachent quelque prix à leur réputation et à la paix de leur conscience, ne voudra les faire dépendre d'une chance aussi incertaine<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Avant que cette lettre fût écrite, le congrès s'était occupé d'une partie de ces questions ; mais le général en chef n'en était pas encore instruit. Après un débat de plus de quinze jours, sur un rapport fait par le bureau de la guerre, on résolut de reformer l'armée et de la distribuer en quatre-vingt-huit bataillons, qui devaient être enrôlés aussitôt que possible et servir pendant la guerre. Le congrès se détermina à agir ainsi sur les sollicitations répétées du général Washington. D'après la lenteur des débats, il est évident que cette résolution fut prise avec hésitation, tant on craignait toute force permanente. Mais la sagesse et une saine politique prévalurent enfin. Pour encourager les enrôlements, on donna une indemnité de vingt dollars et de cent acres de terre à chacun des officiers et soldats non commissionnés. Les officiers commissionnés reçurent aussi des présents de terre dans les proportions suivantes : cinq cents acres à un colonel ; quatre cent cinquante à un lieutenant-colonel, quatre cents à un major, trois cents à un capitaine,

On ne doit pas prêter une moins grande attention au choix des chirurgiens qu'à celui des officiers de l'armée. Ils devraient subir un examen en règle; et, s'ils n'étaient pas nommés par le directeur général et les chirurgiens de

deux cents à un lieutenant, cent cinquante à un enseigne. Les États furent astreints à fournir chacun un certain nombre de bataillons, et chargés du soin de nommer tous les officiers jusqu'au grade de colonel, de remplir les cadres, comme aussi de pourvoir d'armes et d'habits les bataillons. On préleva sur la paye des soldats les dépenses d'entretien. Tous les officiers devaient être commissionnés par le congrès.

Pour aider à mettre ce plan à exécution, et pour remplir d'autres dispositions relatives à l'armée, un comité composé de trois personnes fut nommé et envoyé au quartier général, pour s'entendre avec le général Washington. Le président du congrès adressa une circulaire aux différents États, les engageant à s'occuper activement de la nouvelle organisation et à faire tous leurs efforts pour fournir leur contingent. On adopta une autre mesure de grande importance. Les articles de guerre furent entièrement révisés, ou, en d'autres termes, un nouveau système, plus convenable à la situation de l'armée, et plus efficace pour assurer le maintien de l'ordre et de la discipline, prit la place de l'ancien. On en instruisit le général Washington en même temps qu'on lui envoyait la décision prise pour réorganiser l'armée. *Journaux du Congrès*, 16 et 20 septembre.

Les commissaires nommés pour se rendre au camp étaient Sherman, Gerry et Lewis. Le 27 septembre, M. Gerry écrivait de Kingsbridge au général Gates, alors à Ticonderoga: « J'ai prié le général Washington de communiquer au comité une liste des officiers de l'armée qu'il désire conserver, en spécifiant les États auxquels ils appartiennent. Le général pense qu'il serait nécessaire d'employer la même mesure à l'égard de l'armée du nord. Nous nous proposons d'envoyer cette liste, par un membre du congrès, à l'assemblée de chaque État, afin de les engager à nommer aux divers grades des hommes bien élevés; car c'est un point essentiel au salut du pays; nous voulons presser aussi les assemblées à répartir les hommes entre les villes, en les enrôlant comme des troupes régulières, ou bien en suivant le système de la conscription, de manière à ce qu'ils puissent être prêts pour renforcer ou former l'armée, le 1<sup>er</sup> décembre. » (*Lettre mss.*)

l'hôpital, leur être au moins subordonnés. Je parle des chirurgiens des régiments : la plupart sont de fort mauvais sujets ; ils encouragent les soldats à simuler des maladies pour être exemptés du service, et souvent reçoivent des présents pour attester des indispositions qui procurent, soit des exemptions, soit des congés. Mais, outre ces coupables pratiques, les chirurgiens étant regardés comme indépendants de l'hôpital général, il s'ensuit que des deux côtés on ne cesse de se plaindre. Le directeur de l'hôpital les accuse de prodigalités dans leurs dépenses pour le traitement des malades ; ceux-ci, à leur tour, leur reprochent sans cesse de leur refuser tout ce dont ils ont besoin. Enfin ce sont des querelles continues dont les malades souffrent, et qui n'auront point de terme tant que les chirurgiens ne seront pas astreints à regarder le directeur général de l'hôpital comme leur supérieur. En est-il ainsi dans les armées régulières ? je ne saurais le dire. Mais ce dont je suis certain, c'est que cette subordination est nécessaire dans la nôtre ; autrement nos malades en souffriront. Les chirurgiens de régiments ne visent qu'à ruiner l'hôpital général, auquel ils ont, nombre de fois, demandé, avec une extravagante profusion, des remèdes et des provisions pour leurs intérêts particuliers<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Une décision fut prise par le congrès, à la réception de cette lettre, ordonnant aux différents États de nommer d'habiles chirurgiens et médecins, chargés d'examiner les chirurgiens et aides-chirurgiens, qui désireraient servir dans l'armée de terre ou dans la marine : on déclara qu'aucune commission ne serait accordée sans l'exhibition préalable d'un certificat, délivré par les membres du comité d'examen, et attestant la capacité des candidats.



Un autre sujet digne d'une sévère attention , c'est l'adoption de nouveaux réglemens pour l'armée : sans cela, elle n'existerait bientôt plus que de nom , et l'on ferait aussi bien de la licencier. A deux ou trois exceptions près, un soldat ne reçoit que trente-neuf coups de fouet pour le châtimement des crimes les plus graves ; et même, grâce à la complaisance de l'officier qui doit surveiller l'exécution de la sentence, ces coups sont donnés de telle manière qu'ils deviennent moins une peine qu'un sujet de plaisanterie ; lors même qu'on les applique avec la sévérité voulue, ils effraient si peu certains drôles endurcis que plusieurs d'entre eux ont déclaré qu'ils subiraient volontiers la même correction pour une bouteille de rhum. Il est évident que cette peine n'est pas en rapport avec les crimes qu'elle est appelée à punir. En voici un exemple : trente ou quarante soldats désertèrent à la fois , puis ils se livreront à l'infâme pratique du pillage , qui, si l'on n'y met un frein, deviendra funeste au pays et à l'armée, car, d'après les idées qu'on s'est faites touchant les biens des tories, ou les biens qui sont exposés à tomber entre les mains de l'ennemi, personne ne trouve de sécurité ni pour ses propriétés , ni pour sa vie. Voici comment s'y prennent les pillards : ils effraient les propriétaires en leur faisant croire que leurs maisons doivent être brûlées ; moyen commode de les en faire sortir et de s'emparer des richesses qu'elles contiennent ; on les a même vus mettre le feu à plusieurs habitations, afin de cacher leur crimé. Aidé de quelques personnes, j'ai fait mon possible pour mettre un terme à ces horribles excès : mais , aujourd'hui, en l'absence de toute loi , la passion du pillage est si forte qu'il serait pour

moi plus difficile de la réprimer que de remuer le mont Atlas. J'ai donné ordre qu'une punition corporelle fût infligée à tout soldat qui dépasserait nos lignes, ou qui serait surpris en flagrant délit de pillage. Je vous envoie ci-joint la procédure d'une cour martiale, tenue pour juger un officier qui, avec quelques hommes, a enlevé, dans une maison située un peu au delà de nos lignes, nombre de meubles de valeur, parmi lesquels (ceci prouvera que les pillards ne dédaignent rien) se trouvaient quatre grandes glaces, des vêtements de femmes et d'autres objets qui, comme on doit le penser, ne pouvaient leur être d'aucune utilité. Cet officier fut rencontré par un major de brigade, qui lui ordonna de reporter ces meubles, pris malgré les ordres donnés; non-seulement il refusa d'obéir, mais il rangea ses hommes en bataille, et jura qu'il défendrait son butin au péril de sa vie. Je le fis alors arrêter et mettre en jugement pour pillage, infraction aux réglemens et rébellion. L'arrêt de la cour devant laquelle je le renvoyai me parut si extraordinaire que je demandai une révision de la procédure. De nouvelles preuves furent apportées, et les juges prirent enfin le parti de casser l'officier coupable. Je soumetts cet exemple au congrès, pour lui donner quelque idée des sentimens et du caractère général des officiers de l'armée, et lui montrer combien il importe d'être sévère dans le choix des hommes de la nouvelle levée, fallût-il mettre un temps double à compléter le nombre voulu <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> *Extrait de l'ordre du jour, 19 septembre.* — « Nous voici arrivés à une crise importante qui commande aux meilleurs officiers de déployer tout leur zèle, toute leur activité. Il est évident pour nous que l'ennemi emploie non-seulement les ressources de ses armes, mais encore les

Une armée composée de bons officiers se meut avec autant de régularité qu'une pendule ; mais il n'est pas au monde de situation moins digne d'envie ni plus critique que celle d'un général placé à la tête de troupes indisciplinées, dépourvues du nécessaire. En un mot, les obstacles sans nombre contre lesquels j'ai eu à lutter et qui ont absorbé toutes mes pensées, mes sentiments d'officier blessés par mille circonstances qui sont venues tromper mes prévisions et mes désirs, l'opinion qu'on a dû se faire de ma conduite, et la tournure des événements, tournure telle que je ne serais pas surpris de me voir appeler devant le congrès et d'encourir une grave

ruses cachées de la politique, pour accomplir ses projets ; ainsi, parmi d'autres moyens adroits, nous le voyons réprimer soigneusement toute espèce d'atteinte aux propriétés privées, tandis qu'une partie de notre armée, sans frein ni loi, semble avoir perdu tout sentiment d'honneur et d'amour du pays, et, par ses rapines et son ardeur pour le pillage, répand la ruine et la terreur partout où elle passe, se rendant de la sorte bien plus redoutable aux habitants que ceux qu'elle a mission de combattre. En conséquence le général est déterminé à n'accorder aucune grâce à l'officier ou au soldat coupable de ce crime, et à punir sans exception tous ceux qui l'auront commis. »

20 septembre. — « Le général espère que des soldats, qui combattent pour une cause aussi sacrée que la nôtre, ne se laisseront pas décourager par les difficultés qui peuvent surgir ; il les informe que les positions qu'ils occupent maintenant doivent être défendues à tout risque. C'est pourquoi tout soldat ou officier qui, à l'approche des ennemis, soit sur terre, soit sur mer, fera mine de vouloir fuir, sera immédiatement fusillé. Tous les braves officiers sont autorisés à surveiller l'exécution de cette mesure, afin que l'armée ne voie pas ses meilleurs soldats sacrifiés par des lâches, et entraînés par eux dans une fuite honteuse. »

24 septembre. — « Le général n'admet le pillage sous aucun prétexte ; qu'il s'agisse d'une propriété de toriers, hors des lignes ou non, c'est toujours une infraction à la discipline, et l'on doit punir l'officier qui l'ordonne comme le soldat qui s'en rend coupable. »

censure ; ajoutez à cela la conscience de mon peu de talent pour conduire une armée formée de parties hétérogènes et au milieu de difficultés inextricables : n'est-ce pas assez pour me donner l'entière conviction qu'il me sera impossible, à moins d'un complet changement dans notre système militaire, de gouverner les choses de manière à satisfaire le pays, seule récompense que j'envie et à laquelle je prétende ?

Je dois, avant de terminer, vous prier d'excuser les libertés que j'ai prises dans cette lettre, ainsi que les ratures et surcharges qu'elle renferme, n'ayant pas eu le temps d'écrire d'une manière plus nette.

Croyez-moi sincèrement, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Hauteurs de Haerlem, 7 octobre 1776.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre la copie d'une lettre que j'ai reçue hier du comte d'Emery, gouverneur général de la partie française de Saint-Domingue ; j'y joins ma réponse ; je l'ai laissée ouverte, afin que le congrès en prenne connaissance et la fasse sceller, s'il approuve la mise en liberté du sieur Dechambault, ce qui produira, je pense, d'heureux résultats. Si le congrès partage mon sentiment, il aura la bonté de donner des ordres pour qu'on fasse passer ce gentilhomme, par la première occasion, aux îles françaises. Dans le cas con-

traire, j'espère qu'il voudra bien me renvoyer ma lettre<sup>1</sup>.

J'ai aussi l'honneur de joindre ici copie d'une lettre de M. Penet, qui me fut remise la nuit dernière, et qui contient d'intéressantes et agréables nouvelles. Je renvoie le congrès à cette copie. La manière polie avec laquelle M. Penet m'a demandé d'être un de mes aides de camp mérite toute ma reconnaissance. Comme sa nomination n'entraînera aucune dépense, et qu'elle sera pour lui une preuve de la considération que l'on a pour ses offres et pour l'attachement qu'il n'a cessé de montrer à la cause américaine, je prendrai la liberté d'acquiescer à sa demande, et de lui transmettre un brevet de commission, pourvu que cela soit agréable au congrès<sup>2</sup>. Soyez assez bon pour me faire part, à la première occasion, de l'opinion de l'assemblée à ce sujet : daignez aussi, dans

<sup>1</sup> Le congrès approuva la lettre du général Washington, et vota la mise en liberté du sieur Dechambault.

<sup>2</sup> M. Penet était Français et négociant à Nantes. Lui et son associé M. Pliarne avaient, en décembre 1775, rendu visite au général Washington, à Cambridge, et pris des arrangements avec le congrès, pour fournir à l'armée américaine des munitions de guerre et d'autres approvisionnements militaires. Dans une lettre adressée à Washington et datée de Nantes, 3 août, M. Penet annonça qu'il fut assez heureux pour procurer des approvisionnements, et qu'il espérait en pouvoir faire passer une grande quantité. Il demandait aussi au général de vouloir bien lui accorder le titre et le rang de son aide de camp, avec le droit de porter l'uniforme, persuadé que cette marque de distinction le mettrait à même de mieux servir la cause américaine. Cet honneur peu coûteux favorisait-il les opérations de M. Penet ? c'est ce que l'on ignore. Ce qu'il y a de certain, c'est que des fournitures très-importantes furent faites aux États-Unis, pendant les premières années de la guerre, par la maison Penet et Pliarne.

le cas où le sieur Dechambault serait mis en liberté, lui envoyer la lettre ci-incluse, après l'avoir fait cacheter.

Vous me permettrez d'ajouter que je ne suis pas peu embarrassé par rapport aux gentilshommes français qui se trouvent ici ; on leur a donné des commissions, et nous n'avons aucun moyen de les employer, ou de profiter des services qu'ils désirent nous rendre et qu'on attend sans doute d'eux. Leur ignorance de notre langue est un obstacle à ce qu'on les admette dans les régiments, quand même il y aurait des grades sans emploi, ce qui n'est pas. Ces considérations me portent à souhaiter que le congrès prenne à leur égard un parti définitif, et nous en instruisse, car il sait mieux que personne ce qu'il est bon de faire en cette circonstance. Pour moi, je pense que la présence de ces gentilshommes parmi nous ne peut être d'aucune utilité. Le pouvoir de nommer des officiers pour la nouvelle armée étant accordé à plusieurs États, il serait nécessaire que le congrès les envoyât sur divers points, pour être incorporés dans les régiments qui se forment, et désignât le grade qu'il lui plairait de leur voir conférer ; peut-être conviendrait-il d'en composer un corps séparé, susceptible d'être augmenté par la suite, car je suis convaincu qu'ils ne seront jamais admis dans les rangs de l'armée, quelque mérite qu'ils puissent avoir. Ils paraissent aimables et sensés, et je ne doute pas qu'ils ne fassent de bons officiers, aussitôt qu'ils seront assez familiarisés avec notre langue pour se faire comprendre ; mais, à moins que le congrès ne s'intéresse en leur faveur auprès des États, ils ne seront jamais incorporés dans aucun des régiments qui vont être formés. Ils deviendront ainsi entièrement inutiles, et resteront dans la

position fâcheuse dans laquelle ils se trouvent maintenant.

8 octobre. — Un échange de prisonniers étant sur le point d'avoir lieu, je désire connaître l'opinion du congrès sur une question posée dans une lettre que j'ai reçue ce matin du gouverneur Trumbull. De quelle manière les États qui auront pris soin des prisonniers seront-ils remboursés des dépenses faites à cette occasion? Mon manque de renseignements, à ce sujet, puisque j'ignore si le renvoi des prisonniers doit être accompagné de comptes, ne me permet point de répondre avec précision au gouverneur. En effet, je ne me rappelle pas que rien ait été dit sur ce point. Il me demande aussi s'il sera permis, aux ouvriers qui le désireraient, de rester parmi nous. Quant à cette dernière question, je crois fermement qu'il est de notre devoir de renvoyer tous les hommes, la proposition d'un échange général ayant été faite par nous et acceptée. En outre, la balance des prisonniers penche à notre désavantage, et j'ai appris qu'il avait été particulièrement stipulé par le général Montgomery que tous les soldats pris au Canada seraient échangés dès qu'un cartel aurait réglé ce point. Dans cet état de choses, je suppose que les divers comités préposés au soin des prisonniers recevront l'ordre de les rendre tous exactement, quand même il s'en trouverait qui voudraient rester avec nous. Je pense aussi qu'il conviendrait d'informer ces derniers des raisons qui font prendre cette mesure, et de les mettre à même de s'échapper ensuite, ce qu'ils effectueraient probablement sans grande difficulté, s'ils nous sont sincèrement attachés; de plus, ils pourraient avoir assez d'influence sur leurs camarades

pour les rallier à notre cause et les amener avec eux.

L'échange de lord Stirling contre le gouverneur Brown a eu lieu hier dans l'après-midi, et sa seigneurie est maintenant ici. Lord Stirling nous a confirmé la nouvelle, apportée déjà par le capitaine Southier, de la rencontre qu'il a faite, il y a peu de jours, du vaisseau de guerre de vingt canons la *Daphné* escortant douze navires, et ayant à bord de la cavalerie légère. Chacun de ces navires portait environ vingt cavaliers; ils en ont perdu quatre-vingts dans la traversée, outre ceux qui se trouvaient sur le bâtiment capturé par le capitaine Southier. Plusieurs personnes lui ont assuré que, dans la journée du 16 courant, l'ennemi a eu cent hommes tués, parmi lesquels environ soixante montagnards écossais du 42<sup>e</sup> régiment, et quarante hommes d'infanterie légère. Ce rapport venant de l'ennemi lui-même, on peut croire qu'il n'a pas exagéré le chiffre de ses pertes.

9 octobre. — Ce matin, sur les huit heures, deux vaisseaux, de quarante-quatre canons, que l'on suppose être le *Chevreuil* et le *Phénix*, et une frégate de vingt canons avec trois ou quatre chaloupes, sont, grâce à une douce brise du sud, venus de Bloomingdale, où ils avaient stationné quelque temps, et se sont avancés vers nos *chevaux de frise*, qui devaient, nous l'espérons du moins, leur barrer le passage, tandis que nous aurions fait jouer sur eux nos batteries. Mais, à notre grande stupéfaction, ils ont passé sans la moindre difficulté, et sans paraître éprouver aucun dommage du feu de nos forts, quoiqu'ils eussent à essayer des bordées bien nourries des deux côtés de la rivière. On n'a aucune donnée certaine sur leurs projets et leur destination; on suppose



généralement que cette escadre a pour mission d'entraver notre navigation, et d'empêcher l'arrivée de nos bois, que nous aurions dû recevoir, et dont nous avons si grand besoin. Elle n'a fait, depuis, aucun mouvement, et j'ai dépêché une estafette à la convention de cet État, pour qu'elle communique cette nouvelle au général Clinton<sup>1</sup>, qui occupe nos retranchements dans les montagnes, afin qu'il se tienne sur ses gardes, dans le cas où l'ennemi aurait le dessein de l'attaquer, et qu'on mette à l'abri d'une surprise les navires qui font le service de la rivière.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Chutes de Trenton, 12 décembre 1776.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir hier au soir la lettre de M. Thompson renfermant les résolutions du congrès, à la date du 11 courant. Comme la publication n'en aurait, selon moi, aucun bon résultat, et pourrait, au contraire, entraîner de fâcheuses conséquences, je prendrai la liberté de ne point les insérer dans l'ordre de ce jour. Je suis convaincu que, si le congrès réfléchit de nouveau sur ce sujet, il partagera mon opinion. Je ne doute pas qu'on n'ait déjà propagé cette nouvelle : mais qu'im-

<sup>1</sup> James Clinton commandait dans les montagnes au service de l'Union. Son frère, Gerge Clinton, commandait à New-York la milice qui, à cette époque, servait dans l'armée de l'Union.

porte? Les événements décideront si le congrès doit rester ou non à Philadelphie. Si son départ devient une nécessité, il aura lieu; s'il n'est pas absolument indispensable de prendre ce parti, l'assemblée restera, et prouvera par là la fausseté des bruits qui ont couru. En un mot, monsieur, je pense que ce sujet ne doit pas vous préoccuper beaucoup, puisque le départ ou le séjour prolongé du congrès est entièrement subordonné aux circonstances, et qu'il n'aurait jamais dû en faire l'objet d'une résolution solennelle.

Les renseignements que nous avons obtenus sur les mouvements et la situation de l'ennemi sont loin d'être complets et satisfaisants, quoique j'aie employé pour me les procurer tous les moyens imaginables. Du reste, on ne saurait douter que Philadelphie est le but de l'ennemi, et qu'il se propose de passer la Delaware le plus tôt possible. Je serais heureux d'entrevoir quelque moyen pour m'opposer à sa marche : mais, je dois l'avouer, jusqu'à présent je n'en vois point. Tous les hommes compétents prétendent qu'il est fort difficile, sinon impossible, de garder une grande étendue de côtes. C'est précisément ce que nous aurions à faire; et pour accomplir cette tâche, nos forces sont minimes et bien inférieures à celles de l'ennemi. Le congrès a peut-être l'espérance ou la perspective de quelques renforts, quoiqu'aucune communication ne m'ait été faite à ce sujet; je désire donc en être informé. Les maladies et une foule d'autres causes déciment chaque jour notre petite armée. Si le peuple ne vient à notre aide et ne joint ses efforts aux nôtres, que pouvons-nous raisonnablement attendre, sinon un événement fatal à la cause générale, je veux dire la perte de Philadelphie, perte qui

accablent de douleur tous les bons citoyens? Un pareil sujet est pénible, mais cela n'est que trop à craindre. J'en veux éloigner ma pensée; car j'espère que le changement de notre situation dissipera les justes craintes du moment. Une lettre du général Heath, datée de Peekskill, m'apprend que le lieutenant-colonel Vose s'y trouvait alors avec les régiments de Grealon, Bond et Porter, formant environ cinq à six cents hommes, et qu'il marchait vers nous. Le général Heath ajoute que les généraux Gates et Arnold seront à Goshen cette nuit avec les régiments de Stark, Poor et Read; il ne dit pas dans quelle intention. J'ai l'honneur d'être, etc.



#### AU CONSEIL DE SURETÉ DE LA PENNSYLVANIE.

Quartier général, Comté de Bucks, 15 décembre 1776.

Messieurs,

Je me vois avec le plus vif regret obligé de vous informer que notre armée vient de perdre le général Lee qui, dans la matinée du 13 du courant, a été fait prisonnier par un parti ennemi composé de soixante-dix chevaux-légers, auprès de l'endroit appelé Vealtown, dans le Jersey. Je vous renvoie, pour les détails, à la lettre ci-jointe du général Sullivan. Le mauvais esprit qui règne dans ce pays mérite de fixer sérieusement votre attention. Au lieu de nous aider à repousser l'ennemi, la milice a non-seulement refusé d'obéir à vos ordres généraux et à ceux de ses officiers; mais elle a même manifesté, dit-on, une vive satisfaction à la nouvelle de l'approche des enne-

mis et au récit de nos malheurs récents. En conséquence, je vous demande la permission de soumettre à votre jugement cette question : doit-on confier des armes à de pareilles gens ? Nous avons grandement lieu de craindre qu'au lieu de s'en servir pour notre défense, ils ne les tournent contre nous, à la première occasion qui s'offrira. Mais en supposant même qu'ils restassent neutres, nous ne devrions pas hésiter un seul instant, je pense, à leur enlever des armes que nous pourrions distribuer aux nouvelles recrues. Si vous approuvez cette idée, je vous laisse à régler les moyens de la mettre à exécution, et si vous croyez devoir m'en charger, je ferai en sorte que l'affaire soit arrangée le plus vite et le mieux possible. Le plus grand secret est nécessaire, et dans vos délibérations sur ce sujet, et dans les mesures que vous prendrez ; car, à la première connaissance de ce projet, ils cacheraient leurs armes, ou les mettraient hors de service.

Je suis heureux d'apprendre que la milice du comté de Lancaster s'est mise en mouvement, et j'espère que la présence du général Mifflin, dans les autres comtés, aura un aussi bon résultat qu'à Philadelphie. On m'annonce que le corps ennemi campé à Pennington, sous les ordres de lord Cornwallis, a rétrogradé ce matin vers Princeton. S'il en est ainsi, on peut en conclure que l'ennemi se dispose à prendre ses quartiers d'hiver ; cette nouvelle coïncide avec ce qui nous a été rapporté hier par un prisonnier, domestique attaché à l'état-major du général Vaughan, qui aurait entendu son maître dire qu'il allait entrer bientôt dans ses quartiers d'hiver. Les troupes campées à Trenton défilent avec leurs bagages vers Allentown et Bordentown, ce qui me porte à croire qu'elles vont se diriger vers

South-Ambroy. J'ai envoyé quelques détachements à la découverte, et si les mouvements de l'ennemi sont tels que je viens de vous le dire, je ne tarderai pas à en être informé. En attendant, mes troupes sont campées de manière à empêcher l'ennemi de traverser la rivière, dans quelque endroit que ce soit, sans que nous en ayons connaissance. J'espère que le manque de bateaux et l'époque avancée de la saison ne permettront pas à nos adversaires de rien entreprendre contre Philadelphie d'ici au printemps. Vous n'en devez pas moins continuer à faire tous les préparatifs nécessaires pour fortifier et défendre la ville, par terre et par eau ; car vous devez être convaincus que ce sera la première et la plus importante affaire dont l'ennemi s'occupera au retour du printemps.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, à Keith, 16 décembre 1776.

Monsieur,

Dans la dernière lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire, j'ai pris la liberté de dire qu'il conviendrait de former, pour la nouvelle armée, un plus grand nombre de bataillons que n'en a voté le congrès. Plus j'y réfléchis, plus je demeure convaincu non-seulement de l'opportunité, mais de la nécessité de cette mesure. Il est évident que l'ennemi ne négligera rien, dans le cours de la prochaine campagne, pour ramener les États sous le joug le plus pesant et le plus tyrannique : quant à la mi-

lice, elle ne doit inspirer aucune confiance, et l'on ne peut compter sur elle, sauf dans un pressant danger. La première de ces assertions est incontestable, et la seconde est le résultat d'une fatale expérience. Le peu d'énergie que la milice a montrée dans la dernière crise, son empressement à fuir, tout ne semble-t-il pas confirmer la crainte que rien ne puisse arracher ces hommes à leurs foyers? Faute de leur assistance, une grande partie du Jersey a été exposée au pillage, et je crois que la Pensylvanie n'éprouverait pas un sort meilleur, si le général Howe venait à traverser la Delaware avec des forces imposantes. Ces considérations me portent à souhaiter qu'on ne se confie plus à la milice, à moins d'une nécessité absolue, et à rappeler au congrès combien il est urgent d'élever le chiffre de l'armée. J'espère que ces idées fixeront au plus tôt votre attention.

Si j'avais plus de temps, et que cela fût nécessaire, je m'étendrais davantage sur ce chapitre : mais, comme mes moments sont comptés, et que, d'ailleurs, la question a été approfondie, je ne crois pas avoir besoin de m'y arrêter davantage. En augmentant le nombre de vos bataillons, vous accroîtrez vos forces. Les officiers de chaque bataillon auront de l'importance et de l'influence, et, après tout, leur nombre sera beaucoup plus grand que d'après le système actuel, ne fussent-ils pas au complet. L'agitation qui règne dans le Jersey, la nomination irrégulière de quelques officiers, me laissent peu ou point d'espoir que cette contrée puisse fournir toutes les troupes qu'on lui a demandées. Cependant, cela se pourrait si l'on commissionnait des personnes actives qui se mis-  
sent d'elles-mêmes à l'œuvre et relevassent l'esprit du

peuple découragé en partie par nos récents désastres, et disposé à se soumettre à l'ennemi. En un mot, la prochaine campagne présentera de sérieuses difficultés, et comme les intérêts les plus chers dépendent de l'issue qu'elle aura, je vous engage fortement à ne rien négliger de ce qui peut en assurer le succès. Ayons donc une armée sur un pied respectable, et prête à tout événement. J'ajouterai aussi que l'état critique de nos affaires, la dissolution imminente de nos forces actuelles, exigent qu'on s'occupe avec ardeur du soin de former les nouveaux bataillons. Je crois que les mouvements du général Howe n'ont pas, en ce moment, d'autre but que de nous donner le change et de nous détourner de ce point important. Si la rigueur de la saison le contraint à prendre ses quartiers d'hiver, il y restera le moins possible, et recommencera bientôt ses opérations. Nos levées doivent donc être prêtes alors pour lui tenir tête; sinon je crains de voir arriver les événements les plus fâcheux.

Vous trouverez ci-joint les extraits d'une lettre du commissaire général, contenant une demande d'argent et ses plans pour fournir des provisions nouvelles de salaisons, et tirer du sud une grande quantité de farine: c'est au congrès à décider de ce qu'il faudra faire.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

lice, elle ne doit inspirer aucune confiance, et l'on ne peut compter sur elle, sauf dans un pressant danger. La première de ces assertions est incontestable, et la seconde est le résultat d'une fatale expérience. Le peu d'énergie que la milice a montrée dans la dernière crise, son empressement à fuir, tout ne semble-t-il pas confirmer la crainte que rien ne puisse arracher ces hommes à leurs foyers? Faute de leur assistance, une grande partie du Jersey a été exposée au pillage, et je crois que la Pensylvanie n'éprouverait pas un sort meilleur, si le général Howe venait à traverser la Delaware avec des forces imposantes. Ces considérations me portent à souhaiter qu'on ne se confie plus à la milice, à moins d'une nécessité absolue, et à rappeler au congrès combien il est urgent d'élever le chiffre de l'armée. J'espère que ces idées fixeront au plus tôt votre attention.

Si j'avais plus de temps, et que cela fût nécessaire, je m'étendrais davantage sur ce chapitre : mais, comme mes moments sont comptés, et que, d'ailleurs, la question a été approfondie, je ne crois pas avoir besoin de m'y arrêter davantage. En augmentant le nombre de vos bataillons, vous accroitrez vos forces. Les officiers de chaque bataillon auront de l'importance et de l'influence, et, après tout, leur nombre sera beaucoup plus grand que d'après le système actuel, ne fussent-ils pas au complet. L'agitation qui règne dans le Jersey, la nomination irrégulière de quelques officiers, me laissent peu ou point d'espoir que cette contrée puisse fournir toutes les troupes qu'on lui a demandées. Cependant, cela se pourrait si l'on commissionnait des personnes actives qui se missent d'elles-mêmes à l'œuvre et relevassent l'esprit du



peuple découragé en partie par nos récents désastres, et disposé à se soumettre à l'ennemi. En un mot, la prochaine campagne présentera de sérieuses difficultés, et comme les intérêts les plus chers dépendent de l'issue qu'elle aura, je vous engage fortement à ne rien négliger de ce qui peut en assurer le succès. Ayons donc une armée sur un pied respectable, et prête à tout événement. J'ajouterai aussi que l'état critique de nos affaires, la dissolution imminente de nos forces actuelles, exigent qu'on s'occupe avec ardeur du soin de former les nouveaux bataillons. Je crois que les mouvements du général Howe n'ont pas, en ce moment, d'autre but que de nous donner le change et de nous détourner de ce point important. Si la rigueur de la saison le contraint à prendre ses quartiers d'hiver, il y restera le moins possible, et recommencera bientôt ses opérations. Nos levées doivent donc être prêtes alors pour lui tenir tête ; sinon je crains de voir arriver les événements les plus fâcheux.

Vous trouverez ci-joint les extraits d'une lettre du commissaire général, contenant une demande d'argent et ses plans pour fournir des provisions nouvelles de salaisons, et tirer du sud une grande quantité de farine : c'est au congrès à décider de ce qu'il faudra faire.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

## A JEAN-AUGUSTIN WASHINGTON.

Au camp, près les Chutes de Trenton, 18 décembre 1776.

Cher Frère,

Le nombre considérable de lettres que j'écris chaque jour m'en rend le souvenir confus : cependant je crois vous avoir fait parvenir ma dernière de Hackinsac par l'entremise du colonel Woodford. Depuis cette époque, et même un peu auparavant, nos affaires ont pris une tournure fâcheuse, comme on devait s'y attendre d'après les tristes mesures adoptées pour la formation de notre armée. En voyant l'ennemi se retirer des Plainnes-Blanches, je dus penser qu'il dirigeait ses vues sur le Jersey, sinon plus loin. Je traversai donc la rivière du Nord avec quelques troupes, afin de le tenir en échec, s'il était possible. Je m'attendais à trouver cinq mille hommes au moins du camp volant et de la milice ; mais j'en ai rencontré à peine la moitié ; et quant aux habitants du pays, ils n'ont pas paru disposés à nous prêter le moindre secours. L'ennemi, connaissant bien notre situation, se jeta sur nous avec un corps considérable de troupes, et nous chassa de position en position, jusqu'à ce qu'il nous eût contraints à repasser la Delaware, avec moins de trois mille hommes en état de service ; et cette diminution de nos forces, nous la devons à la courte durée des enrôlements. D'après les meilleurs rapports, l'ennemi comptait de dix à douze mille hommes.

Avant de me porter au sud de la rivière, j'avais eu soin de faire amener ou détruire tous les bateaux et autres transports dans un rayon d'environ soixante-dix milles

au delà de Philadelphie : je pris également la précaution de faire occuper les gués, afin de déjouer les efforts que l'ennemi ferait pour passer ; mais ses derniers mouvements ne m'ont pas permis de deviner s'il veut entrer dans ses quartiers d'hiver, ou nous inspirer, par une feinte, une fausse sécurité. Depuis mon arrivée en ces lieux, deux mille hommes de la milice de la ville sont venus me rejoindre, et je crois que des renforts de la milice rurale, appartenant à des comtés éloignés, sont en marche. Mais nous trouvons dans cette partie de la province peu d'affection pour notre cause ; et, soit dit entre nous, nos affaires me paraissent en très-mauvais état, moins à cause des progrès du général Howe que par suite de la défection du New-York, des Jerseys et de la Pensylvanie. La conduite des habitants du Jersey, surtout, a été infâme. Au lieu d'accourir à la défense de leur territoire et d'appuyer notre armée, ils se sont empressés de faire leur soumission à l'ennemi. Si les Jerseys nous avaient soutenu, nous aurions pu nous établir à Hackinsac, puis à Brunswick ; mais le peu de milice qui se trouvait en armes se dispersa, laissant les tristes débris de notre armée se tirer d'affaire tant bien que mal.

Je ne doute point que le général Howe ne fasse cet hiver quelque tentative sur Philadelphie ; je ne vois pas comment nous pourrions lui résister dans une quinzaine de jours, époque à laquelle expirent les engagements de toutes nos troupes, excepté celles de la Virginie, déjà fort réduites, et le régiment de Smallwood, composé de Marylandais. En un mot, mon cher frère, si l'on ne déploie l'activité la plus prompte dans le recrutement de la nouvelle armée, je crains que la partie ne soit bientôt

perdue, triste dénouement auquel n'auront pas peu contribué les menées de l'ennemi, le mauvais esprit des colonies dont je viens de vous parler, et surtout le système ruineux des engagements de courte durée, et la confiance trop aveugle qu'on a placée en la milice : ces conséquences fatales, je les avais prévues et presque prophétisées, il y a seize mois. Avant la réception de ma lettre, vous aurez appris sans doute que le général Lee a été fait prisonnier. C'est un surcroît de malheur, et ce qu'il y a de plus mortifiant, c'est que le général a été victime de sa propre folie, et a été pris sans avoir rien tenté d'utile pour notre cause. Un misérable tory, sachant qu'il était allé loger à trois milles de son camp, et à vingt environ de celui de l'ennemi, courut dans la nuit en informer ce dernier ; on envoya aussitôt un détachement de cavalerie légère, qui s'empara du général, et l'emmena triomphalement, en lui faisant subir mille insultes.

Vous ne pouvez vous faire une idée des embarras de ma situation. Jamais homme n'a eu, je crois, plus de difficultés à vaincre, et moins de ressources pour les combattre. Convaincu, cependant, de la justice de notre cause, je ne puis me figurer que nous succombions, bien que notre étoile puisse rester encore quelque temps cachée sous un nuage.

Mes amitiés sincères à ma sœur et à la famille, et mes compliments à ceux de mes amis qui s'informeront de moi. Je suis, etc.

---

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Au camp, au-dessus des Châtres de Trenton, 20 décembre 1776.

Monsieur,

J'ai attendu avec la plus vive impatience la résolution du congrès relativement à ma proposition, renouvelée plusieurs fois en octobre dernier, d'augmenter notre artillerie, et de former un corps d'ingénieurs. Il n'est pas possible de remettre davantage l'exécution de la première de ces propositions sans compromettre gravement le salut des États. En conséquence, m'appuyant sur la décision du congrès à la date du 12 du courant, et sur les instances répétées du colonel Knox et les avis pressants de tous les officiers généraux qui sont ici, je me suis hasardé à ordonner le recrutement immédiat de trois bataillons d'artillerie<sup>1</sup>. C'est deux de moins que n'en réclamé le colonel Knox, comme vous le verrez par son exposé ci-inclus : cet exposé, il est vrai, comprend tous les États-Unis, dont quelques-uns ont déjà des corps tout formés; tandis que ces trois bataillons sont indispensables pour les opérations dans cette partie du pays, en y comprenant le département du nord.

<sup>1</sup> Le congrès s'ajourna brusquement au 12, et prit en même temps la résolution suivante : « Jusqu'à ce que le congrès en décide autrement, » le général Washington sera investi d'un plein pouvoir pour ordonner et diriger tout ce qui est relatif au département et aux opérations de la guerre. » Par ce pouvoir général, Washington fut naturellement autorisé à recruter des hommes pour le service, sans consulter le congrès. On décida également, le 12 décembre, qu'un régiment de cavalerie serait levé aux frais de l'Union : Elisha Sheldon en fut nommé lieutenant-colonel commandant.

La solde de nos artilleurs n'étant point proportionnée à celle qu'on accorde en Angleterre ou en France, ils ont fait entendre des plaintes à ce sujet. Comme il n'y avait pas moyen de les engager aux mêmes conditions qu'autrefois, et qu'il fallait à tout prix les retenir, j'ai suivi le conseil qu'on m'a donné, et j'ai promis aux officiers et aux soldats d'augmenter leur paye de vingt-cinq pour cent, et, en cas de non-exécution, de considérer leur engagement comme nul et non avenu. Peut-être le congrès blâmera-t-il la précipitation de cette mesure; mais, s'il considère notre situation au même point de vue que nos officiers, il en reconnaîtra la nécessité, et trouvera que l'exécution n'en pouvait être différée jusqu'à l'époque de sa réunion à Baltimore. Enfin, l'état critique de nos affaires ne peut souffrir de délai, soit dans le conseil, soit en campagne; car je suis persuadé que, si l'ennemi se décide à entrer dans ses quartiers d'hiver, ce ne sera que pour peu de temps; je crois plutôt que le projet du général Howe est de s'emparer cet hiver de Philadelphie; et je ne vois pas, en vérité, ce qui pourrait l'en empêcher, attendu que dans dix jours notre armée n'existera plus.\* L'ennemi cherche en ce moment à nous fatiguer autant que possible, afin de nuire à notre recrutement et d'intercepter l'arrivée des munitions qui nous sont nécessaires pour la prochaine campagne: j'en suis aussi certain que de ma propre existence. Si donc le court intervalle qui nous reste pour préparer et mettre à exécution des mesures si importantes et si difficiles, est employé à consulter le congrès sur leur opportunité, évidente pour tous, si nous attendons qu'il nous ait fait parvenir ses décisions à une distance de cent trente à cent quarante

milles, nous aurons perdu un temps précieux, et manqué le but que nous nous proposons.

On m'objectera que je réclame des pouvoirs qu'il est dangereux de confier ; mais aux maux désespérés il faut des remèdes extrêmes. Je déclare avec sincérité que je n'ambitionne pas ces pouvoirs ; je soupire aussi ardemment qu'aucun citoyen de ce vaste continent après le moment où nous pourrions abandonner l'épée pour la charrue ; mais ma conviction, comme officier et comme homme, m'oblige à déclarer que personne n'a jamais rencontré autant d'obstacles que moi sur sa route. Il est inutile d'ajouter que la courte durée des enrôlements et notre confiance aveugle dans la milice ont amené tous nos malheurs et causé l'effrayant accroissement de notre dette. Nous voyons, monsieur, l'ennemi se recruter chaque jour de nos mécontents. Ses forces s'accroîtront comme la boule de neige en roulant, à moins que l'on n'imagine quelque moyen d'en arrêter les progrès. La milice pourrait remplir cette tâche, mais pendant bien peu de temps, car celle des États où nous sommes, à laquelle on a souvent recours, ne veut plus répondre à notre appel, ou ne le fait qu'avec une répugnance et une lenteur qui équivalent à un refus : témoins le New-Jersey et la Pensylvanie. Aurions-nous sauvé Philadelphie sans la Delaware ? Qu'y avait-il de plus funeste que de donner (les circonstances où nous nous trouvions pouvaient jusqu'à un certain point justifier cette mesure) une gratification de dix dollars pour un service de six semaines, à la milice, à un corps de troupes qui arrive et s'en va sans but ni raison, agit où et comme il lui convient, absorbe vos provisions, épuise vos mu-

nitions, et finit par vous abandonner au moment critique?

Tels sont, monsieur, les hommes sur lesquels, dans dix jours, je me verrai obligé de compter; telle est la base sur laquelle votre cause sera condamnée à s'appuyer, tant que vous n'aurez pas mis sur pied une forte armée, en état de lutter seule contre l'ennemi. En conséquence, permettez-moi de dire que quatre-vingt-huit bataillons ne suffiront pas pour soutenir vos projets de résistance, et que l'on doit, sans perdre de temps, en lever un nombre plus considérable; nombre qui, d'après l'avis de nos officiers et le mien, ne doit pas être au-dessous de cent dix. On objectera qu'il est déjà assez difficile de compléter notre nombre actuel. Admettons que cela soit : les officiers de cent dix bataillons ne pourraient-ils pas recruter bien plus d'hommes que ceux de quatre-vingt-huit? Ce n'est pas le moment, selon moi, de reculer devant les dépenses : l'argent n'est pas le seul objet à considérer. L'État de New-York a augmenté son contingent d'un bataillon, j'aurais désiré qu'il l'eût augmenté de deux. Si de bons officiers offrent de lever des hommes avec la paye de l'Union et aux conditions adoptées, je les encouragerai à effectuer ce projet, et les enrégimenterai lorsqu'ils l'auront exécuté. Je prie le congrès, s'il désapprouvait cette mesure, que je crois nécessaire, de vouloir bien m'en prévenir. On pensera peut-être que je m'écarte de la ligne de mes devoirs, en adoptant ce projet ou en le conseillant avec tant de liberté : mais une réputation à garder, des propriétés à conserver, la crainte de perdre la liberté, le plus cher de tous les biens, enfin une vie dévouée au



service du pays, puis-je offrir une meilleure justification de mes actes ?

Je n'ai reçu aucune nouvelle de la cavalerie légère de la Virginie, ni du régiment de la rive de l'Est <sup>1</sup>. Je désirerais connaître les troupes destinées à agir dans les différents départements ; je voudrais aussi que celles du sud, désignées pour venir me rejoindre, se missent en marche dès qu'elles seront levées. On devrait leur indiquer la route qu'elles auront à suivre, et échelonner des commissaires et des quartier-maîtres chargés de subvenir à leurs besoins. Le premier ou le second officier de chaque bataillon les précéderait, et un autre serait chargé de les recevoir et de leur indiquer le lieu de leur destination. Si l'on n'exécute pas ce plan immédiatement, la campagne, en supposant qu'elle soit close cet hiver, se rouvrira au printemps, avant que nous ayons des hommes en état de combattre. On devrait faire tous les efforts possibles pour se procurer des tentes, et nommer, à cet effet, un fournisseur général chargé de pourvoir nos soldats de tout ce qui concerne cette partie du service : il faudrait que ce fût un homme actif et habile. Un commissaire des prisonniers devrait être attaché à l'armée ; car, faute d'un officier de cette espèce, l'échange des prisonniers s'est fait jusqu'ici d'une manière honteuse et à notre détriment. Il nous est arrivé, pendant les moments les plus critiques, de voir affluer de toutes parts des prisonniers dans nos camps, et cela sans avoir été le moins du monde prévénus de leur arrivée. Nous en avons vu parcourir en tous sens les différents États, munis de permissions

<sup>1</sup> La rive à l'est de la baie de la Chesapeake.

délivrées par des comités, sans aucune espèce de surveillance. Plusieurs même, circulant de cette manière, se sont rendus dans le camp ennemi sans mon aveu et à mon insu. Il se peut que nous ayons encore besoin d'autres officiers, je ne saurais désigner lesquels maintenant; mais il faudra les commissionner sans retard, dès que le moment de les employer sera venu. Car vous pouvez croire que, dans l'état actuel des choses, le général en chef, obligé de soigner les intérêts de tous les départements, ne peut prêter à ses propres affaires toute l'attention convenable. Or, rien n'est plus nuisible qu'une pareille situation.

Dans une précédente lettre, j'ai fait valoir la nécessité d'avoir un brigadier pour trois régiments, et un major général pour trois brigades. Je pense que l'on ne doit pas perdre de temps pour faire les nominations; les dispositions particulières viendront ensuite. Non-seulement cette mesure facilitera le service du recrutement, mais elle fournira les moyens les plus prompts de former et de discipliner l'armée, ce qui est de la plus haute importance, vu le peu de temps que nous avons pour remplir cette tâche. Depuis que je suis au service, j'ai toujours travaillé à éteindre tout sentiment de localités, toute distinction de contrées, donnant à tous le nom glorieux d'AMÉRICAINS; mais j'ai reconnu qu'il était impossible de surmonter ces préjugés. Dans notre nouvel ordre de choses, je crois qu'il faut chercher à exciter l'émulation; pour y parvenir, ne serait-il pas convenable que chaque État nommât, sans les commissionner, ses propres brigadiers? Ce principe, une fois reconnu, préviendrait beaucoup de rivalités et de jalousies. Ce serait le

meilleur moyen de faire les promotions au contentement général, et sans alarmer les officiers supérieurs<sup>1</sup>.

Puisque je parle de promotions, je ne puis m'empêcher de déclarer que, si le congrès juge convenable de ratifier les dispositions que j'ai prises à l'égard du corps d'artillerie, le colonel Knox, placé aujourd'hui à la tête de cette arme, (mais qui, s'il n'est agréé par vous, se retirera), devrait être nommé pour le commander, avec le rang et la solde de brigadier. J'ajouterai aussi que, faute de voir le congrès adopter le plan mis sous ses yeux, en octobre dernier, relativement au corps des ingénieurs, le colonel Putnam, qui le commandait, l'a quitté pour se mettre à la tête d'un régiment dans le Massachusetts. Je ne connais aucun officier capable de le rem-

<sup>1</sup> Les mauvais effets de ces préjugés locaux sont retracés avec énergie dans une lettre de Robert Morris au général Washington :

« Il est inutile d'approfondir aujourd'hui les causes de notre fâcheuse situation, à moins qu'il ne ressorte de cet examen un remède pour les maux qui nous accablent. Ces causes sont depuis longtemps connues de toutes les personnes qui veulent bien ouvrir les yeux. Les conséquences mêmes en ont été prédites; et les mesures adoptées ont reçu la désapprobation formelle de la plupart des meilleurs amis de la liberté américaine; mais tout a été inutile. Une partialité obstinée pour les coutumes et les habitudes d'une partie du continent a prévalu dans les assemblées publiques, et l'on n'a prêté que fort peu d'attention aux représentations de l'autre partie. Il serait superflu d'accuser les auteurs de nos désastres; mais nous ne pouvons contempler en face la ruine qui nous menace sans penser à eux. Je me suis inutilement opposé aux enrôlements de courte durée, à la nomination des officiers selon le système colonial et à plusieurs autres mesures que je jugeais devoir être funestes; mais, soit que ces abus s'accordassent avec la manière de voir, les coutumes ou les intérêts de quelques États, ils ont prévalu; et maintenant il ne nous reste qu'à nous tirer d'affaire comme nous le pourrons. » — *Lettre ms.*, 28 décembre.

placer dans cette arme spéciale. Pas un seul des officiers français, que j'ai vus désignés pour ce corps, ne m'a semblé posséder la moindre notion de l'art. Il y en a un à Philadelphie qui, m'a-t-on dit, est habile; mais je ne le connais point. Le congrès me permettra de lui rappeler encore combien il est nécessaire que les promotions soient faites par régiment; pour n'avoir pas suivi cette règle, nous avons vu une partie des meilleurs officiers de votre armée quitter le service. Des recherches nombreuses et approfondies m'ont prouvé que vous ne sauriez adopter un mode de promotion qui fût plus agréable à l'armée, ou satisfît mieux tous les intérêts. Je souhaite d'apprendre que votre résolution a été favorable à cette idée.

Nous ne devons pas différer non plus de nous occuper de la fonderie de canons; j'enverrai donc le colonel Knox pour la mettre en activité; je le chargerai aussi de pourvoir l'armée de moyens de transport et de boulets, et d'établir des ateliers, l'un à Hartford, l'autre à York. On pourrait encore y former des magasins d'approvisionnement; j'en fixerai le nombre avec le commissaire. Comme l'année dernière nos pertes considérables sont provenues du manque d'attelages, j'engagerai le quartier-maître général à en fournir, à chaque régiment, un certain nombre qui réponde aux besoins ultérieurs, afin que l'armée puisse aisément se porter d'un lieu à un autre, et éviter les obstacles que nous avons eus à surmonter, ou que nous rencontrerons dans le cours de cette campagne. Il faudra aussi se procurer des chariots pour transporter les munitions, et des voitures propres à contenir les instruments de siège; je donnerai des ordres en conséquence.

Par-dessus tout, il faudrait songer à nous pourvoir de fusils, sans lesquels nos hommes, quel que soit leur nombre, ne nous seront que d'une médiocre utilité. Cette année, on en a usé et gaspillé une grande quantité. La milice et les hommes du camp volant, à mesure qu'ils venaient nous rejoindre, avaient besoin qu'on leur en fournît, ou bien ils ne nous étaient d'aucune utilité. Quelques-uns d'entre eux jetaient leurs armes, plusieurs les perdaient, d'autres les emportaient en désertant; en un mot, quelques précautions que j'aie prises pour empêcher ce dégât, il a été considérable; il en sera toujours ainsi avec une armée aussi mêlée et aussi irrégulière que la nôtre.

Si aucune partie des troupes ennemies embarquées déjà à New-York n'a paru en Virginie, c'est qu'elles ont sans doute une destination pour une autre partie du pays, et que cet État sera à l'abri de toute invasion, si l'on peut opposer ici une résistance sérieuse au général Howe. Je vous envoie, à ce sujet, un mémoire que m'a donné le brigadier Stephen, de Virginie; le congrès pourra l'adopter en tout ou en partie, ou bien le rejeter, selon qu'il le trouvera d'accord avec ses plans et les renseignements qu'il a reçus.

La division de l'armée dernièrement sous les ordres du général Lee, maintenant sous ceux du général Sullivan, est sur le point de nous rejoindre; une étrange fatalité l'a poursuivie; il y a plus d'un mois qu'elle avait reçu l'ordre de faire sa jonction avec nous au 17 novembre. Le général Gates est déjà en vue avec quatre régiments de l'est; d'après ses injonctions, trois autres régiments de ces États se sont avancés par la route de Peekskill, et se

sont réunis au général Heath. J'avais ordonné à celui-ci de me rejoindre avec la brigade de Parsons, et de laisser, à la brigade Clinton et à quelques milices qui se trouvaient dans les forts Montgomery et la Constitution, le soin de garder les importants défilés des montagnes; mais la convention de l'État de New-York ayant paru s'alarmer du départ de Heath, au moment de l'apparition d'une flotte ennemie en vue de New-London, et de quelque partis se dirigeant sur Brunswick, j'ai contremandé, à sa sollicitation, la marche de la brigade de Parsons; en outre j'ai enjoint, aux trois régiments venus de Ticonderoga, de s'arrêter à Morristown, dans le Jersey (où j'apprends qu'environ huit cents hommes de la milice se trouvent réunis), pour rassurer les habitants, et couvrir, autant que possible, cette partie du pays.

Je me propose d'envoyer aujourd'hui le général Maxwell prendre le commandement de ces troupes; il devra, s'il y a lieu, harceler et fatiguer l'ennemi dans ses quartiers, et intercepter ses convois. Les soins et l'activité que nous avons déployés, pour mettre nos bateaux en sûreté sur la rivière, ont fait échouer, jusqu'à présent, toutes les tentatives de l'ennemi pour la traverser. Mais, d'après divers rapports, il est probable qu'il attend les grands froids pour passer sur la glace.

Depuis que j'ai écrit ce qui précède, j'ai reçu une lettre du gouverneur Cooke, de Rhode-Island; je vous en envoie une copie. Avant l'arrivée de cette missive, et à la première nouvelle que la flotte ennemie s'était engagée dans le détroit, j'ai expédié aux généraux Spencer et Arnold l'ordre de marcher, sans délai, vers l'est. Je pense que le premier s'est mis en marche. Quant au dernier, qui ne

pouvait avoir connaissance de ma lettre avant d'arriver en un lieu nommé Easton, il a reçu avis du général Gates, qui avait également trouvé ma dépêche au même endroit, de venir d'abord ici avant de continuer sa marche vers l'est. La plupart de nos brigadiers sont malades; pas un n'a pu suivre la division du général Sullivan; ils ont été laissés sur divers points de la route.

Selon des bruits venus de l'est, un corps nombreux d'hommes, des États du Massachusetts et du Connecticut, se serait rassemblé à Rhode-Island. Je présume, mais je n'ai pas reçu à cet égard de rapport certain, que la milice du premier de ces États, envoyée à Danbury, au nombre de six mille hommes, sous les ordres du major général Lincoln, afin de remplacer dans l'armée de l'Union les troupes débandées du Massachusetts, a maintenant reçu l'ordre de se porter sur Rhode-Island. Puisque je parle du général Lincoln, il y aurait injustice à moi à ne pas ajouter que c'est un gentilhomme qui mérite d'être distingué dans l'armée; il commandait, l'été dernier, la milice du Massachusetts, et montra, à ma grande satisfaction, en toutes circonstances, de l'activité, du courage et de l'humanité; j'ignore s'il désire rester au service, et, dans ce cas, s'il se contenterait d'un grade inférieur à celui qu'il a reçu de la confiance de l'État qui l'a envoyé. Je n'entreprendrai pas de dire combien sa promotion au même grade offenserait les brigadiers de l'Union; il y en a plusieurs même au-dessus desquels il ne serait pas possible de le placer; et je ne vois pas de quelle distinction on pourrait se servir. Le brigadier Reed, du New-Hampshire, ne songe pas, je crois, à rester au service; il ne le pourrait même pas, m'a-t-on dit, car

il a été gravement atteint de la petite vérole, qui l'a rendu à la fois aveugle et sourd.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*P. S.* — Les généraux Gates et Sullivan arrivent à l'instant. Ils m'apprennent que bien peu d'hommes des régiments qu'ils ont amenés se sont rengagés, et qu'il n'y a guère d'espoir qu'on décide les autres à continuer leur service, le terme de leur engagement une fois expiré. Si la milice ne vient pas alors à notre aide, les conséquences de cet abandon ne sont que trop faciles à prévoir.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, Newton, 27 décembre 1776.

Monsieur,

C'est avec une vive satisfaction que je vous annonce le succès d'une entreprise que j'avais dirigée contre un détachement ennemi, campé à Trenton, et qui a été exécutée hier matin. Le 25 au soir, je donnai l'ordre aux troupes destinées à cette expédition de se tenir derrière M<sup>c</sup> Konkey's-Ferry, afin d'être prêtes à traverser la rivière à la nuit tombante. Je comptais effectuer notre passage vers minuit, avec l'artillerie nécessaire, et arriver aisément à Trenton à cinq heures du matin, la distance n'étant guère que de neuf milles; mais la forte gelée de la nuit gêna tellement la manœuvre des bateaux, qu'il était trois heures avant que l'artillerie fût transportée sur l'autre



rive, et près de quatre avant que les troupes se missent en marche. Cet obstacle me fit désespérer de surprendre la ville, car je savais bien que je ne pourrais y atteindre avant le grand jour. Mais comme j'étais certain qu'il n'y avait pas moyen d'opérer ma retraite, sans courir le risque d'être découvert et accablé en repassant la rivière, je me déterminai à m'avancer à tout hasard. Je partageai mon détachement en deux divisions; l'une devait suivre le bas côté de la rivière, l'autre monter par le chemin de Pennington. Ces divisions ayant à peu près la même distance à parcourir, j'ordonnai à chacune d'elles de forcer les avant-postes et de se précipiter dans la ville en chargeant l'ennemi, afin de ne pas lui laisser le temps de se reconnaître.

La première division arriva en vue des postes avancés à huit heures précises. Trois minutes après, la fusillade qui s'engagea sur le bas côté m'apprit que l'autre division était également arrivée. Les avant-postes ne firent qu'une faible résistance; cependant ils se conduisirent très-bien, malgré leur petit nombre, et allèrent se retrancher derrière les maisons, d'où ils firent sur nous un feu nourri. Nous vîmes en ce moment leur corps principal se former; mais l'irrésolution se peignait dans leurs mouvements; vivement pressés par nos troupes, qui s'étaient déjà emparées de leur artillerie, ils essayèrent de se retirer sur la droite, par le chemin qui conduit à Princeton. Devinant leur intention, je jetai sur leur passage un corps de troupes, qui les arrêta aussitôt. Cernés de toutes parts, et voyant, d'après mes dispositions, qu'ils ne pouvaient manquer d'être taillés en pièces s'ils faisaient une plus longue résistance, ils se dé-

cidèrent à mettre bas les armes. Le nombre de ceux qui se rendirent ainsi fut de vingt-trois officiers et de huit cent quatre-vingt-six hommes. Leur commandant, le colonel Rahl, et sept autres avec lui, furent trouvés blessés dans la ville. Je ne connais pas exactement le nombre des morts ; mais je pense qu'il ne dépasse pas vingt ou trente, puisque l'ennemi n'a nulle part soutenu un combat en règle. Notre perte est insignifiante ; nous ne comptons pas plus de deux officiers et un ou deux soldats blessés.

J'ai appris que les forces de l'ennemi se composaient des trois régiments hessois d'Anspach, Kniphausen et Rahl, montant à environ quinze cents hommes, et d'un détachement de cavalerie légère anglaise ; mais, dès le commencement de l'attaque, tout ce qui n'avait pas été tué ou pris se sauva par la route de Bordentown. Ces fuyards seraient probablement tombés entre nos mains si mon plan avait pu recevoir son entière exécution. Le général Ewing devait traverser la rivière avant le jour à Trenton-Ferry, et prendre possession du pont qui conduit hors la ville ; mais la glace était si abondante, que, malgré tous ses efforts pour effectuer son passage, il n'a pu y parvenir. Ce même obstacle a empêché aussi le général Cadwalader de venir de Bristol avec la milice de la Pensylvanie. Il avait réussi à passer la rivière avec une partie de son infanterie, mais, ne pouvant venir à bout d'embarquer son artillerie, il a été obligé de renoncer à l'entreprise. Je suis pleinement convaincu que si les corps des généraux Ewing et Cadwalader avaient pu passer la rivière, j'aurais, avec leur aide, chassé l'ennemi de toutes les positions qu'il occupe au-dessous de Trenton. Mais,

comme le nombre d'hommes que j'avais était inférieur aux troupes ennemies placées sur mon passage, et qu'au-dessus de moi, à Princeton, se trouvait encore un fort bataillon d'infanterie légère, j'ai jugé prudent de revenir le soir même avec nos prisonniers et l'artillerie que nous avions prise. Nous n'avons trouvé dans la ville que fort peu d'approvisionnements <sup>1</sup>.

Je dois rendre justice aux officiers et aux soldats; le courage qu'ils ont montré dans cette occasion leur fait le plus grand honneur. Les difficultés du passage de la rivière par une nuit rigoureuse, leur marche rendue plus pénible encore par la neige et la grêle, rien n'a pu ralentir leur ardeur; et quand ils ont chargé l'ennemi, tous briguaient l'honneur de se trouver au premier rang. Mentionner de préférence tel ou tel corps, ce serait commettre une

<sup>1</sup> Il paraît, par une lettre du général Cadwalader, datée de Bristol, qu'il fit tous ses efforts pour traverser la rivière :

« Elle était tellement couverte de glaces qu'il nous fut impossible de passer au-dessus de Bristol comme je l'avais résolu. Je me décidai donc à tenter une attaque sur Dunks's-Ferry. Dès qu'il fit nuit, je fis descendre tous les bateaux que je pus trouver, et nous nous mîmes en marche vers huit heures. Quelques hommes s'embarquèrent, d'après mes ordres, pour aller garder la rivière et empêcher que personne n'allât donner l'éveil à l'ennemi; ils furent suivis par une partie du premier bataillon de la milice et deux pièces de campagne, avec lequel je traversai pour voir si le débarquement était praticable; mais je reconnus qu'il ne présentait aucune chance de succès, à cause de l'abondance de la glace. En ayant référé aux officiers d'état-major, ils tombèrent tous d'accord qu'il serait imprudent de s'avancer sans artillerie. Pendant ce temps le troisième bataillon était débarqué. Nous convinmes de ramener les troupes qui avaient passé, mais nous ne pûmes y réussir que vers quatre heures du matin. Alors toutes les troupes reçurent l'ordre de marcher sur Bristol. Je pense que la rigueur de la nuit a dû mettre obstacle au passage que vous aviez l'intention d'effectuer. » *Lettre ms.*, 26 décembre.

grande injustice envers les autres. Le colonel Baylor, mon premier aide de camp, aura l'honneur de vous remettre cette dépêche; vous apprendrez par lui de nouveaux détails. Le courage qu'il a constamment déployé me fait un devoir de le recommander à votre bienveillance particulière<sup>1</sup>.

J'ai l'honneur d'être, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Trenton, 4<sup>e</sup> janvier 1777.

Monsieur,

Vos résolutions du 27 du mois dernier m'ont été transmises hier au soir par MM. Clymer, Morris et Walton<sup>2</sup>. La confiance que le congrès daigne me montrer m'inspire la reconnaissance la plus vive. Je prends la liberté de l'assurer en même temps que tous mes efforts tendront à faire un usage convenable des pouvoirs dont il m'a investi, et à m'occuper avant tout des affaires qui m'ont

<sup>1</sup> Le colonel Baylor enleva aussi un étendard hessois, qu'il remit avec cette lettre au congrès. En recevant l'un et l'autre, le congrès décida qu'un cheval convenablement harnaché serait offert au colonel Baylor, et qu'on le recommanderait au général Washington pour être promu au commandement d'un régiment de cavalerie légère, avec le même rang que le colonel Sheldon, dernièrement élevé à ce grade.

(*Journaux du Congrès*, 1<sup>er</sup> janvier 1777.)

<sup>2</sup> Lorsque le congrès s'assembla à Baltimore, il forma un comité composé de ces trois messieurs; ce comité devait rester à Philadelphie avec les pouvoirs nécessaires pour y traiter toutes les affaires urgentes de l'Union. La correspondance du congrès avec le général Washington passait par leurs mains.

valu cette honorable marque de distinction. Si ces efforts n'étaient pas couronnés de succès, la faute devra, je pense, en être imputée à notre malheureuse situation et aux difficultés que j'ai à combattre, plutôt qu'à un manque de vigilance et de zèle pour les intérêts de mon pays, dont la prospérité a toujours été le principal objet de mes soins.

Lundi matin, j'ai passé la Delaware en personne ; le gros de nos troupes et de notre artillerie n'a pu effectuer son passage qu'hier seulement, car la glace rendait cette opération des plus difficiles et des plus fatigantes. A leur arrivée, nous avons fait la revue des régiments dont le temps de service est expiré, afin de connaître au juste le chiffre de nos forces disponibles, et de régler là-dessus nos opérations ultérieures. Cédant à nos sollicitations, qu'ont appuyées de tous leurs efforts les officiers, la moitié et même la meilleure partie des hommes venus de l'est ont consenti à rester encore six semaines sous les drapeaux, moyennant une somme de dix dollars. J'entrevois bien les inconvénients et les conséquences de cet engagement; mais que pouvais-je faire? La Pensylvanie avait accordé la même somme à sa milice. Les troupes, sentant leur importance, en ont profité pour se faire valoir. Or, comme leur appui nous est indispensable, nous devons nous étonner qu'elles n'aient pas demandé un prix plus élevé. Je sais que le congrès a ouvert un crédit illimité, afin d'être en mesure de parer à cet événement qu'il redoutait.

Le général Mifflin est à Bordentown avec dix-huit cents hommes environ, et le général Cadwalader à Crosswicks avec des forces à peu près égales. Nous faisons

maintenant nos dispositions et concertons un plan d'opérations que je tâcherai d'exécuter le plus tôt possible, et qui, je l'espère, aura quelques succès. Quant au nombre et à la position de l'ennemi, je n'ai pu obtenir de renseignements certains à cet égard ; mais, si j'en crois les rapports les plus dignes de foi, il a tiré, de Brunswick et des postes environnants, la principale partie de ses forces pour les porter sur Princeton, où elles s'occupent, à l'heure qu'il est, à élever quelques retranchements ; leur nombre, m'a-t-on dit, est de cinq à six mille hommes, et l'on ajoute comme chose certaine, qu'ils ont envoyé la meilleure partie de leurs bagages à Brunswick. On assure aussi que le général Howe a débarqué à Amboy, il y a un ou deux jours, avec mille hommes de troupes légères, et qu'il en est déjà parti.

J'ai envoyé, sur divers points du Jersey, des hommes influents pour animer la milice, et je me flatte que toutes les vexations qu'ont éprouvées les habitants engageront plusieurs d'entre eux à nous prêter leur appui. Si le souvenir de ce qu'ils ont souffert n'éveille pas leur ressentiment, ils n'ont pas, à coup sûr, le moindre sentiment de leur dignité d'homme. A l'oppression, aux ravages, à la confiscation des propriétés, leurs persécuteurs ont joint l'insulte et l'outrage : ainsi, après les avoir dépouillés, sans la moindre compensation, de tout ce qu'ils possédaient, on a eu l'impudeur de leur accorder protection pour la libre jouissance de leurs biens.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

A ROBERT MORRIS,

GEORGE CLYMER ET GEORGE WALTON,

COMMISSAIRES DU CONGRÈS.

Quartier général, Trenton, 1<sup>er</sup> janvier 1777.

Messieurs,

Le messager m'a remis deux caisses d'argent en espèces que je n'ai pas eu le temps de compter, et qui, je pense, seront reçues avec plaisir par nos hommes. J'ai donné des ordres pour qu'on transporte ici les fonds qui se trouvent à Ticonderoga, à moins que le commandant du département du nord ne trouve à en faire un meilleur usage que moi.

Ce que vous me dites des bons effets que doivent produire nos succès, à Trenton, n'augmente pas médiocrement la satisfaction que j'ai ressentie en cette circonstance. Vous avez la bonté de m'accorder des louanges personnelles, comme si tout le mérite de cette affaire n'était dû qu'à moi. Les autres officiers généraux, qui m'ont assisté de leurs conseils, ont, je vous assure, autant de droits à vos éloges. Les opérations que nous préparons en ce moment, si elles ont du succès, causeront à l'ennemi bien plus de dommage que sa défaite à Trenton ; et je me promets les plus grands avantages d'avoir engagé, moyennant dix dollars, une partie des troupes de l'est à rester six semaines au delà du terme de leur enrôlement. C'est là, je le sais, un prix exorbitant, comparé à celui du temps de service. Mais cet exemple, l'État de Pensylvanie l'avait déjà donné en pareille circonstance : j'ai pensé qu'il ne fallait pas s'arrêter à des considérations secondai-

res, lorsqu'un corps de troupes accoutumées aux dangers nous est absolument nécessaire pour guider les soldats sans expérience et indisciplinés. Je saurai aujourd'hui même combien d'hommes consentiront à rester au service de terre dans le régiment du colonel Glover. A vrai dire, je ne compte pas sur le zèle d'un grand nombre d'entre eux ; mais j'essaierai de conserver le reste aux conditions les plus avantageuses qu'il me sera possible, pour compléter l'armement de nos frégates.

J'envisage sous le même point de vue que vous les dispositions à prendre à l'égard des prisonniers hessois. C'est pourquoi j'ai engagé le conseil de sûreté à les séparer de leurs officiers, et à les cantonner dans les comtés allemands. Si l'on veut bien prendre la peine de leur faire comprendre combien leur situation est inférieure à celle de leurs compatriotes qui habitent ces comtés, je pense qu'ils pourront être renvoyés au printemps, animés d'un véritable amour pour la liberté et la propriété ; et bientôt ils auront inspiré le dégoût d'un service mercenaire aux autres troupes étrangères, élargissant ainsi la brèche qui déjà s'est ouverte entre eux et la Grande-Bretagne.

Votre lettre du 31 du mois dernier renfermait diverses résolutions du congrès, qui me fait l'honneur de m'accorder des pouvoirs militaires de la plus haute importance et presque illimités. Loin de me croire affranchi de toutes obligations civiles, je n'oublierai jamais que l'épée, cette dernière ressource pour assurer nos libertés, doit être déposée dès que ces mêmes libertés seront fermement établies. Je vais essayer d'introduire dans l'armée les formes les plus urgentes : mais je n'y parviendrai que



lentement, en raison du peu de temps qu'il m'est permis d'y consacrer.

Je dois à M. Morris de sincères remerciements pour les bons avis et l'assistance qu'il promet de donner au commissaire Wharton, et je le supplie de vouloir bien lui rappeler que tous ses efforts seront indispensables pour soutenir une armée dans un pays aussi épuisé que celui où nous sommes.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Plockemin, 5 janvier 1777.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que depuis ma dernière lettre datée de Trenton, je suis arrivé ici avec l'armée sous mon commandement. Les glaces ont opposé les plus grandes difficultés à nos troupes dans le passage de la Delaware; l'ennemi en a profité pour se retirer dans ses cantonnements, et concentrer ses forces à Princeton. Les travaux qu'il a élevés en avant de Trenton et ses grands préparatifs, la nouvelle qui m'était parvenue que la meilleure partie de notre armée devait se dissoudre au 1<sup>er</sup> janvier, circonstance dont il était informé, tout m'a confirmé dans l'opinion qu'il se disposait à nous attaquer.

Notre situation était des plus critiques, et nos forces peu nombreuses. Abandonner nos positions, c'était détruire le rayon d'espérance qui avait commencé à ranimer la milice du Jersey : d'un autre côté, faire venir à Trenton les troupes qui avaient les premières franchi la

Delaware et campaient à Crosswicks, sous les ordres du général Cadwalader, et les trois mille six cents hommes environ du général Mifflin, stationnés à Bordentown, n'étaient-ce pas les exposer à un danger certain?

L'un ou l'autre de ces partis était cependant inévitable; je m'arrêtai au dernier : ordre fut envoyé à ces troupes de venir nous joindre à Trenton<sup>1</sup>, ce qu'elles firent aussitôt par une marche de nuit, le 1<sup>er</sup> du courant. Le 2, selon mes prévisions, l'ennemi commença à s'avancer contre nous : après quelques escarmouches, la tête de sa colonne atteignit Trenton vers quatre heures, tandis que son arrière-garde était encore à Maidenhead. Ils entreprirent de passer sur divers points Assanpink-Creek, qui traverse Trenton ; mais trouvant tous les gués bien gardés, ils firent une halte et allumèrent leurs feux. Nous étions rangés sur l'autre rive; nous restâmes ainsi jusqu'à la nuit, canonnant l'ennemi et recevant les décharges de ses pièces de campagne, qui nous firent peu de mal.

Dans cet intervalle, ayant appris que l'ennemi nous était bien supérieur en nombre et qu'il avait l'intention de nous envelopper, je donnai l'ordre de conduire sans bruit tous nos bagages à Burlington, dès que le jour serait tombé. A minuit, après avoir renouvelé nos feux, et laissé des sentinelles au pont de Trenton et aux autres passages de la rivière au-dessus de la ville, nous nous rendîmes, par un circuit, à Princeton, où je savais que l'ennemi avait laissé peu de forces, et peut-être des approvisionnements. Nous ôtions ainsi à notre marche toute apparence de retraite (point essentiel pour nous, ou nous

<sup>1</sup> Voyez l'Atlas n° 13.

courions le risque d'être coupés), tandis que, par un coup de main heureux, nous pouvions déloger le général Howe de Trenton, et donner à nos armes quelque gloire. La fortune nous seconda. Arrivés à Princeton au lever du soleil, nous n'y trouvâmes que trois régiments et trois détachements de cheveau-légers, dont deux étaient en marche pour Trenton. Ces trois régiments, surtout les deux premiers, firent une vigoureuse résistance, et eurent environ cinq cents hommes tués, blessés ou faits prisonniers; plus d'une centaine sont restés morts sur le champ de bataille; et le nombre de ceux que j'ai en mon pouvoir ou qui ont été pris dans leur fuite et conduits au delà de la Delaware, se monte à près de trois cents, parmi lesquels quatorze officiers, tous anglais.

Cet heureux événement est contrebalancé par la perte du brave et digne général Mercer, des colonels Hazlet et Potter<sup>1</sup>, du capitaine d'artillerie Neal, du capitaine Fleming, commandant le premier régiment virginien, et

<sup>1</sup> Deux jours après le général Washington écrivait au président du congrès :

« Je suis heureux de vous apprendre que la nouvelle de la mort du général Mercer, dont je vous ai fait part dans ma dernière lettre, était prématurée, bien qu'elle m'eût été affirmée par plusieurs personnes qui avaient vu le général blessé. Un rapport venu de Princeton hier au soir, m'annonce qu'il est vivant et que son état semble même s'améliorer; malheureusement il est prisonnier. N'eût été la nouvelle de sa mort, j'aurais essayé de l'arracher des mains de l'ennemi, quoique cette tentative eût bien pu rester sans effet. »

Le général mourut le 12 courant, à Princeton, où il fut enterré; ses dépouilles furent plus tard transportées à Philadelphie, et inhumées avec les honneurs militaires.

Le général Mercer était né en Écosse, où il avait étudié la médecine. Il assista à la mémorable bataille de Culloden, en qualité d'aide-chirurgien.

de quatre ou cinq autres bons officiers qui sont tombés sur le champ de bataille, avec vingt-cinq ou trente soldats. Nous n'avons pu connaître encore le chiffre de nos pertes, quelques-uns de nos hommes s'étant engagés à la poursuite de l'ennemi, à une distance de trois ou quatre milles, et n'étant pas encore revenus. L'arrière-garde de l'armée ennemie qui se trouvait à Maidenhead, à cinq ou six milles seulement de Princeton, arriva près de nous avant que la poursuite fût terminée; mais, comme j'avais eu la précaution de faire couper le pont de Stony-Brook, à environ un demi-mille du lieu de l'action, ils y furent si longtemps arrêtés que nous eûmes le temps de nous retirer en bon ordre et de revenir ici. Nous avons pris deux pièces de campagne en bronze, mais nous n'avons pu les emmener faute de chevaux. Nous nous sommes emparés aussi de différents objets de campement, de chaussures, et de quelques autres effets sans importance; puis nous avons brûlé les fourrages et détruit diverses autres munitions, autant du moins que nous l'a permis le peu de temps qui nous restait.

gien. Ayant émigré en Amérique, il joignit l'armée, et suivit l'expédition sur Kittaning, sous les ordres du colonel Armstrong. Son intimité avec Washington commença à l'époque de la guerre française; lorsque cette guerre fut terminée, il vint s'établir à Frédéricksburg, résidence de la mère et de la sœur de Washington, et continua d'entretenir des relations avec ce dernier. Nul n'est entré dans la cause de la révolution avec des motifs plus purs et une plus noble ardeur que le général Mercer. Le congrès décida, le 8 avril 1777, qu'un monument funèbre serait érigé à sa mémoire, à Frédéricksburg, comme un tribut de reconnaissance et de respect accordé à ses talents, et que son plus jeune fils serait, à partir de ce jour, élevé aux frais des États-Unis. La dernière de ces résolutions a été accomplie; mais la nation n'a point encore acquitté la dette du monument.

En sortant de Trenton, je me proposais d'abord de pousser jusqu'à Brunswick : mais la fatigue de nos hommes, dont la plupart n'avaient pris aucun repos depuis deux jours et une nuit, la crainte de perdre des avantages réels en cherchant à en obtenir de plus grands, tous ces motifs, joints aux conseils de mes officiers, me firent abandonner mon plan. Cependant, dans mon opinion, six ou huit cents hommes de troupes fraîches, se portant à marches forcées contre l'ennemi, auraient suffi pour détruire tous ses magasins, ses munitions, prendre sa caisse militaire, contenant (comme on nous l'a annoncé depuis) soixante-dix mille livres sterling, et mettre ainsi fin à la guerre. Selon mes rapports, il craignait tellement que nous ne prissions ce parti qu'il marcha immédiatement sur Brunswick; ne s'arrêtant que pour jeter des ponts (car j'avais fait couper ceux de Millstone, qui conduisent aux différentes routes de Brunswick), et il était arrivé avant le jour dans cette dernière ville.

D'après les meilleurs renseignements que j'aie recueillis, le général Howe n'a point laissé de troupes à Trenton ni à Princeton. Je cherche à m'en assurer, pour régler mes mouvements en conséquence. La milice reprend courage, et il en arrive, dit-on, en toute hâte de cet État. Mais je crains que celle de Philadelphie ne se soumette qu'avec peine aux fatigues d'une longue campagne d'hiver, d'autant plus qu'elle a malheureusement envoyé à Burlington ses objets de literie et ses bagages. Je lui dois cependant une justice : elle a mieux supporté les rigueurs de la saison, que je ne l'aurais attendu d'un corps composé en grande partie de bourgeois. Je marche vers Morristown, où je tâcherai de la loger le mieux qu'il me

sera possible. Nous avons été jusqu'à présent sans abri ; la plupart de nos pauvres soldats sont nu-pieds et mal habillés.

J'ai l'honneur d'être, etc. <sup>1</sup>.

---

### A LORD HOWE.

Quartier général, 45 janvier 1777.

Mylord,

Je me vois avec regret dans la nécessité d'importuner votre seigneurie, pour me plaindre du traitement barbare qu'éprouvent sur vos pontons, à New-York, les officiers et soldats de notre marine qui ont eu le malheur de tomber entre vos mains. Je ne veux descendre à aucun détail, et n'appuierai mes plaintes que sur les renseignements contenus dans la pièce ci-incluse, copie fidèle de la relation des mauvais traitements que l'on fait endurer à nos soldats prisonniers, et remise au congrès par le capitaine Gamble, prisonnier lui-même pendant quelque temps à New-York. Si ce rapport est exact, ce

<sup>1</sup> Dans les actions de Trenton et de Princeton, le général Washington encouragea les troupes par sa présence sur les points les plus exposés. Un officier qui assistait à ces engagements écrivait de Morristown, le 7 janvier :

— « Notre armée chérit son général, mais elle lui en veut du peu de soin qu'il prend de sa propre sûreté durant le combat. Sa bravoure, son désir d'animer ses troupes par l'exemple, le rendent indifférent au danger, et nous font trembler pour sa personne. Mais le ciel, qui, jusqu'à présent, l'a conservé, continuera, je l'espère, à protéger une existence précieuse. »

dont je n'ai aucune raison de douter, car le capitaine Gamble est connu pour sa loyale franchise, j'en appelle à votre seigneurie, vos officiers et matelots ont-ils jamais eu à souffrir de notre part rien qui méritât d'aussi sévères représailles ? Non, j'ose l'affirmer. Loin de là, ceux qui ont été pris à bord de vaisseaux de guerre, ont été traités avec la plus grande douceur ; nous ne les avons jamais forcés d'entrer sur aucun de nos bâtiments de guerre, appartenant soit à l'État, soit à des particuliers ; et ceux qui ont été pris sur des navires marchands ont été mis immédiatement en liberté.

D'après l'opinion que j'ai toujours eue de l'humanité de votre seigneurie, j'aime à croire que vous êtes étranger à un traitement d'une si cruelle et inqualifiable nature ; et j'espère qu'après avoir pris des informations à ce sujet, vous donnerez des ordres pour que les malheureux qui se trouvent privés de leur liberté ne voient pas leurs souffrances augmentées par les rigueurs de l'hiver, les maladies et la famine. Vous pouvez nous appeler rebelles, et dire que nous ne méritons pas un meilleur traitement ; mais rappelez-vous, Mylord, que, même en nous considérant comme des rebelles, on ne peut nous refuser des sentiments aussi vifs que ceux des loyalistes ; si l'on nous y force, nous saurons certainement prendre notre revanche sur les hommes que nous regardons comme les injustes spoliateurs de nos droits, de nos libertés et de nos propriétés. Je n'aurais pas tenu ce langage si mes compatriotes opprimés ne se fussent pas adressés à moi pour obtenir la réparation de tant d'injures ; je me regarderais comme aussi coupable que leurs oppresseurs, si je continuais à garder le silence.

J'envoie à votre seigneurie la liste des noms du capitaine et de l'équipage d'une chaloupe georgienne, capturée par un vaisseau de guerre, capitaine Stanhope. Il y a en Georgie un nombre suffisant de prisonniers appartenant à votre marine, pour qu'on puisse faire un échange. Si vous approuvez cette mesure, l'accomplissement en sera fort agréable aux deux partis. J'ai dernièrement renvoyé le lieutenant Boger, appartenant à la frégate *le Liverpool*. Le capitaine Bellew, de la même frégate, fit prisonnier un capitaine nommé Burke, et l'envoya à New-York, afin de l'échanger contre Boger. Je serais charmé d'apprendre que le capitaine Burke a été mis en liberté. Il y a deux capitaines de vaisseaux marchands, nommés Bell et Getshius, à bord du ponton *le Whitley*. Si votre seigneurie veut bien leur accorder la liberté sur parole, je m'engage, de mon côté, à renvoyer deux maîtres d'équipage anglais en échange.

Je suis, etc.

— — — — —

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS,

Morristown, 20 février 1777.

Monsieur,

M. Faneuil qui vous a présenté, il y a quelque temps, un plan pour former et commander un corps de Français, est venu hier me rendre visite. Son espoir a, comme je le pensais, été déçu : il n'a réussi à enrôler ou plutôt à engager qu'un petit nombre de Canadiens. Je ne crois pas qu'il ait réuni plus de trente à quarante hom-



mes de bonne volonté. Il a maintenant un autre projet en vue ; c'est de lever, d'armer et d'équiper un certain nombre d'hommes dans les îles françaises. Mes pouvoirs ne m'autorisent pas à accorder une commission de ce genre ; en conséquence , je lui ai conseillé d'aller lui-même présenter sa proposition au congrès. Si cette assemblée juge ces plans exécutables , je prendrai la liberté de lui faire observer que les commissions de M. Faneuil et de ses officiers ne devront nécessairement leur être délivrées qu'autant qu'ils auront accompli leur promesse de lever un certain nombre d'hommes.

Je vous ai souvent parlé de l'embarras dans lequel je me trouve la plupart du temps à l'égard des Français qui désirent obtenir des commissions pour entrer à notre service. Ce mal, si je puis l'appeler ainsi, va encore s'accroître , car j'apprends qu'ils arrivent en foule de la vieille France et des îles. Il serait donc nécessaire de les employer, ou de ne point les accueillir : le premier parti est embarrassant , le second désagréable et peut-être impolitique, surtout si ce sont des hommes de mérite ; et dans ce dernier cas , comment les distinguer de ceux qui ne sont que des aventuriers ? Ces étrangers ne possèdent le plus souvent qu'un brevet et un passeport , dont peuvent être pourvus, vous le savez, les bons comme les mauvais officiers. Leur ignorance de notre langue , l'impossibilité où ils sont de recruter des hommes , ce sont là des obstacles qui s'opposent à leur incorporation dans nos bataillons du continent ; car nos officiers, qui ont eu la peine de faire leurs levées, et qui ont reçu depuis le commencement de la guerre une solde bien insuffisante pour couvrir leurs dépenses , se décourageront s'ils se voient

commandés par des étrangers : et il n'en est pas un, je puis l'assurer, qui ne prétende au moins au grade d'officier d'état-major. Leur accorder à tous des brevets et une paye sans leur donner de l'activité, c'est charger le pays d'une grande dépense; en former un corps, serait créer seulement un corps d'officiers, car, ainsi que je l'ai dit, ils ne pourraient parvenir à lever un seul homme.

Il est urgent, cependant, qu'on prenne à leur égard une mesure générale, car il est peu équitable de les tenir en suspens, obligés qu'ils sont de se suffire à eux-mêmes : je ne sais comment résoudre ce problème. Supposons qu'il soit déclaré par un arrêté qu'aucun officier n'obtiendra une commission s'il ne lève d'abord un nombre d'hommes proportionné à son grade : ce moyen couperait court aux sollicitations, et nous laisserait la liberté de n'accueillir que les hommes d'une réputation et d'un mérite reconnus, qui nous deviendraient fort utiles dès qu'ils auraient appris à parler convenablement notre langue. Si vous approuvez ce plan, ou que vous en trouviez un meilleur, veuillez m'en informer le plus tôt possible : car une décision quelconque m'épargnerait non-seulement beaucoup d'ennuis, mais encore un temps précieux, que je me vois obligé de dépenser à écouter chacun me faire l'énumération de ses talents et de ses espérances. Je vous envoie ci-inclus les pièces que M. Faneuil avait d'abord présentées au conseil du Massachusetts : elles pourront vous servir si vous entrez en négociation avec lui<sup>1</sup>.

J'ai l'honneur d'être, etc.

<sup>1</sup> Le plan de M. Faneuil ne fut pas approuvé par le congrès, qui ré-

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Morristown, 1<sup>er</sup> mars 1777.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir, ce soir, votre lettre du 23 du mois dernier, accompagnée de plusieurs décisions du congrès. C'est à celle de ces décisions qui a rapport au général Lee, et qui prescrit la conduite à garder envers le lieutenant-colonel Campbell et les cinq officiers d'état-major Hessois, que je me propose de répondre<sup>1</sup>. Quoique je compatisse sincèrement aux malheurs

pondit au général Washington, relativement à la dernière partie de sa lettre, que suivant l'opinion de ses membres, on ne devait pas donner de commission dans l'armée à tout officier étranger qui ne saurait pas bien la langue anglaise, et ne donnerait pas de fortes garanties de capacités. — *Journaux du Congrès*, 14 mars.

Faisant droit aux sollicitations du général Washington, qui tendaient à augmenter le nombre des généraux de l'armée au moyen de promotions et de nouvelles nominations, le congrès nomma, le 19 février, cinq majors généraux, savoir : Stirling, Mifflin, Saint-Clair, Stephen et Lincoln. Ce dernier entra, pour la première fois, au service de l'Union, il avait commandé jusqu'alors la milice du Massachusetts. Dix brigadiers généraux furent élus le 21 février : Poor, Glover, Paterson, Wayne, Venum, Dehaas, Weedon, Muhlenberg, John Cadwalader et Woodford. Cadwalader n'accepta pas. Il n'avait pas encore servi dans l'armée de l'Union, mais il avait acquis une grande réputation en commandant la milice de Pensylvanie.

<sup>1</sup> « Il a été résolu que le bureau de la guerre recevrait des instructions immédiates, afin d'ordonner que les cinq officiers d'état-major et le lieutenant-colonel Campbell soient étroitement enfermés, le congrès étant fermement décidé à leur faire subir un traitement semblable à celui qu'on a infligé au général Lee. » (*Journaux du Congrès*, 20 février.) Le congrès alléqua, pour justifier cette résolution, une lettre du général Howe au général Washington, datée du 23 janvier.

du général Lee, que je sois vivement touché de sa situation, cependant je dois au congrès de lui faire connaître respectueusement mon opinion sur ses dernières résolutions : je crains qu'elles ne produisent pas l'effet qu'il s'est proposé, qu'elles ne soient impolitiques, et que leur mise à exécution n'entraîne d'immenses et fâcheuses conséquences. Les représailles sont certainement justes et quelquefois nécessaires, dussent-elles être d'une sévérité rigoureuse : mais quand les maux qui doivent en résulter surpassent ceux auxquels l'on veut remédier, la prudence et la politique exigent qu'on s'en abstienne. Ces prémisses posées, je demanderai la permission d'examiner la justice et l'opportunité des mesures qui nous occupent en ce moment.

Les meilleurs renseignements que j'aie obtenus me portent à croire que le traitement infligé au général Lee n'a pas été assez rigoureux, ni assez humiliant, pour autoriser celui qu'on a ordonné à l'égard de ces messieurs, quand bien même d'autres motifs importants n'en défendraient pas l'emploi. Le général a eu plus à souffrir, pendant sa captivité, que la plupart de nos officiers prisonniers, plus à souffrir que ceux des ennemis en notre pouvoir : cependant, si mes rapports à ce sujet sont exacts, il paraîtrait qu'on lui a accordé un logement convenable, et fourni tout ce qui pouvait rendre sa position comfortable. Il n'en serait pas de même à l'égard d'un des officiers compris dans les résolutions, s'il faut ajouter foi à sa lettre, dont je vous envoie copie. Les représailles semblent avoir été prises par nous trop prématurément, ou pour parler avec plus de justesse, le traitement qu'on a fait supporter au général Lee ne saurait justifier les

rigueurs qui ont été et sont exercées envers le colonel Campbell.

Sous le point de vue politique, eu égard à l'état présent de nos affaires, cette doctrine ne peut être soutenue. La balance des prisonniers ne penche pas en notre faveur ; nous devons donc porter notre attention vers ce qui peut contribuer à l'avantage de la masse. Pouvons-nous penser que l'ennemi n'exercera pas sur les prisonniers qu'il a faits les mêmes châtimens, les mêmes outrages, les mêmes violences que nous exerçons sur ceux qui sont entre nos mains ? Pourquoi lui supposerions-nous plus d'humanité que nous n'en montrons nous-mêmes ? Pourquoi aussi, dans le but de soulager la détresse d'un homme brave et malheureux, en envelopperions-nous un grand nombre dans la même calamité ? Quelque pénible que puisse être cet aveu, l'ennemi a maintenant en son pouvoir près de trois cents officiers appartenant à l'armée des États-Unis. Dans ce nombre, plusieurs occupent un rang distingué, et la plupart sont des hommes d'un courage et d'un mérite éprouvés. Le chiffre des officiers ennemis tombés entre nos mains ne supporterait pas la comparaison, car il n'est que de cinquante au plus. Dans ces circonstances, nous devrions faire en sorte de ne pas attirer sur nos officiers, qui ont déjà souffert une longue captivité, des maux plus grands que ceux qu'ils ont endurés et endurent encore aujourd'hui. Autrement, quelle ne serait pas leur affliction et celle de leurs nombreux parents ? Supposons que le traitement prescrit envers les Hessois soit mis à exécution, ne serait-ce pas donner de la vraisemblance aux grossiers mensonges que l'ennemi a cherché à accréditer par tous

les moyens, je veux parler de la prétendue haine que nous aurions contre lui, et des cruels traitements qu'auraient éprouvés de notre part les hommes tombés en notre pouvoir, mensonges que jusqu'à présent nous avons jugé politique de détruire, en agissant toujours avec la plus grande douceur ? Telles seraient les conséquences d'une pareille résolution. Les Hessois, en apprenant ces rigueurs, ne manqueraient pas de les exagérer et d'en conserver du ressentiment, sans se donner la peine de rechercher si elles sont justes ou nécessaires. Il serait trop long de retracer ici les innombrables maux qui résulteraient de l'exécution de votre décret.

Pour ma part, j'ai déjà été très-embarrassé au sujet des échanges. Chaque jour amis et ennemis me sollicitent d'abrégier leur captivité, en me représentant leur nombre et leur rang. Plusieurs des premiers se plaignent qu'on veuille établir une distinction probablement injurieuse pour leur réputation, et qui ne manquerait pas de leur enlever leur tour d'échange, droit établi par les principes d'égalité proposés l'an dernier, consentis des deux côtés et maintenant en vigueur. Les derniers m'accusent d'un manque de foi, et me somment d'exécuter la convention.

Il me resterait encore à vous transmettre beaucoup d'autres objections, si elles étaient importantes. Je vous ferai observer seulement que l'état actuel de notre armée, si l'on peut lui donner le nom d'armée, ne nous permet pas de parler de représailles ou d'employer le ton de la menace. C'est ce que comprendront tous ceux qui connaissent l'état faible et précaire de nos forces, composées, si j'excepte nos troupes régulières en très-petit nombre,

de miliciens dont le temps de service est sur le point d'expirer. On pourrait encore envisager ce sujet sous plusieurs autres points de vue, si le temps le permettait; mais il n'en est pas ainsi. Je vous prie donc de vouloir bien vous en rapporter au colonel Walker, qui vous remettra cette lettre, et répondra à toutes les questions que vous croiriez devoir lui adresser. Dans l'espoir où je suis que le congrès me pardonnera la liberté que j'ai prise en cette circonstance, je n'ai plus qu'à faire des vœux pour le résultat de ses délibérations, lorsque ces dernières résolutions auront été de nouveau examinées.

J'ai l'honneur d'être, etc.



#### AU BRIGADIER GÉNÉRAL ARNOLD.

Morrisstown, 3 avril 1777

Cher Monsieur,

Il est inutile pour moi de m'étendre longuement sur un sujet qui, j'en suis sûr, doit vous causer beaucoup de chagrin. J'avoue que j'ai été surpris de ne pas voir votre nom sur la liste des majors généraux. J'étais tellement convaincu qu'il y avait eu quelque méprise, que je vous conseillai, comme vous pouvez vous le rappeler, de ne précipiter aucune démarche avant que l'intention du congrès fût bien connue. Le fait n'admet pas de doute; il est d'une nature si délicate que je n'essaierai même pas de vous donner un avis. Vos propres sentiments devront vous guider. Comme on n'articule contre vous aucune charge particulière, je ne vois pas sur quoi vous

vous fonderiez pour demander une enquête ; d'ailleurs, les assemblées ne répondent pas de leurs actes ; elles placent et déplacent à volonté, et toute la satisfaction que l'on peut obtenir, lorsqu'on se voit l'objet d'un passe-droit, c'est la conviction qu'on est innocent et qu'un pareil traitement ne devait pas être réservé à d'aussi honorables efforts. Votre résolution de ne point abandonner le commandement, tant que votre présence sera nécessaire au bien public, mérite mes remerciements, et vous donne de justes droits à la reconnaissance de vos concitoyens.

Le général Greene, qui est allé tout récemment à Philadelphie, a saisi cette occasion pour s'informer sur quelle base le congrès avait agi dans la dernière promotion d'officiers généraux. On lui a dit que les délégués de chaque État paraissaient insister pour avoir un nombre d'officiers généraux proportionné à celui des hommes qu'ils fournissent, et que le Connecticut, ayant déjà deux majors généraux, n'en devait pas obtenir davantage. C'est, je le confesse, une étrange manière de voir ; mais ce sera pour vous une preuve que l'avancement dû à votre ancienneté ne vous a pas été refusé sous le prétexte que vous manquiez de mérite <sup>1</sup>.

Je suis, cher Monsieur, etc.

<sup>1</sup> Cette lettre opéra un si grand changement dans la détermination d'Arnold, qu'il n'insista plus sur une enquête. Peut-être aussi avait-il d'autres motifs pour ne pas trop persister dans une pareille démarche.





## A RICHARD HENRI LEE.

Morristown, 24 avril 1777.

Cher Monsieur,

J'ai reçu dernièrement deux ou trois lettres de vous. La dernière qui me parvint était sans date, et contenait un extrait de la lettre du docteur Lee au comité secret, et les idées du général français sur les mesures nécessaires à prendre dans notre guerre avec la Grande-Bretagne.\* Je vous remercie sincèrement de ce double envoi, car la communication de semblables pièces ne peut manquer d'avoir une grande utilité<sup>1</sup>.

La complication des affaires, en Europe, semble indiquer un orage prochain ; mais où, quand et comment éclatera-t-il ? Voilà ce qui est moins facile à prévoir : nous ne devons donc pas, selon moi, en prendre occasion pour mettre la plus petite négligence dans nos préparatifs. Car je partage, je l'avoue, l'opinion de ceux qui n'ont

\* Ce qui suit prouve quelle influence peut avoir quelquefois, en temps de guerre, un événement de peu d'importance. Arthur Lee était, le 20 février, à Bordeaux, lorsqu'il recut une lettre confidentielle qui l'assurait que Boston serait très-certainement attaqué au printemps, et que Burgoyne était nommé au commandement des troupes ennemies. Cette nouvelle fut adressée par Arthur Lee au comité secret du congrès, et transmise par ce comité au général Washington et à la convention du Massachusetts ; cette nouvelle inspira de l'inquiétude au commandant en chef sur les intentions de l'ennemi, et les citoyens du Massachusetts alarmés ne songèrent plus qu'à rassembler des forces pour leur propre sûreté ; tandis que les intérêts de la cause commune leur ordonnaient de réunir leur contingent à l'armée principale. La nouvelle était fautive, et due sans doute à l'adresse du gouvernement anglais, qui avait voulu détourner l'attention des Américains et leur cacher les dispositions qu'il prenait pour la prochaine campagne.

jamais fondé de très-vives espérances sur les secours de la France, convaincus que la France ne nous laisse prendre chez elle nos munitions qu'à cause des bénéfices qu'en retire son commerce. L'avenir, et je n'y porte pas mes regards sans quelque crainte, nous apprendra jusqu'à quel point ces relations peuvent être modifiées par les mesures et les propositions de la Grande-Bretagne. Le plan dressé par le général français est d'une telle nature qu'il ne pourra être mis à exécution dans cette campagne; on peut cependant le prendre en considération, et, après un examen approfondi, l'adopter entièrement, ou en partie, selon que l'état de nos affaires le permettra. Les lenteurs qu'on a mises à nommer les officiers généraux, les démissions données par quelques-uns, la non-acceptation de plusieurs autres, et je pourrais ajouter l'incapacité d'un certain nombre; joignez à cela le retard inconcevable qu'on a apporté dans la rassemblement des troupes, les abus commis par les officiers de recrutement, conséquences qui devaient résulter nécessairement du manque d'officiers chargés de surveiller ces opérations dans les États respectifs, tous ces contre-temps m'ont profondément affligé, et ont nui considérablement à la régularité du service. Ils sont venus corroborer ce que je disais au congrès, que ne pas accorder une solde pour ces officiers (car je ne pourrais rendre raison autrement du retard qu'on a mis à les nommer), c'était faire une économie mal entendue. J'ai la conviction que des sommes considérables auraient été conservées au pays, si l'on se fût décidé, sur ma première recommandation, à nommer des officiers. Le succroît de dépenses n'est qu'une faible partie du

mal. La négligence qu'on apporte à rassembler les troupes est vraiment alarmante; et c'est un reproche que j'ajouterai à tous ceux qu'on pourra nous faire pour avoir tardé à adopter des mesures depuis si longtemps recommandées.

Vous ne vous faites pas une idée des fâcheuses conséquences qui éclateraient, si vous exemptiez du service militaire tous les forgerons; cette classe d'hommes est très-nombreuse et forme la majorité dans cette partie du pays; d'ailleurs, pourquoi le maître forgeron exercerait-il son industrie sans avoir de charges à supporter, lorsque le fermier, dont les services sont aussi utiles pour l'entretien de la guerre, le cordonnier et autres ouvriers absolument nécessaires pour équiper une armée, se voient enlever, quand cela est urgent, leurs valets et leurs ouvriers? Il est une chose que j'ai toujours faite et qui a, je crois, répondu au but que vous vous proposez: toutes les fois qu'une forge a été employée pour le service public, j'ai engagé le maître à me donner le nombre et les noms de tous les ouvriers qui y travaillaient, et je les ai exemptés des obligations de la milice de cet État. J'ai jugé cette mesure nécessaire sous deux rapports: d'abord, pour assurer à l'armée certains objets fabriqués dont elle manquait, et ensuite, pour empêcher un grand nombre d'ouvriers de prendre ce prétexte pour se soustraire au service régulier; en effet, il y a dans ce seul comté quatre-vingts à cent forges, grandes et petites.

L'opinion du docteur Lee sur l'opportunité d'attaquer l'ennemi à sa première apparition, dans l'espoir qu'on aura affaire à des hommes peu aguerris, est certainement bien juste; reste à savoir si les circonstances nous per-

mettront de la suivre. Le docteur ne songeait guère, j'imagine, que nous-mêmes nous aurions, en ce moment décisif, à lever une armée composée d'hommes également indisciplinés, et d'officiers qui probablement seront encore plus ignorants. Veuillez faire mes compliments à votre frère et aux autres délégués de la Virginie.

J'ai l'honneur d'être, etc.



### AU COLONEL ALEXANDRE SPOTSWOOD.

Morristown, 30 avril 1777

Messieurs,

J'ai besoin de former une compagnie pour ma garde. Mon intention est d'être extrêmement difficile dans le choix des hommes, parce qu'il est plus que probable que, durant le cours de la campagne, mes bagages, mes papiers et autres objets d'une haute importance, seront confiés à la garde de cette compagnie. Maintenant que vous êtes prévenu de la nécessité de faire des choix sévères, il me reste à vous prier de me fournir immédiatement quatre hommes de votre régiment : et comme je veux surtout que cette compagnie ait une belle apparence, que les hommes soient de taille uniforme, aucun de ceux qui la composeront ne devra dépasser cinq pieds dix pouces, ni avoir moins de cinq pieds neuf pouces; je désire en outre qu'ils soient tous sobres, bien faits et alertes. En vous faisant ces recommandations, j'entends ne parler que des hommes qui jouissent, dans le régiment, d'une bonne réputation, qui sont soignés dans leur mise,

et ont un air martial. Il ne faut pas, dit-on, se reposer trop sur la fidélité des soldats qui ont des attachements de famille dans le pays; j'ai une opinion tout opposée à celle-là; c'est pourquoi, je vous prie de ne m'envoyer que des indigènes, et, s'il se peut, des hommes qui possèdent quelque bien. Je tiens beaucoup à ce que, tout en vous conformant à mes instructions, vous ne fassiez pas connaître ma préférence pour les indigènes, car je ne voudrais pas susciter des rivalités et des jalousies entre eux et les étrangers.

Je suis, etc. <sup>1</sup>.

### A M. MALMEDY <sup>2</sup>.

Quartier général, 16 mai 1777.

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 14, je dois vous avouer avec franchise que je ne vous ai pas compris. Je ne saurais m'empêcher non plus d'exprimer ma surprise de ce que vous persistez à croire votre situation pleine de difficultés, nonobstant les marques d'égards dont vous m'annoncez avoir été l'objet dernièrement de la part du congrès. Je suis étonné qu'un gentilhomme de votre mérite

<sup>1</sup> La même lettre fut envoyée en forme de circulaire aux colonels de trois autres régiments.

<sup>2</sup> M. Malmedy était un officier français qui avait servi à Rhode-Island, et reçu de cet état la commission de brigadier général. Le 10 mai, le congrès le nomma colonel dans le service continental, grade qu'il trouva au-dessous de son mérite et peu en rapport avec le rang qu'il occupait précédemment dans l'armée. Il fit connaître son mécontentement dans une lettre au général Washington. Il avait reçu de l'avancement à Rhode-Island, sur la recommandation du général Lee.

regarde comme impossible de faire une distinction entre les nominations du service de l'Union et celles d'un État, après toutes les peines que je me suis données pour vous en expliquer la différence. En effet, il est facile de concevoir qu'une nomination faite par la convention d'un État, si elle n'est pas ratifiée par le congrès, ne peut être valable hors de cet État. La raison en est toute simple : chaque convention jouit seulement d'une juridiction locale, et ses actes ne lient en rien un autre État, encore moins le continent entier. Le grade de brigadier, que vous aviez à Rhode-Island, est et a toujours été complètement illusoire dans la hiérarchie continentale. Vous pouviez en demander la ratification au congrès, comme une faveur, mais non la réclamer comme une justice due ; vous n'ignorez pas qu'une foule de raisons graves, outre les obstacles qui vous sont personnels, s'opposent à nos désirs. Je n'attendais point de vous une telle persévérance dans vos prétentions déraisonnables, assuré comme vous deviez l'être qu'on n'y pouvait faire droit. Demander à être employé avec un grade aussi élevé que celui dont vous étiez investi à Rhode-Island, c'est ne pas vouloir être employé. Je répéterai ce que je vous ai déjà dit précédemment : il ne m'est pas possible de vous placer dans un autre rang que celui qui vous a été assigné par le congrès ; quelque emploi que je puisse jamais vous donner, il devra correspondre au grade que vous avez aujourd'hui dans l'armée de l'Union. Si vous espérez davantage, vous vous abusez étrangement. Un tel emploi n'aurait rien d'humiliant pour vous, car votre nomination au poste de brigadier est de toute nullité sous le point de vue du service continental.

Si vous vous formez de fausses idées sur votre nomination par un État, et que, par suite, vous adressiez des plaintes à vos amis d'Europe, songez que vous devez vous considérer comme l'auteur de vos tribulations, et ne point entretenir de prétentions inadmissibles. Si, comme vous l'avez fait entendre dans une lettre précédente, les distinctions qui existent dans notre armée ne sont pas bien comprises en France, il vous est facile de les expliquer à vos amis. Je ne vois pas ce qu'il y aurait de mortifiant pour vous à leur avouer que vous n'avez eu jusqu'à présent que de fausses idées sur nos institutions militaires, et que cette erreur provient de votre ignorance de notre langue. Nous ne devrions jamais convertir de légères difficultés en obstacles insurmontables.

Permettez-moi de poser encore quelques questions. Faites un appel à votre jugement, à votre conscience, et dites-moi si le rang que vous tenez en ce moment dans l'armée de l'Union, n'est pas justement proportionné à toutes les espérances que vous pouviez raisonnablement entretenir, d'après le grade que vous aviez dans l'armée française, surtout n'ayant encore servi chez nous que pendant le court espace de sept mois? Supposons que l'on satisfasse à vos désirs : les officiers américains qui sont au service depuis le commencement de la guerre n'auraient-ils pas lieu de se plaindre de votre avancement trop rapide? Ne serait-ce pas donner le droit à ceux qui, dans votre pays, étaient vos supérieurs, d'élever leurs prétentions si haut qu'il serait impossible de les satisfaire? Enfin, monsieur, je ne puis me décider à croire que la distinction extraordinaire que l'État de Rhode-Island vous a accordée, soit pour vous un motif de pen-

ser que l'Union doive, en votre faveur, oublier toutes considérations de politique et de droit. Bien que je n'aie pas la moindre intention de vous blesser, cependant c'est un devoir pour moi, même envers vous, de vous faire connaître franchement que les scrupules et les difficultés allégués par vous si fréquemment et sous tant de formes me causent une extrême importunité, et que je désire les voir cesser.

Je suis, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Morristown, 16 mai 1777.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir hier soir, à onze heures, votre lettre du 15 courant. Je remettrai à M. Armand, aussitôt que je le verrai, la commission que vous m'envoyez pour lui<sup>1</sup>. Conformément à votre demande, je délivrerai les brevets aux brigadiers, et je confirmerai leur rang par les pièces originales de leur commission, lorsque je les aurai obtenues. On va s'occuper de l'enquête

<sup>1</sup> M. Armand, marquis de la Rouerie, officier français qui avait passé dix ans au service, reçut, le 10 mai, du congrès, le grade de colonel. D'après sa demande, on lui accorda une commission pour lever un corps de partisans français, qui ne devait pas excéder deux cents hommes. On pensa qu'il y aurait un grand avantage à rassembler en un seul régiment les hommes qui ne savaient pas la langue anglaise. Le colonel Armand se montra, pendant toute la révolution, plein de zèle et d'ardeur. Sa correspondance amicale avec le général Washington continua plusieurs années après la fin de la guerre.



relative au major Campbell, et l'on y procédera avec la justice la plus scrupuleuse.

Je crains qu'il ne soit difficile de satisfaire aux demandes et aux réclamations de quelques-uns des gentils-hommes français. Le dernier avancement de M. Malmédy ne l'a nullement satisfait, bien que cet avancement soit très-honorable, et à la hauteur, sinon au-dessus, de ses titres. Il est arrivé ici hier matin, et m'a écrit à ce sujet. Les hautes marques de distinction qu'on s'est trop empressé de conférer à quelques-uns de ces Français semblent leur avoir fait perdre le sentiment de ce qui est juste et raisonnable. Il eût été heureux pour nous, surtout pour moi et pour ces militaires eux-mêmes, que des faveurs accordées trop facilement ne les eussent pas amenés à mépriser tout grade dans notre armée au-dessous de celui d'officiers d'état-major ; il n'est pas en mon pouvoir de donner des commandements à tous les officiers. J'écrirai à M. Armand et tâcherai de lui faire entendre qu'il n'y a pas en ce moment de vacance dont on puisse disposer pour lui. Si des raisons politiques engageaient à faire plus tard des promotions purement honorifiques, le congrès me permettra de lui dire qu'il ferait bien de faire savoir lui-même à ces messieurs, qu'il peut s'écouler quelque temps avant leur mise en activité. Par là ils ne pourraient plus m'accuser de négligence, reproche que la situation de l'armée ne me permet pas de prévenir. Il n'y a pas pour M. Malmédy de vacance du grade qu'il occupe aujourd'hui ; à moins qu'on ne veuille méconnaître, pour lui faire de la place, les services de plusieurs autres officiers distingués, et depuis plus longtemps dans nos rangs. Une pareille mesure est

impraticable; la prudence défend même de la tenter.

J'apprends, par une lettre du général Heard qui se trouve à Pompton, que les colonels Barton et Buskirk, à la tête d'une levée de trois cents tories de Bergen, ont essayé, dans la matinée du 13, de surprendre et de tailler en pièces environ soixante-dix de ses miliciens campés à Paramus; l'officier qui les commandait eut par bonheur avis du projet de l'ennemi, et l'évita en faisant retirer son poste. La matinée était brumeuse; l'ennemi, entrant de divers côtés, engagea le combat. Le général Heard dit que la perte de nos adversaires ne peut être parfaitement connue; mais, d'après les rapports des habitants, dix hommes auraient été tués et emportés aussitôt, et plusieurs autres blessés.

J'ai l'honneur d'être, etc.



A RICHARD HENRY LEE.

Morrisstown, 17 mai 1777.

Cher Monsieur,

J'use du privilège de l'amitié pour vous demander ce que le congrès veut que je fasse à l'égard des nombreux étrangers qu'il a, en diverses circonstances, promus au grade d'officiers d'état-major, et deux desquels viennent, par sa dernière résolution, d'être nommés colonels. Il est grandement à craindre qu'en faisant ces promotions, il n'ait pas pesé toutes les difficultés qui en peuvent résulter. Il a peut-être été mu par deux motifs, l'un de venir en aide aux aventuriers d'une nation que nous voulons

intéresser à notre cause, l'autre de se délivrer de leur importunité ; mais c'est n'envisager que la moitié, qu'un seul côté de la question. Aucun autre attachement que l'intérêt ne lie ces hommes à notre pays ; ils n'y possèdent aucune influence ; ils ignorent la langue dans laquelle ils devront recevoir et donner des ordres : beaucoup d'embarras et de confusion doivent en résulter nécessairement. Le plus grand mal, c'est qu'ils n'ont pas la plus petite chance de faire des recrues ; et nos officiers trouvent qu'il est pénible de voir mettre au-dessus d'eux, après avoir enduré toutes les fatigues du service, et y avoir même, sans nul doute, éprouvé plus d'une perte, des étrangers dont le mérite n'est peut-être pas égal au leur, et dont l'effronterie ne veut tolérer aucun refus.

Permettez-moi d'ajouter ; monsieur, que la conduite de cette affaire me paraît très-délicate ; car, bien que personne ne conteste au congrès son droit de faire des nominations, cependant tout le monde s'arroge le privilège d'en juger l'opportunité. Or, dans mon opinion, il est d'une bonne politique qu'une assemblée ne s'expose point à la désaffection pour satisfaire l'orgueil d'un individu ; car c'est par le zèle et l'activité de nos compatriotes que notre cause a besoin d'être soutenue, et non par quelques aventuriers affamés. D'ailleurs, il est maintenant évident pour tous que ces nominations ont été une faute, et que le congrès s'est trompé dans le but qu'il s'était proposé ; en élevant à de hauts grades des gens sans réputation ni instruction militaire, vous avez dégoûté leurs propres concitoyens, ou éveillé en eux des prétentions que nous ne pouvons satisfaire. En effet, celui qui a été capitaine en France, voyant pourvu d'un grade su-

périeur un homme qui, dans son pays, n'était qu'un officier subalterne, aspire aussitôt à commander un régiment ; l'officier d'état-major ne peut raisonnablement accepter qu'une brigade : conséquemment tout homme qui a des droits et un mérite réel se verra mis de côté, et peut-être tout votre système militaire en sera-t-il bouleversé. En attendant, je suis obsédé, fatigué à l'excès, de l'importunité des uns et du mécontentement des autres.

Les représentations que je vous adresse, ne touchent point les officiers d'artillerie et les ingénieurs. Les premiers seront d'une grande utilité, s'ils ne s'avisent point de vouloir changer les règlements établis dans ce corps par le congrès lui-même ; les seconds sont absolument nécessaires, et nous en manquons totalement ici. Mais il faudrait apporter à leur choix de grandes précautions : car nous avons deux Français chèrement payés et haut gradés qui, selon moi, n'entendent rien au métier d'ingénieurs. Les officiers, ceux qui se disent de cette profession, devraient être obligés de fournir des preuves bien authentiques de leur habileté, de leur instruction, et ne pas compter, pour s'ouvrir l'accès dans l'armée, sur le récit pompeux de services imaginaires et la prétendue perte de leurs papiers, excuse à laquelle on a toujours recours. Vous me pardonnerez, j'en suis persuadé, la liberté avec laquelle j'ai développé mes idées sur ce sujet, et voudrez bien croire que je n'ai eu en vue que le bien du service.

Je suis, etc.

---

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, Middlebrook, 31 mai 1777.

Monsieur,

M. Ducoudray vient d'arriver au camp, et se propose de partir demain pour Philadelphie. Je ne sais pas au juste quels sont ses projets, ne m'en étant pas entretenu avec lui. Il a, dit-on, conclu un engagement avec M. Deane, pour prendre le commandement en chef de l'artillerie. Je ne puis assurer que ce bruit soit fondé; mais un pareil fait, s'il était vrai, ne manquerait pas d'entraîner des conséquences de la plus haute gravité. Le général Knox, qui s'est acquis à bon droit la réputation d'un des meilleurs officiers de l'armée, et n'a mis l'artillerie sur un pied aussi honorable pour lui qu'en combattant des difficultés sans nombre, se regarderait certainement comme offensé par ce passe-droit, et croirait manquer à sa dignité, en restant plus longtemps au service. Dans l'état présent de nos affaires, il est à craindre qu'un semblable événement, s'il se réalisait, n'amène une suite de malheurs, et peut-être, le bouleversement de ce service d'une si haute importance.

En supposant que M. Ducoudray ait pris un pareil arrangement, cette affaire présenterait de grandes difficultés, et demanderait toute l'attention du congrès. Ne peut-on trouver quelque moyen de satisfaire aux vœux de ce gentilhomme, de lui donner, par exemple, un commandement qui lui soit agréable, sans le faire déchoir du rang que vous lui avez promis? D'après les recommandations qui nous ont été faites sur son compte, je dois lui reconnaître

un noble caractère et de grandes connaissances dans son art : la haute considération qu'on lui témoigne, les termes honorables dans lesquels on nous en a parlé, me portent à croire qu'il faudra beaucoup d'adresse et de ménagement pour terminer cette affaire. Outre les raisons que j'ai signalées, beaucoup d'autres, qu'en réfléchissant vous apprécierez promptement, pourraient être alléguées pour continuer à laisser au général Knox le premier commandement dans l'artillerie. Sans vouloir jeter l'ombre d'un soupçon sur l'honneur, la bonne foi, l'intégrité de M. Ducoudray, je ferai seulement observer que les maximes ordinaires de prudence et de politique nous autorisent bien à examiner si un commandement aussi important que celui de l'artillerie doit être confié à un de nos concitoyens, ou à un homme attaché à ces États par les liens de l'intérêt. Le congrès voudra bien, j'espère, excuser la liberté que j'ai prise en cette occasion et ne l'attribuer qu'à l'importance du sujet dont j'ai eu à l'entretenir<sup>1</sup>.

J'ai l'honneur d'être, etc.

<sup>1</sup> M. Deane venait à peine d'arriver en France, lorsqu'il reçut la visite de M. Ducoudray, alors officier au service de France. Ce dernier offrit à M. Deane de l'aider à se procurer des renforts militaires, et de se joindre, moyennant certaines conditions, à l'armée américaine. On savait que le gouvernement français approuvait les avances de M. Ducoudray, ses propositions furent donc acceptées par M. Deane. D'après cet arrangement, Ducoudray devait se rendre en Amérique sur un vaisseau chargé de fusils, de canons et d'autres munitions militaires; M. Deane convint en outre avec lui qu'il aurait le commandement de l'artillerie avec le rang de major général, et la solde attachée à ce grade. Cependant M. Deane eut à se plaindre de sa conduite avant qu'il eût quitté la France, et écrivit à ce sujet au congrès. — Voir la

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Middlebrook, 6 juin 1777.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir ce matin votre lettre du 5 courant, et les pièces qu'elle renfermait. La résolution du 30 mai, relative aux gentilshommes français qui sont arrivés sur l'*Amphitrite*, est parvenue au camp avant votre lettre, et a produit beaucoup de sensation dans le corps d'artillerie; l'anxiété que cause cette résolution sera encore entretenue par la lettre que vient d'écrire le général Knox, et dont je crois nécessaire de vous adresser une copie, autant pour remplir mon devoir que pour satisfaire à la demande du général. Les difficultés qui s'élèvent en cette occasion proviennent des circonstances particulières où se trouvent le plus grand nombre des officiers d'artillerie. J'ignore, pour ma part, quel résultat le congrès espère de sa résolution: mais, si les commissions, que ces gentilshommes doivent recevoir, stipulent qu'ils ont commencé à prendre rang à partir de la date du brevet qu'ils tiennent du roi de France, ou de celle du traité passé avec M. Deane, il y a peu d'officiers de notre artillerie qui ne se voient supplantés dans

*Correspondance diplomatique de la révolution américaine*, vol. I, p. 34, 102. — Lorsque Ducoudray arriva à Philadelphie et qu'il présenta au congrès son traité avec Deane, ainsi que d'autres papiers, on le renvoya au comité des demandes étrangères. Il avait si bien arrangé son plan, qu'il devait avoir le commandement des ingénieurs ainsi que celui de l'artillerie. L'affaire resta en suspens; plus tard, elle amena beaucoup de difficultés et de mécontentements parmi les officiers étrangers et indigènes.

leurs commandements , à moins qu'on n'avise à quelque moyen pour prévenir ce mal. Je suis convaincu que le congrès n'a pas songé à ces conséquences , si contraires à la justice et à une saine politique , et je crois volontiers qu'il a pris sa décision sans avoir tous les renseignements qui auraient pu l'éclairer.

Je dois reconnaître le haut mérite de nos officiers actuels d'artillerie ; l'expérience a prouvé qu'ils étaient étroitement attachés aux droits de leur patrie , et la manière dont ils se sont toujours acquittés de leurs devoirs leur fait le plus grand honneur ainsi qu'au général qui les commande. Sans vouloir rabaisser le moins du monde la réputation des officiers français , qui doivent être commissionnés et que je désire voir protégés comme ils le méritent , il y a de fortes raisons pour douter , toute considération politique mise de côté , qu'ils aient servi aussi activement que nos officiers dans le cours de nos deux dernières campagnes. Il serait pénible , pour ne pas dire injuste , que ces derniers perdissent leur commandement , lorsqu'ils ont droit à toute espèce de faveurs , et qu'ils se sont donné les plus grandes peines pour former leurs compagnies. Le service exige qu'on ne leur fasse pas cette injustice , qui , dans ma conviction , entraînerait les plus fatales conséquences.

Mais que faut-il faire ? C'est là une difficulté que vous envisagerez comme bon vous semblera. Je suis d'avis qu'on ne doit pas repousser les gentilshommes français ; loin de là : je désire qu'on les emploie ; la bonne foi nous le commande , les ayant encouragés nous-mêmes à venir. Après avoir bien réfléchi , j'ai trouvé deux moyens , qui , selon moi , pourront remédier aux inconvénients



que je vous ai signalés. Le premier, c'est de créer un nouveau corps d'artillerie, et d'y attacher ces Français. Nous avons tout lieu de croire que cette mesure ne puisse être exécutée, car nous n'avons pas oublié les difficultés qu'on rencontre dans la levée des hommes, augmentées encore par le manque d'influence ou de relations de ces messieurs parmi le peuple. En pareil cas, leur situation, s'ils sont hommes de cœur et d'activité, serait des plus fâcheuses. Le second moyen serait de donner des commissions anti-datées à nos officiers, afin qu'ils aient la préséance du rang; et cela pourrait se faire avec d'autant plus de justice que les postes dont ils sont maintenant pourvus, la plupart d'entre eux étaient destinés à les remplir avant que les officiers français eussent rien à réclamer de nous. A vrai dire, ils n'étaient pas commissionnés, parce que l'ancien corps existait d'après ses premiers réglemens. On assure aussi, et il n'y a pas à douter du fait, que ces messieurs avaient reçu des brevets quelques jours seulement avant leur départ de France, et tout simplement pour prendre rang ici. Entrés au service avant eux, nos officiers doivent donc leur être supérieurs en grade; d'ailleurs ces brevets ne donnent qu'un rang local, et n'ont de valeur que dans les colonies franco-américaines. Le dernier moyen me paraît le plus digne de votre choix. Si vous l'adoptez, ces étrangers devront être répartis dans les corps comme officiers supplémentaires. Leur ignorance de notre langue les empêche de commander en chef : il serait injuste et contre la discipline, non-seulement de leur accorder une semblable autorité, mais encore de les mettre à la tête de compagnies, au-dessus d'officiers qui n'ont épargné ni

soins, ni peines, ni dépenses pour lever des hommes.

Je laisse ce sujet, en formant des vœux pour qu'on adopte les mesures qui pourront le mieux aplanir les difficultés et servir au bien public. J'ajouterai, avec tout le respect dû au congrès, que s'il est plus aisé de prévenir les maux que d'y remédier lorsqu'ils sont arrivés, de même il faudrait, soit à l'égard de ces étrangers, soit en toute autre affaire, peser d'avance et bien examiner les conséquences qui peuvent naître de la distribution trop facile des brevets. Dans l'état présent<sup>1</sup> des choses, j'ose dire que les difficultés eussent été promptement levées, si le comité des affaires étrangères avait été instruit de tous les détails relatifs aux régiments d'artillerie.

J'ai l'honneur d'être, etc.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Les officiers français auxquels on fait allusion sont ceux qui vinrent en Amérique sous les auspices de Ducoudray. Ils avaient reçu du gouvernement français des brevets datés de novembre et décembre 1776. Par suite de la nouvelle organisation de l'armée, les commissions des officiers d'artillerie américaine, du même rang, étaient du 1<sup>er</sup> janvier 1777. Par une décision du congrès du 30 mai, des commissions en blanc furent envoyées au général Washington avec l'autorisation de les remplir en suivant la liste d'avancement et avec la clause additionnelle suivante : le rang de chaque classe desdits officiers sera établi d'après l'ordre de date de leurs commissions signées du roi de France. Il résultait de cette clause que les officiers américains devaient tous prendre rang après ces nouveaux venus ; mais le congrès dissipa tous les doutes en ajoutant un article portant qu'on n'avait fait que régler le rang relatif des officiers français entre eux, et que leurs commissions ne prendraient date qu'à partir du jour où elles seraient remplies par le général Washington. — *Journaux du Congrès*, 10 juin. — La liste des officiers de Ducoudray se composait de six capitaines et de douze lieutenants, outre son aide de camp, qui était Américain.

## A BENJAMIN FRANKLIN,

A PARIS.

Quartier général, 17 août 1777.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir, par l'entremise de M. de Cénis, votre lettre du 2 avril, écrite en faveur de ce gentilhomme et sur la recommandation de M. Turgot. Je me serais trouvé heureux qu'il eût été en mon pouvoir d'offrir à M. de Cénis l'encouragement auquel lui donnaient droit son zèle et la peine qu'il a prise de venir en Amérique ; je vous aurais ainsi prouvé tout le cas que je fais de votre recommandation, appuyée par un homme aussi respectable que M. Turgot ; mais la situation présente de notre armée est telle que je me vois contraint de me priver de cette satisfaction. Nos régiments sont tous formés et les cadres de nos officiers remplis ; il s'ensuit qu'il nous est impossible de pourvoir d'un grade les nombreux étrangers déjà commissionnés qui se présentent continuellement avec de nouvelles recommandations, et que leur arrivée est non-seulement, pour le congrès et pour moi, une source d'embarras, mais encore une cause de désappointement pour ces messieurs qui ont traversé les mers. S'ils n'étaient venus qu'en petit nombre, nous trouverions moyen de les employer, d'une manière avantageuse au service et honorable pour eux-mêmes ; mais ils arrivent en si grande foule qu'il faudrait les engager au détriment de la moitié des officiers de l'armée, ce qui, vous devez le comprendre, produirait les plus funestes effets, et ne man-

querait pas d'occasionner un mécontentement général. Ces messieurs ne pourraient lever des soldats, et il serait à la fois impolitique et injuste de déplacer les autres officiers, qui se sont donné toutes les peines du monde et ont fait de grandes dépenses pour lever des corps, afin d'en obtenir le commandement. Lors même qu'il se trouve une vacance, il y a toujours là des officiers qui se prévalent, pour la remplir, de leur droit d'ancienneté, et qui tiennent autant à ce droit qu'au grade qu'ils occupent maintenant; et leurs prétentions trouvent leur justification dans les décisions du congrès, dans le principe naturel et les usages de toutes les armées. Nommer des officiers étrangers à ces grades, ce serait non-seulement entraîner la démission de ceux qui s'attendaient à y être appelés, mais encore décourager les autres, en les blessant dans leur amitié pour les victimes de ces injustices, et leur faisant craindre de partager le même sort. Cette manière d'agir, en rendant précaire l'espoir de l'avancement, détruirait une des sources de l'émulation, qu'il est absolument nécessaire d'entretenir dans une armée.

Outre cette difficulté, l'erreur dans laquelle nous sommes d'abord tombés, en prodiguant des grades aux étrangers, sans examiner convenablement la valeur de leurs prétentions, nous a conduits à accorder de hauts grades à des hommes qui n'en avaient pas dans leur pays, ou qui n'en avaient du moins que de très-inférieurs; d'où il résulte que maintenant ceux dont les droits étaient véritablement fondés, et dont la réputation, les talents et la position sociale étaient dignes d'attirer l'attention, ne veulent occuper que des postes impor-

tants dans l'armée. Je n'ai pas besoin de m'étendre plus longuement sur ce sujet, pour vous prouver qu'il nous est impossible de satisfaire à leur demande. De là leur mécontentement, et la difficulté de les employer qui devient de plus en plus grande. Ces inconvénients nous réduisent à l'alternative ou de leur refuser tout service, ou de ne pas les dédommager des frais, des fatigues et des dangers de leur voyage, ou de les commissionner sans être à même de les incorporer dans les régiments, ni de les mettre en activité; de cette sorte, tout en profitant de la paye ordinaire et d'un grade sans emploi, il leur faudra se soumettre à l'humiliation d'être de simples zéros dans l'armée. Cette position pourra ne pas sembler désagréable à quelques-uns d'entre eux; mais elle deviendrait extrêmement pénible et mortifiante pour des hommes de cœur, mus par des principes d'honneur et par le désir de se distinguer.

D'après cette manière de voir, je crois qu'il serait à la fois prudent et juste de détourner ces messieurs de venir ici, en leur montrant avec franchise les difficultés qu'ils rencontreraient. S'ils s'obstinent à partir, nonobstant cet avis, ils ne pourront plus s'en prendre qu'à eux-mêmes. Je sens parfaitement, monsieur, combien il est pénible et difficile de refuser de l'emploi à des personnes protégées par les personnages les plus influents du royaume que vous habitez; personnages dont il est important de se concilier la faveur: mais, je vous le demande, ne vaut-il pas mieux agir ainsi que d'exposer ces messieurs, par suite d'une complaisance dangereuse, à des mortifications auxquelles ils doivent s'attendre, qu'ils ne sont que trop enclins à attribuer à

d'autres causes qu'aux véritables, et qu'ils se représenteraient sous les couleurs les plus noires ?

Permettez-moi une dernière réflexion : quand vous vous contenteriez de leur donner une simple recommandation sans l'accompagner d'aucune promesse, ils se croiront aussi sûrs de réussir que s'ils tenaient leur brevet, et le désappointement leur sera aussi pénible, dans les deux cas.

Je suis, etc.



A BENJAMIN HARRISON,  
AU CONGRÈS.

Neshaminy-Bridge, 19 août 1777.

Cher Monsieur,

Si j'ai bien saisi ce qui m'a été dit par vous ou par quelques membres du congrès, à l'égard du marquis de Lafayette, ce gentilhomme se serait mépris sur la portée de sa nomination, ou le congrès n'aurait pas compris jusqu'à quel point il élève ses prétentions ; car, dans mon opinion, il est certain que le marquis ne regarde pas sa commission comme purement honoraire ; il pense, au contraire, qu'on la lui a accordée avec l'intention de le placer à la tête d'une division de notre armée. Il est convenu, je le sais, qu'il était jeune et sans expérience ; mais il a ajouté en même temps qu'aussitôt que je le jugerais capable de commander une division, il serait prêt à accomplir les devoirs de cette charge. Il a aussi offert ses services pour un commandement moins important. Je

dirai en outre qu'il vient de s'adresser à moi, d'après le conseil, dit-il, de M. Hancock, pour me demander des commissions pour ses deux aides de camp.

J'ignore quelles sont les intentions du congrès à l'égard de ce gentilhomme, et la ligne de conduite que je dois suivre pour répondre à ses desseins et aux espérances du marquis. Je désire donc recevoir des instructions sur ce point. Si le congrès a eu le projet de ne pas attacher de commandement à ce grade, je souhaiterais qu'on en eût informé le marquis; si, au contraire, le congrès a entendu l'investir de tous les pouvoirs d'un major général, pourquoi m'a-t-on donné des instructions contraires? Pourquoi m'a-t-on laissé dans une entière ignorance de la conduite que je dois tenir avec lui? Cette difficulté, jointe aux réclamations sans nombre dont m'assaillent les étrangers avec leurs grades respectifs, ne me cause pas peu d'embarras dans mon commandement; les ennuis que me donnent l'humeur inégale de ceux avec qui je suis en relation, et les différents modes adoptés par les États pour nommer et classer leurs officiers, n'est-ce pas l'exakte image du grand chaos d'où nous nous efforçons (l'avenir nous dira un jour à quel point nos efforts auront été heureux) de tirer quelque ordre et quelque régularité?

J'étais sur le point de m'adresser au congrès pour lui demander des instructions relativement au marquis de Lafayette; mais une nouvelle réflexion m'a déterminé à solliciter, auprès d'un membre de l'assemblée, quelques conseils sur la conduite que je dois tenir en cette occasion, et à m'adresser à vous. Je vous supplie donc, mon cher monsieur, de m'apprendre l'opinion du congrès à

cet égard ; je m'efforcerai de m'y conformer autant qu'il sera en mon pouvoir. Quant aux commissions pour les aides de camp du marquis, j'ai dit à ce dernier que j'écrirais à M. Hancock à leur sujet, et que je désirais avoir sur eux des renseignements. Le marquis est actuellement à Philadelphie, mais il est attendu ici aujourd'hui ou demain.

Je suis, etc. <sup>1</sup>

---

### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Au camp, près le moulin de Pennibecker,  
5 octobre 1777.

Monsieur,

Ayant appris par des lettres interceptées que le général Howe avait détaché une partie de ses troupes, dans l'intention de réduire Billingsport et les forts sur la Delaware, j'ai communiqué ces rapports à mes officiers généraux, qui ont tous été d'avis que c'était une occasion favorable pour attaquer les troupes ennemies, campées à Germantown et dans les environs. Il fut alors décidé que cette attaque aurait lieu hier matin, et l'on prit en conséquence les dispositions suivantes.

Les divisions de Sullivan et de Wayne, appuyées par la brigade de Conway, devaient pénétrer dans la ville

<sup>1</sup> D'après la réponse de M. Harrison, le congrès aurait considéré la nomination du marquis de Lafayette seulement comme honoraire et n'engageant personne. Il pensait aussi que le général Washington ne se trouvait pas obligé, par la teneur de cette nomination, à donner un commandement au marquis, mais qu'il était libre d'agir à cet égard selon sa propre volonté.



par le chemin de Chesnut-Hill, tandis que le général Armstrong descendrait avec la milice de Pensylvanie par la route du Manatawny, passant devant le moulin de Vandearing, et attaquerait la gauche et l'arrière-garde de l'ennemi. Les divisions de Greene et de Stephen, flanquées par la brigade de Mac-Dougall, avaient ordre d'entrer, en faisant un circuit par le chemin de Lime-Kiln, à Market-House, et d'attaquer l'aile droite; enfin les milices du Maryland et du Jersey devaient prendre par le vieux chemin d'York, sous les ordres des généraux Smallhood et Forman, et tomber sur l'extrémité de la droite. Lord Stirling était chargé, avec les brigades de Nash et de Maxwell, de former un corps de réserve<sup>1</sup>.

Hier au soir, nous nous mîmes en route vers sept heures. Au lever du soleil, l'avant-garde du général Sullivan, tirée de la brigade de Conway, se mit en devoir d'attaquer la redoute près de Mount-Airy ou de la maison de M. Allen; elle en délogea l'ennemi. Le corps principal de Sullivan, qui formait l'aile droite, suivit bientôt, et s'engagea avec l'infanterie légère et d'autres troupes qui se trouvaient près de la redoute. Ces troupes furent obligées de lâcher pied. Elles se retirèrent à une distance considérable, abandonnant leurs bagages, non sans avoir jeté un détachement dans la maison de M. Chew, dont la position est très-forte, et d'où l'ennemi pouvait, en tirant par les fenêtres, nous faire beaucoup de mal et nous empêcher d'avancer.

L'attaque faite par notre colonne gauche, sous les ordres du général Greene, commença environ trois quarts d'heure

<sup>1</sup> Voy. l'Atlas, n° 14.

après celle de la droite, et fut pendant quelque temps également heureuse. Mais je ne puis entrer dans les détails de ce qui se passa de ce côté, manquant encore de rapports certains et précis à cet égard. La matinée fut extrêmement brumeuse, ce qui nous empêcha de profiter de tous nos avantages, comme nous aurions pu le faire sans ce contretemps; ne pouvant donc connaître la véritable position de l'ennemi, nous nous vîmes contraints d'agir avec plus de précaution et moins de promptitude que nous ne l'aurions désiré, ce qui donna le temps à l'ennemi de se remettre des effets de notre première attaque; pour comble de malheur, nos différents corps, ignorant complètement les mouvements des autres divisions, ne purent agir de concert; bien plus, ils se prirent les uns les autres pour des ennemis. Cette dernière circonstance contribua, je pense, plus que toute autre aux malheurs qui suivirent, en portant le désordre dans nos rangs, lorsque nous pouvions à bon droit concevoir les plus flatteuses espérances de victoire; nos troupes se mirent soudain à battre en retraite, et quittèrent entièrement le champ de bataille, en dépit des efforts que l'on fit pour les rallier.

Au total, on peut dire que la journée a été plutôt malencontreuse qu'humiliante. Nous n'avons fait aucune perte matérielle d'hommes, et nous avons sauvé toute notre artillerie, à l'exception d'une pièce qui a été démontée. L'ennemi n'a pas profité de l'événement, et nos troupes, qui ne sont pas le moins du monde découragées, ont eu l'avantage, précieux pour de jeunes soldats, de marcher au feu. Nous avons eu cependant quelques officiers distingués de tués et plusieurs blessés. Le général Nash

se trouve au nombre de ces derniers et dans un état désespéré. Aussitôt qu'il me sera possible d'obtenir un relevé exact de nos pertes, je vous en ferai part. Pour rendre justice au général Sullivan et à toute l'aile droite, que j'ai été à même d'observer puisqu'ils agissaient sous mes propres yeux, je me fais un plaisir de vous apprendre qu'ils se sont conduits avec une bravoure qui leur fait le plus grand honneur.

Je suis, etc.

*P. S.* Comme je l'ai déjà dit, je n'ai pas reçu de détails sur notre perte; mais, d'après les renseignements que le général Greene vient de me donner, je crains qu'elle ne soit plus considérable, sous le rapport des hommes, que je ne le croyais d'abord. La pièce de canon, dont j'ai parlé ci-dessus, a été, à ce qu'il paraît, emportée dans un wagon.

---

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, près White-Marsh, 4<sup>er</sup> novembre 1777.

Monsieur,

Après le combat du 4 du mois dernier à Germantown, j'espérais que nous serions en position d'attaquer de nouveau l'ennemi dans le même lieu et avec plus de succès que la dernière fois; mais cela ne nous fut pas possible. Les grandes pluies du 16 septembre, le combat du 4 octobre, l'éloignement de nos magasins, l'établissement de nouveaux ateliers, où nous ne pûmes faire travailler qu'un fort petit nombre d'hommes, furent pour nous autant d'obstacles insurmontables à l'arrivée des munitions qui

nous étaient si nécessaires. Malgré tous les efforts que je fis pour m'en procurer, celles qu'on m'envoya étaient trop insuffisantes pour me permettre d'agir sur une large échelle, avant que l'ennemi se fût retiré. Si nous avions tenté quelque entreprise avec notre peu de ressources, la fortune aurait tourné peut-être de notre côté; mais nous aurait-il été possible de garder nos avantages? et si nous avions été défaits et poursuivis par l'ennemi, n'aurions-nous pas été exposés, par suite de notre manque de provisions, à une ruine imminente? Le dénûment de chaussures dans lequel se trouvaient nos soldats était aussi un grand obstacle.

Je désirerais bien vivement que notre position nous permit de tenter contre l'ennemi une attaque générale pour le chasser de la ville; mais je crains qu'il n'en soit autrement; et c'est aussi l'opinion émise par mes officiers généraux, après un examen approfondi et éclairé, comme le congrès pourra s'en convaincre en parcourant la copie du procès-verbal du conseil tenu le 29 mai dernier, que je prends la liberté de mettre sous ses yeux. Les troupes régulières de l'ennemi, plus nombreuses que les nôtres; l'avantage que lui donnait sur nous sa discipline; les redoutes et les lignes qu'il a élevées entre les deux rivières et près de la ville; l'heureux état de nos affaires au nord, et la possibilité d'en tirer des secours; enfin les conséquences d'une défaite, tels ont été les motifs qui nous ont fait abandonner le parti d'attaquer en ce moment. J'ai envoyé le colonel Hamilton, un de mes aides de camp, vers le général Gates, pour lui donner une idée exacte de l'état des choses et lui exposer combien il est urgent qu'il nous envoie les renforts qu'on

a jugés indispensables, si toutefois cet envoi ne dérange pas les plans qu'il pourrait avoir formés. Je ne puis croire qu'il y ait en ce moment pour nous une mesure plus essentielle, et qui réclame autant nos plus énergiques efforts, que la destruction de l'armée ennemie. Si nous y réussissons, nous éloignerons toute crainte pour l'avenir.

Les forces du général Howe, d'après le dernier relevé, sont plus considérables que nous ne le supposions généralement. Pour moi, j'ai toujours pensé qu'elles étaient supérieures à l'évaluation qu'on en faisait. Je ne puis, au reste, rien affirmer de positif à cet égard, quoique nous soyons fondés à croire que ce chiffre n'a pas été exagéré. Après l'évacuation de Germantown, on trouva une grande quantité de fragments de papiers, qui, après avoir été classés et arrangés avec beaucoup de soin et de patience, nous présentèrent les indices authentiques d'états de revues faits à diverses époques. Nous n'avons pas lieu de penser que l'ennemi ait eu quelque dessein en lacérant et dispersant ces papiers. Le général Putnam m'informe, d'après la nouvelle qui lui en est parvenue, qu'un renfort de quatre régiments, sortis de New-York, marche sur la Delaware. Le rapport ci-inclus donnera au congrès une idée générale des forces de notre armée lorsqu'elle fut créée, et un aperçu de celles de chaque État qui la composent. Par là, il pourra voir combien il s'en faut que leur contingent soit complet. On ne peut plus compter sur la milice du Maryland et sur celle de Virginie; la première nous a quittés, à l'exception de deux cents hommes; et dans quelques jours je dois m'attendre à voir s'éloigner la seconde, sinon en totalité, du moins en grande partie, si j'en juge par les demandes de congés

faites à diverses reprises par quelques miliciens. Outre ces pertes, je crains que les dernières pluies et le manque d'habillements ne multiplient le nombre des malades. Nous n'avons pas encore pris de détermination relativement aux dispositions que nécessitera pour nos troupes la saison d'hiver ; c'est en effet un sujet sur lequel il est bon de garder en ce moment le silence, vous en connaîtrez bientôt les raisons <sup>1</sup>. En continuant la campagne, peut-être obtiendrions-nous quelque avantage important, sinon décisif ; mais il n'y faudrait compter qu'autant que nos hommes recevraient de nouveaux habillements ; si l'on ne peut leur en fournir, il sera difficile, pour ne pas dire impossible, de les mener au combat, ou ce serait vouloir leur destruction.

Je prendrai la liberté de dire que je me trouve dans une situation délicate vis-à-vis le marquis de Lafayette. Il a le plus grand désir d'obtenir un commandement égal à son rang, et il professe, relativement à sa nomination, des idées bien opposées à celles que m'a communiquées le congrès. Il n'a sans doute pas compris ces dernières. Je ne sais quelle sera l'opinion de l'assemblée à ce sujet ; mais, si je considère les importantes et hautes relations du marquis, l'attachement qu'il a montré pour notre cause, et les conséquences fâcheuses que produirait son mécontentement, je crois qu'il est de notre intérêt de contenter ses désirs ; d'autant plus que quelques gentilshommes, venus de France avec des espérances semblables, ont dû retourner dans leur pays, déçus dans leur attente.

<sup>1</sup> Ce sujet avait été discuté dans le dernier conseil de guerre, mais il avait été remis sans qu'on eût pris aucune décision.

La noble conduite du marquis à leur égard doit nous le recommander puissamment. En effet, il a mis tout en œuvre pour les tirer d'embarras, tout en leur montrant l'inconvenance qu'il y aurait à éclater en plaintes à leur retour dans leur pays. Dans toutes ses lettres il s'est attaché à représenter sous le meilleur jour possible l'état de nos affaires. C'est d'ailleurs un homme de sens et plein de modestie ; il a fait de grands progrès dans notre langue ; et par les dispositions qu'il a prises à la bataille de Brandywine, il a été aisé de voir qu'il possède un grand courage et beaucoup d'ardeur militaire. Il y a ici un gentilhomme français, M. Vigny, auquel le marquis paraît s'intéresser beaucoup. C'est, dit-il, un officier d'un grand mérite. Aussi pour cette raison et dans l'intérêt même du service, désire-t-il le voir bientôt pourvu d'une commission. Le rang que cet officier occupe en France, et ses prétentions actuelles, sont exposés dans la copie ci-jointe d'un mémoire que m'a remis le marquis. M. Vigny est aussi porteur d'honorables certificats de ses services, parfaitement en rapport avec les recommandations de M. de Lafayette. Si le congrès consent à l'honorer d'une commission dans l'armée des États, je tâcherai de l'employer.

A la demande du gouverneur Clinton, je vous transmets une copie de la lettre qu'il m'a adressée, et qui contient le récit de l'expédition du général Vaughan sur la rivière du Nord, après la prise du fort Montgomery, et des détails sur les ravages que ces troupes ont commis en brûlant Kingston, et les maisons et moulins sur les bords de la rivière. D'après les dernières nouvelles, ces troupes sont retournées sur leurs pas ; on dit qu'elles ont

détruit les casernes et les forts, et se sont rendues à New-York ; mais ce bruit mérite confirmation<sup>1</sup>.

Il y a quelques jours, M. Franks, de Philadelphie, agent des prisonniers anglais, a envoyé six mille dollars de l'Union à M. Richard Graham, de Virginie, pour l'entretien des Hessois et autres prisonniers qui sont dans cet État. C'est, à mon avis, une question qui demande un examen sérieux que celle de savoir si l'ennemi peut à bon droit venir au secours de ses prisonniers, avec une monnaie qu'il refuse pour sa part, qu'il cherche constamment à déprécier, et qu'il ose même contrefaire.

<sup>1</sup> Lorsque les Anglais eurent enlevé les chevaux de frise au fort Montgomery et au fort la Constitution, ils traversèrent la rivière sur plusieurs navires, commandés par sir James Wallace, et un corps de troupes sous les ordres du général Vaughan. Ils brûlèrent toutes les embarcations qu'ils trouvèrent sur la rivière, ainsi que les maisons et les moulins sur le rivage. Un parti ennemi, conduit par le général Vaughan lui-même, débarqua, le 15 octobre, à Esopus, et brûla le village de Kingston. La destruction fut si complète, qu'une seule maison échappa aux flammes. Le général donna pour motif de cette action que les habitants tiraient de leurs maisons sur ses hommes. Il se rembarqua alors, et remonta jusqu'à Livingston's-Manor, où il incendia de même plusieurs maisons particulières et des moulins. Gordon affirme que le peuple de Kingston ne fit pas feu sur les troupes anglaises. — *Histoire*, vol. II, p. 579. — Il fut convenu, entre le général Putnam et le gouverneur Clinton, que, durant les opérations de l'ennemi, ils suivraient les bords de la rivière avec leurs troupes respectives, l'un du côté de l'est, l'autre du côté de l'ouest, afin d'empêcher l'ennemi de débarquer et de ravager le pays, et pour être à même de tomber sur son arrière-garde, dans le cas où il se dirigerait vers Albany et entreprendrait de venir au secours de Burgoyne. Lorsque les nouvelles de la convention de Saratoga parvinrent au général Vaughan, il descendit la rivière, et bientôt après rentra à New-York. Le général Putnam s'était avancé avec son armée jusqu'à Red-Hook, mais il retourna aussitôt à Fishkill. Il semble avoir été préoccupé du désir de marcher sur New-York, même après que l'ennemi se fut



D'ailleurs, dans quels embarras ne nous a-t-il pas mis relativement à nos soldats tombés entre ses mains ? Pour soutenir ces derniers, il faut que nous donnions beaucoup d'argent. Si l'ennemi était obligé d'en fournir en égale proportion, nous recevriions de lui des sommes plus fortes, et naturellement nous pourrions plus facilement soulager nos soldats prisonniers. J'ignore quelles conséquences entraînerait la défense de recevoir des Anglais aucune monnaie continentale ou le papier d'aucun des Etats Amé-

emparé des hauteurs. Il écrivit dans ce sens au général Gates, qui lui répondit :

« Il est certainement bien de rassembler toutes vos forces et de poursuivre l'ennemi du côté de l'est. Ce dont vous pouvez être sûr, c'est qu'il ne tient pas à New-York. Pourquoi donc attaqueriez-vous une ville déserte que vous savez hors d'état de tenir dès qu'ils en font approcher leurs vaisseaux ?

» Hier, le général Burgoyne a proposé de se rendre sous les conditions que vous trouverez ci-incluses. La capitulation sera, je le crois, signée aujourd'hui; je n'aurai plus alors qu'à penser au général Clinton; si vous le serrez d'un côté, le gouverneur de l'autre, et si je m'avance à sa rencontre, je ne vois pas comment il pourra nous échapper. »  
*Lettre mss., 15 octobre.*

Quatre jours après la prise du fort Montgomery, un espion fut amené au gouverneur Clinton, alors à New-Windsor. On avait vu cet espion avaler une balle d'argent. On se la procura au moyen d'une dose d'émétique tartrique qu'on fit prendre à cet homme, et on reconnut que la balle était creuse et qu'elle contenait dans sa cavité le message suivant de Henri Clinton à Burgoyne; message qui était daté du fort Montgomery, et du 8 octobre.

« *Nous y voici*, et il n'y a plus maintenant entre nous que Gates. J'espère que ce petit succès facilitera vos opérations. Je dirai seulement, en réponse à votre lettre du 28 septembre, apportée par C. C., que je ne puis prendre sur moi de donner des ordres, ni même des avis, pour raisons connues. Je souhaite de grand cœur que vous ayez du succès, et suis votre dévoué,

H. CLINTON. »

ricains. Cet objet mérite, je crois, l'attention du Congrès, et c'est pour cette raison que je le lui ai soumis.

Je suis, etc.



A HENRY LAURENS,  
PRÉSIDENT DU CONGRÈS <sup>1</sup>.

Au camp de Whitmarsh, 40 novembre 1777.

• Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir vos lettres des 4 et 5 courant, ainsi que les diverses communications qu'elles contenaient. Dans la première de ces lettres, j'ai trouvé la décision dont vous voulez bien me parler, relative à votre nomination à la présidence. Permettez-moi, monsieur, de vous féliciter de cet événement, et de vous faire part de mon espoir fondé de trouver en vous, pendant votre présidence, les mêmes égards pour moi et le même zèle pour les intérêts des États que j'ai trouvés dans votre digne prédécesseur.

Le bureau de la marine vient d'émettre, relativement à la conservation des frégates, des idées que la situation de l'armée ne permettrait pas d'adopter, \*en supposant même qu'elles pussent répondre au but qu'on se propose. Aussi ai-je engagé le bureau, dans les termes les plus pressants, à tenir les frégates en état de pouvoir partir au premier signal, et en même temps à chercher à les garantir du choc des glaces flottantes. Je ne sache pas de

<sup>1</sup> Henri Laurens fut élu président du congrès, le 1<sup>er</sup> novembre, et remplaça M. Hancock.

meilleur moyen de les conserver et de les mettre à l'abri des entreprises de l'ennemi. J'ai vivement craint qu'il ne s'en emparât et ne s'en servît sur la Delaware, les joignant à ses batteries qui auraient tiré par derrière sur les galères et le fort, pendant que les vaisseaux placés au-dessous seraient venus attaquer de front. Je n'ai pas besoin de dire quelles eussent été les conséquences probables d'un tel événement : il n'est que trop facile de les deviner. Les résolutions que vous me priez de communiquer à l'armée seront publiées dans les ordres du jour généraux. Les lettres pour le commodore Hazelwood ont été remises en mains fidèles.

Quant aux arrangements à prendre pour une partie de l'armée du Nord, ma lettre du 1<sup>er</sup> contient sur ce sujet mes idées et celles de mes officiers généraux. Je regretterais vivement de voir les mesures que j'ai prises à cet égard s'éloigner ou différer essentiellement des plans que le congrès a formés. Les résolutions du 5 étaient, je le pense, fondées sur la supposition que l'ennemi se trouvait encore sur la rivière du Nord, et tenait garnison dans les forts dont il s'était emparé. Mais comme il n'en est pas ainsi, et que tous les rapports s'accordent à dire que des renforts arrivent d'York au général Howe, j'espère qu'on jugera urgent de m'envoyer les secours que j'ai demandés. Indépendamment de cette dernière considération, je pense que tous nos efforts doivent tendre à détruire, s'il se peut, les forces du général Howe.

Parmi les nombreuses difficultés qui viennent nous entraver, la hiérarchie des rangs dans l'armée n'est pas la moins embarrassante ; elle me donne des peines infinies, à cause des différents modes et des principes fort opposés

d'après lesquels les commissions ont été accordées. La plus grande confusion règne dans les troupes de Pensylvanie. De jeunes officiers ont souvent pris rang à compter de la date de leur commission accordée pour des motifs de localité ou d'autres que j'ignore, avant ceux qui avaient été commissionnés antérieurement et qui leur étaient supérieurs en grade. Ces irrégularités, jointes à un grand nombre d'autres, ont été la source de difficultés graves. Et bien que la supériorité de rang revendiquée à ce titre ne puisse être admise en bonne justice ni fondée sur aucun principe solide, nous voyons tous ces officiers profiter du moindre prétexte pour soutenir leurs prétentions et chercher à s'arroger une espèce de prééminence. C'est ce qui m'a engagé à donner des ordres pour qu'un conseil d'officiers prit ce sujet en considération. Je joins à cette lettre le résultat de leur délibération à l'égard des officiers de cet État ; je fais des vœux pour que le congrès adopte le règlement élaboré par le conseil, et qu'il m'envoie, par la première occasion, les commissions par ordre de date. En même temps, il serait convenable de prendre une résolution qui annulât les commissions déjà données et me chargeât de les délivrer. Le congrès, je pense, ne tardera pas à s'occuper de cette affaire, que rendent plus urgente encore les disputes et les jalousies des officiers.

Je joins à ma lettre le mémoire du colonel Duportail et des autres ingénieurs relativement à leur promotion. et que m'a soumis le bureau de la guerre pour avoir mon avis. Quant à la manière dont ces messieurs disent avoir été recommandés et accueillis à leur arrivée, je n'en sais rien de plus que ce que contient le mémoire. Pour

leur talent et leurs connaissances pratiques dans leur profession, je ferai remarquer qu'ils n'ont pas eu beaucoup d'occasions d'en donner des preuves depuis qu'ils sont à notre service. Cependant je suis fondé à croire qu'ils ont sérieusement étudié cette importante partie de l'art de la guerre, et que leur mérite, qui, jusqu'à présent, a paru sommeiller, n'attend qu'une occasion favorable pour se montrer : alors, je n'en doute pas, ils se distingueront et rendront aux États des services signalés. C'est un objet d'une haute importance que d'examiner la possibilité de remplacer ces messieurs par des personnes du même rang, s'ils venaient à quitter le service; nous devons comprendre également combien sont indispensables à toute armée des hommes versés dans cette branche de la science militaire. Puisque je vous entretiens de ce sujet, permettez-moi d'ajouter que l'ingénieur de l'armée du Nord, nommé, je crois, Kosciuszko, dont on m'avait parlé, est réellement un homme de savoir et de mérite. D'après sa réputation et l'estime qu'on lui accorde, il serait injuste de le laisser dans l'oubli<sup>1</sup>.

Je ne terminerai pas sans vous faire savoir que nous nous trouvons dans une grande pénurie d'argent, qui augmentera de jour en jour; il est même probable qu'on doit une forte partie de leur paye aux troupes qui sont en marche pour se joindre à nous. Le général Putnam a

<sup>1</sup> Kosciuszko fut nommé ingénieur au service de l'Union, le 18 octobre 1776, et fut constamment employé dans le Nord, d'abord à Ticonderoga et à Mount-Indépendance, ensuite dans l'armée des généraux Gates et Schuyler. Il dressa le plan du campement de l'armée américaine à Behm's-Heights, et dirigea, plus tard, l'exécution des travaux militaires à West-Point.

écrit avec instance afin d'obtenir quelques renforts de munitions, faute desquelles sa position est devenue, dit-il, très-embarrassante. Je dois appeler l'attention du congrès sur ce sujet.

La lettre du 7 dont vous avez bien voulu m'honorer m'est parvenue ce matin. Je ne manquerai pas d'en tenir grand compte. Dès que les circonstances le permettront, je chercherai à fixer le rang des officiers de cavalerie. Rien d'intéressant à vous communiquer. L'ennemi a perdu une de ses nouvelles batteries flottantes ; à peine avait-elle été lancée à l'eau qu'elle a sombré. Nous avons entendu aujourd'hui une canonnade qui continue encore en ce moment. Elle est engagée, je crois, entre les vaisseaux anglais et nos galères, mais j'ignore à quelle occasion.

11 novembre. — Je viens de recevoir la nouvelle que trente-huit transports sont entrés dans la Delaware avec des troupes à bord. Hier cette expédition se trouvait à la hauteur de Reedy-Island. Je suppose qu'elle est sortie de New-York.

Je suis, etc.

---

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, 36 novembre 1777.

Monsieur,

J'espère que les mesures adoptées par le congrès seront suffisantes pour réprimer les troubles qui ont éclaté dans l'Ouest. S'il en est ainsi, et qu'on réussisse à donner une sévère leçon aux Indiens et aux perfides tories, il

est probable qu'ils ne songeront pas de longtemps à nous susciter des embarras. Le colonel Crawford est parti hier au soir, et dans deux ou trois jours, je crois, il sera auprès du congrès pour prendre ses ordres. J'ai reçu avec le plus grand plaisir les nouvelles étrangères que vous avez bien voulu me transmettre; elles sont d'une nature agréable et intéressante; je souhaite de tout mon cœur qu'il y ait bientôt une déclaration de guerre entre la France et la Grande-Bretagne. D'après la teneur de ces nouvelles, les choses semblent marcher à grands pas vers ce dénouement, et je crois qu'il ne peut tarder; cependant notre attente à cet égard a déjà été trompée, et les choses peuvent rester encore en suspens. Je ne devine pas bien les raisons politiques qui causent les hésitations de la France. Quant à la Grande-Bretagne, son honneur est perdu dans la lutte engagée avec nous, et les insultes les plus humiliantes pourraient à peine détourner son attention du but qu'elle poursuit. S'il est vrai que M. Lee ait réussi, comme on le dit, dans sa mission à la cour de Berlin, c'est pour nous un événement de la plus haute importance, et qui aiderait à déjouer les plans que le ministère a formés de soudoyer contre nous de nouveaux mercenaires<sup>1</sup>.

Le congrès voudra bien prendre, le plus tôt qu'il le pourra, une décision relativement aux neuf premiers ré-

<sup>1</sup> La mission de M. Arthur Lee auprès de la cour de Berlin n'eut pas tout le succès qu'on s'en promettait. Cet envoyé reçut de belles paroles, et fut traité avec égard, mais ce fut tout ce qu'il obtint. Voir les lettres sur ce sujet dans la *Correspondance diplomatique de la révolution américaine*, vol. II, p. 65, 68, 70, 76, 87, 103, 197.

giments levés en Virginie ; s'il approuve le nouveau plan de rengagement, il n'y aura point de temps à perdre, car l'on se priverait des moyens d'exécution proposés par les officiers. C'est une affaire d'une haute importance et que je voudrais voir terminée le plus tôt possible. Je désire aussi bien vivement que l'on prenne une détermination à l'égard du marquis de Lafayette. Il insiste de plus en plus pour entrer au service actif, et sollicite avec instance un commandement. Je me suis aventuré à vous soumettre d'avance mon opinion sur cette mesure, et à vous faire part de la crainte où je suis qu'un refus non-seulement ne le pousse à s'éloigner plein de dégoût, mais n'entraîne de funestes suites. Il y a aujourd'hui dans l'armée quelques divisions sans chef : il pourrait être appelé à en commander une, si le congrès le trouve bon. Je suis convaincu qu'il est animé à un haut degré de cette ardeur militaire qui caractérise généralement la noblesse de son pays. Il s'est rendu dans le Jersey avec le général Greene, et je dois dire qu'il n'y a pas été inactif. C'est ce que vous apprendra mieux encore l'extrait suivant d'une lettre du général Greene que je viens de recevoir :

« Le marquis, avec quatre cents miliciens environ et le corps de tirailleurs, a attaqué hier au soir les postes ennemis, leur a tué vingt hommes, en a blessé un plus grand nombre, et a fait à peu près vingt prisonniers. Il est charmé du courage, de l'ardeur qu'ont montrée la milice et les tirailleurs ; ils ont en effet poursuivi l'ennemi à plus d'un demi-mille, et ont occupé le terrain jusqu'à la nuit. Le détachement ennemi consistait en trois cents hommes, qui reçurent des renforts pendant la durée de



l'escarmouche. Le marquis est déterminé à chercher tous les dangers <sup>1</sup>. »

Le général Howe, dans une lettre au général Burgoyne, laquelle a passé par mes mains, laisse entendre que les prisonniers recevront sans doute la permission de s'embarquer à Rhode-Island ou sur quelque point du détroit. Cette faveur me paraissant inadmissible, j'ai

<sup>1</sup> Le marquis de Lafayette n'était pas entièrement remis de sa blessure, mais il avait rejoint l'armée à temps pour s'engager dans cette expédition comme volontaire. A sa demande le général Greene lui permit d'aller reconnaître l'armée de lord Cornwallis, et de l'attaquer si les circonstances lui semblaient favorables. Cornwallis était occupé à faire passer la rivière à ses troupes qui marchaient sur Gloucester. En opérant cette reconnaissance, Lafayette s'avança si près de l'ennemi qu'il fut aperçu sur un point sablonneux non loin de l'ouverture d'une crique qui va rejoindre la Delaware à Gloucester. Un petit détachement de dragons fut envoyé pour lui couper la retraite, il l'aperçut de l'autre côté de la crique. Son guide fut effrayé; cependant cet homme reprit assez tôt sa présence d'esprit pour conduire le marquis par un sentier détourné, qui le mit hors de l'atteinte des dragons, avant que ceux-ci fussent arrivés au pont. M. de Lafayette, après avoir essuyé la décharge d'un poste avancé, échappa sain et sauf, et rejoignit son détachement.

Le jour même où le congrès reçut du général Washington la lettre ci-dessus, il vota qu'il lui serait fort agréable de voir nommer le marquis de Lafayette au commandement d'une division de l'armée continentale. — *Journaux*, 1<sup>er</sup> décembre. Trois jours après on mit à l'ordre du jour, la nouvelle de la promotion du marquis au commandement de la division, précédemment sous les ordres du général Stephen qui avait été renvoyé de l'armée. On peut juger de l'impression toute favorable qu'avait produite M. de Lafayette dans ce pays, par une lettre de Patrick Henry à Washington, dans laquelle se trouvent ces mots : « Je prends la liberté de vous envoyer sous ce pli deux lettres venues de France pour le marquis de Lafayette. Une d'elles est, je crois, de sa femme. Je désirerais être rappelé à ce gentilhomme de la manière la plus affectueuse. Je professe la plus haute estime pour sa personne et son aimable caractère. »

aussitôt écrit au général Heath pour lui défendre de prêter les mains à cette mesure, dans le cas où on l'en prierait ; j'ai également prévenu le Conseil du Massachusetts et le général Gates, de peur qu'on ne s'adressât aussi à eux. Le congrès comprendra, j'en suis sûr, les raisons qui ont, dans cette occasion, dicté ma conduite, et l'intention du général Howe. Ce qui m'a engagé à entretenir l'assemblée de toute cette affaire, c'est la crainte où j'étais que le général Burgoyne ne lui fit les mêmes propositions. Si l'embarquement est borné à Boston, il est probable qu'il n'aura pas lieu avant le printemps, ou avant la fin de février, tandis que si l'on consentait à ce qu'il fût opéré dans quelque'une des autres villes, on pourrait le faire ce mois-ci ou au commencement de l'autre ; et les troupes arriveraient ainsi en Angleterre vers janvier. Une circonstance qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que, d'après l'époque qu'a choisie l'ennemi, le ministère pourra prétendre qu'il a observé scrupuleusement les conventions en mettant ces troupes en garnison, et en renvoyant d'autres pour renforcer le général Howe, ou appuyer quelque expédition qu'on jugerait à propos d'entreprendre contre nous. D'ailleurs, en faisant faire à leurs vaisseaux, dans une saison orageuse, un long voyage de côtes, ils s'exposeraient à en perdre plusieurs, et se verraient forcés de retarder longtemps le jour de l'embarquement.

27 novembre. — Vous recevrez ci-incluse une copie de la lettre du général Howe, en réponse aux miennes du 14 et du 23, et qui m'est seulement parvenue hier au soir, au moment où je donnais, au commissaire des prisonniers, des instructions pour qu'il nous remit un cer-

tain nombre d'officiers, et qu'il traitât les simples soldats avec plus de douceur qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. J'espère que les nôtres s'en trouveront mieux pour l'avenir. M. Boudinot va prendre immédiatement les mesures nécessaires pour mettre en liberté les officiers sur parole, afin que nous obtenions l'échange d'un nombre égal des nôtres. Je me serais estimé heureux d'avoir rendu cet échange général ou même partiel ; mais le général Howe ne veut pas traiter dans d'autres termes que ceux qu'il a toujours proposés. L'ennemi a fait arriver plusieurs de ses vaisseaux jusqu'à la ville. Il est probable qu'il a trouvé le moyen de passer à travers les chevaux de frise, ou de les écarter.

J'ai l'honneur, etc.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> En écrivant à son frère, le 26 novembre, le général Washington disait : « Si les renforts étaient arrivés de l'armée du Nord dix jours plus tôt, j'aurais été à même, je pense, de sauver le fort Mifflin que défendaient les chevaux de frise : j'aurais ainsi rendu Philadelphie tout à fait impropre à servir de quartier d'hiver à l'ennemi. Celui-ci a également reçu des renforts de New-York, mais les nôtres sont, je crois, plus considérables. J'ajouterai avec franchise que, jusqu'à ces jours derniers, je n'ai jamais eu, sur le champ de bataille et sous mes ordres immédiats, autant d'hommes que le général Howe, malgré les chiffres que l'on faisait circuler et que mon intérêt m'engageait à ne pas rectifier. Cependant nous l'avons battu deux fois, et nous l'avons empêché d'obtenir des succès autres que la prise de la ville, conquête qui, malgré l'éclat qui l'environne, ne lui procurera pas d'avantages réels. La milice qui a été appelée au secours de nos troupes (je parle de celles de l'Union), a mis tant de lenteur dans sa marche, que la première classe était partie avant qu'une seconde fût arrivée. Ainsi, bien qu'elle fit grand bruit de sa bonne volonté, jamais nous n'avons pu obtenir l'effectif réel de forces qu'elle nous promettait.

---

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, Whitmarsh, 10 décembre 1777.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer, d'après divers rapports, que, dans le cours de la semaine dernière, le général Howe s'apprêtait à nous livrer un combat général. Il quitta la ville dans la nuit du jeudi, avec toutes ses forces, à l'exception d'un corps de troupes considérable qu'il laissa dans ses lignes et ses redoutes, et il parut le lendemain matin sur Chesnut-Hill, devant nous et à la distance d'environ trois milles de notre aile droite. Aussitôt qu'on eut découvert la position de l'ennemi, la milice de Pensylvanie reçut l'ordre de se détacher de notre droite et d'engager une escarmouche avec les postes avancés des troupes légères du général Howe. Je regrette d'avoir à vous annoncer que le brigadier général Irvine, qui dirigeait ce corps, a eu le malheur d'être blessé et fait prisonnier. Ce sont là tous les événements de la journée.

Dans la nuit du vendredi, l'ennemi changea de position et fit un mouvement vers notre aile gauche, à un mille de nos lignes. Il resta tranquille dans cette position avantageuse pendant le jour suivant. Dimanche, il s'approcha davantage de notre aile gauche, et nous eûmes tout lieu de craindre qu'il ne méditât un combat. Pendant qu'il exécutait ce mouvement, ses détachements avancés et ses corps de flanqueurs furent vivement attaqués par le colonel Morgan et sa division, ainsi que par la milice du Maryland, sous les ordres du colonel Gist.

Je ne puis dire au juste quelle a été la perte de l'ennemi ; on m'a appris qu'elle était considérable, eu égard au nombre de troupes qu'il avait à combattre. A la fin du jour, après diverses marches et contre-marches, il fit une halte, et je crus de nouveau, d'après ses dispositions et ses précédentes manœuvres, qu'il avait dessein de nous attaquer dans la nuit ou le lendemain de grand matin ; mais je m'étais trompé. Lundi, dans l'après-midi, il recommença ses mouvements ; toutefois, au lieu d'avancer, il se porta sur la droite ; je sus bientôt qu'il était en pleine marche sur Philadelphie, par deux ou trois routes. Je détachai immédiatement des troupes légères pour tomber sur son arrière-garde, mais elles ne purent l'atteindre.

Comme je vous l'ai fait observer, je ne puis évaluer la perte de l'ennemi. On dit dans la ville que cinq cents blessés y ont été apportés. Le bruit court aussi que vingt-deux wagons y sont entrés remplis d'hommes blessés. Ce sont des bruits exagérés, et qui ne méritent aucune créance. Nous avons perdu vingt-sept hommes de la division Morgan, tant tués que blessés, outre le major Morris, brave et honorable officier, qui se trouve au nombre des derniers. La milice du Maryland a eu également seize à dix-sept hommes blessés. Je n'ai pas, jusqu'à présent, reçu d'autres détails. J'aurais vivement désiré que l'ennemi eût tenté une nouvelle attaque, car il est probable, d'après la disposition de nos troupes et la forte situation de notre camp, que le succès le plus complet aurait favorisé nos armes. La raison, la prudence et toutes les règles de politique nous faisaient une loi de ne pas quitter notre position pour attaquer l'ennemi. Le succès

seul aurait justifié notre tentative, mais les forces de nos adversaires ne nous permettaient pas d'y compter.

Obligé de suivre avec la plus grande attention les mouvements de l'ennemi, il ne m'a pas été possible de vous écrire plus tôt : c'était, je pense, peu essentiel ; car j'ai lieu de croire que votre comité, qui presque toujours est resté au camp et qui s'y trouve encore, vous a adressé un rapport sur tous les faits qui lui ont paru de quelque importance. Le premier motif dont je viens de vous parler, et mes engagements avec le comité avant l'arrivée de l'ennemi, me feront pardonner, j'espère, de ne vous avoir pas encore accusé réception des lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire à la date du 13 du mois dernier et du 1<sup>er</sup> courant, et qui me sont parvenues en temps et lieu.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, près le Golfe, 14 décembre 1777.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir jeudi soir votre lettre du 8 courant. D'après la correspondance que j'ai entretenue avec le général Howe, j'ai acquis la ferme persuasion que toute proposition faite par moi à l'égard de la mise en liberté du baron de Saint-Ouary, soit par échange, soit sur parole, serait infructueuse. Il a fait connaître ouvertement son opinion, et s'est montré tout à fait opposé à un échange partiel. L'intérêt que le marquis de La-

layette, en relation avec un officier des gardes anglaises, porte au baron, rend sa situation bien meilleure que celle de nos autres officiers prisonniers ; il demeure sur parole dans la ville, tandis que ses compagnons d'infortune sont confinés dans State-House. J'ignore s'il est d'usage en Europe de ne pas considérer les volontaires comme des prisonniers de guerre ; je suis porté à croire qu'il n'en est pas ainsi, et qu'ils doivent être traités comme tels, à moins qu'on n'en ait décidé autrement dans le cartel d'échange. Quoi qu'il en soit, pendant toute la durée de la guerre, on les a, de part et d'autre, traités et échangés de la même manière que les autres prisonniers. Je crains donc qu'une demande, faite spécialement en faveur du baron, ne semble injuste à nos malheureux officiers, dont la captivité date d'une époque plus reculée, dont les souffrances sont plus grandes, et qui ont le droit d'être échangés suivant l'ordre établi <sup>1</sup>.

J'ai recommandé qu'on fit le plus tôt possible les enquêtes ordonnées par les résolutions contenues dans votre lettre du 30 du mois dernier, et relatives à la perte des forts des montagnes et du fort Mifflin. Cependant, il est probable qu'on ne les aura pas terminées de sitôt, vu

<sup>1</sup> Dans sa résolution à l'égard du baron de Saint-Ouary, le congrès le désignait comme « un vaillant gentilhomme français, engagé à titre de volontaire au service des États-Unis, et par suite des chances de la guerre, fait dernièrement prisonnier par les Anglais. » Le congrès engageait le général Washington à alléguer, pour obtenir sa mise en liberté, que les volontaires ne devaient pas être considérés comme prisonniers de guerre ; si le général Howe ne partageait pas cette manière de voir, on demanderait alors l'élargissement du baron de Saint-Ouary soit par échange, soit sur parole. — *Journaux du Congrès*, 3 décembre.

la situation de nos affaires et l'inévitable nécessité. Jeudi matin nous quittâmes notre ancien campement, dans l'intention de passer le Schuylkill à Madison's-Ford, où l'on avait jeté un pont sur la rivière. Lorsque la première division et une partie de la seconde eurent effectué leur passage, elles trouvèrent un corps ennemi que les meilleurs rapports font monter à quatre mille hommes; ce corps, commandé par lord Cornwallis, occupait les hauteurs qui dominent les deux côtés de la route partant de la rivière et du défilé appelé le Golfe, lieux bien connus, je le présume, de quelques membres de votre honorable assemblée. Un contretemps aussi inattendu mit les troupes qui avaient déjà traversé dans l'obligation de revenir sur leurs pas, et retarda notre passage jusqu'à la nuit suivante. L'ennemi n'avait pas opéré cette manœuvre par suite de renseignements obtenus sur notre position; mais son dessein était de s'assurer du gué, tandis que les détachements iraient fourrager dans les environs. Le général Potter et une partie de la milice de la Pensylvanie rencontrèrent leurs postes avancés. Nos troupes se conduisirent avec bravoure, et résistèrent le plus longtemps possible; mais à la fin elles furent obligées de se retirer devant des forces supérieures. Si nous fussions arrivés une heure plus tôt, ou que nous eussions eu la moindre connaissance des projets de l'ennemi, je suis sûr que nous aurions fait éprouver un rude échec à sa Seigneurie; nous l'eussions obligé de rétrograder sans avoir atteint son but, ou bien il eût été contraint d'appeler à son aide les troupes du général Howe. Nos premiers rapports nous apprirent que nous avions devant nous toutes les forces de l'ennemi. Lord Cornwallis rassembla une bonne quan-



tité de fourrage, et retourna à la ville la nuit même où nous passâmes la rivière. Tout ce qu'il trouva sur sa route fut pris et emporté sans distinction, sans s'inquiéter s'il pillait amis ou ennemis.

Je vous envoie ci-joint la copie d'une lettre du général Burgoyne ; vous y verrez qu'il demande à embarquer ses troupes à Rhode-Island ou dans quelque autre partie du Sound. Dans le cas où sa demande ne serait pas accueillie, il réclame l'autorisation de venir ici avec sa suite, pour de là se rendre en Angleterre. Sa première proposition est, comme je l'ai déjà fait remarquer, complètement inadmissible, et cela pour des raisons qu'il connaît lui-même. Quant à la seconde, relative à son départ avec sa suite, le congrès voudra bien prendre une détermination à cet égard, et me la transmettre à la première occasion, afin que je sache quelle réponse je dois faire<sup>1</sup>. M. Griffin, qui arrive de Boston, m'apprend que le général aurait, à l'en croire, sur notre puissance des idées bien différentes de celles qu'il professait autrefois ; il aurait avoué franchement qu'il serait bientôt impossible à l'Angleterre de réussir dans ses projets, ajoutant qu'à son arrivée dans ce pays, il déclarerait ouvertement sa manière de penser à ce sujet. Il semblerait croire que la

<sup>1</sup> « En congrès, 17 décembre. Il est résolu que le général Washington devra informer le général Burgoyne que le congrès ne veut ni recevoir ni examiner aucune proposition faite dans le but d'adoucir ou de changer les termes de la convention de Saratoga, à moins qu'on n'en réfère immédiatement à sa décision. »

Le congrès avait déjà décidé qu'on devrait rejeter toute proposition tendant à laisser embarquer les troupes dans tout autre port que ceux qui ont été désignés par la convention de Saratoga. — 1<sup>er</sup> décembre.

reconnaissance de notre indépendance par le roi et le parlement est la meilleure mesure à prendre, en l'appuyant d'un traité de commerce établi sur une large échelle. Cette profession de foi est-elle sincère? C'est ce qu'il n'est pas facile de déterminer : mais, s'il en est ainsi, quel énorme changement ! Tandis que je m'occupe de M. Burgoyne et de son armée, je demanderai au congrès s'il ne serait pas juste que toutes les dépenses faites par eux, pour leurs provisions, fussent entièrement liquidées avant leur embarquement et leur départ, ou qu'ils missent, comme garantie, une certaine somme en dépôt. Si l'on ne prend ces précautions, il n'y a pas lieu de croire que ces dépenses soient jamais payées. Ils ont déjà, ou plutôt leur gouvernement, manqué plus d'une fois, m'a-t-on dit, à leurs engagements, après avoir arrêté leurs comptes et donné les meilleurs certificats; nous ne saurions espérer qu'ils tiendront mieux leurs promesses avec nous qu'avec d'autres. Je désirerais aussi que le paiement se fit en espèces ; ce qui nous mettrait à même de donner quelques secours à nos malheureux officiers et aux hommes qui sont prisonniers.

15 décembre. — Le congrès semble regarder comme certain un fait qui ne l'est pas. Le fourrage destiné à l'armée a toujours été tiré des comtés de Bucks et de Philadelphie, et des endroits les plus rapprochés de la ville, de sorte qu'il y était presque épuisé, et qu'on ne pouvait plus en trouver que fort loin de notre camp. C'est aussi de ces comtés qu'on a tiré toutes les provisions de farine qu'il a été possible de recueillir. Les meuniers refusèrent en plusieurs occasions de moudre, soit par haine pour notre cause, soit par crainte de l'ennemi. Ce

mauvais vouloir nuisit à nos approvisionnements, qui restèrent au-dessous de ce qu'ils auraient dû être : la quantité qu'on se procura fut bien minime, quoique nous eussions placé des soldats dans les moulins pour forcer les meuniers à travailler. J'ignore donc si nos magasins ont pu être approvisionnés, et si l'on a reçu, depuis, quelques renforts considérables.

J'avoue que je me suis senti extrêmement embarrassé relativement à l'exercice vigoureux du pouvoir militaire. Une humanité peut-être mal placée et ma répugnance à être un instrument de détresse peuvent m'avoir retenu ; mais je n'obéissais pas seulement à ces sentiments. J'ai bien reconnu la méfiance qu'on porte au pouvoir militaire, regardé comme un danger qu'on doit beaucoup redouter, même par les mieux disposés et les plus capables d'entre nous. Dans cette idée, j'ai agi avec prudence, et j'ai cherché à éviter tout ce qui pouvait augmenter cette prévention. Le congrès peut cependant être bien sûr qu'autant que les circonstances le permettront, je m'efforcerai constamment, d'un côté, de procurer à nos troupes d'abondants approvisionnements, et de l'autre, d'empêcher l'ennemi de se les approprier. L'assemblée doit être informée en même temps que nos approvisionnements ont été rendus plus précaires et plus difficiles qu'ils ne l'étaient, par suite des changements opérés dans les attributions du commissaire chargé de ce service, à une époque très-critique et très-importante. Je serais heureux si, d'après les recommandations du congrès, ou par leur propre impulsion, les autorités civiles des États, sentant la nécessité d'entretenir l'armée, adoptaient toujours les mesures les plus énergiques pour atteindre ce

but. Le peuple, en général, se laisse gouverner par l'habitude. On lui a toujours appris à obéir volontiers aux actes de la législation ou de l'autorité civile, sans en discuter la convenance; mais, quant aux actes du pouvoir militaire, qu'ils soient exercés d'une manière immédiate ou qu'ils proviennent primitivement d'une autre source, le peuple les a toujours regardés d'un œil jaloux et soupçonneux.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, Valley-Forge, 22 décembre 1777<sup>1</sup>.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir samedi soir la lettre dont vous m'avez honoré le 17 courant, ainsi que les pièces qu'elle renfermait. J'ai écrit le lendemain au général Burgoyne, au sujet de sa demande, et je lui ai transmis la copie de la résolution que le congrès a adoptée à cet égard. Comme l'affaire ne pouvait être retardée, j'ai envoyé ma lettre par le courrier qui m'avait remis la vôtre, cet homme m'ayant d'ailleurs appris que vous vous attendiez à ce qu'il la portât.

C'est avec un vif chagrin que je transmets au congrès les copies des diverses lettres relatives aux attributions du commissaire, et à la situation de ce dernier. Les faits n'y sont nullement exagérés. Je ne sais pas d'où provient cet alarmant déficit, ou plutôt ce manque total de vivres; mais, si l'on ne s'empresse de prendre d'autres mesures,

<sup>1</sup> Voy. l'Atlas, n° 15.

on doit s'attendre à voir l'armée se dissoudre. J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir ; remontrances, lettres, ordres donnés à différentes reprises aux commissaires, je n'ai rien épargné. Cependant mes soins n'ont amené aucun bon résultat, ou n'ont obtenu qu'un secours provisoire insignifiant. Ces embarras ont retardé la marche de l'armée en plus d'une occasion importante, dans le cours de cette campagne ; et si un corps ennemi avait traversé ce matin le Schuylkill, comme je m'y attendais d'après l'avis que j'en avais reçu hier soir à quatre heures, les divisions auxquelles j'avais donné l'ordre de se tenir prêtes à marcher et d'aller à la rencontre des troupes ministérielles, n'auraient pu faire un mouvement. Il est inutile de m'étendre plus longuement sur ce sujet. Je prie le congrès de s'en référer aux copies ; il apprendra par l'une d'elles combien peu nous devons compter sur des fournitures suffisantes de provisions salées pour l'année prochaine <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Les extraits suivants de deux lettres reçues le 22 décembre suffiront pour faire connaître les motifs de ce que dit Washington : « J'ai reçu l'ordre, écrit le général Huntington, de tenir ma brigade prête à marcher. Combattre vaut mieux que mourir de faim. Nous manquons de provisions, et il est impossible au commissaire de se procurer de la viande. Il m'est excessivement pénible de porter des plaintes au quartier général. J'ai usé de tous les expédients imaginables pour épargner des privations aux soldats, mais je désespère d'y réussir plus longtemps. » La lettre suivante est du général Varnum : « Comme le dit Salomon, la faim percerait un mur. Aussi est-ce une circonstance tout à fait favorable pour la division que je commande, que d'avoir à se mettre en marche. Pendant trois jours de suite nous avons manqué de pain, et nous sommes restés deux jours sans viande. On doit donner aux hommes ce qui leur est nécessaire, sinon il faut renoncer à les commander. Les plaintes sont trop pressantes pour n'être pas écoutées. C'est avec douleur que je fais connaître cette détresse. Je sais qu'elle affli-

Je prendrai aussi la liberté de rappeler au congrès la nécessité de remplir, aussitôt que possible, les grades vacants de quartier-maitre et d'adjutant général. Ces places sont d'une haute importance, et si l'on n'y pourvoit, on ne pourra diriger les affaires de l'armée. Le premier de ces emplois est en souffrance, faute d'une personne capable de se charger des soins nombreux qu'il réclame, et le second se trouvera dans le même cas d'ici à peu de jours, par suite du départ du colonel Pickering, qui, depuis sa nomination au bureau de la guerre, attendait qu'un successeur pour se retirer <sup>1</sup>.

gera Votre Excellence. Mais, si vous vous attendez à trouver dans vos troupes l'amour de l'ordre et de la discipline, lorsqu'elles sont entièrement dénuées de ressources, votre désappointement sera grand. »

<sup>1</sup> Dans une lettre adressée au congrès et datée du 8 octobre, le général Mifflin avait donné pour motif de sa démission de major général et de celle de quartier-maitre général, le mauvais état de sa santé. La première fut acceptée le 7 novembre, mais on lui conserva le grade et la commission de major général sans appointements. On le choisit aussi pour faire partie du nouveau bureau de la guerre, qui fut composé de personnes n'appartenant pas au congrès. D'après la première organisation de ce bureau, il ne devait être formé que de trois membres. Les personnes désignées étaient le général Mifflin, le colonel Pickering, et le colonel Harrison. Avant son installation, on porta le nombre des membres à cinq, et Harrison n'ayant point accepté, on joignit à Mifflin et à Pickering, le général Gates, Joseph Trumbull et Richard Peters. Gates fut porté à la présidence, et rappelé de son commandement du Nord, pour remplir les devoirs de sa nouvelle charge. Les appointements de chacun de ces membres étaient de deux mille dollars par an. Le bureau de la guerre fut investi de grands pouvoirs, mais il était obligé de se tenir dans le lieu où s'assemblait le congrès. Toutes les décisions étaient soumises à la révision de ce dernier ou d'un comité qui s'assemblait une fois par mois; tout membre du congrès avait le droit d'examiner, quand bon lui semblait, les travaux de ce bureau. — *Journaux du Congrès*, 17 octobre, 7 et 27 novembre.

*Trois heures après midi.* — Au moment même où j'allais terminer ma lettre, je reçois la vôtre du 20 courant. J'éprouverai toujours un vif plaisir lorsqu'il s'agira d'accorder ma protection à tout citoyen et à toute localité des États-Unis. Je ne désire rien avec plus d'ardeur, mais nos forces actuelles ne nous le permettent pas. Dans toutes les guerres et d'après la nature des événements, les individus et les propriétés sont sujets à être exposés. Il en a été et il en sera toujours ainsi ; nous ne pouvons que déplorer le malheur de ceux qui ont eu à souffrir du pillage et de la dévastation. Ces faits sont connus de tout le monde, et quand une armée cherche à procurer la plus grande sécurité possible à la masse de ses concitoyens, c'est tout ce qu'elle peut faire ; on ne doit pas lui en demander davantage.

Je puis vous assurer, monsieur, que dans le cours de la guerre actuelle, et même dans ma vie entière, aucune circonstance ne m'a plus fortement préoccupé que le soin de protéger mes concitoyens et de pourvoir au sort de l'armée pendant cet hiver. Ce dessein présentait d'égales difficultés, de quelque côté qu'on l'envisageât. Tenir la campagne, la détresse des troupes et le sentiment de l'humanité s'y opposaient. Gagner les villes dans l'intérieur de l'État, ce parti pouvait sauver nos soldats exténués par les privations ; mais il semblait inopportun, en ce qu'il laissait une immense étendue de pays découverte et abandonnée aux incursions de l'ennemi. Cantonner les troupes en différents lieux, les éloigner les unes des autres, c'était les exposer à être taillées en pièces, sans qu'on pût en attendre un service bien utile, ni aucune protection pour les propriétés menacées. Au milieu de

toutes ces difficultés, je me suis déterminé à camper près de ce lieu, qui me semble le plus convenable pour mettre l'armée à l'abri, assurer l'arrivée de nos munitions, et couvrir le pays. A cette fin, nous commençons à élever nos baraques, et nous nous efforcerons d'achever cette tâche le plus tôt possible.

Dans le but d'empêcher l'ennemi d'entretenir des relations avec l'État de Delaware et d'y faire des incursions, j'ai détaché le général Smallwood avec les forces du Maryland, et l'ai chargé de prendre position à Wilmington, où je craignais de voir arriver l'ennemi. Néanmoins cette entreprise me semble hasardeuse, et je me trouverai heureux si elle a de bons résultats. J'ai aussi le projet de faire jeter un pont sur le Schuylkill, près d'ici, aussitôt que cela sera praticable. J'espère, par ce moyen, me trouver à même, avec l'aide de la milice, d'arrêter les incursions que des partis ennemis font sur l'autre rive.

Quant au Jersey, je prends une part bien vive à ses souffrances et je suis reconnaissant des efforts qu'il déploie dans la guerre actuelle. Il n'y a pas d'État auquel j'accordasse plus volontiers protection; mais, ainsi que je vous l'ai déjà fait observer, il m'est impossible de lui porter tous les secours qu'il semble désirer et attendre de moi. Je ne puis démembrer l'armée (qui, même réunie en un seul corps, n'est pas aussi forte que l'ennemi, par suite des maladies et de mille autres causes également déplorables), et ne saurais la former en détachements; les principes de la guerre, et notre expérience des dangers qui en résulteraient, nous le défendent. Si l'on m'obligeait à cette mesure, je ne répondrais pas des conséquen-



ces. J'ai grande envie de porter secours à tout le monde, mais il n'est pas en mon pouvoir de le faire. Cependant mon intention a toujours été et est encore de détacher quelques forces pour soutenir et appuyer la milice du Jersey, dès que j'aurai établi et fortifié notre camp. Il me semble qu'on ne peut rien de plus. Les craintes que l'on a de ce côté sont, je pense, imaginaires et peu fondées : j'avoue toutefois que j'ai de fortes raisons de croire que l'ennemi ne nous épargnera ici, ni ailleurs, les violences et les outrages.

J'ai l'honneur d'être, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Valley-Forge, 23 décembre 1777.

Monsieur,

Pénétré de la justice des représentations que je faisais hier relativement aux attributions du commissaire, j'ai de nouveaux et puissants motifs pour déclarer, avec la plus profonde conviction, que, si l'on n'améliore cette partie du service, l'armée sera réduite inévitablement à l'une ou à l'autre de ces trois nécessités : mourir de faim, se dissoudre, ou se disperser pour obtenir des vivres comme elle le pourra. Soyez bien persuadé, monsieur, que je n'exagère pas ce tableau et que j'ai de fortes raisons pour redouter ce que je vous dis.\*

Hier, dans l'après-midi, informé qu'un gros de troupes ennemies était sorti de la ville et se portait sur Derby, avec le dessein apparent de fourrager et de tirer des vivres

de cette partie du pays, je donnai l'ordre à mes hommes de se tenir prêts, voulant m'opposer de tout mon pouvoir au projet de nos adversaires. Quelle ne fut pas ma mortification lorsque je fus instruit, à n'en pas douter, que nos hommes n'étaient pas en état d'agir faute de vivres, et qu'une sédition dangereuse, commencée la nuit précédente et étouffée à grand'peine par les efforts soutenus de quelques officiers, était encore fort à craindre tant que les besoins des soldats ne seraient pas satisfaits. L'unique commissaire chargé des subsistances du camp accourut ; j'appris de lui-même cette triste et alarmante vérité qu'il ne lui restait plus de bestiaux, et seulement cinq barriques de farine. Vous trouverez notre situation bien plus pénible encore lorsque vous saurez qu'il ne put pas même m'indiquer le jour où il recevrait de nouvelles provisions.

Je n'eus pas d'autre ressource, en pareille circonstance, que d'envoyer quelques détachements de troupes légères pour observer et harceler l'ennemi, pendant que d'autres partis se portaient au même instant sur différents points, afin de ramasser, s'il était possible, assez de vivres pour satisfaire aux pressants besoins des soldats. Mais sortirions-nous de cette difficulté ? Je ne le crois pas. Trois ou quatre jours de mauvais temps amèneraient notre destruction. Que deviendra l'armée cet hiver ? Et, si aujourd'hui nous manquons à ce point de vivres, que sera-ce donc au printemps, lorsque toutes nos forces seront réunies, et surtout si la milice nous rejoint pour profiter d'une prompte entrée en campagne, avant que l'ennemi ait pu recevoir des renforts ? Ce sont là des considérations d'une haute importance et qui demandent la plus sérieuse at-

tention ; lorsque ma réputation est si étroitement liée aux événements, et peut en recevoir de graves atteintes, il m'est permis de dire que les commissaires actuels ne sont nullement à la hauteur de leurs fonctions, ou bien que la haine qu'en leur porte a passé les bornes de toute croyance. Selon moi, nos malheurs proviennent de deux causes ; je me suis abstenu jusqu'ici de manifester aucune opinion, ou de me plaindre au sujet des innovations faites dans ce département malgré mes avis, innovations dont j'avais prédit les conséquences ; néanmoins, comme l'inactivité forcée de l'armée par suite du manque de vivres, d'habillements et d'autres objets nécessaires, m'est imputée et par le public et par les chefs du gouvernement, je pense qu'il est temps de parler sans détour et de me disculper. Je le déclare dans la sincérité de mon âme ; aucun général, à ma connaissance, n'a été autant que moi entravé dans ses opérations par tous les services de l'armée.

Depuis le mois de juillet nous n'avons reçu aucun secours du quartier-maître général ; et le commissaire général des munitions attribue en grande partie à cette cause l'impuissance où il s'est trouvé de remplir ses engagements. Quoiqu'une disposition toujours en vigueur, et maintes fois rappelée, porte que les troupes auront constamment des provisions pour deux jours, afin d'être prêtes à marcher au premier signal, cependant, je le déclare, il n'est pas une occasion de surprendre avec succès l'ennemi qui n'ait été entièrement perdue ou au moins compromise par le manque de vivres. Ce mal si grand n'est pas le seul contre lequel je dois m'élever. Nous n'avons jamais reçu ni savon, ni vinaigre, ni aucun des

autres articles accordés par le congrès ; depuis la bataille de Brandywine, nous en manquons tout à fait. Nous avons, il est vrai, moins besoin du premier de ces objets ; car peu de nos hommes ont plus d'une chemise ; quelques-uns n'en ont que la moitié d'une , ou même pas du tout. Voici une nouvelle preuve du médiocre avantage que nous retirons d'un commissaire général des habillements, une nouvelle preuve de l'impuissance d'une armée à remplir ses devoirs, lorsqu'elle se trouve réduite à une pareille détresse : outre un grand nombre d'hommes retenus à l'hôpital, faute de souliers, ou bien dispersés pour la même cause chez des fermiers, nous avons dans le camp, d'après le rapport qui a été fait aujourd'hui, deux mille huit cent quatre-vingt-dix-huit hommes hors de service, par la raison qu'ils sont nus-pieds et sans vêtements. Le même rapport nous apprend que toutes les forces de l'Union, y compris les brigades de l'est qui nous ont rejoints depuis la reddition du général Burgoyne, en exceptant les troupes du Maryland envoyées à Wilmington, ne se montent pas à plus de huit mille deux cents hommes valides. Depuis le 4 courant, le nombre des soldats en état de combattre a diminué de deux mille hommes environ, par suite des souffrances, des privations qu'ils ont eues à supporter, et surtout du manque de couvertures : un grand nombre d'entre eux ont été obligés, et le sont même encore, de passer la nuit auprès des feux, au lieu de réparer leurs forces par le sommeil.

Il se trouve cependant des personnes qui, sans savoir si l'armée prendra ou non ses quartiers d'hiver, et ne pouvant même s'autoriser d'aucune de mes décisions, se

croient en droit de nous adresser des reproches. Pensez-elles donc que les soldats sont de bois ou de pierre, et également insensibles au froid et à la neige? Est-il possible qu'une armée ainsi réduite et en proie à toutes les souffrances que je viens de décrire sans exagération, soit en état de bloquer dans Philadelphie un ennemi supérieur en nombre et abondamment pourvu pour une campagne d'hiver, et en même temps de garantir du pillage et de la dévastation la Pensylvanie et le Jersey? Ce qui me semble le plus extraordinaire, c'est que ces mêmes personnes regardent comme une chose praticable d'entreprendre une campagne d'hiver, et de protéger ces États contre les déprédations de l'ennemi, quand elles ont pu voir de leurs propres yeux le dénûment des troupes, qu'elles ont avoué que nos soldats étaient les plus mal vêtus, et quand il y a un mois à peine, elles me conseillaient de différer l'exécution d'un plan que j'étais sur le point d'adopter, d'après une résolution du congrès, dans le but de me procurer des vêtements, en me donnant la ferme assurance que d'abondantes fournitures seraient rassemblées dans l'espace de dix jours, conformément à un décret de l'État, décret dont pas un article, soit dit en passant, ne m'est encore parvenu! Je puis assurer ces messieurs qu'il est plus aisé et bien moins fatigant de lancer des critiques du fond d'un bon appartement, au coin d'un beau feu, que d'occuper une colline froide et exposée à tous les vents, ou de dormir sur la glace et la neige, sans vêtements ni couvertures. Quelle que soit leur indifférence pour tant de privations et de souffrances, elles me touchent profondément, et c'est du fond de mon cœur que je déplore des infor-

tunes qu'il ne m'est pas possible de secourir ni de prévenir <sup>1</sup>.

Telles sont les raisons qui m'ont fait insister sur ce sujet. Ce n'est pas pour moi un mince surcroît de peines et d'embarras que de voir le pays attendre de mes efforts beaucoup plus qu'il ne m'est possible de faire. Des considérations de salut public et des raisons politiques m'obligent de cacher à tous les yeux l'état réel de l'armée, et de braver les médisances et les calomnies. L'honorable comité du congrès a quitté le camp avec la pleine connaissance de mes vues sur l'entretien de cette armée, sur la nécessité de créer des auditeurs des comptes sur la nomination des officiers, et sur d'autres dispositions nouvelles. Je n'ai donc pas besoin de m'étendre longuement sur ces sujets, mais j'en référerai au comité lui-même. J'ajouterai un mot ou deux pour montrer combien il est urgent qu'on nous fournisse de meilleurs approvisionnements, si nous voulons attacher les officiers au service par le lien de l'intérêt ; car il ne se passe pas un jour, pas une heure, sans que quelque démission me soit offerte, et je doute fort qu'il y ait moyen de retenir plus longtemps l'armée sous les drapeaux ; je le déclare franchement, et l'on croira sans doute à la sincérité de mes paroles, je ne compte pas tirer le moindre avantage personnel des résolutions que le congrès pourra adopter : je prendrai ma part seulement du bien qui en résultera pour mon pays, à qui elles vaudront de meilleurs officiers et

<sup>1</sup> Ceci fait allusion aux mémoires ou remontrances de la législature de Pensylvanie, relativement à l'entrée de Washington dans ses quartiers d'hiver.

de meilleures troupes. Il me reste encore à vous prouver la nécessité de procéder sur-le-champ aux nominations et aux nouveaux arrangements. Nous n'avons guère plus de trois mois pour préparer bien des affaires. Si nous les laissons s'écouler dans l'inaction, nous aurons à lutter pendant toute la campagne prochaine contre les mêmes difficultés qui, dans la précédente, nous ont empêchés de réparer nos fautes et de mettre tout en ordre.

Les dispositions militaires et les mouvements qui en résultent, semblables au mécanisme d'une pendule, sont dérangés par l'absence d'un ressort. J'en ai fait au plus haut degré l'expérience, dans le cours de l'été dernier. Plusieurs brigades n'ont eu que des brigadiers provisoires jusqu'à la fin de la campagne, et quelques-unes n'en ont pas eu du tout. D'où il résulte que de nouvelles charges retombent sur le commandant en chef, qui se voit détourné de ses grands devoirs. Tandis que les membres du comité se trouvaient au camp, ils proposèrent, pour résoudre toutes ces difficultés, un expédient que j'approuve hautement et que je souhaite de voir mettre à exécution; deux ou trois membres du bureau de la guerre, ou un comité tiré du congrès, se rendraient immédiatement au camp, où ils seraient plus à même d'agir; là, avec le général en chef ou un comité nommé par lui, ils prépareraient et arrêteraient le plan qu'ils jugeraient le plus propre à réformer tous les abus et le plus favorable aux nouvelles dispositions; ils verraient ce qu'il y aurait à faire pour nos régiments, qui s'affaibliront encore davantage si les États auxquels ils appartiennent n'envoient pas de renforts pour remplir les cadres. L'enrôlement de soldats nouveaux me semble

tout à fait en dehors de la question. Bien d'autres sujets se présenteraient dans le cours de cette réunion ; et enfin, lorsque l'on aurait adopté les meilleurs mesures possibles, on soumettrait le travail entier au jugement définitif du congrès.

Je souhaite, si l'on approuve ce plan, qu'il soit mis à exécution dans le plus bref délai, et que le commissaire général des vivres, que je vois rarement, soit chargé d'établir de suite des magasins dans le voisinage de l'armée, afin de mettre en sûreté nos approvisionnements en cas de mauvais temps. Il faudrait aussi que le quartier-maître général déployât dans son département la plus grande activité. Enfin nous devons mettre autant d'ardeur à disposer toutes choses pour une nouvelle campagne, que nous en mettons lorsqu'elle est ouverte. Tout dépend des préparatifs que l'on fera dans les divers départements, et les succès ou les malheurs de la prochaine campagne proviendront sans nul doute de l'énergie ou de la nonchalance que nous aurons montrées durant l'hiver.

J'ai l'honneur d'être, etc.



A SIR WILLIAM HOWE.

Quartier général, 30 janvier 1778.

Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 19 du mois dernier. Il est inutile d'en analyser tous les détails, puisque les résolu-



tions ci-incluses du congrès vous apprendront que le sujet dont vous m'entretenez se présente aujourd'hui sous un autre aspect que ne l'avait montré M. Boudinot. Veuillez croire cette fois que nos idées sont bien arrêtées, et agir en conséquence. Je désirerais être instruit le plus tôt possible de votre détermination à cet égard, surtout en ce qui concerne les articles indiqués en marge du cahier des résolutions.

Il y a un passage de votre lettre que je ne puis m'empêcher de signaler. Je ne saurais accepter aucunes marques de politesse personnelle, lorsqu'elles sont accompagnées de critiques contre les représentants d'un peuple libre dont j'ai l'honneur d'exécuter les ordres. Après le soin que j'ai pris de m'abstenir dans nos rapports de toute expression qui pût vous offenser, j'aurais dû m'attendre à des égards réciproques de votre part. J'ai évité, dans le cours de notre correspondance, de parler des législateurs actuels de la Grande-Bretagne, et même en ce moment je ne profiterai pas d'un thème aussi fécond.

Le nombre des quartiers-maîtres anglais autorisés à fournir des vêtements aux prisonniers me semble suffisant pour que cette tâche soit accomplie, car ils sont en communication directe avec les prisonniers, bien que ceux-ci se trouvent disséminés sur plusieurs points : cependant, si vous croyiez qu'il fût nécessaire plus tard d'en augmenter le nombre, veuillez m'en informer avant leur départ ; je m'efforcerai de satisfaire à vos désirs, autant que me le permettront mes instructions. Il n'est pas question en ce moment de savoir si vous avez outrepassé la lettre de nos conventions en envoyant plus d'un

quartier-maitre anglais; mais y avait-il rien qui autorisât l'évasion du capitaine Mac-Cleed ?

J'ai l'honneur d'être, etc.

— \* \* \* —

## A BRYAN FAIRFAX <sup>1</sup>.

Valley-Forge, 4<sup>re</sup> mars 1778.

Cher Monsieur,

La lettre dont vous m'avez favorisé le 8 décembre m'est parvenue sans accident, après être restée fort longtemps en route. Les sentiments que vous y exprimez sont extrêmement flatteurs pour moi et méritent mes plus vifs remerciements, car j'ai une trop bonne opinion de votre sincérité et de votre franchise pour supposer que vous soyez capable de faire de fausses démonstrations

<sup>1</sup> Une ancienne et étroite amitié existait entre Washington et Bryan Fairfax. Cette amitié ne semble avoir été altérée dans aucune circonstance de leur vie, bien qu'ils différassent d'opinions politiques. Elle est devenue célèbre par les lettres qu'ils échangèrent pendant l'année 1774. M. Fairfax regardait les prétentions du parlement comme tout à fait injustes, et reconnaissait à l'Amérique le droit de demander le redressement d'une foule de griefs dont elle avait à se plaindre, mais il ne pouvait se faire à l'idée de prendre les armes contre le roi. Différant ainsi de sentiments avec la plupart de ses concitoyens et de ses amis, il crut qu'il était de son devoir de se rendre en Angleterre, et d'y rester pendant toute la durée de la lutte. Dans ce but, il alla à New-York, après avoir obtenu un passeport du commandant en chef. Mais, lorsqu'il y fut arrivé, il fut détourné de son projet par la nécessité qu'on lui imposa de prêter certain serment qui répugnait à sa conscience, craignant que ce ne fût pour lui un empêchement de revoir sa femme et ses enfants. Cette hésitation souleva contre lui des soupçons qui lui semblèrent injurieux; il demanda alors et obtint du com-

d'amitié, et d'employer un langage étranger à votre cœur. L'affection que j'ai toujours éprouvée pour vous ne se ressent nullement de la divergence de nos opinions politiques. Convaincu de la droiture de mes intentions, et confiant dans la loyauté des vôtres, j'ai déploré, bien que je ne la condamne pas, votre séparation de la cause que j'ai embrassée. Je ne reconnais à personne, ni à aucun pouvoir le droit de suspecter votre conviction, tant que votre conduite ne portera pas préjudice aux intérêts généraux du peuple, et ne sera pas en opposition directe avec les mesures qui importent au salut public. En définitive, nos actions, dépendant de nous-mêmes, sont naturellement soumises à un contrôle, tandis que la pensée, qui prend sa source plus haut, ne peut pas toujours se plier à nos désirs.

Les décisions de la Providence sont constamment sages et souvent impénétrables, et bien que ses décrets

mandant anglais la permission de retourner au sein de sa famille. Sur sa route, il rendit visite au général Washington, et fut reçu par lui avec une amitié si franche, avec tant d'égards, qu'à peine arrivé en Virginie, il se hâta de lui écrire une lettre de remerciements. Celle qu'on va lire était la réponse à cette lettre; Fairfax s'exprimait ainsi :

« Il est des circonstances où les marques d'amitié qu'on reçoit produisent sur nous une plus grande impression. Pour moi, je ne crois pas avoir jamais oublié aucune de celles qu'on m'a accordées; cependant, aujourd'hui que votre popularité ne peut s'élever plus haut, que la mienne ne peut descendre plus bas; aujourd'hui qu'il est si ordinaire de voir les hommes nourrir des ressentiments contre ceux dont ils ne partagent pas les opinions, j'ai été plus touché en retrouvant en vous cette affection dont vous m'avez toujours honoré, que de toutes les faveurs qu'on a pu m'accorder jusqu'à ce jour. Il se trouverait, j'en suis sûr, à New-York, des personnes qui ne voudraient pas croire à ces sentiments d'amitié, tant ils sont au-dessus des idées communes. »

nous semblent parfois sévères, ils ont néanmoins un but équitable. Ainsi je ne partage pas vos idées sur le désappointement que vous venez d'éprouver ; car, si l'on vous eût permis de passer en Angleterre, même sans vous imposer les serments rigoureux qu'on fait prêter en pareille circonstance, vos sentiments d'époux et de père eussent été froissés à l'idée de quitter pour longtemps, peut-être pour toujours, vos plus proches parents. Qu'auraient-ils fait si un serment vous eût enchaîné ? L'espoir que vous nourrissiez de réussir à ramener la paix se serait bientôt évanoui comme le brouillard devant les rayons du soleil. Croyez-moi, monsieur, la Grande-Bretagne savait très-bien ce qu'elle voulait dans cette querelle ; mais elle n'a pas compris l'Amérique. Elle voulait, ainsi que l'a déclaré si explicitement lord Camden dans son dernier discours au parlement, amener les Américains à se soulever, afin de mieux réussir, par ce moyen, dans l'exécution de ses projets. Et sachez-le bien, ce plan a été formé dans la ferme persuasion, entretenue par de faux rapports, que notre pays ne voudrait ni ne pourrait faire une résistance sérieuse. L'Angleterre était loin de prévoir les événements dont nous avons été témoins, et ses illusions ont été cruellement déçues <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Washington fait allusion ici aux paroles de lord Camden, lors du débat qui s'éleva sur la réponse au discours prononcé par le roi à l'ouverture du parlement ; le 18 novembre 1777. La discussion roula sur les affaires d'Amérique, sur les causes de la guerre, et la manière dont elle avait été conduite. Lord Camden, rappelant quelques-uns des événements qui avaient amené cette lutte, s'exprimait ainsi : « Le peuple américain a montré une grande désaffection ; mais ce n'est pas assez pour répondre aux vûes du gouvernement. Ce n'est pas le mécontentement qu'on veut produire, mais la révolte ; le mécontentement a servi de prétexte

N'en trouvons-nous pas des preuves convaincantes dans tous les actes du ministère, depuis le bill sur le thé jusqu'à la session actuelle du parlement? Les commissaires ont-ils eu des pouvoirs suffisants pour traiter avec l'Amérique? Si l'on désirait faire la paix avec nous, lord Howe eût-il été retenu cinq mois en Angleterre, après le vote du bill? Les pouvoirs de ces commissaires auraient-ils été bornés au droit de grâce sous la condition d'une soumission complète? Non! certainement non! Ils veulent nous jeter dans ce qu'ils appellent la rébellion, afin d'avoir un prétexte pour nous désarmer et nous arracher les droits et les privilèges d'Anglais et de citoyens.

S'ils eussent été dirigés par des principes de justice, auraient-ils refusé d'accéder aux conditions qu'on les a humblement suppliés d'accepter, avant que les hostilités commençassent et que ce pays fût noyé dans le sang? Aujourd'hui ils font dire à leurs principaux officiers et aux commissaires eux-mêmes que ces conditions sont

pour augmenter l'insupportable tyrannie qui pèse sur le peuple depuis longues années; il n'y avait qu'une apparence de révolte qui pût en quelque sorte justifier les massacres, la prise de possession du pays à main armée, et nous donner le droit d'exiger une soumission sans condition. » Lord Camden ajoutait encore, au sujet de l'adresse qui déclarait le Massachusetts en état de rébellion : « Quoi qu'il en soit, les habitants de la Nouvelle-Angleterre ont pris la résolution de faire mentir l'adresse; ils sont déterminés à ne point se conduire en rebelles, mais ils se prépareront à la résistance dans le cas où les événements la rendraient nécessaire. Le dernier prétexte manquait, il a été obtenu. Nos troupes ont reçu l'ordre de marcher, et la défense commune a été déclarée urgente d'une part, et nommée rébellion de l'autre. »

(*Almon's Parliamentary Register*, vol. X, pp. 30, 31.)

justes et raisonnables, et qu'en définitive l'on nous accordera plus que nous n'avions demandé, si nous voulons abandonner nos prétentions à l'indépendance. Quel nom donner à une pareille conduite? et quel châtimement doit être réservé à des hommes qui ont dissipé des millions, enveloppé une foule de personnes dans la même ruine, et plongé d'innombrables familles dans le désespoir et la misère? Ce qui est juste et raisonnable aujourd'hui pouvait-il être injuste il y a quatre ans? D'après quels principes agit donc l'Administration? Ou nos ennemis sont volontairement méchants et cruels, ou (ce qui est absolument la même chose) ils cherchent à tromper par des mensonges la masse du peuple, en propageant avec adresse le bruit que la Grande-Bretagne offre des arrangements, et que nous ne voulons rien accepter, espérant par là corrompre l'esprit de ceux qui désirent la paix, et fomenter parmi nous des querelles et des dissensions. En un mot, comptant moins aujourd'hui sur leurs forces que sur leurs artifices, ils emploient des ruses si basses et si honteuses que les hommes de cœur doivent en rougir pour eux. Entre autres infamies, ils fabriquent des lettres, et les publient en les faisant passer pour avoir été écrites de ma main et interceptées par eux, afin de prouver que je suis l'ennemi des mesures actuelles, et que j'ai été amené par degrés à les exécuter, tout en conservant l'espoir que le congrès se désisterait de ses prétentions.

Je suis, etc.

---

A THOMAS WHARTON ,  
PRÉSIDENT DE LA PENSYLVANIE.

Valley-Forge, 7 mars 1776.

Monsieur,

Je n'ai rien de plus à cœur que de m'acquitter des devoirs importants dont je suis chargé, de manière à assurer le repos et les intérêts du pays ; aussi tout acte de violence ou de tyrannie, exercé par les officiers d'un département sous ma responsabilité immédiate, m'afflige au dernier point, et je punirais les coupables sur-le-champ si les faits m'étaient bien prouvés. Je ne doute pas que la lenteur et la mauvaise volonté du peuple à nous apporter des munitions et à nous fournir des moyens de transport, ce qui a tant nui au service, n'ait amené les violences qui ont causé ces plaintes. Jusqu'à ce que la dernière loi de cet État, relative aux wagons, fût passée, on n'a pu obtenir l'assistance des habitants qu'en usant de la contrainte militaire, moyen dont les quartiers-maitres et les commissaires ont été obligés de se servir en plusieurs occasions, avec une apparence de justice, bien qu'il eût mieux valu ne pas y avoir recours. Mais, lorsque la législature eut réglé par une loi cet important service, en le confiant aux soins de ses propres officiers, je résolus de me conformer, par tous les moyens alors en mon pouvoir, à la loi qui venait d'être votée, et à me borner aux ressources fournies par cet État et dans les termes indiqués par le décret ; bien certain que la sagesse et la prévoyance du nouveau plan exciteraient chez les habitants un zèle et un empressement égal pour le mettre à exécution.

Peut-être ne suis-je pas assez bien informé pour reconnaître convenablement où est le mal, et c'est pour cela que je n'accuserai personne. Mais soyez bien convaincus, vous et vos collègues, que rien au monde ne me satisferait plus que de voir entre les mains du gouvernement les moyens d'entretenir l'armée de manière à faire prévaloir, non-seulement l'obligation, mais encore la convenance de ne plus recourir désormais qu'à l'autorité civile ordinaire. Permettez-moi de vous faire remarquer que l'armée semble avoir un droit particulier à ce que les citoyens de cet État fassent tous leurs efforts pour rendre sa position actuelle aussi bonne que possible, car il est facile de voir, par les craintes exprimées dans un mémoire au congrès, que nos troupes, après avoir montré une patience à l'épreuve pendant un hiver des plus rigoureux, se voient aujourd'hui privées de toutes les douceurs que trouve ordinairement le soldat, lorsque les travaux de la campagne sont terminés.

Les exigences du service sont grandes. Je sais que, dans cette saison rigoureuse, les devoirs militaires sont durs et difficiles à remplir; mais on ne peut s'en dispenser. L'armée et le pays dépendent mutuellement l'un de l'autre, et il est de la dernière importance que leurs relations soient réglées et dirigées de manière à produire pour chacun d'eux, non-seulement la bonne harmonie et le parfait accord, mais le bonheur et les aises de la vie.

Comptant donc sur la sérieuse attention que vous accorderez à cet objet, et espérant échapper ainsi aux difficultés du moment, je suis, etc.

P. S. Depuis que j'ai écrit ce qui précède, j'ai reçu



une lettre, à la date du 2 courant, du colonel Gibson, qui est à Lancaster. Je joins ici un extrait de cette lettre, ainsi que son ordre au quartier-maitre et la réponse de ce dernier, afin de vous montrer combien le malheur nous poursuit, même dans les plus petits détails, et combien les souffrances que nous endurons au camp, faute de fourrages et de wagons, surpassent tout ce qu'on peut s'imaginer.

---

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Valley-Forge, 7 mars 1778.

Monsieur,

Je prends la liberté de vous transmettre les copies de trois lettres du général Howe : elles sont datées des 14 et 21 du mois dernier et du 2 courant ; j'y ai joint les pièces qu'elles renfermaient. La malheureuse violation de la trêve ne nous a pas médiocrement embarrassés, et a donné à l'ennemi d'amples sujets de se plaindre et de triompher tout à la fois. Ce qui est arrivé n'est que la conséquence naturelle de la lutte de divers pouvoirs entre eux ; dans des affaires délicates, il en sera toujours ainsi. Le congrès sera peut-être à même d'éclaircir quelques-unes des circonstances qui se rattachent à ce sujet ; et je lui saurai gré de venir à notre aide, si cela est en son pouvoir.

8 mars. — Par suite de la correspondance que j'ai dernièrement entretenue avec le général Howe, et surtout des lettres du 5 et du 10 du mois dernier, dont j'ai eu

l'honneur de vous adresser les copies dans celle du 8, terminée le 14, je dus envoyer des commissaires à la rencontre de ceux que le général ennemi avait nommés pour arranger les difficultés élevées entre nous : ils avaient à régler un échange de prisonniers et à modifier l'ancien cartel, autant que cela pouvait se faire, afin d'assurer, à l'avenir, aux prisonniers des deux partis un sort plus doux. Cette entrevue devait avoir lieu le 10 courant ; mais hier matin, la gazette de Dunlap, du 4, tomba entre mes mains ; j'appris par cette feuille qu'on avait décidé, le 26 février, que les citoyens seraient engagés à faire leurs réclamations contre les prisonniers en notre pouvoir, et qu'aucun échange n'aurait lieu tant que la balance de ce qui est dû aux États-Unis n'aurait pas été acquittée. Quelques-uns des États ont jusqu'au 1<sup>er</sup> juin pour déposer leurs réclamations. Le temps nécessaire pour en prendre connaissance et y faire droit, ainsi que pour délivrer les prisonniers, se prolongera jusqu'à l'automne prochain.

Je ne puis considérer cette résolution comme une infraction volontaire aux arrangements pris par moi vis-à-vis du général Howe ; cependant cette mesure est diamétralement opposée à l'esprit et à la teneur des propositions faites et consenties par moi. Je me croyais pleinement autorisé par les instructions et les intentions du congrès à agir ainsi ; et je pense maintenant que l'honneur et la bonne foi du pays ne sont pas moins intéressés que moi à ce que ces conventions soient exécutées.

D'après les ordres du congrès, j'ai stipulé d'abord avec le général Howe un échange de prisonniers, officier pour officier du même rang, soldat pour soldat, et citoyen pour citoyen. Le congrès avait toujours approuvé

un semblable arrangement, et déclaré à plusieurs reprises son intention de le faire exécuter. Sa résolution du 24 mars dernier me conférait le pouvoir (dans le cas où l'ennemi n'opposerait aucun obstacle à la délivrance du général Lee), non-seulement de *procéder* à l'échange des prisonniers, selon les principes du cartel convenus auparavant, mais aussi d'adopter pour l'avenir ceux qui me paraîtraient les plus convenables et les plus avantageux. Une résolution prise plus tard, à la date du 6 juin, conçue dans les mêmes termes, sanctionne ma conduite, approuve ma manière de voir dans les négociations qui ont eu lieu à cette époque, pour cette affaire, et enfin y donne un entier assentiment.

Depuis, aucun événement n'est survenu qui pût me faire supposer qu'il y eût un changement dans les intentions du congrès ; aussi mes dernières lettres respirent-elles le même esprit que les premières, le même désir d'amener à bonne fin un échange général, qui soit tacitement, sinon formellement, approuvé par le congrès. Enfin le général Howe paraît souhaiter, sans le vouloir peut-être réellement, de mettre à exécution les conventions signées par nous, et telles que je les ai proposées et qu'il les a acceptées.

Quels que fussent les pouvoirs dont j'étais d'abord revêtu pour négocier un échange, on peut dire que la décision du 19 décembre dernier y apporta des modifications, puisqu'elle y annexait une nouvelle condition, à savoir, le règlement et le paiement de tous les comptes avant de procéder à l'échange. Je n'avais pas idée que cela pût s'appliquer au cas actuel, quand même le texte eût pu s'y prêter. Sans m'arrêter à ce principe général

qu'il est impolitique d'accorder à l'ennemi la faculté de s'acquitter en papier-monnaie, j'avais des raisons de supposer que l'armée du général Burgoyne était surtout l'objet de cette clause. J'adoptai d'autant plus volontiers cette interprétation qu'indépendamment des affaires de cette armée, je prévoyais que le mauvais état de nos comptes, relativement aux prisonniers, ferait considérablement pencher la balance en faveur du général Howe. Et ce n'était pas là le seul motif qui me faisait penser ainsi : les prisonniers tombés dans nos mains, surtout ceux qu'on a envoyés à l'ouest de la Delaware, ont suffi, m'a-t-on dit, à leurs besoins par leur propre travail et par les secours de l'ennemi, qui entretenait constamment des agents parmi nous. S'il en est ainsi, le motif de la résolution n'ayant plus de valeur, l'effet devient nul.

Mais peut-être devrait-on considérer un échange comme contraire à nos intérêts, si l'ennemi pouvait en tirer plus d'avantages immédiats que nous. J'en conviens. Cependant, il me semblait que les principes d'une politique franche et large, sans parler des considérations d'humanité et de justice, nous faisaient une loi de ne pas nous refuser à cet échange. J'ai la conviction que le pays tout entier fait des vœux pour qu'il ait lieu. L'armée le souhaite aussi, et l'on ne peut douter que les malheureux prisonniers qui souffrent tant ne soupirent avec ardeur après le jour de leur délivrance. Nous n'avons besoin que d'écouter le cri de l'humanité, les sympathies naturelles aux hommes unis par le lien du sang, par l'intérêt et les craintes communes, pour être bien convaincus qu'un échange est le vœu prédominant. Si le pays, l'armée, et

les prisonniers eux-mêmes avaient une juste idée de notre position et pouvaient comprendre les désavantages qui peuvent résulter d'une transaction qui donnera à l'ennemi un renfort considérable, sans nous en procurer un équivalent, peut-être la raison politique leur ferait-elle faire le sacrifice de leurs sentiments. Mais, comme ils ne connaissent pas notre situation, et qu'on ne peut la leur faire connaître, leur opinion est naturellement déterminée par leurs sentiments personnels.

Si l'on venait à accréditer cette idée, que nous avons à dessein évité l'échange, elle deviendrait, pour le pays et l'armée, une cause de mécontentement et de dégoût, et n'inspirerait que ressentiment et désespoir à nos officiers et soldats prisonniers; l'ennemi et ses émissaires ne manqueraient pas de la répandre dans tous les esprits, si nous leur en fournissions l'occasion. Je ne dirai rien de l'importance qu'il y a à ne risquer notre réputation nationale que pour les plus puissants motifs, surtout dans notre situation d'État naissant, et à cause de l'influence qu'un acte fâcheux pourrait avoir sur nos relations au dehors; mais j'affirmerai que ce n'est pas un danger médiocre que de jeter dans l'esprit de nos concitoyens un doute sur notre empressement à suivre exactement les principes de l'honneur et de la bonne foi.

La prudence nous ordonne d'éviter soigneusement, dans un intérêt public que privé, tout ce qui pourrait heurter les idées de justice générale et d'humanité répandues parmi les hommes. Dans une affaire qui met en jeu autant de passions que celle-ci, bien des gens sont tout prêts à croire le mal, et prennent plaisir à tirer contre nous les conclusions les plus défavorables. Si les

lettres échangées entre le général Howe et moi étaient publiées avec des commentaires, depuis la première jusqu'à la dernière, si l'on en faisait autant pour les résolutions du congrès, relatives à cette affaire, voici ce que nous aurions à craindre : c'est que l'opinion publique ne vînt à nous accuser de mauvaise foi si l'échange était différé jusqu'à ce que les termes de la dernière résolution eussent été remplis. Peut-être faut-il dire que nous avons le droit de réclamer hautement, constamment, avec persévérance, pendant que l'ennemi nous refusait justice ; mais, du moment qu'il paraît vouloir se rendre à nos vœux, on pourra nous accuser de reculer devant un arrangement, et d'élever de nouvelles difficultés. C'est ainsi que raisonnaient les gens sérieux, qui regarderaient toutes nos professions de foi comme de vaines paroles, et faites seulement dans un but d'intérêt et de politique.

Des accusations de cette nature tendraient à paralyser nos opérations ; elles diminueraient ce respect et cette confiance que doivent nécessairement inspirer ceux qui sont à la tête des affaires civiles ou militaires ; et la perspective d'une captivité indéfinie amènerait un profond découragement dans le service. Ces fâcheuses conséquences auraient une immense portée ; nous verrions alors se multiplier, dans l'armée, les causes de mécontentement trop fréquentes déjà, et presque inévitables ; cette répugnance pour entrer au service, un des obstacles qui entravent le plus la levée des hommes et le recrutement, trouverait un nouveau prétexte ; en outre, l'appréhension des horreurs de la captivité ferait chanceler le courage de nos soldats ; ceux enfin que le sort a condamnés à boire à cette coupe

amère seraient réduits à un tel désespoir qu'ils ne croiraient pouvoir trouver d'autre remède à leurs maux qu'en renonçant aux liens qui les attachent à la patrie, et en prenant du service chez leurs géoliers. Voilà ce qu'ont déjà produit en partie les obstacles survenus au milieu des projets d'échange ; mais, si ces obstacles paraissaient le résultat d'un système arrêté, le mal deviendrait dix fois plus grand. Rien n'a fait éprouver aux miliciens une impression plus désagréable que cette crainte de subir les rigueurs dont on a usé jusqu'à présent envers les prisonniers ; que ne diraient-ils pas s'ils se voyaient menacés d'une captivité encore plus dure ?

Si un intérêt du moment peut être invoqué comme un motif déterminant, il est aisé de prouver qu'aucun échange ne saurait jamais avoir lieu. La constitution de notre armée, vu la durée des engagements et la dépendance dans laquelle nous sommes vis-à-vis de la milice, nous nuiront toujours lors des échanges, tandis que ces mêmes causes tourneront à l'avantage de nos ennemis. Si l'on m'objectait qu'il peut se présenter des circonstances où l'échange des prisonniers nous soit tout à fait défavorable et même très-nuisible, et qu'il en est ainsi aujourd'hui, en raison de l'état de faiblesse de notre armée, voici quelle serait ma réponse : le temps qu'il faudra pour les négociations préliminaires, pour la mise en liberté des prisonniers par petits pelotons et à des intervalles éloignés, pour leur échange contre d'autres prisonniers, enfin pour remplir les différentes formalités partout où l'on fera ces renvois, tous ces délais auront pour nous le résultat que nous nous proposons, et nous permettront de renforcer notre armée, si cela est nécessaire,

sans que nous ayons à redouter aucune conséquence fâcheuse.

Mais, si l'on veut pousser aussi loin que possible cet argument qu'il est de notre intérêt de faire pencher tous les avantages de notre côté, non-seulement les objections que j'ai combattues tout à l'heure, mais d'autres encore, qui surgiront à chaque instant, viendront nous détourner de faire des échanges. Nous ne devons pas *maintenant* faire d'échange, parce que notre armée est faible ! Quand la saison sera plus avancée, et qu'il sera temps d'ouvrir la campagne, nous ne le devrons pas parce que l'armée sera forte, et qu'il faudra alors profiter de tous nos moyens et de la faiblesse de l'ennemi pour frapper un coup décisif ! Mais, si l'ennemi, grâce à la protection de sa flotte et de ses ouvrages imprenables, parvient à repousser nos attaques jusqu'à l'époque où lui arriveront ses renforts d'Europe, sera-t-il alors de notre intérêt de lui donner de nouvelles troupes, une force nouvelle, à lui déjà suffisamment fort et nombreux ! Ainsi, en rapprochant les divers raisonnements, nous voyons que jamais n'arrivera le moment heureux qui doit mettre un terme aux misères des prisonniers. Notre service deviendra odieux : ceux qui n'y sont point engagés s'efforceront d'y échapper ; ceux qui s'y trouvent aujourd'hui formeront des vœux pour en sortir ; tout homme pris par l'ennemi passera dans ses rangs, plutôt que de se soumettre à une rigoureuse et désespérante captivité.

Si nous ne saisissons pas l'opportunité du moment pour adresser et obtenir un cartel d'échange dans de bonnes conditions, pendant que les circonstances contraignent l'ennemi à se montrer conciliant, les vicissitudes de la



guerre pourront nous faire regretter un jour d'avoir manqué cette occasion ; l'ennemi aura alors intérêt à refuser tout accommodement, sinon à de très-dures conditions. La saine politique, aussi bien que la bonne foi, nous commande de mettre à profit cette occurrence. Cependant il y a dans la conduite du général Howe une certaine ambiguïté qui demande une explication et doit nous engager à nous tenir sûr nos gardes. Je suis résolu à faire passer, avant toute négociation ultérieure, l'affaire des volontaires ; ainsi, je veux, s'il est possible, les délivrer de leur captivité, ou, au moins, puisqu'on ne peut aujourd'hui réclamer leur mise en liberté comme un droit, régler leur échange d'après les bases les plus convenables et les moins équivoques. En même temps je désirerais assurer l'échange du général Lee et des autres officiers, qui ont été l'objet d'une exception toute particulière.

L'entrevue qui doit avoir lieu entre les commissaires du général Howe et les nôtres est remise au 10 courant. Je ne doute pas que le congrès, jaloux de conserver la confiance publique et de soutenir mon honneur personnel, n'écarte tous les obstacles qui s'opposent à l'accomplissement de mes conventions ; je compte sur lui pour m'autoriser à négocier, avec des délégués nommés à cet effet, un cartel plus étendu, plus sérieux, d'après les principes qui pourront paraître avantageux et fondés sur la nécessité, quelques résolutions que le congrès ait déjà prises, même dans un sens différent : je désire être honoré de sa réponse par la première occasion.

L'œuvre est, de sa nature, difficile à accomplir. Elle regarde deux parties dont les intérêts, à considérer les choses comme on le fait communément, sont plus qu'op-

posés. Nous tâcherons de faire pour le mieux et de servir la cause publique autant qu'il nous sera possible, bien qu'il ne nous soit pas donné de satisfaire les espérances de tout le monde. Mais on doit bien se pénétrer d'un fait, c'est que le général Howe, amené par sa pénurie d'hommes à écouter nos propositions et à traiter convenablement avec nous, ne serait pas cependant disposé à sacrifier à ce motif, dans une pareille transaction, les considérations de bien public; il ne faut pas même espérer que l'affaire se termine autrement que par un échange d'avantages mutuels. J'ose croire qu'on voudra bien excuser la liberté que j'ai prise de développer mon opinion, en cette affaire, avec autant de franchise; car je suis animé du désir de faire ressortir et apprécier les motifs de ma conduite, et je n'ai écouté que le sentiment de mon devoir: ce sentiment m'a poussé à discuter franchement ce sujet qui, envisagé sous toutes ses faces, me semble renfermer des conséquences d'une haute importance et d'une extrême délicatesse.

J'ai l'honneur d'être, etc. <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Après avoir pris cette lettre en considération, le congrès déclara que l'exécution des précédentes résolutions serait pour le moment suspendue. Il autorisa le général Washington à poursuivre l'échange des prisonniers, alors au pouvoir de l'ennemi, sans attendre que l'état des comptes fût achevé; mais il lui fit une loi de se conformer, en dressant les cartels d'échange, aux résolutions qui ordonnaient le paiement préalable des dépenses faites pour l'entretien des prisonniers, avant que l'échange de ceux-ci eût lieu. — *Journaux du Congrès*, 18 mars.

---

## AU LIEUTENANT GÉNÉRAL BURGOYNE.

Quartier général, 11 mars 1778.

Monsieur ,

Il n'y a que deux jours que j'ai eu l'honneur de recevoir votre bienveillante lettre du 11 février. La bonne opinion que vous avez de moi, et la manière polie dont vous voulez bien me l'exprimer, me flattent infiniment. Je profiterai de l'occasion que vous m'avez offerte pour vous assurer, que, loin de vouloir faire descendre les considérations d'une opposition nationale à une animosité personnelle, je suis toujours prêt à rendre justice au talent de l'homme et du soldat, et à accorder mon estime à qui en est digne, tout en voyant un ennemi public dans celui que j'honore. Vous ne prendrez pas pour un compliment banal l'assurance que je partage à votre égard les sentiments d'estime que vous me manifestez.

Si je vous considère comme un officier qui combat ce que je crois être les droits de mon pays, je ne puis me préoccuper des revers que vous avez éprouvés sur le champ de bataille. Mais, abstraction faite des questions d'intérêt national, je puis sympathiser franchement avec les sentiments qui vous animent comme un soldat que d'insurmontables obstacles ont empêché de réussir ; et comme un homme accablé à la fois par les souffrances d'une mauvaise santé, les tourments de la captivité et le chagrin qu'il éprouve de voir sa réputation, qui lui est si chère, en butte aux attaques de la méchanceté et de la calomnie.

Votre aide de camp s'étant rendu directement au con-

grés, le sujet de votre lettre avait provoqué une décision avant qu'elle me fût parvenu. Je suis charmé que cette assemblée, en acquiesçant d'elle-même à l'objet de votre demande, m'ait épargné l'obligation d'intervenir. C'est en formant des vœux pour votre heureuse traversée, et le parfait rétablissement de votre santé, que j'ai l'honneur d'être, etc.<sup>1</sup>



A PHILIPPE SCHUYLER,

JAMES DUANE, ET VOLKERT P. DOUW,

COMMISSAIRES POUR LES RELATIONS AVEC LES INDIENS

Valley-Forge, 45 mars 1778.

Messieurs,

Vous verrez, d'après la copie ci-incluse d'une résolution du congrès, que je suis chargé d'employer un corps de quatre cents Indiens, si l'on peut les enrôler à des conditions raisonnables. En les corrigeant des coutumes barbares qu'ils ont introduites dans les guerres qu'ils se font entre eux, et les employant, soit comme éclaireurs, soit comme troupes légères, ou mêlés à nos détachements, je pense qu'ils pourraient nous être très-utiles. On en lèverait une moitié parmi les Indiens du sud, et l'autre parmi ceux du nord. J'ai envoyé le colonel Nathaniel

<sup>1</sup> Le général Burgoyne écrit à Washington la réponse suivante : « Recevez, je vous prie, mes plus sincères remerciements pour votre obligeante lettre ; votre caractère, pour lequel je professais déjà la plus grande estime, s'y montre d'une parfaite amabilité ; soyez assuré que je n'ai point de plus vif désir que de voir se terminer nos tristes débats, et de pouvoir cultiver votre amitié. » 4 avril.

Gist, qui connaît bien les Cherokees et leurs alliés, avec la mission d'en amener le plus grand nombre possible; et je compte sur vous pour charger des personnes dignes de votre confiance, de lever le nombre convenu parmi les tribus du nord, ou du moins de nous en procurer le plus possible. On prendrait avec eux les arrangements que vous croiriez convenable d'accepter; et des personnes connaissant bien la langue, les mœurs et les coutumes de ces peuples, et ayant acquis de l'empire sur leur esprit, accompagneraient les commissaires. Les Oneïdas nous ont donné les plus fortes preuves d'attachement au milieu des événements de cette guerre; aussi je pense que, parmi les Indiens que nous pourrions enrôler, ils seront les plus nombreux. Leur missionnaire, M. Kirkland, m'a paru avoir sur eux un ascendant extraordinaire; je verrais donc avec plaisir qu'il consentit à les accompagner.

Si nous pouvions attirer des Indiens dans nos rangs, je désirerais qu'ils ouvrirent avec nous la campagne; il faudrait alors les engager le plus tôt possible, car il reste, entre ce mois-ci et le milieu de mai, tout juste assez de temps pour conclure le traité avec eux, et les faire rejoindre l'armée. J'espère que cette lettre vous parviendra avant que la convention qu'ils ont consentie soit rompue. S'il en était ainsi, vous seriez à même de connaître leurs dispositions. Je vous prie de me tenir au courant de cette affaire sans le moindre retard.

J'ai l'honneur d'être, etc.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Peu de temps avant que le congrès votât la résolution qui conférait à Washington les pouvoirs mentionnés ci-dessus pour lever des

## AU MAJOR GÉNÉRAL ARMSTRONG.

Valley-Forge, 27 mars 1778.

Cher Monsieur,

Je crains bien que vos appréhensions au sujet de l'accroissement de l'armée, ou au moins de son accroissement en temps opportun, ne soient que trop fondées. Quel-

corps d'Indiens, cette affaire avait soulevé dans le parlement anglais une violente discussion (6 février), amenée par une motion que fit M. Burke, tendant à obtenir communication de la correspondance entre le ministère et les généraux commandant en Amérique, relativement au service que les Indiens avaient pris dans l'armée anglaise. On en fit un crime aux ministres, et une forte opposition leur reprocha vivement d'avoir conseillé et approuvé cette mesure. Voici comment s'exprimait M. Burke : « Rien ne prouve d'ailleurs que les Américains aient essayé de contracter des alliances offensives avec quelques tribus sauvages ; tandis que les pièces incomplètes mises à la disposition de la chambre démontrent jusqu'à la dernière évidence que les ministres ont négocié et contracté de semblables alliances d'une extrémité à l'autre de l'Amérique ; que les Américains viennent de conclure un traité de neutralité avec les puissantes Cinq Nations qui ont été sollicitées par les ministres du roi à rompre leur serment et à prendre l'offensive contre les colonies ; qu'aucune tentative n'a été faite par le ministère pour engager ces Indiens à observer la neutralité ; enfin, que si les Américains ont aujourd'hui des sauvages à leur service, autre chose est de les employer contre des soldats aguerris et protégés par leurs lignes, ou bien de les lâcher sur des hommes sans armes pour se défendre, sur des femmes, des enfants, dispersés dans la campagne ou dans des maisons isolées. Il n'y a point de justification possible pour ceux qui ont mis en usage d'aussi injustes, d'aussi cruelles représailles. »

Lord George Germain répliqua pour justifier l'administration : « La discussion, dit-il, est engagée dans un cercle fort étroit ; les Indiens ne seraient jamais restés simples spectateurs de la lutte : c'est ce que prouvent les paroles mêmes de l'honorable auteur de la motion. D'ailleurs, les rebelles, et surtout les Virginiens, ont souvent envoyé des émissaires

ques-uns des États viennent seulement de lever leurs hommes; dans d'autres, le recrutement est fort peu avancé, et plusieurs n'ont pas encore d'idées arrêtées sur la manière dont ils compléteront leurs régiments. Les hommes même qui sont déjà levés ou enrôlés doivent être placés ensemble, car la plupart d'entre eux ont besoin d'être inoculés, et tous, sans exception, d'être disci-

pour engager les Indiens à se ranger de leur côté; plusieurs même ont été enrôlés, à Boston, dans l'armée américaine. Maintenant, si l'on considère les dispositions des Indiens et les avances que leur ont faites les colonies, on verra que la question se réduit à cette proposition incontestable, qu'ils auraient combattu contre nous, si nous ne les eussions pas pris à notre service. » — Lord North, parlant dans le même sens, dit que l'emploi des Indiens pouvait être regardé comme une chose fâcheuse, mais que c'était un mal inévitable. »

Le gouverneur Pownall, qui avait résidé longtemps en Amérique et qui connaissait parfaitement les mœurs des Indiens, se rangea à cette opinion. Voici le plan qu'il proposa : « Je sais, dit-il, et j'ai déjà déclaré ouvertement que l'idée d'une neutralité de la part des Indiens est une dangereuse utopie. S'il était convenu, entre les Américains et nous, de ne point employer de pareils auxiliaires, ils ne manqueraient pas alors de piller et de scalper tous ceux de l'un ou de l'autre parti qui tomberaient entre leurs mains. Bien que ce soit là ma conviction, basée sur la connaissance profonde que j'ai de ce pays, je suis cependant persuadé que si l'Angleterre et l'Amérique s'engageaient de bonne foi, par une stipulation ou un traité, à ne pas souffrir l'intervention des Indiens, à les regarder au contraire comme des ennemis et à les traiter comme tels s'ils exerçaient le moindre acte d'hostilité contre la nation britannique, Anglais ou Américains, j'ose croire, dis-je, que ces horribles cruautés auraient un terme, ou du moins diminueraient sensiblement. » — Le gouverneur Pownall développa son idée, et offrit même de se rendre au milieu du congrès, s'il en recevait l'autorisation formelle, et de faire tous ses efforts après de cette assemblée pour l'amener à consentir à cette transaction. — *Almon's Parliamentary Register*, vol. VIII, pp. 349, 353, 367.

plinés. Des rapports venus de l'est m'apprennent que les troupes sont à la veille d'évacuer Rhode-Island, et que deux régiments de Hessois et deux d'Anglais viennent de s'embarquer à New-York, soit pour entreprendre quelque nouvelle expédition, soit pour renforcer le général Howe à Philadelphie. Il n'y a encore à cet égard que des conjectures, mais cette dernière version paraît la plus probable. Si le général Howe réunit toutes ses forces avant que nous ayons rassemblé les nôtres, l'ignorance seule de notre nombre pourra l'empêcher de se porter contre nous; mais je ne pense pas que nous ayons aucune raison d'y compter, car nous savons à quel point, dans la dernière campagne, il était toujours bien informé.

Je n'ai rien à dire de l'expédition du Canada, sinon qu'elle touche à son terme. Aucune des circonstances qui s'y rapportent ne m'a jamais été communiquée.

Je suis pleinement convaincu que l'ennemi compte autant, ou même plus, sur nos divisions et sur le mécontentement qu'il espère exciter en répandant des émissaires parmi le peuple, que sur la force de ses armes. La situation de cet État est triste et alarmante. Nous avons chaque jour de nouvelles preuves que la crainte seule du châtimement empêche la plus grande partie des habitants du pays de fournir à l'ennemi des chevaux, et tout ce dont il a besoin; malgré les sévères exemples que j'ai cru devoir faire, je n'ai pu mettre un terme à leurs relations. Nous avons eu plusieurs occasions de nous assurer que les émissaires des Anglais étaient répandus sur tous les points du pays. On a arrêté dans le comté de Lancaster un lieutenant qui achetait des chevaux, d'accord avec les habitants: l'un de ces derniers et le lieu-



tenant ont été fusillés. Il y a quelques jours, on a pris cinq beaux attelages qui, partis des environs de Yorktown, se dirigeaient vers Philadelphie ; je ne doute pas qu'il ne nous reste encore beaucoup de ces menées à découvrir. Les officiers au service britannique, tombés entre nos mains, nous ont fait, j'en suis sûr, plus de mal que tous les autres ; pendant leur captivité, ils ont fait connaissance avec un grand nombre de gens du pays ; ils ont enhardi les mécontents, converti à leurs idées les ignorants, et effrayé les tièdes et les timides en exagérant la puissance de la Grande-Bretagne. J'espère qu'un prompt échange nous délivrera de ces hôtes dangereux ; et j'ose affirmer qu'à l'avenir il vaudra mieux renvoyer ces officiers sur parole, que les garder ainsi au milieu de nous.

Si les affaires du général Potter lui permettent de revenir à l'armée, je serai très-satisfait de le revoir, car son active vigilance nous a bien fait faute dans le cours de l'hiver. La milice n'a jamais dépassé la moitié du chiffre fixé par cet État, et quelquefois même elle n'a pas eu, dit-on, un seul homme sous les armes. Le général Lacey n'en compte pas en ce moment plus de soixante-dix. Aussi le pays a-t-il été extrêmement découvert sur toute la rive Est du Schuylkill, sans que j'aie pu le protéger avec les troupes effectives de l'Union, qui, au lieu de repos, n'ont trouvé que des fatigues pendant l'hiver entier.

Lorsque le temps vous permettra de pouvoir entrer en campagne sans péril pour votre santé, je m'estimerai heureux de vous voir rendu à l'armée.

Croyez, etc.

---

## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Valley-Forge, 40 avril 1778.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 4 courant, renfermant une résolution du congrès à la même date, qui m'autorise à appeler cinq mille miliciens des États du Maryland, de la Pensylvanie et du New-Jersey. Je remercie le congrès du pouvoir qu'il me donne. Je dois, en même temps, l'assurer que pour réussir à rassembler de pareilles forces, il me faudra beaucoup de temps, de soins et de dépenses; si vous voulez une preuve de ce que j'avance, reportez-vous à la dernière campagne, et rappelez-vous qu'en pareille circonstance il ne fut pas possible de tirer mille miliciens, ni même cent, de cet État, bien que le premier nombre fût exigé, et qu'on eût promis de le fournir, dans le but de protéger, pendant l'hiver, le pays qui s'étend entre le Schuylkill et la Delaware.

Le but important de ma lettre au congrès, à la date du 24 du mois dernier, ne semble pas avoir été compris. Je ne songeais pas à demander des renforts de milice; je voulais seulement savoir si le congrès préfère l'ancienne organisation de l'armée ou la nouvelle, telle que le comité l'a réglée, de quelle manière il faut réduire les régiments supplémentaires et ceux de cet État, et comment en seront nommés les officiers. Ce sont là des points de la plus haute importance, car le sort de l'Amérique peut dépendre des décisions qu'on prendra: je veux essayer de démontrer qu'il est presque impossible, lorsque la saison est aussi avancée, d'accomplir convena-

blement tous ces changements et de faire ces nominations, ainsi que les préparatifs nécessaires pour la campagne suivante. Qu'il survienne quelque désordre, quelque secousse imprévue, et ces dispositions deviendront bien autrement impraticables. Je dois à ma propre réputation ainsi qu'au public de répéter ces vérités, dont il est plus facile de prévoir les conséquences que de les bien exposer.

Quelques personnes pourront dire que mon désir de voir les officiers de cette armée dans une meilleure position absorbe toute ma sollicitude et me mène trop loin. Je puis leur répondre que cette sollicitude provient des causes que j'ai énoncées. Si l'on me demande mon opinion sur la nécessité de pourvoir ainsi au sort des officiers, je suis prêt à déclarer que, dans ma conviction intime, le salut de notre cause en dépend, et que, sans cette mesure, le nombre de vos officiers se réduira à rien; ou vous n'aurez que des hommes communs, sans instruction, et dépourvus de capacité sous tous les rapports. A l'appui de ce que j'avance, je puis dire avec vérité qu'il ne se passe pas de jour que l'on ne m'offre deux ou trois démissions; les avis que je reçois de l'est et du midi m'apprennent que beaucoup d'officiers, qui sont allés chez eux en congé, non-seulement ne veulent plus reprendre leur service, mais qu'ils s'établissent d'une façon plus lucrative. Je laisse au congrès le soin d'examiner les conséquences d'une telle conduite.

Personnellement, comme officier, je ne suis pas intéressé dans cette décision; car je l'ai déclaré et je le répète encore, mon intention n'est point de tirer jamais le plus petit avantage de la concession de la demi-solde;

mais je me crois fortement intéressé à cette affaire, et comme homme qui combat sous le poids d'une proscription, et comme citoyen qui désire voir la liberté de son pays assise sur une base solide, et dont la fortune dépend du succès de nos armes. D'ailleurs, mettant de côté toutes ces considérations, et sans parler de justice, je maintiendrai encore l'utilité de cette mesure sous le seul point de vue de l'économie; car je suis pleinement convaincu que le bon ordre, la régularité, le respect de la vie des hommes et des propriétés seront compromis, tant que les officiers ne considéreront pas leur grade comme une mission honorable et avantageuse, et qu'ils doivent craindre de compromettre par leur négligence ou leur insouciance. Pour preuve de ce que j'avance; voyez le nombre d'officiers cassés depuis trois mois par la cour martiale générale qui siège continuellement pour juger ceux qui se sont rendus coupables d'inconduite. Depuis le commencement de la guerre, jamais les délais apportés à la solution de cette grande question, ne m'ont autant contrarié qu'aujourd'hui; et c'est là ce qui m'a entraîné à m'exprimer sans réserve.

J'apprends par une lettre que je reçois à l'instant du général Weedon, qu'il se propose de donner sa démission, si le général Woodford reprend son premier rang, ce qu'il n'avait pas encore entendu dire. Le général Muhlenberg reste dans l'indécision sur le même point. Ainsi, un brigadier, peut-être deux, manqueront dans cet État. Les inconvénients qui résultent des fréquentes démissions dans les troupes de Virginie, les mutations parmi les officiers qui commandent les régiments, et bien d'autres causes également alarmantes, ont nui à ce corps

au delà de toute expression, et réduit de très-beaux régiments à une poignée d'hommes. Il en sera toujours ainsi jusqu'à ce que les officiers aient obtenu quelque compensation aux sacrifices qu'ils font. Supposer que l'amour du pays engagera seul des hommes à abandonner le bien-être et les douceurs de la vie pour gagner péniblement leur pain au prix des souffrances et des dangers de la guerre, tandis que leurs compagnons et leurs amis amassent paisiblement de grandes fortunes, n'est-ce pas voir la nature humaine comme elle devrait être, et non comme elle est véritablement ?

Il faudrait que le fournisseur général des habillements de l'armée fût, ainsi que tous ceux des autres services, dans le camp et près du général en chef; autrement il est impossible que les opérations de la guerre soient dirigées avec énergie et précision. Je désirerais ardemment que ce point, qui n'est pas le moins essentiel de tous ceux dont je suis convenu avec le comité, fût bien arrêté, et qu'on surveillât la direction donnée à ce service. Je ne chercherai pas à excuser la franchise de cette lettre; je trouve que mon devoir vis-à-vis du congrès et de moi-même m'ordonne d'informer cette assemblée des faits qui intéressent essentiellement l'organisation de notre armée. Mes conventions avec le congrès m'autorisaient à compter, pour le service de la campagne qui va s'ouvrir, sur quarante mille hommes et au delà, de troupes de l'Union, outre la cavalerie et l'artillerie; et y compris ceux qui doivent être appliqués à la défense de North-River. Les faits sont loin d'être d'accord avec mes espérances.

Le major général, marquis de Lafayette, est arrivé au

camp, et va reprendre le commandement de sa division. Le baron de Kalb est attendu ici sous peu de jours.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

### A JOHN BANISTER, DÉPUTÉ AU CONGRÈS.

Valley Forge, 24 avril 1778.

Monsieur,

Je vous remercie beaucoup de l'offre aimable que vous me faites d'entretenir avec moi une correspondance amicale. J'accepte, soyez-en sûr, cette proposition avec joie, et je vous écrirai familièrement, aussi souvent que mes loisirs me le permettront, sur tous les sujets qui me paraîtront dignes d'intérêt. Je suis heureux d'apprendre que vous vous attendez à voir réussir l'organisation de l'armée d'après les bases arrêtées ; bien qu'il soit pénible de penser que des questions graves et urgentes rencontrent autant de difficultés et de retard. Le succès de la mesure est du plus haut intérêt, et l'on doit s'efforcer de l'atteindre le plus promptement possible. La manie des démissions devient alarmante, et fait tous les jours des progrès.

Le corps d'armée de la Virginie vient d'être violemment désorganisé ; quatre-vingt-dix officiers au moins m'ont renvoyé leurs commissions. Les officiers des autres États se disposent à suivre cet exemple, bien qu'ils ne poussent pas encore aussi loin ce fâcheux oubli des devoirs militaires. Nous avons tout lieu de craindre que le mal, si l'on n'y apporte pas un prompt, un très-prompt re-

mède, n'attaque, dans sa source même, l'existence de l'armée. Il n'y en a pas, selon moi, d'aussi efficace que celui qu'on a proposé<sup>1</sup>. Il contentera, j'espère, les officiers, et ne causera pour le moment aucun surcroît de dépense. On ne persuadera pas aux officiers de sacrifier toute considération d'intérêt présent, et de courir les nombreuses chances de la guerre pour défendre leur patrie, si elle ne se montre pas généreuse pour leur assurer une existence convenable dans l'avenir. Je n'affirme pas d'une manière absolue que nous n'aurons point d'armée, si l'on ne pourvoit à l'établissement des officiers; mais il faut s'attendre à n'avoir qu'une armée sans discipline, sans énergie, incapable d'agir avec vigueur, et dépourvue de cet accord, de cet ensemble nécessaires d'une part pour atteindre le succès, de l'autre, pour supporter les coups de l'adversité. Il est difficile de dire quelle peut être la portée du mal que nous avons lieu de redouter si cette mesure est rejetée, ou longtemps ajour-

<sup>1</sup> C'est-à-dire l'institution d'une demi-solde pour les officiers à la fin de la guerre. Un projet rédigé dans ce sens avait été approuvé par le comité venu au camp, et se trouvait, en ce moment, soumis à la décision du congrès. Le général Washington le jugeait de la plus haute importance, comme on a pu le voir par quelques-unes de ses lettres, et il fit tous ses efforts pour le faire adopter; mais les avis furent partagés dans le congrès. Quelques-uns des membres, et surtout la majorité des délégués de l'Est, se prononcèrent ouvertement contre la mesure, comme favorisant trop l'idée d'une armée permanente; d'autres furent d'avis que le congrès, n'ayant pas de pouvoir pour agir en cette occasion, devait demander des instructions spéciales aux États. Plusieurs enfin opinèrent pour un ajournement. Cette divergence d'opinions fut une cause d'embarras pour le congrès, et retarda le vote du rapport du comité pour la nouvelle organisation de l'armée. On trouvera d'autres détails relatifs à la demi solde, dans la *Vie de Gouverneur Morris*, par Sparks, vol. I, p. 152.

née. Ce n'est pas une tâche facile que de maintenir les officiers dans de bonnes dispositions et de les empêcher de s'entendre pour quitter le service, ce qui nous perdrait peut être pour toujours.

La différence qui existe entre notre service et celui de l'ennemi est très-frappante. Chez nous, par la malheureuse situation des choses, qui nous est toute particulière, l'officier, à quelques exceptions près, est obligé d'entamer sa propre fortune pour s'entretenir actuellement, sans avoir l'espoir d'être soutenu à l'avenir. Chez les Anglais, les simples compagnies sont regardées comme si honorables et si précieuses qu'on les a vendues dernièrement depuis quinze cents jusqu'à deux mille deux cents livres sterling ; et je sais de bonne source qu'on a donné quatre mille guinées pour un régiment de dragons. Vous devinerez facilement le résultat de cette différence, et les effets qu'elle doit produire. On peut faire toutes les théories imaginables, on peut parler de patriotisme, on peut citer quelques exemples de l'histoire ancienne, qui nous montrent de grandes actions accomplies sous cette influence ; mais quiconque bâtira sur ce fondement comme sur une base suffisante pour soutenir une guerre longue et sanglante, verra à la fin qu'il s'est trompé. Il faut prendre les passions des hommes telles que la nature les leur a données, et se guider d'après les principes qui dirigent en général les actions. Je n'entends pas exclure toute idée de patriotisme ; je sais qu'il existe et qu'il a beaucoup fait dans la lutte actuelle ; mais j'oserai avancer qu'une guerre importante et durable ne peut jamais être soutenue par ce seul principe : il faut qu'il soit aidé par quelque perspective d'intérêt ou de récompense. Le pa-



triotisme peut pousser les hommes à agir, à beaucoup endurer, et à surmonter pendant quelque temps de grandes difficultés; mais tout cela ne durera pas si l'intérêt ne vient au secours.

La nécessité de mettre l'armée sur un pied respectable, tant pour le nombre que pour l'organisation, est devenue plus urgente que jamais. L'ennemi commence à recourir à un jeu qui pourra être plus dangereux pour nous que les efforts de ses armes, à l'emploi desquelles il n'est pas du tout disposé à renoncer; ce jeu menace de porter un coup fatal à l'indépendance de l'Amérique et par suite à ses libertés. Il consiste à leurrer le peuple de l'espoir d'une paix prochaine. Et comme l'ennemi a plus d'un motif d'être fatigué de la guerre, il n'est pas improbable qu'il est sincère dans les conditions qu'il offre; ces conditions, bien qu'elles s'accordent peu avec nos prétentions, conviendront extrêmement aux esprits qui ne savent pas prévoir des conséquences politiques; mais qu'elles soient franches ou non, elles ne peuvent que nuire à nos intérêts, car tout homme intelligent comprendra parfaitement qu'une paix obtenue au prix de notre indépendance, quelles que fussent les restrictions stipulées, serait déshonorante et entraînerait notre ruine<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Il y avait à cette époque, dans le parlement, une petite fraction qui demandait qu'on accordât l'indépendance à l'Amérique, et que l'on donnât des instructions aux commissaires pour conclure un traité dans ce but; c'était aussi l'opinion du gouverneur Pownall, et il l'appuya des plus forts arguments lors de la discussion de l'adresse au roi, en réponse à son message accompagnant la déclaration de l'ambassadeur français, qui annonçait qu'un traité venait d'être signé entre la France et les États-Unis. « Ce traité, dit le gouverneur Pownall, ne change point la conviction où je suis que nous pourrions encore faire la paix avec l'Amérique,

Cependant nous devons appréhender que l'idée d'un tel événement n'ait un effet puissant sur le pays, et que, si on ne la repousse pas avec beaucoup d'habileté, elle ne finisse par amener dans nos rangs la tiédeur et la désunion. Les hommes sont naturellement amis de la paix ; et plus d'un symptôme peut nous porter à craindre que le peuple américain ne soit généralement las de la guerre actuelle. Il n'est pas douteux que bon nombre de nos amis n'inclinent vers un accommodement fondé sur les bases en question, ou même sur tout autre principe, plutôt que de persister dans la lutte pour l'indépendance. S'il en est ainsi, rien n'est plus politique que de fortifier l'armée et de la mettre sur un pied imposant. Par là nous inspirerons de la confiance au pays ; nous encouragerons les hommes qui dirigent les affaires à consulter l'honneur et les intérêts de l'Amérique, malgré la défection de quelques-uns, les contradictions momentanées et l'irrésolution des autres, qui pourraient compromettre le salut de notre cause. Si l'on juge convenable de faire un traité, au moins que l'état florissant de notre armée nous mette à même d'insister pour obtenir de l'ennemi de meilleures conditions.

Outre les vigoureux efforts que nous devons faire à

si nous voulions suivre la voie qui doit et qui peut seule nous y mener. Il n'y a que la perversité de notre conduite qui puisse faire échouer ce plan. Nous savons que les Américains sont et doivent être indépendants, et cependant nous ne voulons pas traiter avec eux sur ce pied. Si le gouvernement a conservé la moindre idée de souveraineté, il a déjà été trop loin sous ce rapport ; s'il a conservé la moindre espérance de paix, il ne s'est pas assez avancé ; et toute démarche que nous ferions pour enlever aux Américains leur indépendance les engagera encore plus à persévérer dans leur résistance. » *Débats du Parlement, 17 mars 1778.*

l'intérieur pour augmenter nos troupes et les mettre sur un pied respectable, il me semble convenable que nous nous occupions sans retard de régler nos intérêts du dehors, et de terminer nos négociations avec les puissances de l'Europe. Je crois que la France doit avoir ratifié notre indépendance<sup>1</sup>, et qu'elle va déclarer immédiatement la guerre à la Grande-Bretagne, en voyant que nous lui avons fait de sérieuses propositions d'alliance. Mais si, guidée par une fausse politique ou par une opinion trop exagérée de notre puissance, elle venait à hésiter, il nous faudrait envoyer promptement des personnes habiles, ou donner de nouvelles instructions à nos chargés d'affaires, afin d'obtenir d'elle une détermination définitive<sup>2</sup>. On

<sup>1</sup> Ce fait était vrai, bien qu'il ne fût pas encore connu en Amérique. Les traités de commerce et d'alliance entre la France et les États-Unis furent signés le 6 février. La première entrevue entre le ministre de France et les commissaires américains, au sujet de la négociation d'un traité, eut lieu à Versailles, le 12 décembre. Il fut convenu, dans un des articles du traité, que le but principal de l'alliance était de maintenir la liberté, la souveraineté et l'indépendance absolue et illimitée des États-Unis, autant en matière de gouvernement qu'en matière de commerce. — Voir la *correspondance diplomatique*, etc. vol. I, pp. 355, 364.

<sup>2</sup> Il paraît qu'on craignait en ce moment l'effet que les avances du ministère anglais, par suite des propositions de lord North, pourraient produire sur le peuple américain. En réponse à la circulaire du général Washington, demandant l'avis des officiers généraux pour un plan de campagne, le marquis de Lafayette fit valoir, en faveur de mesures vigoureuses, les renforts attendus par l'ennemi, et la prochaine arrivée de trois commissaires, « plus à craindre, dit-il, que dix mille hommes. » *Lettre ms.*, 25 avril.

Le général Washington, faisant allusion aux commissaires anglais, s'exprime ainsi dans une lettre qu'il écrivait à son frère, peu de jours après la lettre ci-dessus :

« Les circonstances demandent, dit-il, toute l'habileté, la sagesse et la

ne saurait supposer raisonnablement que la France puisse hésiter à déclarer la guerre à nos ennemis, si on lui démontre clairement qu'une réunion des deux pays serait la conséquence d'un délai. Une guerre et une alliance européenne répondraient parfaitement à nos vues. Si l'on approuvait la démarche que je propose, il faudrait envoyer des dépêches par divers bâtiments à la fois, de crainte d'accidents. Il me semble qu'une telle mesure ne produirait que de bons résultats. Il faudrait également, si cela était possible, nous procurer des rapports fidèles sur l'Angleterre pour savoir quel est le principe de cette manœuvre du ministère, connaître les préparatifs qu'il fait, le résultat qu'il en attend, le chiffre de ses forces et l'époque où elles pourront arriver.

Il me semble, en examinant attentivement l'état de

science politique des hommes les plus éminents de nos États, chargés de tenir le gouvernail et de conduire les affaires à bon port, à travers les écueils et les rochers semés sur notre route. C'est le moment, ou jamais, pour le congrès d'appeler dans son sein les premiers talents de chaque État, au lieu d'avoir une assemblée composée d'hommes médiocres comme aujourd'hui, et où plusieurs provinces ne sont pas du tout représentées. J'ai souvent déploré cette fausse politique, qui me semble aujourd'hui pire que jamais, et qui consiste à laisser nos hommes les plus remarquables s'engager dans la formation des gouvernements locaux, et remplir diverses charges dans leurs États respectifs, perdant de vue les grands intérêts nationaux, sur lesquels tout est fondé, sans lesquels rien n'existerait, et les abandonnant aux soins d'hommes beaucoup moins habiles. Ceux qui se trouvent éloignés du théâtre de la guerre vivent vraiment dans une telle tranquillité qu'ils croient en quelque sorte la lutte terminée; et ceux qui en sont rapprochés sont si mal intentionnés, qu'ils sont pour nous une source d'embarras. Entre ces deux partis cependant le temps s'écoule sans que nous trouvions les moyens nécessaires pour ouvrir cette campagne ou la faire avec avantage. »

nos affaires, qu'une crise très-prochaine amènera des événements de la plus haute importance. De la détermination que nous allons prendre, du rôle que nous allons jouer peut dépendre notre liberté ou notre esclavage. Aussi ne puis-je m'empêcher de déplorer cette inactivité, cette profonde indifférence dont je n'ai que trop souvent fait l'épreuve dans nos affaires publiques. Je voudrais que chaque État fût représenté convenablement au congrès, et que cette assemblée comptât dans son sein les hommes les plus habiles. Soit que nous prenions le parti de continuer la guerre, ou de poursuivre les négociations, toute la sagesse américaine nous est nécessaire. Notre situation est on ne peut plus délicate. Entamer une négociation trop précipitamment, ou la rompre tout à fait, c'est s'exposer à des conséquences également fatales. Le peuple, dont les opinions sont rarement fondées en raison, et qui cède plutôt à une influence étrangère qu'à son propre jugement, pourra bien ne pas sympathiser avec notre véritable politique et notre véritable intérêt. Et alors il sera fort difficile de suivre une bonne ligne de conduite, d'élever les uns sans déplaire aux autres.

Suivant moi, rien de ce qui n'est pas l'indépendance ne peut convenir. Une paix faite à d'autres conditions serait, si l'on peut employer cette expression, une paix de guerre. Les injures que nous avons reçues de la nation anglaise n'ont pas été provoquées, et elles ont été trop fortes et trop nombreuses pour pouvoir jamais être oubliées. Outre les querelles, les méfiances, les animosités qui accompagneraient toujours notre union avec elle, outre l'importance et les avantages que nous tirerons d'un commerce sans entraves, notre fidélité comme peu-

ple, notre reconnaissance, notre caractère comme hommes, s'opposent à une réunion avec l'Angleterre comme sujets, si ce n'est à la dernière extrémité. Si nous accédions facilement à des conditions de dépendance, quelque flagrante et quelque injuste que fût jamais la tyrannie de l'Angleterre, aucune nation n'interviendrait désormais pour nous délivrer; ou, du moins, elle ne le ferait qu'avec une prudente répugnance, et à des conditions qui seraient probablement très-dures, si elles n'étaient pas déshonorantes pour nous. La France, en venant à notre secours, nous a soustraits au joug de l'esclavage; c'est à nous, par une sage et vertueuse persévérance, de nous en affranchir entièrement.

J'ai envoyé au congrès le discours de lord North et les deux bills qu'il a présentés au parlement. Ils se répandront bientôt dans le pays, et ne tarderont pas à être connus de tout le monde. Aussi pensé-je qu'il faudrait les publier dans nos journaux, et confier à des hommes de talent le soin de travailler à affaiblir l'impression qu'ils pourraient produire sur la foule.

Avant de terminer, je crois devoir ajouter quelques observations sur un ou deux autres points. Le premier est l'irrésolution du congrès et le retard qu'il met à rendre ses décisions sur les objets qui lui sont soumis. Ces délais peuvent avoir de nombreux inconvénients; en maintes circonstances une prompte décision, bien qu'opposée à la mesure présentée, aurait de moins fâcheux effets. On pourrait essayer alors de nouveaux plans; mais est-il possible de rien mettre à l'épreuve, tant que les questions sont tenues en suspens? Le second point sur lequel j'attirerai votre attention est la méfiance que le

congrès entretient malheureusement contre l'armée, et que, si mes rapports sont fidèles, quelques membres travaillent à accréditer. Soyez certain que rien n'est plus dangereux, ni plus mal fondé. Cette méfiance repose sur cette opinion généralement admise, et juste jusqu'à un certain point, que les armées permanentes sont dangereuses pour un État. Dans d'autres pays ce préjugé n'existe qu'en temps de paix ; et cela, parce qu'ordinairement les militaires n'ont ni les liens, ni les affaires, ni les intérêts des citoyens, ni leurs charges, hors ce qui concerne leurs devoirs militaires ; et parce que les armées sont composées de mercenaires, de gens soldés. Pour nous, nous nous montrons prévenus contre notre armée en temps de guerre, quoique nos soldats soient citoyens, qu'ils en aient tous les liens et tous les intérêts, et qu'ils possèdent très-souvent des revenus tout à fait étrangers à leur profession militaire.

Si nous suivions une bonne politique, dans mon opinion, il ne devrait exister aucune de ces distinctions ; nous serions tous considérés, membres du congrès et soldats, comme un seul peuple, engagé dans une seule cause, pour un seul intérêt, agissant d'après le même principe et pour le même but. Les distinctions, les méfiances qu'on a montrées ou que l'on a peut-être seulement laissé imprudemment paraître, ne peuvent produire le moindre bon résultat ; elles sont impolitiques à l'excès. Entre individus, le moyen le plus certain de rendre un homme votre ennemi, c'est de lui dire que vous le regardez comme tel. Il en est de même pour les corps ; et la méfiance que la politique étroite de quelques personnes affecte de nourrir contre l'armée, afin de maintenir

une subordination convenable envers l'autorité civile suprême, est probablement le meilleur moyen de produire un effet tout contraire, et d'exciter les troupes aux démarches qu'on voudrait leur faire éviter. Cela est d'ailleurs injuste, car aucune classe d'hommes, dans les treize États, n'a montré un respect plus sacré que l'armée pour les délibérations du congrès ; on peut ajouter sans arrogance et sans s'écarter le moins du monde de la vérité, qu'il n'existe dans aucune histoire un exemple d'une armée qui ait été soumise à des travaux et à des souffrances aussi extraordinaires, et qui les ait supportés avec autant de patience et de courage. Voir des hommes sans vêtements pour couvrir leur nudité, sans couvertures pour se coucher, sans souliers (car plus d'une fois on aurait pu suivre leurs traces au sang qui coulait de leurs pieds), souvent sans vivres, voir ces hommes-là, dis-je, s'avancer à travers les glaces et les neiges, et prendre, à Noël, leurs quartiers d'hiver, à moins d'un jour de marche de l'ennemi, sans maisons ni huttes pour se garantir, jusqu'à ce qu'ils aient pu les construire, et tout cela avec soumission et sans murmure ; c'est, suivant moi, une preuve de patience et d'obéissance telle que le monde n'en a que bien rarement vu de semblable.

L'armée a pu faire quelques remontrances au congrès, lui adresser quelques plaintes (et nous serions de véritables esclaves, si ce droit nous était refusé) au sujet de résolutions prises dans des circonstances particulières ; mais cela n'autorise point, ne peut excuser la méfiance, ni faire dire que l'armée vise à un pouvoir excessif, ou qu'elle empiète sur l'autorité civile d'une manière dangereuse et subversive. Ce n'est pas ainsi que les choses



devraient être envisagées, surtout quand le congrès a lui-même réparé en plusieurs occasions les mauvais effets qu'avaient produits ses propres actes.

Quant au plan formé pour les volontaires, je sais à peine quelle opinion je dois émettre à cet égard. La convenance d'un appel de ce genre dépendra tout à fait de nos opérations. On ne devrait point avoir recours à de semblables troupes, à moins d'y être obligé par la loi de la nécessité et au moment d'entreprendre quelque chose de décisif. Elles ne voudront point se soumettre à un service de longue durée ; et, de tous les hommes qui se trouvent sous les drapeaux, ce sont ceux qui se plient le moins à la contrainte et aux règles impérieuses de la discipline.

Comme les propositions et le discours de lord North proviennent sans doute de ce que l'Angleterre désespère de nous vaincre, ou d'une rupture en Europe, qui vient d'avoir ou qui aura certainement lieu<sup>1</sup>, ou bien de quelque autre manœuvre de politique adroite, ou plutôt, comme je le pense, de toutes ces causes réunies, ne serait-il pas politique en ce moment où la position des

<sup>1</sup> Cette conjecture était bien fondée ; il n'y a pas lieu de douter que, lorsque les bills de conciliation furent présentés au parlement par lord North, le ministère ne fût convaincu qu'une négociation était pendante entre la cour de France et les commissaires américains. Durant les débats (17 février), et en réponse au discours de lord North, M. Fox affirma, sur la foi de rapports auxquels on pouvait se fier pleinement, qu'un traité était déjà signé ; et, lorsque M. Grenville pressa lord North sur ce sujet, celui-ci répondit : « Qu'il ne pouvait affirmer que le traité en question eût été signé : que cela était possible et même probable ; que cependant l'ambassadeur n'avait pas confirmé officiellement cette nouvelle. » *Almon's Parliamentary Register*, vol. VIII, pp. 385, 389.

tories est si incertaine, si embarrassée, de profiter de l'occasion, et plusieurs États ne devraient-ils pas offrir une amnistie pour tous les citoyens coupables qui reviendraient à un jour marqué<sup>1</sup>? Ils sont effrayés; c'est donc le moment d'agir sur leurs esprits. Il m'a suffi d'un court examen pour avoir la conviction qu'une pareille mesure détacherait les tories des rangs de l'ennemi, et hâterait le dénouement de la lutte, tout en nous donnant les moyens d'alléger les dépenses du trésor public.

J'espère que vous excuserez non-seulement la longueur de ma lettre, mais encore la liberté avec laquelle je vous ai exprimé mes sentiments. Les sujets dont je viens de vous entretenir m'ont paru d'un haut intérêt, et je souhaite qu'ils produisent sur vous la même impression.

Je suis, etc.



### AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Valley-Forge, 30 avril 1778.

Cher Monsieur,

Je vous remercie beaucoup de votre aimable lettre du 27 courant. Je pense comme vous qu'une crise de la plus haute importance se prépare en ce moment, et que nous ne pouvons mettre trop de sagesse dans nos résolutions pour mener nos affaires à bonne fin. Je voudrais que les États fussent complètement représentés au congrès, ce qui, à mon grand regret, n'a pas eu lieu depuis longtemps.

<sup>1</sup> Cette mesure fut adoptée par le congrès, deux jours après l'envoi de cette lettre. — *Journaux du Congrès*, 23 avril.

Je partage aussi votre opinion sur la nécessité qu'il y aurait d'invoquer l'assistance de toute personne, quelle qu'elle fût, dont les talents pourraient nous être utiles dans le cas où nous traiterions avec les commissaires anglais ; car cesera une œuvre décisive et dont le résultat sera pour nous le bonheur ou l'infortune, la liberté ou l'esclavage. L'ennemi est décidé à nous poursuivre par la force et la ruse ; et tandis qu'il fait tous ses efforts pour triompher par le premier de ces moyens, nul doute qu'il n'ait recours, pour le second, à des hommes versés dans l'art de la dissimulation. N'acceptons rien de ce qui n'est pas l'indépendance, voilà mon opinion. Nous ne pourrons jamais oublier les outrages que l'Angleterre nous a fait subir ; une paix à d'autres conditions deviendrait pour nous une source de divisions et d'animosités perpétuelles. Si la Grande-Bretagne, poussée par son amour pour la tyrannie et une domination sans frein, tentait de nouveau de courber nos fronts sous son joug de fer, et elle le ferait, soyez-en sûrs, car son orgueil et son ambition sont indomptables, quelle nation croirait désormais à nos professions de foi et nous prêterait son appui ? De toute manière nous n'obtiendrions les bonnes grâces de la Grande-Bretagne qu'en acquiesçant aux conditions les plus désavantageuses et les plus déshonorantes.

Je souhaiterais sincèrement que l'allocation, pour les officiers, qui a été l'objet d'une si longue discussion, fût enfin arrêtée. Cette mesure est juste et indispensable, selon moi. Chaque jour et à chaque heure, de nouvelles démissions sont envoyées. De la part de mauvais officiers, ou de gens sans importance, elles mériteraient peu d'attention ; mais quand il s'agit d'hommes

de différents grades, qui ont rendu de grands services à leur patrie et qui peuvent en rendre encore de très-éminents, il est pénible de les voir quitter l'armée en alléguant la fâcheuse position de leur famille et la nécessité de veiller à leurs intérêts, sérieusement compromis par le zèle avec lequel ils ont défendu nos droits communs. Si l'allocation était adoptée, elle n'entraînerait pas de dépense actuelle, et ne soulagerait pas pour le moment le sort des officiers; mais elle compenserait pour l'avenir leurs maux et leurs fatigues, et rétablirait leurs droits méconnus.

Si la mesure doit être soumise aux législatures des divers États et obtenir leur assentiment, en supposant même qu'elles le donnent, le retard produit par toutes ces formalités amènera, je le crains bien, de funestes suites, qu'on déplorera lorsqu'il ne sera plus temps d'y porter remède. Et l'adoption court encore de grands risques, car bien peu d'assemblées sont pénétrées de l'état réel des choses; bien peu sont à même de connaître la vérité. Or, tandis que cette affaire attend une solution, tout reste en échec, et les plus fatales conséquences peuvent résulter de cet état de choses. J'ignore à l'heure qu'il est, si, la demi-solde mise hors de question, l'on doit compter sur l'ancienne ou la nouvelle organisation; comment l'on disposera des officiers; si l'on votera ou non la formation de plusieurs autres corps, selon la décision prise par le comité et soumise par lui au congrès. En un mot, je n'ai aucun renseignement d'après lequel je puisse me guider; il en est de même pour la cavalerie: j'ignore si le congrès en consentira ou rejettera l'augmentation. Je suis également hors d'état de répondre aux adresses incessantes

des officiers de la Pensylvanie et des bataillons supplémentaires, lesquels, informés qu'on a le projet de réduire quelques-uns de ces corps, sont tenus en suspens, incertains sur le parti qu'ils doivent prendre. En somme, notre situation présente est pénible et dangereuse au delà de toute expression.

Je suis, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, Valley-Forge, 4 mai 1778.

Monsieur,

Hier, à onze heures du soir, j'ai eu l'honneur de recevoir vos dépêches du 3, qui m'ont causé le plus grand plaisir. M. Siméon Deane m'avait informé, par un mot daté de Bethléem, qu'il était porteur des articles du traité d'alliance entre la France et les États. J'attendrai, pour célébrer cet heureux événement d'une manière convenable, que le congrès m'ait permis de l'annoncer à l'armée. Je dirai seulement qu'elle est impatiente de manifester la joie qu'elle éprouve en cette circonstance<sup>1</sup>. Vous trouverez ci-jointe une lettre de lord Stir-

<sup>1</sup> *Extrait de l'ordre du jour, 6 mai.* — « Le Souverain tout-puissant de l'univers ayant bien voulu protéger la cause des États-Unis d'Amérique, et nous procurer enfin un allié formidable parmi les souverains de la terre, pour asseoir notre liberté et notre indépendance sur une base durable, il est de notre devoir de désigner un jour pour rendre grâce à la bonté divine, et célébrer l'important événement que nous devons à sa céleste entremise. Les différentes brigades devront s'assembler, à cet effet, demain matin à neuf heures, pour que leurs chapelains leur

ling, que j'ai reçue il y a quelques jours, et que, d'après sa demande, je sou mets au congrès avec les pièces qu'elle contient.

Je suis, etc.



## A LANDON CARTER.

Valley-Forge, 30 mai 1778.

Mon cher Monsieur,

Je vous remercie de votre bon et aimable souvenir, et suis très-sensible à l'intérêt, pour ma personne, qui respire dans toutes vos lettres. Si je restais indifférent à vos

communiquent la nouvelle contenue dans le postscriptum de la *Gazette de Pensylvanie* du 2 courant, offrent à Dieu des actions de grâce, et prononcent un discours en rapport avec la circonstance ; à dix heures et demie, le canon donnera le signal de se mettre sous les armes ; les brigadiers-inspecteurs passeront alors en revue les vêtements et les armes, et formeront les bataillons selon les instructions qu'on leur aura données ; puis ils annonceront aux officiers commandant la brigade que les bataillons sont formés.

» Les commandants de brigade nommeront alors les adjudants aux bataillons, après quoi chaque bataillon recevra l'ordre de charger ses armes et de les mettre en faisceaux ; à onze heures et demie, on tirera le canon une seconde fois, pour donner le signal de la marche ; alors les différentes brigades commenceront leur mouvement en faisant demi-tour à droite par pelotons, et s'avanceront par le chemin le plus proche de la gauche de leur position. Ce mouvement sera dirigé par les brigadiers inspecteurs. Un troisième signal sera alors donné, après lequel on fera une décharge de treize pièces de canon, suivie d'un feu roulant, qui commencera à la droite de la brigade de Woodford, et continuera sur toute la ligue. La gauche de la seconde ligne recommencera le feu que continuera la droite. A un signal donné, toute l'armée criera : « *Vive*

bons procédés à mon égard, je me rendrais coupable d'ingratitude, et j'espère bien que ce sentiment ne ternira jamais ma réputation, ni n'entrera dans mon cœur. Mes amis peuvent donc croire sincère l'attachement que je leur porte, en même temps que la Providence a droit à mes humbles actions de grâces pour m'avoir protégé et guidé à travers les circonstances difficiles et compliquées qu'a fait naître cette lutte. Je dois la remercier de s'être mise constamment de notre côté, lorsque les nuages les plus sombres semblaient près de fondre sur nos têtes.

Vous dirai-je quelles furent la situation précaire et les souffrances de nos troupes l'hiver dernier, dépourvues de vêtements, de vivres, privées de tout ce qui est nécessaire, indispensable au bien-être, je dirai même à l'exi-

*le roi de France.* » Alors l'artillerie recommencera ses décharges au nombre de treize ; puis toutes les lignes feront un feu roulant de mousqueterie, et crieront : « *Vivent les puissances européennes nos alliées.* » La dernière décharge de treize pièces d'artillerie retentira alors, pour être suivie d'un feu roulant général et du cri : « *Vivent les États américains.* »

Le passage suivant est extrait d'une lettre écrite par un officier qui était présent : « Nous choîsîmes mercredi dernier comme un jour particulier de réjouissance générale. Nous eûmes un feu de joie, dirigé avec le plus grand ordre et la plus grande régularité. L'armée avait une tenue magnifique ; après quoi, son Excellence dina en public, avec tous les officiers de son armée, tandis qu'un corps de musiciens faisait entendre des symphonies. Je n'ai jamais été témoin d'une joie plus vraie, plus complète que celle qui brillait sur tous les visages. Le repas fut suivi de nombreux toasts patriotiques, accompagnés de hurrahs. Lorsque le général se retira, d'unanimes et vives acclamations retentirent et l'accompagnèrent durant l'espace d'un quart de mille. Pendant ce trajet, un millier de chapeaux furent agités dans les airs. Son Excellence se retourna avec sa suite, et répondit plusieurs fois aux acclamations des soldats. » — *Valley-Forge, 9 mai.*

stence d'une armée? Pour cela il me faudrait plus de loisir et une plume plus exercée que la mienne. Aujourd'hui que nos affaires se sont arrangées d'une manière qui tient du prodige, je n'essaierai pas de vous retracer nos malheurs; je ne veux me les rappeler que pour rendre témoignage de ce que nous devons au Créateur pour tous les soins, tous les bienfaits qu'il nous a prodigués dans nos embarras et notre détresse.

La nouvelle qu'on nous avait donnée d'une jonction du Canada à l'Union était prématurée. C'est un événement que nous devons appeler de tous nos vœux, et qui ne déplairait pas, je pense, à une grande partie du peuple. Mais, tant que Carleton restera dans ce pays avec trois ou quatre mille hommes de troupes régulières, les habitants, à moins d'être soutenus, n'oseront faire éclater leurs sentiments, s'ils nous sont réellement favorables. Votre opinion sur l'importance d'une union politique avec ce pays coïncide parfaitement avec la mienne: car, s'il ne fait pas cause commune avec nous, sa proximité des États de l'Est, les relations fréquentes qu'il entretient, soit par terre, soit par eau, avec les nombreuses tribus d'Indiens de l'Ouest, et d'autres avantages locaux, nous rendront son voisinage, sinon dangereux, au moins incommode. Il faut donc, quoi qu'il arrive, qu'il soit lié par les mêmes intérêts, qu'il embrasse la même politique que les autres États.

Si tous les comtés de la Virginie avaient suivi l'exemple du vôtre, c'eût été une heureuse circonstance pour l'armée; mais au lieu de quinze cents hommes pour la première levée et de deux mille pour la seconde, nous n'en avons reçu, d'après un rapport exact qui m'a été fait il



y a quatre jours, que douze cent quarante-deux. Par là, à moins que vous ne croyiez notre pays moins doué de courage ou moins avancé dans la connaissance des principes de gouvernement que les autres États, vous pouvez vous rendre compte de cette multitude d'hommes qui composent soi-disant notre armée, et de tant d'autres choses qui, sans cette explication, pourraient vous paraître mystérieuses.

La nouvelle que vous a donnée un gentilhomme de Sabine-Hall, relativement au désir qu'auraient les officiers du Nord de me voir remplacer dans mon commandement par le général Gates, est sans le moindre fondement, je crois pouvoir vous en donner l'assurance la plus formelle. J'ai tout lieu de penser qu'il n'y a pas d'officiers dans l'armée qui me soient plus sincèrement attachés que ceux du Nord; et parmi ces derniers, il n'en est point de plus dévoués que ceux qui ont fait la dernière campagne sous le commandement immédiat de Gates. Qu'il y ait eu une cabale de cette nature, c'est ce dont on ne saurait douter; mais elle provenait d'un autre quartier; elle était l'œuvre de trois hommes désireux de s'agrandir à mes dépens<sup>1</sup>, qui, ne trouvant pas d'appui, mais voyant au contraire que leur conduite et leurs projets, mieux connus, pouvaient leur attirer un blâme sévère, se sont retournés, ont désavoué leurs menées et professent aujourd'hui pour moi la plus vive admiration. Voilà où en sont les choses; si quelques membres du congrès ont pris part à cette machination, et ont eu dessein de la favoriser et de la faire réussir, c'est ce que

<sup>1</sup> Conwday, Gates et Mifflin.

je ne déciderai pas ; mais je sais de bonne source que pas un mot sur ce sujet n'a été prononcé dans le congrès.

Les différents bills dont vous parlez et qui ont dernièrement passé dans la législation britannique , sont tellement entachés de folie et de méchanceté qu'on ne saurait dire lequel de ces deux vices y domine le plus, ni jusqu'à quel point on doit s'étonner de la conduite du ministère. La ridicule comédie que vient de jouer maître North, n'est ni plus ni moins qu'une insulte au sens commun , et prouve à quel excès de folie sont entraînés quelquefois les hommes méchants qui défendent une mauvaise cause. Car ce fougueux Borée qui devait mettre l'Amérique sous ses pieds, savait très-bien , au moment de promulguer ses bills, ou avait de bonnes raisons pour penser qu'un traité avait été récemment signé entre la cour de France et les États-Unis. Je ne puis comprendre alors comment le sens commun lui a permis d'espérer qu'une ruse grossière réussirait en Amérique. Grâce à Dieu, les cartes sont retournées, et j'ose croire que notre indépendance est assurée dans sa plus grande extension, sans que nous ayons à ramper devant ce fils du tonnerre, qui, je le pense, trouvera ailleurs une ample occupation pour ses troupes. Recevez sur cet heureux avenir mes sincères félicitations, que j'adresse aussi à tous les amis dévoués de la liberté américaine.

Je regrette de ne pouvoir vous communiquer la lettre en question qui, ainsi que plusieurs autres, a été écrite pour me représenter comme un ennemi de l'indépendance, et pour créer dans nos rangs des dissensions et des jalousies. Je n'en ai jamais eu qu'une entre les mains, et celle-là je l'ai envoyée à mistress Washington pour lui

faire voir quelles obligeantes personnes il y a dans le monde. Afin de vous en donner une idée, je joins ici une autre lettre du même genre, qui a été écrite à mon sujet à M. Custis, et que j'ai pu me procurer. Il n'est pas facile de dire ce qui l'emporte dans ces lettres, de la ruse ou de la méchanceté. Elles ont été écrites par une personne qui avait quelques renseignements sur les membres de ma famille ; cependant il y règne beaucoup de lacunes dans les faits, et il est aisé d'y découvrir de graves erreurs.

Vous trouverez ma lettre bien longue et écrite avec peu de soin ; mais n'ayant pas le temps de la remettre au net, et me flattant de l'idée que vous aimerez mieux la recevoir avec ces négligences que de ne pas la recevoir du tout, je ne m'excuserai pas davantage pour les ratures et le griffonnage que vous y rencontrerez ; mon excuse sera à vos yeux dans mes occupations multipliées.

Je suis, cher Monsieur, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Englishtown, 1<sup>er</sup> juillet 1778.

Monsieur,

Je saisis le premier moment dont je puisse disposer pour adresser au congrès un rapport exact et détaillé des mouvements de l'armée sous mes ordres, depuis qu'elle a passé la Delaware ; rapport que la situation de nos affaires en m'a pas encore permis de lui adresser aussi complet que je l'eusse désiré. Ainsi que j'ai eu l'honneur de le lui mander, voyant que l'ennemi avait l'intention sérieuse

de se diriger par le Jersey, j'avais détaché la brigade du général Maxwell, unie à la milice de cet État, leur recommandant d'user de tous les moyens en leur pouvoir pour arrêter la marche de nos adversaires, et donner le temps à l'armée sous mon commandement de les rejoindre et de profiter des circonstances favorables qui pourraient se présenter. L'armée ayant atteint Coryell's-Ferry, et passé la Delaware à cet endroit, je détachai immédiatement le colonel Morgan avec un corps d'élite de six cents hommes, pour qu'il appuyât le général Maxwell, et je m'avancai moi-même avec le gros de mes forces vers Princeton <sup>1</sup>.

La marche lente de l'ennemi avait tout à fait l'air d'une ruse, et me fit penser que Clinton, désirant engager une action générale, cherchait à nous attirer dans la plaine, afin de se porter sur notre droite par un mouvement rapide et de s'emparer des hauteurs pour nous dominer. Cette considération, et le désir de donner aux troupes le temps de se reposer et de se remettre des fatigues qu'elles avaient éprouvées, par suite des pluies et des grandes chaleurs, me déterminèrent à m'arrêter dans le canton de Hopewell, à cinq milles environ de Princeton. Nous y restâmes jusqu'au 23 au matin. Le jour suivant je détachai de nouveau quinze cents hommes de troupes d'élite, sous les ordres du brigadier général Scott, afin de renforcer les troupes qui étaient déjà dans le voisinage de l'ennemi, et surtout pour retarder sa marche. Le lendemain l'armée se porta sur Kingston; ayant été averti que l'ennemi se dirigeait vers Monmouth-

<sup>1</sup> Voir l'Atlas n° 16.

Court-House, je détachai mille hommes choisis sous le commandement du brigadier-général Wayne, et j'envoyai le marquis de Lafayette prendre le commandement de toute l'avant-garde, y compris la brigade de Maxwell et l'infanterie légère de Morgan, avec ordre de saisir la première occasion favorable pour attaquer l'arrière-garde de l'ennemi.

Le soir du même jour, l'armée entière quitta Kingston, où nous laissâmes nos bagages, afin de nous tenir à une distance convenable pour appuyer le corps avancé, et nous arrivâmes à Cranberry le matin de bonne heure. Malheureusement, l'extrême chaleur et un violent orage nous empêchèrent ce jour-là de reprendre notre marche, qui eût été fatigante et dangereuse pour les troupes. Notre corps avancé, ne se trouvant pas exposé aux mêmes inconvénients, quitta la position qu'il avait occupée la nuit précédente, et campa le soir sur la route de Monmouth, à environ cinq milles de l'arrière-garde de l'ennemi, avec l'espérance d'inquiéter celui-ci le lendemain matin dans sa marche. Le corps principal étant resté à Cranberry, on jugea que l'avant-garde était à une trop grande distance de nous et trop avancée sur la droite pour être appuyée en cas d'une attaque de sa part ou de celle de l'ennemi ; cette observation m'engagea à envoyer au marquis l'ordre de se replier sur la gauche pour gagner Englishtown : ce qu'il fit conformément à mes instructions, le 27 de grand matin.

En quittant Allentown, l'ennemi avait changé sa disposition, et placé à l'arrière-garde ses meilleures troupes, c'est-à-dire tous ses grenadiers, l'infanterie légère et des chasseurs de la ligne. Ce changement nous mit dans la

nécessité d'augmenter la force de notre corps avancé. En conséquence, je détachai le major général Lee avec deux brigades, et l'envoyai à Englishtown rejoindre le marquis de Lafayette, qui prit alors naturellement le commandement de toutes les troupes, montant à environ cinq mille hommes. Le corps principal se mit en marche le même jour, et fit halte à trois milles de ce lieu. Le corps de Morgan fut laissé en arrière, afin de tenir en échec l'aile droite de l'ennemi, et la milice du Jersey, forte de sept ou huit cents hommes environ, sous le commandement du général Dickinson, se porta sur la gauche.

L'ennemi était en ce moment campé dans une forte position, étendant son aile droite dans une longueur d'un mille et demi, depuis Court-House jusqu'à un point de départ des routes de Shrewsbury et de Middletown, et son aile gauche le long du chemin d'Allentown à Monmouth, à environ trois milles en deçà de Court-House. Son flanc droit se trouvait placé sur la lisière d'un petit bois, tandis que son flanc gauche était abrité par un autre bois très-épais; un marais protégeait son arrière-garde, et toute sa ligne était couverte par un bois, et aussi, dans un grand espace de terrain, vers la gauche, par un marais. Il resta dans cette position jusqu'au 28 au matin. Tel était l'état des choses. Les meilleurs rapports m'ayant donné la certitude que, si l'ennemi gagnait une fois les hauteurs de Middletown, à dix ou douze milles du lieu où il était campé, il nous serait impossible de l'attaquer avec la moindre chance de succès, je me déterminai à tomber sur son arrière-garde, dès qu'il s'apprêterait à quitter sa position. Je fis part de mon projet au général Lee, et lui donnai l'ordre de faire ses dispositions

pour l'attaque, de tenir constamment ses troupes sous les armes, et d'être prêt au premier avis. J'en fis autant pour les troupes sous mon commandement immédiat.

Vers cinq heures du matin, le général Dickinson dépêcha un exprès pour m'informer que le front de l'ennemi avait commencé à se mettre en marche; je mis aussitôt l'armée en mouvement, et j'envoyai par un de mes aides de camp des ordres au général Lee, pour qu'il s'ébranlât et attaquât l'ennemi, à moins que de fortes raisons ne s'y opposassent. Je l'avertis en même temps que je venais à son secours, et que, pour faciliter le succès et la rapidité de l'entreprise, je faisais laisser à mes hommes leurs sacs et leurs couvertures. Après avoir marché environ cinq milles, je rencontrai, à ma vive surprise et à ma grande mortification, notre avant-garde battant en retraite, et, comme je l'appris, sur l'ordre exprès du général Lee, sans avoir opposé la moindre résistance, à l'exception d'une décharge partie des rangs d'un détachement commandé par le colonel Butler, qui avait été chargé par la cavalerie ennemie et l'avait repoussée. Je me portai immédiatement sur les derrières du corps, que je trouvai serré de près par l'ennemi, et j'ordonnai que l'on reformât une partie des troupes qui battaient en retraite. Ces troupes, par leur courage et la présence d'esprit de leurs officiers, aidées de quelques pièces de canon bien servies, empêchèrent l'ennemi d'avancer, ce qui donna le temps à l'aile gauche et à la seconde ligne de l'armée de prendre position sur une éminence et dans un bois situé peu en arrière et protégé en avant par un marais. Lord Stirling, qui commandait l'aile gauche, fit placer en ce lieu quelques batte-

ries ; elles tirèrent sur l'ennemi avec le plus grand succès, et aidées de quelques détachements d'infanterie, l'empêchèrent tout à fait d'avancer.

Le général Lee ayant été détaché avec l'avant-garde, le commandement de l'aile droite était confié, pour le moment, au général Greene. Je lui ordonnai de se replier du côté de la nouvelle église, à deux milles d'Englishtown, et de gagner la route de Monmouth, à une petite distance en arrière de Court-House, tandis que le reste de la colonne s'ébranlerait directement vers Court-House. Je pris cette mesure, dans l'intention de hâter la marche et d'empêcher l'ennemi d'attaquer notre droite. Nous voyant battre en retraite, l'ennemi s'avança rapidement et occupa sur la droite une position très-avantageuse. En même temps, trouvant au centre une forte résistance, il entreprit de tourner notre flanc gauche ; mais il fut vivement repoussé et refoulé par les détachements de notre infanterie. Il opéra alors un mouvement contre notre droite avec aussi peu de succès, le général Greene ayant fait avancer un corps de troupes avec de l'artillerie sur un terrain élevé, ce qui non-seulement empêcha l'ennemi de tourner notre aile droite, mais lui fit encore éprouver des pertes aux premiers rangs de son aile gauche. Le général Wayne s'avança aussi avec un corps de troupes, et engagea un feu si bien soutenu que l'ennemi fut bientôt obligé de se replier derrière le défilé où l'action s'était d'abord engagée.

Dans cette position, l'ennemi avait à la fois ses flancs protégés par des bois épais et des marais, tandis que son centre ne pouvait être abordé que par un défilé étroit. Toutefois, je résolus de l'attaquer ; et, dans cette inten-



tion, j'ordonnai au général Poor de se porter sur l'aile droite, avec sa brigade et celle de la Caroline; au général Woodford, d'agir contre l'aile gauche; et à l'artillerie, d'attaquer le centre. Mais les obstacles qu'ils rencontrèrent dans leur mouvement les empêchèrent de l'achever avant la fin du jour; ils restèrent toute la nuit sur le terrain qu'ils avaient reçu l'ordre d'occuper, afin d'être prêts à commencer l'attaque le lendemain de bonne heure. L'armée resta sous les armes et sur le champ de bataille même, à portée de soutenir l'avant-garde. Pendant ce temps, l'ennemi s'occupait à transporter ses blessés, et, vers minuit, il se mit en marche dans un tel silence que le général Poor, bien que campé près de lui, ne se douta nullement qu'il battit en retraite. Il emporta tous ses blessés, à l'exception de quatre officiers et de quarante soldats environ : leurs blessures graves ne permirent pas de les transporter.

L'extrême chaleur, la fatigue accablante à la suite d'une marche aussi longue dans un pays sablonneux et presque dépourvu d'eau, la distance que l'ennemi avait gagnée sur nous en marchant toute la nuit, tout rendait une poursuite impraticable et inutile. Elle n'eût eu d'ailleurs aucun succès, et aurait été fatale à un grand nombre de nos hommes, dont quelques-uns déjà avaient succombé la veille sous l'excès de la chaleur.

Si je terminais mon rapport sur les opérations de cette journée, sans exprimer mes remerciements aux officiers de l'armée en général, ce serait faire une injure à leur mérite et démentir mes propres sentiments. Ils semblent avoir voulu rivaliser de zèle et de courage; le nombre de ceux qui se sont distingués est trop grand pour que je

puisse citer chacun d'eux; je ne puis cependant m'empêcher de mentionner le brigadier général Wayne, dont la bonne conduite et la bravoure durant l'action méritent un éloge particulier. Les excellentes dispositions des troupes, lorsqu'elles se furent remises de la première surprise que leur causa la retraite de l'avant-garde, ont surpassé toutes les espérances. L'artillerie qui a pris part à l'action s'est également distinguée.

Le congrès trouvera ci-inclus le relevé de nos hommes tués, blessés ou manquants. Parmi les premiers, on compte le lieutenant-colonel Bunner de Pensylvanie, et le major Dickinson, de Virginie, tous les deux officiers d'un grand mérite dont la perte sera vivement sentie. Du côté de l'ennemi, le nombre des hommes tués, laissés sur le champ de bataille et enterrés par nos soins, se monte, conformément au rapport des personnes chargées de remplir ce devoir, à quatre officiers et deux cent quarante-cinq soldats. Parmi les premiers était l'honorable colonel Monckton; en outre, l'ennemi avait enterré plusieurs de ses morts, car des fosses fraîchement creusées furent trouvées près du champ de bataille. On ne pourrait déterminer au juste le nombre de ses blessés; mais, d'après les proportions ordinaires, il doit être considérable. On lui a fait peu de prisonniers.

La situation exceptionnelle du général Lee, en ce moment, me fait un devoir de me taire sur sa conduite. Il est maintenant aux arrêts; les charges qui s'élèvent contre lui et le jugement qui sera prononcé par la cour martiale seront soumis à l'approbation du congrès.

D'après les renseignements qui m'ont été fournis par des personnes de ce pays, convaincu que l'embarquement

de l'ennemi, à Sandy-Hook, ne pouvait être ni arrêté ni inquiété, et ne voulant pas d'ailleurs m'éloigner trop de North-River, j'ai mis les troupes en mouvement dès le matin, et me suis dirigé vers cette route, laissant la brigade du Jersey, le corps de Morgan et les autres troupes légères (la milice tout entière étant licenciée) pour couvrir le pays, empêcher la désertion, et réprimer le pillage autant que possible. Après leur embarquement, le premier de ces corps prendra position dans le voisinage d'Elisabethtown; le dernier ira rejoindre la division dont il a été détaché.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

### AU COMTE D'ESTAING.

Au camp, sur le Paramus, 11 juillet 1778.

Monsieur,

Je saisis la première occasion pour vous apprendre que j'ai reçu la nouvelle de votre arrivée sur cette côte, avec une escadre sous vos ordres, appartenant à Sa Majesté très-chrétienne, notre auguste alliée. Je vous félicite de grand cœur, monsieur, sur cet événement, et vous prie d'accueillir l'expression de mes vœux ardents pour votre succès. La nouvelle de votre arrivée m'a été communiquée hier soir par une lettre du président du congrès, dont vous trouverez ci-joint la copie.

A l'égard du nombre ou de la force des vaisseaux de guerre britanniques, actuellement dans le port de New-York, je regrette de ne pouvoir vous donner des dé-

tails aussi précis que je l'aurais désiré, ces vaisseaux changeant sans cesse de station <sup>1</sup>. Les renseignements à ce sujet que vous aurez sans doute tirés, je l'espère du moins, des prisonniers que vous aurez faits, vous instruiront plus sûrement que ne pourrait le faire le congrès, ou moi-même. Les bâtiments ennemis sont, dit-on, en grand nombre, et, pour ma part, je crois ce bruit fondé. S'il est possible, je me procurerai un état complet des vaisseaux de guerre britanniques, et je me ferai un plaisir de vous le communiquer. Avant de terminer ma lettre, je crois devoir vous informer que je viens d'arriver avec le gros de l'armée, sous mes ordres immédiats, à vingt milles de la rivière du Nord ou l'Hudson, que j'ai l'intention de traverser le plus tôt possible, et à cinquante milles au delà de New-York. Je me porterai de là contre les lignes de l'ennemi, bien décidé à lui donner le plus d'occupation que je pourrai. Vous me trouverez toujours disposé, soyez-en certain, à soutenir toutes les entreprises que vous formerez et dont vous voudrez bien me donner connaissance. Ne serait-il pas à propos de convenir entre nous de quelques signaux, afin de correspondre plus facilement et de nous faire passer mutuellement des avis? Si vous approuvez ma proposition, vous voudrez bien convenir de ces signaux avec le lieutenant-colonel Laurens, d'un de mes aides de camp, qui aura l'honneur de vous remettre cette lettre, et de vous instruire de plusieurs particularités relatives à

Outre les espions résidant à New-Yorck, il y avait des affidés postés dans le comté de Monmouth, près le Hook, qui surveillaient la flotte anglaise, et donnaient avis de ses mouvements au général Washington.

nos affaires. Vous pourrez lui confier en toute sûreté les mesures ou les nouvelles dont il vous plaira m'informer.

J'apprends à l'instant même que l'ennemi attend de jour en jour, de Cork, une flotte chargée d'approvisionnements, et qu'il appréhende beaucoup qu'elle ne tombe entre vos mains. Permettez-moi aussi de vous donner avis que vous trouverez une voie navigable jusqu'à New-York, outre celle qui s'étend de Sandy-Hook à Long-Island. La voie qui longe Long-Island et le Connecticut, est généralement connue sous le nom du Sound, et peut recevoir des vaisseaux de quarante canons, bien qu'à sept milles de la ville le passage soit extrêmement resserré et dangereux.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

### AU COMTE D'ESTAING.

Au camp, à Haverstraw-Bay, 17 juillet 1778.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir, dans la nuit du 14 courant, votre aimable et importante lettre du 13, datée de Sandy-Hook, ainsi que le duplicata d'une autre, datée du 8, en mer<sup>1</sup>. L'arrivée, sur notre côte, d'une flotte appartenant

<sup>1</sup> En approchant de la côte, le comte d'Estaing écrivait au général Washington :

« J'ai l'honneur d'informer votre Excellence de l'arrivée de la flotte du roi, chargée de la glorieuse tâche de donner les preuves les plus fortes de l'affection que porte Sa Majesté à ses alliés, les États-Unis d'Amérique. Si je réussis à remplir ma mission, rien ne manquera à ma joie ; et la pensée que j'aurai combiné mes opérations avec un géné-

à Sa Majesté très-chrétienne, est un événement qui me rend extrêmement heureux. Permettez-moi de vous dire que ma joie en ce moment est encore augmentée par la pensée que le commandement de cette flotte a été donné à un homme aussi recommandable par ses talents, son expérience et sa réputation, que l'est le comte d'Estaing. J'ai la ferme conviction que vous ferez tous les efforts possibles pour atteindre le but important de votre mission ; de mon côté je m'appliquerai activement, soyez-en sûr, à vous aider dans l'exécution de toute mesure opportune. Le désir que vous manifestez, avec cette franchise qui plait toujours, d'acquérir une place dans mon amitié, est pour moi extrêmement honorable. Permettez-moi aussi, de vous assurer que je m'estimerai fort heureux si je vois les bons sentiments que vous me portez d'avance donner naissance à une affection durable et sincère.

A la première nouvelle de votre arrivée et avant même la réception de votre lettre, je vous ai écrit par l'entremise du lieutenant-colonel Laurens, l'un de mes aides de camp, que j'ai chargé de vous instruire de quelques dé-

ral aussi distingué que votre Excellence sera pour moi un surcroît de bonheur. Les talents et les grandes actions du général Washington lui ont assuré, aux yeux de l'Europe entière, le titre vraiment sublime de libérateur de l'Amérique. Veuillez, monsieur, accepter l'hommage que tout homme, et particulièrement tout soldat vous doit ; et que la franchise toute militaire, la franchise de marin avec laquelle je sollicite, dès le commencement même de nos relations, une amitié aussi flatteuse que la vôtre, ne vous cause aucun déplaisir ; je m'efforcerai de me rendre digne de cette amitié en montrant un dévouement sans bornes pour votre patrie. Cette tâche m'est prescrite, et mon cœur s'accorde avec les ordres que j'ai reçus. »

tails omis dans ma lettre, détails qu'il était nécessaire de vous faire connaître, afin de vous mettre complètement au fait des événements. Mon but était aussi de vous engager à lui confier votre situation et à concerter ensemble les mesures les plus propres à favoriser le succès de la cause commune. Le major Chouin, qui est arrivé aujourd'hui à mon quartier général, m'a donné, à cet égard, une explication très-complète et très-satisfaisante; et à mon tour, je lui ai communiqué avec confiance mes idées sur les divers sujets relatifs à nos opérations mutuelles. Je ne doute pas qu'il ne vous en fasse part avec cette perspicacité et cette intelligence qu'il possède à un degré qui justifie amplement la confiance dont vous l'avez honoré<sup>1</sup>.

J'aurais dû répondre plus tôt à votre lettre, mais j'attendais l'arrivée de M. de Chouin pour connaître votre situation et vos projets. Je me suis aussi occupé de prendre des informations relativement à plusieurs particularités dont la connaissance était essentielle à la formation de nos plans. La difficulté de s'expliquer librement par lettres sur des questions aussi variées et d'une aussi

<sup>1</sup> Le major Chouin avait été envoyé au congrès par le comte d'Estaing, avec des dépêches. Du congrès, il se rendit en toute hâte au camp du général Washington pour lui porter la première lettre ci-dessus. « Je vous prie, disait le comte d'Estaing, de croire sans restriction tout ce que cet officier vous dira de ma part. Il est proche parent de M. de Sartine, et ce ministre est depuis longtemps connu pour son attachement à la cause commune. C'est moins le désir de plaire à un homme d'État honoré de la confiance du roi, qui m'a déterminé à vous envoyer M. de Chouin, que la connaissance de son mérite militaire, de la lucidité de ses idées, et de la précision avec laquelle il vous communiquera les miennes.

haute importance que celles qui font l'objet de nos délibérations, m'a engagé à vous envoyer le lieutenant-colonel Hamilton, un autre de mes aides de camp, en qui j'ai toute confiance ; il sera à même de vous instruire parfaitement de mes sentiments, et de répondre à toutes les questions que vous pourriez lui adresser. Je désire que vous considériez les explications qu'il vous donnera comme venant de moi-même.

Le colonel Hamilton est accompagné du lieutenant-colonel Fleury, un de vos concitoyens, qui s'est distingué par son zèle et sa bravoure dans notre guerre contre l'Angleterre, et de quatre capitaines de vaisseau en qui vous trouverez une grande connaissance de la côte et des ports, dont vous pourrez, je pense, tirer un grand parti. A la suite du colonel sont encore deux autres personnes qui ont rempli pendant longtemps l'emploi de pilotes, et sur l'habileté, le savoir et la fidélité desquels vous pourrez, d'après les informations que j'ai prises, compter sans crainte. Je cherche d'autres personnes dévouées, et je vous les enverrai, aussitôt que j'aurai pu les trouver.

C'est avec les vœux les plus ardents pour votre succès et avec le plus grand respect et la plus haute estime, que j'ai l'honneur d'être, etc.

---



## A GOUVERNEUR MORRIS.

White-Plains, 24 juillet 1778.

Cher Monsieur,

Je ne sais lequel de nous deux doit une lettre à l'autre, mais peu importe. Le but de celle-ci est de toucher en passant un sujet qui est pour les États d'un intérêt beaucoup plus grand qu'on ne pourrait d'abord le penser. Je veux parler de la nomination de ces nombreux étrangers à qui nous confions des grades élevés dans notre armée.

La prodigalité avec laquelle on a distribué les grades à ces messieurs amènera l'un ou l'autre de ces deux maux : de rendre notre avancement militaire méprisables aux yeux de l'Europe, ou d'offrir à des étrangers le moyen de tomber sur nous par torrents et d'ajouter à nos charges actuelles. Mais ce que je crains le plus, ce n'est pas un surcroît de dépenses ou d'embarras pour notre pays. Nous avons à redouter une conséquence bien plus grave, bien plus fatale : tous nos officiers nationaux se retireront du service, et non-seulement la direction de l'armée, mais encore nos conseils militaires passeront aux mains des étrangers.

Oui, cher monsieur, les officiers sur qui vous devez compter pour la défense de notre cause, et que distinguent leurs longs services, leur naissance, leur fortune, et j'ajouterai même, pour un grand nombre d'entre eux, leur mérite militaire, ne subiront pas longtemps l'humiliation, si même ils la subissent un seul jour, de voir injustement placés au-dessus d'eux des étrangers qui n'ont

d'autres titres qu'un orgueil et une ambition effrénés, et qui sollicitent avec une telle persévérance qu'il faut une fermeté peu commune pour résister à leurs prétentions. Ce sont des gens qui d'abord, à les entendre, n'aspirent qu'à l'honneur de servir comme volontaires une aussi glorieuse cause; le lendemain ils demandent un grade sans solde, le jour suivant une avance d'argent, et dans le cours de la semaine ils réclament de l'avancement, sans que rien de ce que vous leur accordez puisse les satisfaire.

Lorsque je vous parle d'officiers qui ne voudront pas supporter ces nominations, je veux dire qu'ils ne doutent pas plus de leur droit à quitter le service quand ils se croient lésés, que du pouvoir qu'a le congrès de nommer aux grades divers. Ces deux points établis, il reste à examiner si la mesure en question est opportune et politique, et s'il est juste et prudent d'élever ces aventuriers militaires, au risque de démoraliser l'armée. On peut les diviser en trois classes, savoir : les simples aventuriers sans recommandation, ou bien recommandés par des personnes qui ne savent comment les employer ni que faire pour eux; les hommes d'une grande ambition qui sacrifieraient toute chose au triomphe de leur gloire personnelle; et enfin les simples espions envoyés vers nous pour prendre une connaissance exacte de notre situation et de nos ressources; plusieurs d'entre eux doivent être de fidèles émissaires, car il n'y a pas un seul de nos secrets, un seul de nos actes qui échappe à la connaissance de quelqu'une des Cours étrangères.

J'aurais bien d'autres choses à dire sur ce point; mais pour le moment je n'ajouterai rien. Ce qui m'a porté à

vous importuner aujourd'hui avec un tel sujet, c'est que j'ai lu hier un certificat en bonne et due forme, écrit en faveur de M. Neuville, par lui-même (je crois), et signé par le général Parsons; cet étranger ne demande rien moins, m'a-t-on dit, que la création d'un grade de brigadier.

J'apprends que le baron Steuben désire aussi quitter ses fonctions d'inspecteur pour un commandement actif. Cette prétention ne manquera pas de mécontenter les brigadiers. En un mot, bien que je croie le baron un excellent officier, je souhaite ardemment que nous n'ayons pas un militaire étranger dans nos rangs, excepté le marquis de Lafayette qui suit des principes tout différents de ceux qui animent les autres.

Je suis, etc. <sup>1</sup>.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Quartier général, 20 août 1778.

Cher Monsieur,

La conduite du gouverneur Johnstone a été certainement reprehensible, pour ne rien dire de plus : c'est ainsi, je crois, que tout le monde l'envisagera. Ses lettres à M. Morris et à M. Reed sont très-significatives, et le

<sup>1</sup> Bien que cette lettre fût adressée particulièrement à M. Morris, il est évident qu'elle était destinée à agir sur le congrès. Washington était excessivement embarrassé des officiers étrangers admis au service par cette assemblée, et qui en ce moment s'adressaient à lui pour obtenir d'être employés activement, ce qui eût dérangé le système de l'armée et attaqué les droits des officiers du pays.

but auquel elles tendent est très-clair. Elles n'ont été écrites, permettez-moi l'expression, que pour tâter le pouls du pays. L'offre que le gouverneur a faite à M. Reed, et qu'une dame avait été chargée de lui porter, est une atteinte directe à l'intégrité de ce membre du congrès. Quand cette conduite sera connue, M. Johnstone deviendra l'objet du mépris général, surtout pour avoir servi divers partis <sup>1</sup>.

Je regrette que vous ayez pris la peine de m'envoyer les copies et les extraits de vos lettres aux officiers français, en réponse à leurs demandes d'un grade. Vos paroles, monsieur, auront toujours la plus grande influence sur mon esprit, en quelque occasion que vous me les fassiez entendre; je suis fâché seulement que tous nos législateurs n'aient pas montré autant de fermeté et de résolution que vous en avez déployé en cette circonstance.

<sup>1</sup> Il paraîtrait que le gouverneur Johnstone s'autorisant de ses premières relations amicales, avait pris l'excusable liberté d'écrire à quelques membres du congrès, surtout à Robert Morris, Joseph Reed et Francis Dana. Sur le bruit que des lettres d'une tendance inconvenante avaient été adressées à quelques membres, il fut décrété que toutes celles qui auraient été envoyées à des membres du congrès, par les commissaires anglais, ou quelque autre sujet du roi de la Grande-Bretagne, seraient mises sous les yeux de cette assemblée. — *Journaux du Congrès*, 9 juillet. — Les lettres du gouverneur Johnstone, aux membres dont il vient d'être parlé, furent trouvées repréhensibles et retenues pour être soumises à un examen particulier. Un message qu'il envoya à Joseph Reed, par l'entremise de mistress Ferguson, dame de qualité, fut également considéré comme une tentative directe pour le corrompre; il lui faisait, dans ce message, l'offre, de la part du roi, d'une forte somme d'argent et d'une place éminente. M. Reed répondit: « Qu'il ne valait pas la peine d'être acheté, et que, tel qu'il était, le roi de la Grande-Bretagne ne serait pas assez riche pour le payer. » Ces manœuvres furent envisagées par le congrès sous un point de vue tellement défavorable qu'il fit

S'il en eût été ainsi, la tranquillité de l'armée n'eût pas été compromise, et les droits de nos officiers se fussent trouvés garantis.

Quant aux brevets de commission, je sais que plusieurs Français n'ont rien obtenu de plus, qu'on doit les regarder comme purement honoraires, et qu'ils ne présentent pas d'aussi grandes difficultés que les autres nominations. Cependant de graves inconvénients y sont attachés, car, du moment où ces étrangers gagnent un point sur nous, quels qu'aient été leurs promesses et leurs engagements antérieurs, ils donnent plus d'écoulement à leurs desirs et ne cessent de demander avec importunité un commandement actif. Il est facile de saisir la raison qui leur fait solliciter des commissions imprimées dans la forme ordinaire, de préférence aux brevets que vous leur donnez. En effet, les commissions sont de nature à mieux

publier une déclaration contenant quelques extraits des lettres et d'autres particularités; à ces pièces furent jointes les conclusions suivantes : « Le contenu desdits paragraphes et les détails compris dans cette déclaration ne peuvent être regardés par l'assemblée que comme des insinuations directes pour corrompre et gagner le congrès des États-Unis d'Amérique. Le congrès croit de son devoir de témoigner l'indignation profonde qu'ont fait naître en lui des tentatives aussi hardies et aussi impudentes, faites dans le but de ternir son intégrité; il est indigne de l'honneur du congrès d'entretenir aucune espèce de correspondance ou relations avec ledit George Johnstone et surtout de traiter avec lui des affaires qui intéressent la cause de la liberté. » — Voir les pièces dans les *Journaux du Congrès*, 11 août. Les lettres se trouvent dans le *Remembrancer*, vol. VII, p. 8. — Le gouverneur Johnstone publia, pour se justifier, une contre-déclaration, et se retira de la commission.

Dans le parlement anglais, le gouverneur Johnstone s'était toujours montré l'ami des Américains. C'est à sa conduite comme commissaire, ainsi qu'à cet événement, que le général Washington fait allusion dans le premier paragraphe de la lettre ci-dessus.

faciliter leurs brigues, car elles impliquent une sorte d'idée de commandement réel, et par conséquent leur servent de base pour légitimer leurs sollicitations ultérieures. Je me réjouis de la déclaration de M. Gérard ; s'il l'observe, il préviendra beaucoup d'injustifiables demandes ; car, les étrangers voyant qu'il n'appuie pas leurs réclamations, perdront courage et tout espoir de succès. Je reçois avec plaisir l'expression de vos vœux relativement au marquis, notre ami commun. Ses compatriotes trouvent facilement accès jusqu'à son cœur, et il finit toujours par s'intéresser en leur faveur, sans avoir une preuve assez grande de leur mérite, et sans examiner suffisamment leurs projets extravagants. Je veux en finir avec ce sujet. Je suis sûr que vous n'avez pas eu moins que moi à vous plaindre d'avoir cédé à des importunités.

L'ouvrage attribué à M. Mauduit est vraiment curieux, s'il vient de lui, lorsqu'on songe à la conduite passée de ce gentilhomme. La conversion de cet écrivain judicieux, si elle fût venue plus tôt, avec plusieurs autres qui ont eu lieu récemment, aurait beaucoup servi la cause de son pays. Ses raisonnements sont logiques, solides et à la portée de tous les esprits.

Je n'ai rien de nouveau à vous apprendre ; les dépêches que j'ai envoyées hier au congrès contenaient les derniers avis reçus de Rhode-Island. Les bonnes dispositions et les espérances du général Sullivan me portent à croire, que, sous peu de jours, j'aurai le bonheur de vous complimenter sur votre succès dans cette province

Je suis, etc.

—\*—\*—\*—

AU BRIGADIER GÉNÉRAL NELSON,  
EN VIRGINIE.

Au camp, White-Plains, 30 août 1778.

Mon cher Monsieur;

Quelles expressions pourrais-je employer pour vous remercier de votre aimable attention et de votre agréable présent? A quel titre surtout vous priverais-je d'un cheval favori et d'une grande valeur? Vous m'avez pressé par deux fois de l'accepter en présent. Je vous obéis : je ne saurais vous donner une preuve plus sincère de mon attachement pour vous. Quoique je me sois trouvé, faute d'un cheval, dans des situations très-difficiles, soyez assuré que je ne puis consentir à accepter un pareil présent que de la main d'une personne pour qui je professe la plus haute estime.

J'ai été vivement contrarié de la résolution dernièrement prise par le congrès de licencier votre corps ; car je me réjouissais de l'espoir que je vous verrais au camp, ainsi que plusieurs autres de mes amis de Virginie. Comme vous vous étiez rendu à Philadelphie, je ne pense pas qu'un motif d'économie ou une différence dans la dépense eût beaucoup de poids en cette occasion (en plaçant même la question sur ce terrain, ce qui aujourd'hui me semble tout à fait erroné) <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Le congrès avait pris une résolution, à la date du 2 mars, pour recommander aux jeunes gens riches et braves des divers États, de se présenter comme volontaires et de former des corps de cavalerie légère ; toutes les dépenses étaient à leur charge, excepté les provisions de bouche et le fourrage, et ils devaient rejoindre le gros de l'armée. C'est à

- L'arrivée de la flotte française sur la côte d'Amérique est un grand et important événement; mais les opérations ont été contrariées par une foule de circonstances imprévues et malheureuses; bien que le mérite et les bonnes intentions de notre puissant allié n'en soient pas diminués, cependant ces contretemps n'en ont pas moins affaibli l'importance de ses services. D'abord, la longueur de la traversée a été un malheur capital. Car, si elle n'eût pas dépassé le temps ordinairement nécessaire, lord Howe serait infailliblement tombé entre les mains des Français, avec ses vaisseaux de guerre et tous les transports qui se trouvaient sur la Delaware; sir Henry a eu beaucoup plus de bonheur que n'en ont d'ordinaire en pareille circonstance les hommes de sa profession, s'il n'a pas avec ses troupes éprouvé le sort de Burgoyne. Le comte d'Estaing, après une longue traversée, est arrivé malencontreusement au Hook, ce qui nous a doublement nui; d'abord en faisant échouer la tentative sur New-York par terre et par mer, ensuite par le temps qu'il a fallu perdre à chercher si la profondeur de l'eau sur la barre était suffisante, ce dont il était essentiel de s'assurer pour l'entrée des vaisseaux dans le port de New-York. Et, pour comble de malheur, lorsque le plan de l'entreprise sur Rhode-Island était bien médité, et allait être mis à exécution, l'arrivée de lord Howe, avec ses

la suite de cette résolution que le général Nelson vint de la Virginie à Philadelphie avec un corps de cette espèce. Le congrès remercia ces messieurs « de leur générosité et des patriotiques efforts qu'ils avaient faits pour la cause de leur patrie; » mais la retraite de l'ennemi à New-York ayant rendu leurs services inutiles, on les engagea à retourner dans leurs foyers. — *Journaux du Congrès*, 8 août.



vaisseaux, dans le but de faire une diversion et d'éloigner la flotte française, a été encore un malheur, car le comte, à la date du 17, n'avait pas reparu en vue de l'île, quoiqu'il en fût parti depuis le 10. Ce contretemps a fait manquer les opérations de terre; et nos armes se seraient trouvées exposées à un échec si l'escadre de Byron fût arrivée.

Je ne sais ce que je dois penser du séjour de l'ennemi à New-York. J'ignore s'il se tient dans cette place de son propre gré, ou s'il obéit à la nécessité, en reconnaissant l'infériorité de sa flotte, l'insuffisance de ses provisions ou d'autres causes. Mais il est certain que, s'il n'y a pas été contraint par la nécessité, les causes qui l'ont fait agir sont enveloppées d'un grand mystère, à moins qu'il n'attende l'arrivée de renforts considérables pour commencer ses opérations. C'est ce que le temps nous apprendra.

Ce n'est pas un médiocre sujet de satisfaction et d'étonnement que de voir, après deux ans de marches et de contremarches, après les plus étranges vicissitudes qui aient peut-être marqué une guerre depuis le commencement du monde, deux armées revenir au point même d'où elles étaient parties, et les assaillants réduits à se servir du pic et de la bêche pour se défendre. La protection de la Providence a tellement brillé dans tout ceci qu'il faudrait être plus endurci qu'un infidèle pour n'y pas croire, et avoir un cœur plus que pervers pour ne pas reconnaître hautement ses bienfaits. Mais j'aurai assez le temps de me faire prédicateur, quand mes fonctions actuelles auront cessé. Je ne m'étendrai donc pas davantage sur la doctrine de la Providence. Veuillez présenter

mes respects à votre aimable femme, au secrétaire, à nos autres amis, et croire, cher monsieur, que je suis, etc.



### AU MAJOR GÉNÉRAL HEATH.

Quartier général, White-Plains, 28 août 1778.

Cher Monsieur,

La fâcheuse circonstance du départ de la flotte française qui a quitté Rhode-Island dans un moment si critique, aura, je le crains bien, de tristes suites, outre qu'elle nous fait perdre les avantages que nous aurions pu retirer de l'expédition. Ce résultat non-seulement peut décourager les Français et affaiblir leur confiance dans notre nouvelle alliance, mais encore faire naître des idées fausses et des ressentiments qui empêcheraient la flotte de nous seconder avec autant de zèle et d'activité que le demanderaient l'état de nos affaires et nos véritables intérêts. Il sera assurément d'une saine politique d'aller au-devant de ces mauvais effets, et, quelle que puisse être notre opinion privée, de donner, auprès du public le sens le plus favorable à ce qui est arrivé ; en même temps nous devons faire tous nos efforts pour mettre aussitôt que possible la flotte française en état de se défendre et de nous être utile.

On n'a pas encore annoncé ici publiquement que la flotte a quitté Rhode-Island ; aussitôt que son départ sera connu, je compte l'attribuer à la nécessité de réparer les pertes causées par la dernière tempête. Telle est, je crois, l'idée qu'il faut répandre dans le public. Comme je ne

doute pas que la force de ces raisons ne vous frappe aussi bien que moi, je vous recommanderai d'employer toute votre influence pour pallier et adoucir cet échec, et pour engager ceux dont le devoir est de fournir à la flotte toute espèce de secours, à déployer à cet égard tout leur zèle et leur activité. Nous devons tirer le meilleur parti possible de nos malheurs, et ne pas souffrir que la passion vienne compromettre nos intérêts et le bien public.

Divers rapports reçus dernièrement de New-York me donnent lieu de croire que l'ennemi est sur le point d'entreprendre quelque mouvement important. Ces jours derniers, il a embarqué du canon et d'autres objets. Hier, cent quarante bâtimens de transport sont descendus jusqu'au Hook. Ces circonstances, jointes à d'autres, annoncent quelque chose de grave. Nous ne pouvons savoir encore si l'ennemi médite une entreprise contre notre armée, s'il veut transporter ailleurs le théâtre de la guerre, ou bien s'il a l'intention de saisir l'occasion qui se présente d'évacuer le continent. S'il a une flotte supérieure sur la côte, il n'est pas impossible qu'il porte la guerre à l'Est, en essayant, par une double attaque sur terre et sur mer, de détruire la flotte française ou de s'en emparer. Dans la prévision d'un événement semblable, j'ai recommandé au général Sullivan, s'il parvient à quitter l'île et à faire bonne retraite, de ne pas licencier plus de troupes qu'il ne convient. Je vous recommanderai d'agir de même, d'établir des signaux, et de prendre toutes les précautions nécessaires, afin de pouvoir au premier avis convoquer votre milice.

Je suis, etc.

## AU MAJOR GÉNÉRAL SULLIVAN.

Quartier général, White-Plains, 4<sup>re</sup> septembre 1778.

Cher Monsieur <sup>1</sup>,

Le désaccord entre l'armée que vous commandez et la flotte m'a causé un grand embarras. Le continent tout entier est intéressé à notre bon accord, et nous de-

<sup>1</sup> Aussitôt que la flotte française fut retournée à la côte de Rhode-Island, après sa dispersion par la tempête, le comte d'Estaing écrivit au général Sullivan :

« Nos câbles étaient coupés et le feu des batteries auprès desquelles nous allions passer pour attaquer l'escadre ennemie avait commencé, quand je reçus la lettre que vous me fîtes l'honneur de m'écrire le 9 du courant. Il ne m'était pas possible alors d'y répondre autrement qu'en poursuivant la flotte anglaise pour l'empêcher de débarquer aucun renfort. Le comte de Cambis a reçu la mission de vous faire connaître ma position présente, ainsi que la nécessité qui m'oblige à me rendre à Boston. Je ne pouvais m'acquitter moi-même de ce devoir pénible ; dans l'état où se trouvait mon vaisseau, privé de tous ses mâts, avec un gouvernail brisé et démonté, quoi de plus incertain que la destinée ? J'ai néanmoins la consolation de pouvoir remplir la promesse que je vous ai faite verbalement, de retourner vers vous, quoi qu'il arrivât, mort ou vivant. Cette promesse, et le service que notre présence momentanée vous rendra, m'ont engagé à fermer les yeux sur toutes les autres considérations. J'ai peut-être été imprudent en ceci, et je crains que mon zèle ne m'ait aveuglé. J'ai pensé que je ne pouvais pas courir de trop grands hasards pour prouver, au nom du roi, combien Sa Majesté est attachée à ses alliés ; mais je méconnaîtrais mon devoir envers l'Amérique elle-même, si je pouvais un seul instant oublier de veiller à la sûreté d'une escadre destinée à sa défense. J'ai dit au colonel Fleury que je regrettais que vous eussiez débarqué dans l'île la veille du jour convenu entre nous, et que je serais bien affligé de vous savoir en danger. Vous n'aviez alors, m'a-t-on dit, que deux mille hommes. Il ne m'appartenait point de juger les motifs de votre conduite, aussi ne l'ai-je pas fait. Je me suis donc

vous employer, pour le maintenir, tous les moyens que nous suggèrent l'honneur et la politique. Vous savez que les premières impressions laissent généralement un long souvenir, et qu'elles contribueront puissamment à fixer l'opinion de la France sur notre caractère national. Dans notre conduite vis-à-vis des Français, nous devons nous

abstenir de tout blâme; et les douze mille hommes qui sont maintenant sous votre commandement prouveront sans doute, en obtenant un succès, l'opportunité de cette démarche. C'est ce que je desirais et comme citoyen, et comme admirateur de votre bravoure et de vos talents.» — *Lettre ms.*, 21 août.

Avant le départ de cette lettre, le comte d'Estaing en reçut une du général Sullivan, écrite de la veille et aussitôt après l'apparition de l'escadre. Le général pressait l'amiral français de se joindre à lui pour attaquer l'ennemi. Celui-ci répondit en post-scriptum qu'il ne pouvait accepter la proposition, et donna pour raison de ce refus la dispersion et le mauvais état de sa flotte, la force navale des ennemis qui pouvaient recevoir des renforts d'un moment à l'autre, et les ordres positifs du roi de rallier l'escadre dans le port de Boston, en cas de désastre, ou si elle était poursuivie par des forces supérieures. Greene et Lafayette se rendirent à bord, et, comme nous l'avons vu, ne purent parvenir à changer la résolution du comte d'Estaing.

Comme dernière ressource, les officiers s'avisèrent d'un autre expédient. Une lettre fut écrite en forme de protestation et signée par tous les officiers généraux, excepté Lafayette. Le bruit courut que le comte lui-même penchait pour rester à Newport; mais qu'il était dominé par ses officiers, mal disposés pour lui parce qu'il avait d'abord appartenu à l'armée de terre, et qu'ils conspiraient en ce moment pour le perdre. Tel était le bruit général, et l'on pensa qu'une protestation vigoureuse de tous les officiers américains aurait peut-être pour effet de changer la décision du conseil de guerre. Pendant ce temps la flotte avait mis à la voile, et la protestation, datée du 22 août, fut envoyée par le colonel Laurens, qui se rendit bientôt lui-même sur le vaisseau du comte d'Estaing. L'écrit contenait une récapitulation des principaux arguments émis contre le départ de la flotte française; mais, par malheur, diverses parties de cette protestation se trouvèrent conçues en termes qui parurent insul-

rappeler que c'est un peuple expérimenté dans l'art de la guerre, observateur exact des devoirs militaires, et toujours prêt à s'enflammer là où d'autres semblent s'échauffer à peine. Permettez-moi de vous recommander d'une manière toute particulière d'entretenir l'harmonie entre les troupes des deux nations, et de faire tous vos

tants, et particulièrement ce paragraphe : « Pour les raisons ci-mentionnées, disaient les officiers, nous protestons de la manière la plus solennelle contre la mesure, que nous regardons comme attentatoire à l'honneur de la France, contraire aux intentions de Sa Majesté très-chrétienne et aux intérêts de son peuple, ainsi qu'au salut des États-Unis, et injurieuse pour l'alliance formée entre les deux nations. » Il régnait dans cette protestation un ton de plainte et de blâme qui ne convenait aucunement à la situation présente, et qui n'aurait probablement pas été employé, si l'on avait eu le temps d'envisager les choses avec plus de sang-froid.

Lorsque cette protestation et la correspondance relative à ce sujet furent lues dans le congrès, on arrêta que le contenu de ces pièces demeurerait secret, mais que le président les communiquerait au ministre français, M. Gérard, et l'informerait en même temps de la nécessité de garder le silence. Il fut convenu aussi que le général Washington ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour empêcher que la protestation ne devint publique. — *Journal secret*, vol. I, p. 89.

Le colonel Laurens écrivit au général Washington : « La délicatesse du comte a été extrêmement blessée de la manière dont la protestation américaine lui a été remise. Il a déclaré que cette pièce imposait au commandant de l'escadre du roi la loi pénible mais nécessaire de garder un profond silence. » Le colonel Laurens ajoutait encore : « J'ai prédit au marquis l'influence qu'exercerait sur l'esprit du peuple la nouvelle direction prise par le comte en quittant la rade de Newport, ainsi que le danger de voir renaitre ces absurdes préjugés que nous a transmis la nation anglaise. Le mal était, hélas ! devenu plus grand, par suite des expressions peu mesurées de quelques hommes importants, qui avaient écouté leur mécontentement plutôt qu'une sage politique. La réflexion, cependant, commence à dicter une conduite plus prudente, et j'espère voir renaitre la confiance que le peuple avait dans ses nouveaux alliés. » — *Lettre ms.*, 2 septembre.

efforts pour détruire les mauvaises dispositions qui peuvent s'être emparées des officiers. Il est également de la plus haute importance que les soldats et le peuple ne soient point instruits de cette mésintelligence ; ou bien, s'ils en ont eu connaissance, il faut tâcher d'en arrêter les progrès et d'en prévenir les effets.

J'ai reçu du congrès la lettre ci-jointe ; vous y verrez l'opinion de cette assemblée relativement à la nécessité de tenir secrète la protestation des officiers généraux. Je n'ai pas besoin d'en dire davantage sur ce chapitre. Cependant il me reste encore une chose à ajouter : je ne doute pas que vous ne fassiez tout ce qui est en votre pouvoir pour presser les réparations de la flotte du comte, et la mettre en état de servir de nouveau, en recommandant à toutes les personnes que ce soin regarde d'apporter toute l'activité possible.

Je suis, etc.



## AU MARQUIS DE LAFAYETTE.

White-Plains, 4<sup>er</sup> septembre 1778.

Mon cher Marquis,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre, le 25 dernier, par l'entremise de M. de Pontgibaud. Occupé en ce moment auprès d'un comité du congrès, je regrette de ne pouvoir m'étendre davantage sur tous les détails qu'elle contient. Mais je dirai en un mot que je sens vivement tout ce qui blesse la susceptibilité d'un gentilhomme ; et par conséquent, dans l'occasion actuelle, je suis très-peiné pour vous et pour nos bons et

grands alliés , les Français. Je me sens aussi blessé de toutes les réflexions imprudentes et légères qu'on peut avoir faites sur le comte d'Estaing et sur la flotte qu'il commande ; enfin je souffre pour mon pays. Permettez-moi donc , mon cher marquis , de vous prier de ne pas vous formaliser d'expressions insignifiantes , qu'on a peut-être prononcées sans réfléchir , et dans le premier transport d'une espérance déçue. Tout homme qui raisonne reconnaîtra , monsieur , les avantages que nous avons tirés de la flotte française , et du zèle de son chef ; mais , dans un gouvernement libre et républicain , on ne peut réprimer la voix de la multitude. Tout homme veut parler comme il pense , ou plutôt sans penser , et juge des effets sans considérer les causes. Les reproches qu'on a adressés aux officiers de la flotte française seraient tombés probablement avec bien plus de force sur une flotte américaine , si nous en avions eu une dans la même position. Il est dans la nature de l'homme d'être mécontent de tout ce qui trompe une espérance chérie ou un projet flatteur , et trop de gens ont la folie de condamner sans examiner les circonstances.

Permettez-moi donc , mon cher monsieur , de vous supplier de travailler à guérir la blessure qui a été faite sans intention. L'Amérique apprécie vos vertus et vos services , et admire les principes qui vous font agir. Ceux de vos compatriotes qui sont dans notre armée vous regardent comme leur patron. Le comte et ses officiers vous considèrent comme un homme distingué par son rang et par la grande estime dont vous jouissez ici et en France ; et moi , qui suis votre ami , je ne doute pas que vous n'employiez tous vos efforts pour rétablir l'harmo-



nie, afin que l'honneur, la gloire et l'intérêt mutuel des deux nations prospèrent et s'affermissent solidement. Le temps me manque pour m'étendre plus longuement sur ce sujet. Je me bornerai donc à ajouter que je suis, mon cher marquis, avec tous les sentiments d'estime et de considération, etc. <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Avant la retraite du général Sullivan de Newport, on trouva convenable de faire un dernier effort pour engager le comte d'Estaing à revenir, et, par suite des sollicitations pressantes du conseil des officiers généraux, Lafayette se rendit à Boston dans ce but. Il mit la promptitude la plus grande dans l'aller et le retour, mais il ne rejoignit l'armée que dans la nuit qui suivit la bataille. « Il vous semblera étrange à vous comme à moi, écrit-il au général Washington, qu'il y ait eu un combat auquel j'aurais pu assister et où je ne me trouvais pas. » Lafayette arriva au moment où l'armée évacuait l'île, et juste assez à temps pour dégager l'arrière-garde et les piquets, ce qu'il exécuta de manière à lui mériter des éloges. Le congrès vota des remerciements au général Sullivan, aux officiers et aux troupes sous ses ordres pour leur conduite durant l'action et la retraite, et le président fut chargé particulièrement d'informer le marquis de Lafayette que le congrès savait apprécier le sacrifice qu'il avait fait de son amour-propre en entreprenant un voyage à Boston, dans le but de servir les intérêts des États, au moment où il s'attendait à cueillir des lauriers sur le champ de bataille; et que la bravoure, qu'il avait montrée en se rendant à Rhode-Island, lorsque la plus grande partie de l'armée battait en retraite, et en dégagant les piquets et les postes avancés, méritait une approbation toute particulière de l'assemblée. — *Journals du Congrès*, 9 septembre.

Lafayette était d'avis qu'on se retirât de devant Newport. Le 24 août, il manifesta par écrit et dans les termes suivants, son opinion au général Sullivan : « Je n'approuve pas la continuation du siège. Le terme de l'engagement de la milice est passé, et elle ne sacrifiera pas plus longtemps ses intérêts personnels à ceux de la cause commune. Une retraite est le parti le plus sage à prendre. »



## AU COMTE D'ESTAING.

Quartier général, 11 septembre 1778.

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 5, accompagnée d'une copie de deux lettres adressées au congrès et au général Sullivan. La confiance que vous avez bien voulu me montrer en me les communiquant mérite mes remerciements sincères. Si le profond regret de voir qu'une entreprise si habilement préparée ait été paralysée, ainsi que les plus nobles efforts, par un désastre que la sagesse humaine ne pouvait ni prévoir ni empêcher, si ce regret, dis-je, peut adoucir votre chagrin, soyez assuré que l'Union tout entière sympathise avec vous. Ce sera pour vous une consolation de penser que les esprits éclairés ne forment pas leur opinion sur les événements, et que leur justice attachera une égale gloire aux actions qui méritaient de réussir, et à celles que le succès a couronnées. C'est au milieu d'épreuves telles qu'en a supporté votre Excellence que les qualités d'un grand caractère se déploient avec leur plus beau lustre, et qu'un général se fait mieux connaître. Tel vous vous êtes toujours montré. L'élément contraire qui vous a enlevé votre succès, ne pourra jamais vous priver de la gloire qui vous est due. Bien que le résultat n'ait pas répondu à votre attente, vous avez cependant la satisfaction de penser que vous avez rendu des services essentiels à la cause commune.

Je déplore hautement la dissidence qui, se joignant à nos malheurs, a pu rompre un moment l'harmonie et la

bonne intelligence entre les généraux des deux nations, dont les vues comme les intérêts doivent être les mêmes. A la première nouvelle de ces débats, j'usai de mon influence pour rétablir ce que je regarde comme essentiel à la durée d'une union fondée sur une inclination mutuelle et sur les liens les plus solides d'avantages réciproques. L'offre de votre Excellence au conseil de Boston tendait puissamment vers le même but, et était une preuve éclatante de votre zèle et de votre grandeur d'âme<sup>1</sup>.

La supériorité actuelle des forces navales de l'ennemi devra pour un temps arrêter tout plan de coopération offensive entre nous. Il n'est pas aisé de prévoir quel changement peut apporter l'arrivée des secours que vous attendez d'Europe, ou quelle occasion l'ennemi vous donnera de reprendre vos opérations actives. Aussi, en ce

<sup>1</sup> Lorsque Lafayette arriva de Rhode-Island à Boston, la flotte du comte d'Estaing venait d'entrer dans le port. Le conseil du Massachusetts fut convoqué, et tint une conférence avec le comte d'Estaing et Lafayette, sur les moyens à prendre pour approvisionner la flotte et renforcer l'armée du général Sullivan. Le comte d'Estaing écrivit à Washington : — « J'ai offert de me mettre sur-le-champ à la tête d'un régiment et d'aller servir sous les ordres du général Sullivan, ainsi que je l'ai fait jadis sous les ordres du maréchal de Saxe dans la guerre qui se termina en 1748. Qu'on ne voie pas dans cette offre la présomption de vouloir renforcer une armée avec une poignée d'hommes, ni de prouver, ce qui est déjà connu, qu'un Français fait volontiers le sacrifice de sa vie ; je n'avais qu'un seul désir, montrer que mes compatriotes n'avaient pu s'offenser d'une expression un peu vive, et que celui qui avait l'honneur de les commander en Amérique était et serait toujours un des serviteurs les plus dévoués et les plus zélés des États-Unis. » — *Lettre ms.*, 5 sept.

Le comte d'Estaing écrivit aussi au général Sullivan une lettre que

moment, toute délibération, à cet égard, serait-elle prématurée. Ce qui est d'une extrême importance, c'est d'employer tous les moyens en notre pouvoir pour protéger votre escadre, également précieuse à la France et à l'Amérique, et contre laquelle l'ennemi ne manquera pas de diriger ses efforts. Du moins c'est la supposition la plus naturelle que nous soyons amenés à faire. L'intention première, en envoyant un renfort à Rhode-Island, était évidemment de porter secours à la garnison de ce poste. Je dois regretter de n'avoir pu, bien qu'averti à temps, mettre obstacle à l'exécution de ce mouvement. Il eût fallu, pour l'empêcher, des forces navales. Votre Excellence sera bien plus à même que moi de juger combien les plans de l'ennemi ont dû s'étendre depuis l'arrivée de la flotte de Byron. Je crois qu'avant cet événement le général Clinton attendait, pour régler sa conduite, des ordres de sa cour, en même temps qu'il embarquait ses munitions et ses gros bagages, afin d'être mieux préparé

Lafayette se chargea de lui remettre. Dans cette lettre le comte, faisant allusion à la protestation, disait seulement qu'elle était d'une nature telle que c'était un devoir pour le commandant de l'escadre du roi de la passer sous silence. Revenant sur la proposition faite par lui au conseil, il ajoutait que l'offense faite à sa dignité ne lui avait pas paru assez grave pour changer en rien la ligne de conduite qu'il s'était tracée. « Mon désir d'en donner une preuve a été, dit-il, un des motifs qui m'ont principalement déterminé à me placer sous vos ordres, aussitôt que j'aurai eu l'honneur de recevoir une réponse positive du conseil. Ce que je penserai à l'égard des mesures à prendre ne devra jamais enchaîner votre opinion; la mienne restera subordonnée à la vôtre; et je m'abstiendrai de prendre la parole toutes les fois que vous ne m'inviterez pas à donner mon avis. » — 29 août. C'est ainsi que se termina cette fâcheuse affaire, et la bataille de Rhode-Island mit fin à ces pourparlers.

à une prompte évacuation, si ses instructions la lui commandaient <sup>1</sup>.

Mais, comme l'état actuel des affaires pourra amener un changement dans les opérations de l'ennemi, et l'engager à porter à l'Est le théâtre de la guerre pour détruire votre escadre, il sera nécessaire pour nous d'être prêts à paralyser une semblable tentative. Je regrette que notre situation ne nous permette pas de contribuer plus efficacement à une entreprise d'une aussi haute importance; mais soyez assuré que tout ce qu'il sera possible de faire, nous le tenterons, sans perdre de vue les objets également essentiels aux intérêts des deux nations. .

L'aperçu fidèle que je vais vous tracer de l'état de nos affaires vous donnera une idée des difficultés contre lesquelles nous avons à lutter. Presque toutes nos provisions de farines et une grande partie de nos vivres sont tirés des États à l'ouest de l'Hudson. La subsistance de votre escadre et celle de l'armée nous font donc une loi d'assurer la communication de cette rivière. Si l'ennemi se rendait maître de cette navigation, il pourrait interrompre les rapports si essentiels qui existent entre les États. Il a parfaitement senti son avantage en cette occasion, et les efforts qu'il a faits pour établir entre les

<sup>1</sup> Le général Clinton avait reçu des instructions détaillées, à la date du 21 mars, avant son départ de Philadelphie. Il reçut ordre d'envoyer, le plus secrètement et le plus promptement possible, cinq mille hommes aux Indes-Orientales, dans le but d'attaquer Sainte-Lucie. L'insuffisance des transports et des vaisseaux de guerre, surtout après l'arrivée de la flotte du comte d'Estaing, fit retarder cette expédition. Cet ordre étant ignoré de Washington, les préparatifs que l'on faisait pour le mettre à exécution lui parurent indiquer le dessein d'évacuer la ville.

États de l'Est et ceux du Sud, une séparation que lui rendait si facile la supériorité de ses forces navales, nous ont obligés de tenir constamment sur pied, outre les garnisons des forts qui défendent immédiatement le passage, des troupes au moins égales en nombre à celles qu'il a mises dans New-York et les environs.

La concentration, sur ce point, des forces de l'ennemi, l'incertitude où nous sommes des projets qu'il médite, tout nous fait un devoir d'y entretenir aujourd'hui un plus grand nombre de troupes. Remarquez, en outre, que l'ennemi trouve un avantage précieux dans la facilité qu'il a de transporter ses troupes d'un point à un autre. Ces rapides mouvements le mettent à même de nous donner de l'occupation sur des points éloignés et mal gardés, que nous ne pouvons tenter de secourir qu'en nous exposant à des marches pénibles, et à être dupes peut-être d'une ruse de guerre. Or, si, par quelque démonstration, il parvenait à détourner notre attention et nos forces de ce côté, et à s'en rendre maître avant notre retour, quelles ne seraient pas les conséquences d'un tel événement! Nos opérations doivent donc avoir un double but : me tenir avec vous sur la défensive, et assurer le libre passage de la rivière du Nord. L'éloignement où nous sommes l'un de l'autre rend plus difficile l'exécution de ce plan; aussi, dès que j'ai eu connaissance des changements survenus dans vos affaires navales, ai-je dirigé toute mon attention vers ces deux points importants. La nécessité de transporter les magasins formés pour les besoins de notre situation présente, et de faire de nouveaux arrangements pour les opérations ultérieures, a été jusqu'ici une cause de retard. Ces préparatifs sont à la veille

d'être terminés, et j'espère que, dans un jour ou deux, l'armée commencera un mouvement général vers l'Est. Déjà une division s'est mise en marche ce matin vers Danbury, sous les ordres du major général Gates; le reste de l'armée suivra le plus tôt possible.

Voici un résumé de mes dispositions. L'armée sera partagée en sept divisions, dont l'une, égale en forces aux troupes ennemies qui occupent New-York, sera placée à environ trente milles en arrière de mon camp actuel, et dans le voisinage de la rivière du Nord qu'elle devra défendre; une autre sera dispersée sur plusieurs points, dans la direction de la rivière du Connecticut, aussi loin que le permettra la nécessité de maintenir les communications libres: ces divers détachements occuperont des positions assez rapprochées les unes des autres pour qu'il leur soit facile de se réunir sur-le-champ, dès qu'il en sera besoin, soit pour leur commune défense, soit pour repousser les tentatives qui pourraient être dirigées contre la rivière du Nord. La facilité qu'a l'ennemi de rassembler toutes ses forces, et de les porter contre tel point qu'il lui plaît, doit être pour nous un avertissement de ne pas donner à nos lignes une étendue qui nous exposerait à être battus par détachements, ou compromettrait la possession de la rivière du Nord.

Cette disposition me permettra de me porter à la défense de votre flotte et de la ville de Boston, sans toutefois négliger l'autre partie importante de notre plan. Il ne me semble pas probable que l'ennemi se risque à pénétrer dans Boston du côté de la terre, avec le peu de forces qu'il a en ce moment à l'Est. Je crois plutôt qu'il réunira toutes ses troupes de terre et de mer pour avoir

plus de chances de succès. S'il doit en être ainsi, il sera forcé d'évacuer New-York, ce qui ne peut avoir lieu sans être annoncé par des circonstances impossibles à cacher; et le temps qu'il lui faudra nécessairement pour embarquer et transporter ses troupes et ses munitions, me suffira, je l'espère, pour faire avancer une partie considérable de mon armée, et la mettre en mesure de s'opposer à ses mouvements.

Les sentiments d'estime sincère que je porte à votre Excellence me font attacher un très-haut prix aux termes d'amitié dont vous voulez bien m'honorer. Je vous prie de recevoir, de mon côté, les plus cordiales assurances. Je m'estimerai singulièrement heureux si, dans le cours des opérations futures dont je vous ai parlé, une correspondance particulière me procurait les moyens de former une liaison plus intime avec vous, et de vous prouver mieux encore le respect et l'attachement avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc.



### A GOUVERNEUR MORRIS.

Fishkill, 4 octobre 1778.

Cher Monsieur,

Mes lettres officielles au président du congrès vous apprendront quel vent m'a poussé ici. Je n'ai donc pas besoin d'ajouter un mot à ce sujet. Votre lettre du 8 du mois dernier contient trois questions auxquelles vous répondez. 1° L'ennemi peut-il continuer la guerre? Non, il ne le peut. 2° A-t-il l'intention de se fixer sur le con-



minent? Il ne l'a pas, suivant votre opinion. 3° Est-il de notre intérêt de mettre obstacle à son départ? Non, répondez-vous sans hésiter.

Il y aurait, mon cher monsieur, beaucoup à ajouter en faveur de ces solutions, et plusieurs choses à objecter aux deux premières. Ainsi, pour ne parler d'abord que de l'une d'elles, je vous demanderai la permission de poser à mon tour une question et d'y répondre en même temps. Pouvons-nous continuer plus longtemps la guerre? Certainement non, à moins que l'on n'imagine et que l'on ne mette promptement à exécution quelque mesure pour relever notre crédit public, réprimer les dilapidations et punir les accapareurs; sans cela, où trouverons-nous des fonds pour faire face aux dépenses actuelles de l'armée? Quels officiers pourront supporter l'augmentation qui pèse aujourd'hui sur tous les objets de première nécessité? Un cheval, et quel cheval! ne coûte pas moins de deux cents livres sterling; une selle, trente ou quarante; des bottes en coûtent vingt, et le prix des souliers et d'autres objets est dans la même proportion. Comment sera-t-il possible aux officiers de suffire à ces charges sans un surcroît de solde? Et cette solde, comment l'augmenterez-vous lorsque la farine se paie en différents endroits depuis cinq jusqu'à quinze livres sterling la tonne, le foin, de dix à trente livres la tonne; et que le bœuf et autres articles essentiels sont d'une cherté proportionnée?

Le véritable point à considérer dans le sujet qui nous occupe n'est donc pas de savoir si la Grande-Bretagne peut ou non continuer la guerre, mais lequel des deux États aura le premier épuisé ses finances. Cette considération

me fait douter beaucoup de l'infailibilité de votre réponse à la seconde question, savoir si l'ennemi quittera le continent. Pour moi, je crois qu'il n'en fera rien tant qu'il conservera l'espoir de voir surgir des événements imprévus qui nous forcent à faire l'abandon de notre indépendance. Il ne peut se flatter de cet espoir, me direz-vous. D'accord; mais, si vous examinez de plus près les circonstances, votre esprit se trouvera embarrassé, arrêté par une foule d'objections. Quant à votre troisième réponse, j'y souscris de grand cœur. La campagne se présente bien pour nous; Dieu veuille que nos ennemis saisissent l'occasion de dire un éternel adieu à notre pays, heureux alors d'être débarrassé de leur présence. Si les Espagnols consentaient à joindre leur flotte à celle de la France, et qu'ils engageassent les hostilités, tous mes doutes disparaîtraient. Dans le cas contraire, je crains que les vaisseaux anglais ne soient que trop en état de paralyser les secours de la France.

Le prix élevé de tous les objets de première nécessité; le soulagement médiocre, sinon nul, que les officiers ont trouvé dans l'indemnité accordée par le congrès pour leurs effets d'habillement; le changement d'organisation qui a éloigné du service un si grand nombre d'entre eux; les lenteurs apportées dans cette organisation, lenteurs qui les ont tenus si longtemps dans l'incertitude, et ont fourni aux malintentionnés un prétexte pour faire de l'opposition; la hiérarchie mal réglée des rangs et une méthode de classement vicieuse et contradictoire; bien d'autres causes enfin qui pourraient être énumérées ici, tout cela a contribué à démoraliser l'armée, et provoqué, m'a-t-on dit, l'envoi au congrès d'un mémoire, d'une sorte de re-

montrance. Or, je n'ai connu ces plaintes que quelques jours après que le congrès s'en fut occupé. Les officiers comptaient sur le secret avec lequel avait été menée toute cette affaire pour me la cacher; car en pareille circonstance j'avais, au printemps dernier, fait échouer à son origine un semblable projet. Si vous avez quelques nouvelles dignes de m'être communiquées, n'en faites pas un mystère, mais transmettez-les, cher monsieur, à votre sincère, etc.



## AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Fredericksburg, 14 novembre 1778.

Monsieur,

Ce message sera accompagné d'une lettre officielle au sujet de l'expédition proposée contre le Canada. Vous verrez que je n'ai considéré cette proposition que sous le point de vue militaire. Je n'étais pas en effet autorisé à l'envisager autrement, et je crains en quelque sorte que l'on ne m'accuse d'avoir, dans ce que j'ai fait, dépassé les limites posées par le congrès. Mais ma sollicitude pour le bien public, que je crois très-grandement intéressé dans l'affaire, me justifiera, j'espère, aux yeux de tous ceux qui considèrent les choses avec impartialité<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Un comité du congrès s'était entendu avec le marquis de Lafayette pour former contre le Canada un plan d'attaque qui avait pour base la coopération des États-Unis et de la France. Dès le commencement de l'été suivant, trois divisions de troupes américaines, montant en tout à douze mille six cents hommes, devaient diriger l'attaque sur trois points : Détroit, Niagara, et la rivière de Connecticut. En même temps, une

Je ne sais, monsieur, quelle est votre opinion dans cette circonstance; mais, quelle qu'elle soit, je suis convaincu que je puis me reposer sur votre honneur et votre amitié, et je n'hésiterai pas à m'ouvrir à vous sans détour sur un point de la nature la plus délicate et la plus importante.

La question de l'expédition du Canada, avec la forme sous laquelle elle se présente aujourd'hui, me semble une des plus intéressantes qui aient été agitées dans nos as-

flotte française devait remonter le Saint-Laurent avec un corps de troupes, et agir contre Québec. Le plan fut adopté par le congrès, et on arrêta qu'il serait envoyé au docteur Franklin, et présenté par lui au cabinet français. — Voir le *Journal secret*, vol. II, p. 111. Une copie du plan fut adressée au général Washington, en le priant de communiquer à l'assemblée ses observations à cet égard. Il examina minutieusement cette affaire, et entreprit de prouver, dans une très-longue dépêche, l'impossibilité d'exécuter ce plan, cherchant à dissuader le congrès de prendre des engagements qu'il ne pourrait remplir. Cette entreprise exigeait plus de troupes et d'argent que le congrès ne pouvait s'en procurer; elle était en elle-même si compliquée et si étendue qu'elle ne présentait qu'un médiocre espoir de succès, eût-on même les meilleurs moyens pour la poursuivre. La dépêche fut remise au comité; il fut à l'unanimité de l'avis du général, mais il pensa cependant que le projet ne devait pas être abandonné. Tout le monde espérait que les Anglais évacueraient les forts et laisseraient les Américains en liberté d'agir à l'intérieur. On recommanda de faire des préparatifs dans la prévision d'un semblable événement, bien que sur une échelle plus petite que celle des plans ci-dessus mentionnés. Le comité émit aussi l'opinion que le général devait être autorisé à écrire au marquis de Lafayette à ce sujet, ainsi qu'au docteur Franklin, afin que l'on pût prendre des mesures éventuelles, dans le cas où la France enverrait un armement à Québec, et que l'on y coopérât autant que le permettraient les finances des États. Le rapport fut adopté par le congrès. — *Journal secret*, vol. II, p. 125. Voir aussi la *Vie de Washington*, par Marshall, vol. III, p. 568-580.

semblées nationales. Je crois devoir y faire une objection, omise dans ma lettre officielle, objection, selon moi, sans réplique, et qui alarme tous mes sentiments les plus intimes pour les véritables intérêts de mon pays. Laissons-nous entrer un nombreux corps de troupes françaises dans le Canada, et les mettrons-nous en possession de la capitale de cette province, attachée à la France par tous les liens du sang, les coutumes, les mœurs, la religion, et par l'ancienne communauté de gouvernement ? Je crains que ce ne soit leur offrir une tentation à laquelle résisterait difficilement tout gouvernement dirigé par les maximes ordinaires d'une politique nationale. Voyons quels avantages la France retirerait de la possession du Canada : d'abord l'acquisition d'un territoire produisant en abondance des vivres pour ses îles ; d'immenses débouchés, offrant la facilité d'établir avec les nations indiennes un commerce avantageux, qu'elle pourrait même monopoliser ; la possession de postes importants sur ce continent pour lesquels elle ne dépendrait pas de la bienveillance d'un allié ; le moyen d'accaparer tout le commerce de Terre-Neuve ; la sécurité de ses îles assurée ; et enfin la facilité de tenir en respect et de contrôler les États-Unis, les adversaires naturels, et les plus formidables, de toutes les puissances maritimes de l'Europe. La France, en s'emparant du Canada, ferait une excellente acquisition, par tous ces motifs, et parce que les nombreux habitants du pays, qui ont pour elle de l'inclination, l'aideraient de tout cœur à défendre cette possession contre tous ceux qui tenteraient de la lui enlever.

La France, reconnue depuis quelque temps pour la plus

puissante monarchie de l'Europe sur terre, maintenant en état de disputer l'empire de la mer à la Grande-Bretagne, et qui lui serait même supérieure, si elle était unie avec l'Espagne, la France possède déjà la Nouvelle-Orléans sur notre droite; elle aurait certainement, ce qui serait fort à craindre, le pouvoir de faire la loi aux États-Unis si elle avait de plus le Canada sur notre gauche, et qu'elle fût secondée par les nombreuses tribus des Indiens qui sont derrière, d'une extrémité à l'autre de nos frontières, tribus généralement bien disposées à son égard parce qu'elle a toujours su se les concilier.

Une fois que les cinq mille Français seront entrés à Québec (et sous ce prétendu nombre ne pourrait-on pas en introduire deux fois plus?), supposons qu'ils déclarent que leur intention est de garder le Canada comme un gage de sûreté pour les sommes dues à la France par les États-Unis, ou que, sous d'autres prétextes spécieux, ils occupent la place jusqu'à ce qu'ils aient trouvé un sujet de querelle, et qu'en même temps ils engagent les Canadiens à soutenir leurs prétendus droits, quelles plaintes pourrons-nous faire, avec cinq ou six mille hommes seulement pour les appuyer? On peut supposer que la France ne voudrait pas renoncer à notre amitié par une action de cette nature, qui aurait pour conséquence l'alliance de nos États avec l'Angleterre, d'une manière ou d'une autre, et la perte de ce qu'elle aurait acquis avec une violence aussi impardonnable, ainsi que celle des avantages que lui procurerait son alliance avec nous. C'est là, selon moi, une trop faible garantie contre la mesure pour qu'on puisse s'y arrêter. La position dépendra complètement des événements maritimes. Si la

France et l'Espagne s'unissaient et obtenaient sur mer une supériorité marquée, une réunion avec l'Angleterre nous serait d'un mince avantage, et pourrait bien être bravée. La France, avec une nombreuse armée à sa disposition, pourrait débarquer autant de troupes qu'elle le jugerait à propos pour soutenir ses prétentions; l'Angleterre sans hommes, sans argent, battue sur son élément favori, ne pourrait nous offrir, contre notre adversaire, une assistance suffisante. Le ressentiment, les reproches, la soumission, voilà le seul parti qui nous serait laissé. Les hommes sont portés à se jeter dans les voies extrêmes. La haine contre l'Angleterre peut inspirer à certaines personnes un excès de confiance pour la France, surtout lorsque des motifs de gratitude pèsent dans la balance. Les hommes confiants dont je parle ne voudraient pas supposer la France capable de jouer un rôle aussi indigne d'elle. Je suis disposé à entretenir la meilleure opinion de notre nouvel allié, et j'aime à rencontrer, dans une mesure raisonnable, ce même sentiment chez les autres; mais c'est une maxime fondée sur l'expérience universelle du genre humain que, dans notre confiance envers une nation, nous ne devons pas aller au delà de ce qu'indique son intérêt; aucun homme d'État, aucun politique prudent ne s'écartera de ce principe. Dans notre position, nous devons être particulièrement circonspects, car nous n'avons pas encore acquis une force et une maturité suffisantes pour nous remettre des suites d'une démarche dans laquelle nous nous serions inconsidérément engagés.

Lors même que la France accueillerait ce projet avec

les intentions les plus pures, il y aurait à craindre que, dans le cours de l'affaire, poussée par les circonstances, et aussi peut-être par les sollicitations et les vœux des Canadiens eux-mêmes, elle ne changeât d'idée.

A la manière dont le général Lafayette exposait son plan, il me sembla, lorsqu'il me le fit connaître, qu'il en était seul l'auteur; cependant il n'est pas impossible que la proposition ait pris son origine dans le cabinet français, et qu'on lui ait donné adroitement cette forme pour la faire goûter plus aisément. Je crois lire, dans la figure de quelques personnes; autre chose que le zèle désintéressé de simples alliés. Je désire me tromper; peut-être suis-je trop préoccupé de la crainte de quelque malheur; peut-être cette préoccupation a-t-elle éveillé en moi des sentiments de méfiance sans fondement. Mais, par-dessus tout, monsieur, et en mettant de côté toute autre considération, il me répugne d'augmenter le nombre de nos obligations nationales. Je désirerais autant que possible qu'on évitât de donner, à aucune puissance étrangère, de nouveaux droits à la reconnaissance des États-Unis, et ne voudrais point demander d'assistance qui ne fût absolument indispensable.

Je suis, etc. <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Voici ce que le président Laurens écrivit en réponse à cette lettre : — « J'ai de puissantes raisons pour croire que le plan formé pour une expédition contre le Canada; de concert avec la France, a été conçu par le marquis de Lafayette, qui s'est décidé à le proposer après en avoir conféré avec le comte d'Estaing; et en s'arrêtant à cette supposition, nul doute qu'il n'ait été dicté par les motifs les plus purs; mais cela ne suffit pas pour m'engager à prêter mon concours à une mesure qui peut nous attirer bien des malheurs. Autant que mon peu de loisir et d'intelli-



gence m'a permis d'approfondir la question, j'ai souvent examiné la nature délicate de nos rapports avec la France; et, bien qu'il soit désagréable de citer son propre jugement, j'ai prévu et prédit, il y a quinze mois, l'état humiliant auquel serait réduite notre naissante indépendance, si nous empruntions à cette nation des sommes plus considérables qu'il n'était besoin pour soutenir l'armée et notre malheureuse marine.

» J'étais l'une des six personnes qui s'opposèrent sans succès à la décision prise pour faire un emprunt à la France afin de payer l'intérêt de notre dette publique. Nous avons, par ce seul article, augmenté immensément la dette de l'Union; par suite de notre négligence à faire valoir nos faibles moyens, et pour ne pas nous être montrés disposés à repousser une partie de la première demande formée contre nous, nos bons émis pour payer cet intérêt courent grand risque d'être discrédités. Attachant un haut prix à l'honneur national, je souhaitais ardemment que le nôtre fût soutenu par une conduite toujours digne et ferme; et je ne voyais pas sans crainte que nous missions notre sort entre les mains d'un puissant créancier, qui, sur le premier prétexte, pourrait interpréter notre honneur national de manière à causer notre ruine. J'avertis mes amis du danger de donner hypothèque aux puissances étrangères sur ces États. Chaque million de livres sterling que vous empruntez est un nouveau gage que vous laissez prendre sur vos terres. Il est loisible à votre créancier de se faire payer à la banque d'Angleterre avec un intérêt exorbitant, ou de venir, s'il lui plaît, chercher dans un de vos ports et à sa manière, l'argent qui lui est dû, alors que l'intérêt du pays nous fera une loi de soutenir un prétendu honneur national.

» Votre Excellence comprendra par là de quel sentiment j'ai été animé lorsque les propositions pour soumettre le Canada, à l'aide d'une flotte et d'une armée française, m'ont été déferées. Je me suis opposé ouvertement au plan du marquis, en exprimant des doutes sur la probabilité d'un concours de la part du congrès. Mon opposition est allée aussi loin que le permettaient ma charge et les égards que commandent l'honneur et la fermeté de ce gentilhomme. J'ai laissé à la sagesse du congrès le soin de juger l'opportunité de ce plan, et l'affaire a été renvoyée à un comité qui en a conféré avec le marquis. Le rapport a été rédigé comme il le désirait; mais la chambre a décidé avec une haute prudence qu'elle consulterait le commandant en chef avant de prendre une dernière détermination. Quelles que soient les observations de votre Excellence, je me trompe fort, ou tous les membres du congrès sont disposés

à les appuyer. Si l'exécution d'un plan si vaste est impraticable pour nous dans l'état où se trouvent notre armée et nos finances, il devient inutile de le discuter sous le point de vue politique ; j'ai l'espoir que le marquis reconnaitra la justesse de semblables raisons, et que nous serons suffisamment justifiés de ne pas avoir accueilli son plan favori, puisque la situation de nos affaires nous le défendait.

» La dette énorme que nous avons contractée au dehors et au dedans exige la plus sérieuse attention et réclame les méditations de tous les hommes éclairés de ces États, afin de mettre en sûreté tout ce qui a pu être sauvé des ravages de l'ennemi. Mes vues sont peut-être bornées, mais il ne me semble pas que rien doive nous encourager en ce moment à tenter des conquêtes lointaines. Je me suis constamment opposé à toute proposition tendant à éparpiller nos forces et à accroître notre dette. Les événements ont affermi mon opinion, et aujourd'hui, en pesant toutes les circonstances, je doute que l'expédition actuelle contre l'est de la Floride soit politique, et surtout qu'elle ait du succès. » — *Lettre ms.*, 20 novembre.

C'est un fait politique curieux que, malgré les soupçons qui prévalaient à ce sujet parmi les habitants des États-Unis, le gouvernement français se soit opposé à une expédition contre le Canada, ou à quelque tentative que ce fût pour enlever cette province à l'Angleterre. Au commencement de la guerre, il entra dans la politique du roi de France que le Canada et la Nouvelle-Écosse restassent entre les mains de la Grande-Bretagne. Ceci paraît d'autant plus singulier que l'on supposait généralement que l'un des projets favoris de la France, en secourant les États-Unis, était de reprendre le Canada et de regagner sur le continent américain une partie du territoire et de l'influence qu'elle avait perdus dans la guerre précédente. Le ministre français en Amérique avait reçu pour instructions de ne s'opposer à aucun des plans que le congrès pourrait former pour envahir le Canada, mais en même temps, de ne promettre, pour une pareille entreprise, aucun encouragement, aucun secours de la part de la France. Ce fait était nécessairement ignoré du marquis de Lafayette et du comte d'Estaing, lorsque celui-ci fit répandre sa *Déclaration* parmi les Canadiens, datée de Boston, le 28 octobre. — Voyez *Sparks. Vie de Gouverneur Morris*, vol. I, p. 189.

Pendant le cours des délibérations, Washington consulta M. Jay, qui se trouvait alors à Fishkill, non loin du quartier général. Les conseils de ce patriote zélé, de cet habile homme d'État lui furent très-utiles. L'auteur de la *Vie de John Jay* (vol. I, p. 83) s'exprime ainsi : « Tous deux

s'accordèrent à désapprouver le plan ; le général adressa ensuite une lettre au congrès sur ce sujet. Il y faisait valoir diverses objections au plan proposé ; mais , pour de bonnes raisons, il omit la plus importante selon lui , la probabilité que les Français insisteraient pour garder le Canada, s'ils aidaient à le conquérir, et le danger de leur laisser prendre position sur les frontières des États-Unis. » La lettre ci-dessus prouve que Washington prit toutes les mesures nécessaires pour faire connaître ses sentiments au congrès. Par erreur , l'auteur fixe la date de l'événement à l'automne de 1777, c'est-à-dire un an plus tôt qu'il n'eut lieu. La même erreur se rencontre dans la *Vie de Hamilton*, vol. I, p. 154.

FIN DU TOME TROISIÈME.

# TABLE DES MATIÈRES

## CONTENUES DANS LE TOME TROISIEME.

|              |       |                                                                                  | Pages |
|--------------|-------|----------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 29 mai       | 1754. | Au gouverneur Dinwiddie. . . . .                                                 | 1     |
| Sans date    | —     | Au gouverneur Dinwiddie. . . . .                                                 | 12    |
| 18 juillet   | —     | A mistriss Mary Washington . . . . .                                             | 13    |
| 2 août       | 1755. | A Robert Jackson. . . . .                                                        | 15    |
| 14 août      | —     | A Warner Lewis. . . . .                                                          | 17    |
| 14 octobre   | —     | Au gouverneur Dinwiddie. . . . .                                                 | 21    |
| 21 février   | 1757. | Au comte de Loudoun. . . . .                                                     | 30    |
| 20 septembre | 1765. | A Francis Dandrige, à Londres. . . . .                                           | 45    |
| 5 avril      | 1769. | A George Mason. . . . .                                                          | 48    |
| 20 juillet   | 1774. | A Bryan Fairfax. . . . .                                                         | 52    |
| 16 juin      | 1775. | Réponse au congrès au sujet de sa nomination<br>au commandement en chef. . . . . | 57    |
| 18 juin      | —     | A mistriss Marthe Washington. . . . .                                            | 58    |
| 10 juillet   | —     | Au président du congrès. . . . .                                                 | 60    |
| 20 août      | —     | Au lieutenant-général Gage. . . . .                                              | 72    |
| 26 septembre | —     | Au brigadier général Joseph Spencer. . . . .                                     | 74    |
| 11 novembre  | —     | Au président du congrès. . . . .                                                 | 76    |
| 12 novembre  | —     | A William Palfrey. . . . .                                                       | 80    |
| 26 novembre  | —     | A Lund Washington. . . . .                                                       | 82    |
| 5 décembre   | —     | Au major général Schuyler. . . . .                                               | 85    |
| 14 décembre  | —     | Au président du congrès. . . . .                                                 | 87    |
| 15 décembre  | —     | A Joseph Reed. . . . .                                                           | 89    |
| 4 janvier    | 1776. | A Joseph Reed. . . . .                                                           | 92    |
| 14 janvier   | —     | A Joseph Reed. . . . .                                                           | 95    |
| 9 février    | —     | Au président du congrès. . . . .                                                 | 102   |
| 10 février   | —     | A Joseph Reed. . . . .                                                           | 107   |
| 18 février   | —     | Au président du congrès. . . . .                                                 | 112   |
| 7 mars       | —     | Au président du congrès. . . . .                                                 | 114   |
| 13 mars      | —     | Au président du congrès. . . . .                                                 | 121   |
| 19 mars      | —     | Au président du congrès. . . . .                                                 | 126   |
| 27 mars      | —     | Réponse à une adresse de l'assemblée gé-<br>nérale du Massachusetts. . . . .     | 128   |
| 31 mars      | —     | A Jean-Augustin Washington. . . . .                                              | 130   |
| 1er avril    | —     | A Joseph Reed. . . . .                                                           | 139   |

|                                                                                       | Pages |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 17 avril 1776. Au comité de sûreté de New-York. . . . .                               | 142   |
| 20 juin — Au président du congrès. . . . .                                            | 145   |
| 10 juillet — Au président du congrès. . . . .                                         | 148   |
| 11 juillet — A la cour générale du Massachusetts. . . . .                             | 151   |
| 13 juillet — Au comité secret de la convention de l'État<br>de New-York. . . . .      | 153   |
| 14 juillet — Au président du congrès. . . . .                                         | 155   |
| 19 juillet — Au comité de la ville de New-York. . . . .                               | 160   |
| 22 juillet — Au président du congrès. . . . .                                         | 161   |
| 25 juillet — Au président du congrès. . . . .                                         | 163   |
| 29 juillet — Au bureau de la guerre. . . . .                                          | 165   |
| 8 août — Aux officiers et soldats de l'association de<br>Pennsylvanie. . . . .        | 168   |
| 11 août — Au gouverneur Trumbull. . . . .                                             | 169   |
| 12 août — A la convention de New-York. . . . .                                        | 170   |
| 17 août — A la convention de New-York. . . . .                                        | 172   |
| 25 août — Au major général Putnam. . . . .                                            | 174   |
| 31 août — Au président du congrès. . . . .                                            | 175   |
| 2 septembre — Au président du congrès. . . . .                                        | 176   |
| 8 septembre — Au président du congrès. . . . .                                        | 178   |
| 24 septembre — Au président du congrès. . . . .                                       | 196   |
| 7 octobre — Au président du congrès. . . . .                                          | 208   |
| 12 décembre — Au président du congrès. . . . .                                        | 213   |
| 15 décembre — Au conseil de sûreté de la Pennsylvanie. . . . .                        | 213   |
| 16 décembre — Au président du congrès. . . . .                                        | 217   |
| 18 décembre — A Jean-Augustin Washington. . . . .                                     | 220   |
| 20 décembre — Au président du congrès. . . . .                                        | 223   |
| 27 décembre — Au président du congrès. . . . .                                        | 234   |
| 1 <sup>er</sup> janvier 1777. Au président du congrès. . . . .                        | 238   |
| 1 <sup>er</sup> janvier — A Robert Morris, George Clymer et George<br>Walton. . . . . | 241   |
| 5 janvier — Au président du congrès. . . . .                                          | 243   |
| 13 janvier — A lord Howe. . . . .                                                     | 248   |
| 20 février — Au président du congrès. . . . .                                         | 250   |
| 1 <sup>er</sup> mars — Au président du congrès. . . . .                               | 253   |
| 3 avril — Au brigadier général Arnold. . . . .                                        | 257   |
| 24 avril — A Richard-Henri Lee. . . . .                                               | 259   |
| 30 avril — Au colonel Alexandre Spotswood. . . . .                                    | 262   |
| 16 mai — A M. Malmédy. . . . .                                                        | 263   |
| 16 mai — Au président du congrès. . . . .                                             | 266   |
| 17 mai — A Richard-Henri Lee. . . . .                                                 | 268   |
| 31 mai — Au président du congrès. . . . .                                             | 271   |
| 6 juin — Au président du congrès. . . . .                                             | 273   |
| 17 août — A Benjamin Franklin, à Paris. . . . .                                       | 277   |
| 19 août — A Benjamin Harrison, au congrès. . . . .                                    | 280   |
| 5 octobre — Au président du congrès. . . . .                                          | 282   |

|                                |                                                                                                                            | Pages |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1 <sup>er</sup> novembre 1777. | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 285   |
| 10 novembre —                  | A Henri Laurens, président du congrès. . . . .                                                                             | 292   |
| 26 novembre —                  | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 296   |
| 10 décembre —                  | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 302   |
| 14 décembre —                  | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 304   |
| 22 décembre —                  | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 310   |
| 23 décembre —                  | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 315   |
| 30 janvier 1778.               | A sir William Howe. . . . .                                                                                                | 322   |
| 1 <sup>er</sup> mars —         | A Bryan Fairfax. . . . .                                                                                                   | 324   |
| 7 mars —                       | A Thomas Wharton, président de la Pensyl-<br>vanie. . . . .                                                                | 329   |
| 7 mars —                       | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 331   |
| 11 mars —                      | Au lieutenant général Burgoyne. . . . .                                                                                    | 341   |
| 13 mars —                      | A Philippe Schuyler, James Duane, et Wol-<br>kert, P. Douw, commissaires pour les re-<br>lations avec les Indiens. . . . . | 342   |
| 10 avril —                     | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 348   |
| 2 <sup>e</sup> avril —         | A John Banister, député au congrès. . . . .                                                                                | 352   |
| avril —                        | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 361   |
| mai —                          | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 367   |
| 30 mai —                       | A Landon Carter. . . . .                                                                                                   | 368   |
| 1 <sup>er</sup> juillet —      | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 373   |
| 14 juillet —                   | Au comte d'Estaing. . . . .                                                                                                | 381   |
| 17 juillet —                   | Au comte d'Estaing. . . . .                                                                                                | 383   |
| 24 juillet —                   | A Gouverneur Morris. . . . .                                                                                               | 387   |
| 20 août —                      | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 389   |
| 20 août —                      | Au brigadier général Nelson en Virginie. . . . .                                                                           | 393   |
| 28 août —                      | Au major général Heath. . . . .                                                                                            | 396   |
| 1 <sup>er</sup> septembre —    | Au major général Sullivan. . . . .                                                                                         | 398   |
| 1 <sup>er</sup> septembre —    | Au marquis de Lafayette. . . . .                                                                                           | 401   |
| 11 septembre —                 | Au comte d'Estaing. . . . .                                                                                                | 405   |
| 4 octobre —                    | A Gouverneur Morris. . . . .                                                                                               | 410   |
| 14 novembre —                  | Au président du congrès. . . . .                                                                                           | 413   |

FIN DE LA TABLE DU TOME TROISIÈME.

~~1778~~

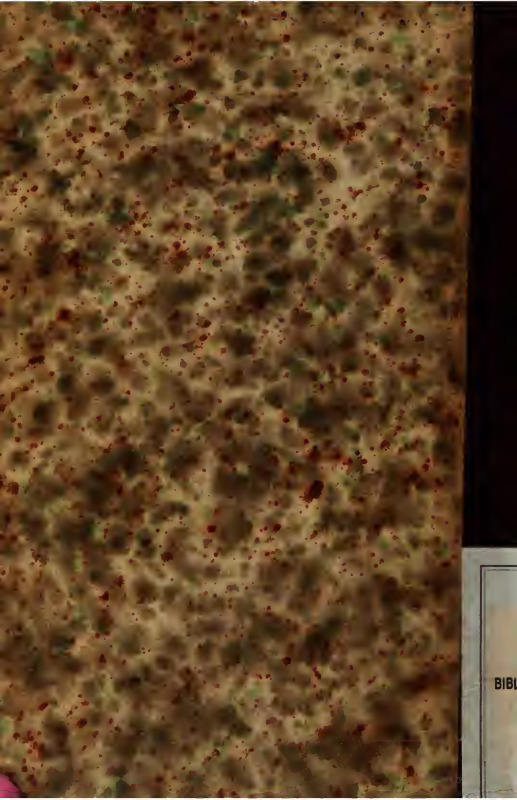
77485.











BIBL